
NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06272912 8



LA

QUESTION DE L'OR

LA

QUESTION DE L'OR

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE DROUARD.

LA

QUESTION DE L'OR

LES MINES DE CALIFORNIE ET D'AUSTRALIE

LES ANCIENNES MINES D'OR ET D'ARGENT — LEUR PRODUCTION

LA DISTRIBUTION ET L'EMPLOI DES MÉTAUX PRÉCIEUX

L'INFLUENCE DES NOUVELLES MINES D'OR SUR LA SOCIÉTÉ — LEUR AVENIR

LES PROBLÈMES QU'ELLES SOULÈVENT — LES RÉFORMES QU'ELLES PROVOQUENT

PAR

E. LEVASSEUR

Docteur ès-lettres,

Professeur au Lycée impérial Saint-Louis.



PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET CIE

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes, du Dictionnaire de l'Économie politique, du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

RUE RICHELIEU, 14

—

1858

PRÉFACE.

Une révolution monétaire qui apporte dans l'économie des sociétés de profondes modifications s'accomplit en ce moment sous nos yeux. Elle a été très-diversement jugée ; parfois même elle a été niée. Cependant un examen attentif des faits qui se passent depuis dix ans ne permet pas de douter de son existence. Les économistes de tous les pays s'en sont préoccupés. Les gouvernements se sont alarmés ; plusieurs ont pris des mesures à cet égard ; en France, deux commissions ont été nommées à des époques différentes pour étudier le problème. L'Académie des sciences morales et politiques a plusieurs fois agité la question et l'a mise au concours.

Il était donc utile et intéressant, au double point de vue de la science et de l'administration publique, d'étudier cette révolution, d'en constater l'existence, d'en rechercher la nature, les causes et les effets, d'en mesurer l'intensité et la durée probable, et de discuter les mesures qu'il serait opportun de prendre en présence de pareils événements. C'est ce que j'ai essayé de faire. J'ai entrepris de donner un tableau complet, au moins pour la France, des changements que l'abondance de l'or a produits

dans la société. Je me suis entouré de tous les documents, et, avant de livrer mon travail au public, j'ai pu profiter des derniers enseignements que nous donnent sur cette question la crise commerciale et les faits les plus récents.

L'ouvrage se divise en quatre livres, précédés d'une introduction.

L'introduction renferme l'histoire des métaux précieux pendant les dix-huit siècles qui nous ont précédés, et fait comprendre la révolution présente par l'exemple des révolutions antérieures et par les variations pour ainsi dire continuelles qu'ont éprouvées l'or et l'argent.

L'histoire de la découverte des mines de Californie et d'Australie, les phénomènes économiques, si bizarres et si instructifs, auxquels a donné lieu l'exploitation de l'or dans ces pays, la production des mines d'or nouvelles et anciennes, la production des mines d'argent depuis 1848 jusqu'en 1857, et les chances de diminution et d'accroissement que l'avenir réserve aux unes et aux autres, forment l'objet du premier livre.

La manière dont les métaux précieux se sont distribués depuis dix ans dans le monde, et particulièrement en France, les différents usages pour lesquels ils ont été employés, la limite et l'extension probable dans le présent et dans l'avenir des divers débouchés de la consommation forment l'objet du second livre.

Le troisième livre comprend les lois générales de la distribution et de la valeur des métaux et de la monnaie, l'influence que l'abondance de l'or a exercée depuis dix ans, en France, sur le commerce et sur l'industrie, sur le prix des marchandises, sur la condition des personnes, sur les banques et sur le gouvernement, et enfin les conséquences qu'entraîne l'emploi simultané de l'or et de l'argent comme étalons monétaires.

Le quatrième livre est consacré à la discussion des divers

moyens qui ont été proposés pour arrêter la baisse de la monnaie ou pour en empêcher les effets, et traite particulièrement de la démonétisation d'un des deux métaux, l'un des plus grands problèmes pratiques que soulève en ce moment la question de l'or.

Je désire que ce travail puisse jeter quelque lumière sur les questions de théorie relatives à la valeur et à l'influence des métaux précieux qu'agite en ce moment la science économique, et fournir des renseignements utiles pour les réformes pratiques dont se préoccupent les hommes d'État : c'est le double but que je me suis proposé.

1er Juin 1858.

E. LEVASSEUR.

INTRODUCTION

SUR

L'HISTOIRE DES MÉTAUX PRÉCIEUX AVANT 1848.

« L'or et l'argent s'avilissent, et tout renchérit, » dit-on de toutes parts, et beaucoup de gens s'étonnent de cet avilissement qu'ils regardent comme un phénomène étrange et entièrement nouveau. « Erreur, répondent quelques publicistes, l'or et l'argent ne s'avilissent pas, et jamais les métaux précieux n'ont changé de valeur. » Entre ces deux assertions contraires, où est la vérité? Elle n'est absolument ni d'un côté ni de l'autre. Les faits confondent également l'étonnement des uns et la négation des autres : pour peu qu'on ait étudié le passé, on demeure convaincu que la valeur de l'or et de l'argent peut changer, et qu'elle a même déjà changé bien souvent.

La révolution monétaire du XVIe siècle en est la preuve; et cette révolution, que l'on cite comme un exemple de ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux, est loin d'être la première et la seule perturbation qu'aient éprouvée les métaux précieux. L'or et l'argent sont des marchandises, et, comme telles, ils sont exposés aux diverses variations de la hausse et de la baisse que peut produire un excès dans l'offre ou

dans la demande. Toutefois, comme ces métaux ont le privilége de servir de mesure et d'intermédiaire dans les échanges, et qu'on a par conséquent toujours besoin pour les échanges d'une quantité très-grande de métaux, la demande varie peu dans un temps donné. Aussi, la valeur de l'argent restant à très-peu près la même au milieu des changements beaucoup plus fréquents et plus brusques des autres marchandises, changements que l'argent lui-même mesure, on peut croire que les métaux ont une valeur immuable, et on les traite comme s'ils l'avaient véritablement : cette opinion, commode dans les transactions commerciales, n'a aucun inconvénient dans les circonstances ordinaires.

En réalité, il n'y a pas d'étalon de la valeur, parce qu'il n'y a pas de marchandise fixe, c'est-à-dire de marchandise qui coûte toujours le même effort à produire, qui soit toujours également désirée, également prête à satisfaire aux besoins de l'homme. La valeur n'est qu'un rapport ; et, comme les termes du rapport se déplacent sans cesse, la valeur est elle-même dans un changement perpétuel. Telle marchandise renchérit, telle autre s'avilit; telle acquiert une plus grande valeur par rapport à dix marchandises, qui, dans le même temps, en a une moindre par rapport à vingt autres. Grâce aux machines, le prix de la toile diminue, mais celui des cotonnades diminue plus encore, et la toile acquiert plus de valeur que le coton, pendant que l'une et l'autre perdent, mais à des degrés divers, en comparaison du blé. Le blé lui-même n'est pas stable ; car, sans parler des brusques variations annuelles, les voies de communication, le perfectionnement de l'agriculture, les changements dans la consommation modifient beaucoup sa valeur dans la série des temps. Le salaire du journalier ne l'est pas davantage ; car son travail n'est pas aussi productif ni aussi bien rémunéré dans tous les temps et dans tous les pays. Néanmoins, ces deux termes, blé et travail, sont bien moins variables que les métaux quand on embrasse une vaste période, parce qu'ils répondent à

les besoins beaucoup plus fixes. Incapables de servir à comparer es valeurs dans un même temps, ils sont les instruments les noins imparfaits à l'aide desquels on puisse mesurer la valeur lés marchandises en général et celle des métaux en particulier ı la distance de quelques siècles.

Les économistes, et entre autres Adam Smith et M. Michel Chevalier, l'ont dit et l'ont prouvé : dans une courte période le quelques années, les métaux sont la mesure la plus exacte les valeurs ; dans une période de plusieurs siècles ils ne peuvent remplir les mêmes fonctions et deviennent un étalon bien moins juste que le travail et que le blé, dont le prix pourtant présente de si grandes variations d'une année à l'autre.

L'histoire constate la vérité de cette proposition. Quand, s'élevant au-dessus des siècles, on embrasse un vaste horizon, qu'on considère les changements, je ne dis pas accidentels, mais permanents et réguliers des prix du blé, les variations correspondantes des salaires et des prix de toutes les marchandises en général, et qu'on étudie les causes qui aux mêmes époques ont pu augmenter ou diminuer la demande par suite de l'état de l'industrie, l'offre par suite de l'état des mines, on s'aperçoit bientôt que les métaux sont en quelque sorte dans une révolution permanente ; et, à l'aide même du témoignage des contemporains, qui ne soupçonnaient pas la plupart du temps la raison du phénomène qu'ils observaient, on peut marquer les diverses périodes de cette révolution et en tracer les limites avec assez d'exactitude, non-seulement pour rendre incontestable et évidente la loi de ces variations, mais même pour fournir à l'historien une mesure suffisante le la valeur de l'argent dans les siècles passés.

Nous ne remontons pas au delà de l'ère chrétienne, parce que nous ne trouverions dans les histoires anciennes rien de ixe, ni de suivi, bien qu'il soit évident par soi-même, et qu'il oit prouvé par des témoignages irrécusables[1] que les métaux

[1] Xénophon s'explique sur ce sujet comme pourrait le faire un écono-

précieux n'ont pas été plus à l'abri des variations dans l'antiquité que dans les temps modernes. Mais, depuis le premier siècle de l'ère chrétienne jusqu'en 1848, nous pouvons compter et déterminer avec assez d'exactitude quatorze périodes de ce genre dans l'Europe occidentale et particulièrement en France.

§ 1. — AVANT LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE.

Quelle était la quantité d'or et d'argent qui circulait dans le monde avant la découverte de l'Amérique? C'est ce qu'on ne saurait dire, même d'une manière approximative; et les statisticiens qui ont essayé de le déterminer, en fondant leur système sur des hypothèses, ont fait preuve d'esprit d'invention plus que d'exactitude. Ce qui est certain, c'est que la société antique avait beaucoup moins d'or et d'argent que la nôtre, que ces deux métaux lui étaient fournis uniquement par l'Asie occidentale, le nord de l'Afrique et l'Europe, et qu'une partie de la quantité extraite des mines restait enfouie dans des trésors et n'avait presque aucune influence sur la circulation : le commerce, d'ailleurs, était beaucoup moins étendu et moins actif qu'il n'est aujourd'hui, et exigeait moins de numéraire.

Si la statistique ne nous a rien laissé sur les chiffres de l'exploitation, l'histoire nous donne du moins certains indices qui permettent de retrouver quelques-unes des révolu-

miste du XIX[e] siècle. Il veut encourager ses concitoyens à exploiter plus activement leurs mines d'argent, et il s'applique à leur démontrer en ces termes la supériorité de l'argent sur l'or. Je traduis littéralement : « Quand un État est affligé d'une disette ou d'une guerre, la terre restant en friche, on a besoin d'une bien plus grande quantité de monnaie pour se procurer des vivres et des soldats. Mais, dira-t-on, l'or n'est pas moins utile que l'argent : je n'en disconviens pas : *Je sais toutefois que l'or, quand il paraît en grande quantité (sur le marché) perd lui-même une partie de son prix, et donne plus de valeur à l'argent.* » (*Sur les Revenus*, ch. IV, 9 et 10.)

ions économiques produites par la rareté ou l'abondance des nétaux précieux.

Ire PÉRIODE. Le monde ancien ne paraît jamais avoir eu un narché plus étendu, un commerce plus florissant que sous 'administration romaine durant les deux premiers siècles de 'Empire. Du temps de Pline et sous les Antonins, le kilogramme de pain valait 0 fr. 46 ; l'argent possédait à peu près la même puissance d'achat qu'il avait en France il y a dix ans. Si l'on représente par 100 la production annuelle de marchandises et par 10 la somme totale de la monnaie au XIXe siècle, il est évident que cette monnaie aura la même valeur qu'à une époque où la production était représentée par 10 et la monnaie par 1. On peut prendre ces chiffres comme exemple du rapport qui existait au commencement du second siècle de l'ère chrétienne.

IIe PÉRIODE. Ce rapport était bien changé à la fin du IIIe siècle. Dioclétien se plaignait du renchérissement de toutes les marchandises. « Le prix des denrées, disait-il, négociées dans les marchés ou apportées journellement dans les villes, a tellement dépassé toutes les bornes que le désir effréné du gain n'est modéré ni par l'abondance des récoltes, ni par l'affluence des denrées. » L'empereur joignait à ces plaintes un tarif qui mettait l'hectolitre d'épeautre à 23 francs, le kilogramme de bœuf à 1 franc, le kilogramme de pain à 1 fr. 45, et il défendait, sous peine de mort, de vendre à un prix plus élevé. Les marchands enfreignirent la défense aimant mieux s'exposer au supplice que de vendre à perte, et le tarif finit par être aboli. Dioclétien n'avait pas compris que cette cherté provenait d'une cause sur laquelle ses édits étaient impuissants : le rapport entre la marchandise et l'argent était changé au profit de ce dernier. Comment? aucune mine nouvelle n'avait été ouverte, aucun trésor enlevé à un peuple vaincu. C'est vrai ; mais les misères de l'empire avaient tari les sources de la richesse ; si la quantité de la monnaie était toujours re-

présentée par 1, celle de la marchandise ne l'était peut-être plus que par 5. La demande avait diminué pendant que l'offre ne changeait pas ; et par conséquent il fallait deux fois plus d'argent pour acheter le même produit, tout aussi bien que si, la production restant stationnaire, la quantité de monnaie avait doublé.

IIIe PÉRIODE. Cent ans plus tard, le rapport a encore une fois changé. Symmaque a signalé, à propos d'une réforme monétaire, ce phénomène économique peu observé de son temps. « L'empereur Gratien, dit-il (Ép. x, 42), a décidé que les changeurs ne donneraient plus pour un sou que la quantité de métal qu'il était juste de donner à cette époque; mais bientôt, le prix de l'or continuant à augmenter, le remède est devenu impuissant. Comme sur le marché le sou a une valeur plus élevée, les denrées se vendent à plus bas prix. » En effet, du temps de Valentinien, l'hectolitre de froment se paye 67 grammes 50 d'argent, tandis que du temps de Dioclétien la même quantité d'épeautre, marchandise inférieure, était évaluée dans un tarif inapplicable à 103 grammes 50. Pourquoi ce changement? Le commerce était-il plus prospère au IVe siècle qu'au IIIe? Non. Mais les invasions avaient commencé ; et, à l'approche des barbares, quiconque avait de l'or le cachait. Les métaux précieux avaient presque cessé de circuler, ceux qui étaient enfouis n'avaient pas plus d'action sur le marché que s'ils eussent été encore dans la mine, et ceux qui restaient dans la circulation étaient devenus chers par leur rareté. Si les marchandises continuaient à être représentées par 5, et que les métaux le fussent seulement par 1/2, il en aurait fallu moitié moins pour acheter le même produit que sous Dioclétien; mais il est plus vraisemblable de supposer que les marchandises n'étaient plus à l'argent que comme 2 1/2 à 1/4, ce qui donne le même rapport dans un commun amoindrissement du travail et de la richesse métallique.

IVe PÉRIODE. Les commencements du moyen âge ne de-

vaient pas être beaucoup plus favorables à la production et à la circulation monétaire que les dernières années de l'Empire. La plupart des trésors enfouis à l'époque des invasions étaient perdus. La barbarie de ces temps de désordres et de misères avait interrompu presque partout le travail des mines comme celui des autres industries. Ceux qui avaient de l'or ou de l'argent le conservaient précieusement sans le faire passer dans la circulation ; on le mettait sous forme de vases plus souvent que sous forme de monnaies. Les rois francs se faisaient gloire de posséder des trésors de ce genre. Et combien peu de valeur avaient ces trésors si vantés par les contemporains ! Chilpéric, celui des rois mérovingiens qui, après Dagobert, aima le plus le faste, étalait un jour avec complaisance ses richesses devant Grégoire de Tours, et lui montrait, comme l'objet le plus précieux, un vase d'or pesant 16 kilogrammes 1/2, en disant : « C'est moi qui ai fait faire ce vase pour orner et pour illustrer la nation des Francs. » A aucune époque les métaux précieux n'ont été aussi rares que pendant les siècles qui suivirent l'invasion. Aussi n'eurent-ils jamais une puissance d'achat aussi grande : l'hectolitre de blé, qui valait 67 gr. 50 d'argent sous l'Empire, à l'époque de la plus grande rareté des métaux, ne coûtait plus que 12 gr. 37 en l'an 794, et le kilogramme de pain ne revenait pas tout à fait à 4 centimes.

Pour expliquer cette différence de prix entre les deux époques, il faudrait, en supposant que l'industrie fût restée dans le même état, dire qu'il y avait cinq fois moins de métaux dans la circulation. Mais, comme il est évident que l'industrie avait considérablement décru, et qu'indépendamment des autres considérations historiques, on en a la preuve dans le prix des objets manufacturés, qui n'a pas subi la même baisse que celui des produits agricoles, il faut bien croire que la diminution des métaux précieux est plus grande encore.

Ve PÉRIODE. Il fallait, en effet, qu'il y eût bien peu de métaux précieux pour qu'un événement qui, en d'autres temps,

eût été sans importance, exerçât sur la circulation monétaire une influence aussi marquée. En 796, les Francs pénètrent en vainqueurs dans le camp des Avars, s'emparent des trésors que le pillage y avait entassés et les rapportent en Gaule. L'effet de cette importation subite est tel qu'en 806 le prix des céréales est d'un tiers plus élevé qu'en 794 : l'hectolitre de blé vaut 16 gr. 50.

Les métaux restèrent rares et chers jusqu'à l'époque des Croisades. Le rapport de l'argent à l'or avait plus d'une fois varié dans le cours de ces révolutions. A Athènes et en Orient, il était longtemps resté comme 1 est à 10. A Rome, sur la fin de la République, et dans les premiers temps de l'Empire, il s'était à peu près maintenu à 11 1/2. Il changea dans les derniers siècles de l'Empire et sous la domination des barbares; à travers de nombreuses variations, qui le portent successivement à 15.61, 14.44, 18, 15.10, 12.95, 15.37, on remarque une hausse nettement accusée de l'or; c'est qu'aux époques de misère et de pillage, l'or, qu'il est plus facile de dérober aux regards des envieux et des spoliateurs, est plus recherché et disparaît plus tôt de la circulation.

VI[e] PÉRIODE. Sous saint Louis, le rapport n'était plus que de 1 à 12. A cette époque, la société européenne commençait à se rasseoir dans sa nouvelle organisation. Les hommes s'étaient remis au travail; les anciennes mines avaient été reprises, de nouvelles avaient été ouvertes. Dès le milieu du VIII[e] siècle (745 et 770), on s'était mis à exploiter en Hongrie les mines de Chemnitz et de Kremnitz qui donnaient de l'or et de l'argent. Au X[e] siècle, un chasseur égaré avait découvert celles du Harz, dont l'exploitation, entreprise par l'empereur Othon, bientôt interrompue en 1006, à la suite d'une famine, reprise dix ans après, interrompue de nouveau en 1186, fut régulièrement suivie de 1209 à 1353 pendant 144 ans; arrêtée ensuite durant un siècle, elle recommença en 1453 pour ne plus cesser. Elle donnait de l'argent et un peu d'or; et elle four-

nit au commerce du moyen âge de précieuses ressources. Au XIII[e] et au XIV[e] siècle, d'autres mines non moins importantes étaient en activité : celle de Schneeberg, en Saxe, donnait en argent une valeur de 7,500,000 francs par an ; celles de Brixen, dans le Tyrol, 1,250,000 francs ; celle de Siderocapso, en Macédoine, 180,000 francs ; jointes à ces mines, celles de Joachimsthal, en Bohême, d'Altenberg et de Schellgadin, dans les Alpes Noriques, celles de Facejaber, en Hongrie, celles d'Espagne, dont l'exploitation avait été déjà reprise depuis plusieurs siècles, celles de Suède et de Norwége, fournirent à l'Europe une quantité de métaux précieux assez considérable, non-seulement pour soutenir l'égalité des rapports en face d'un commerce chaque jour plus croissant, mais pour le déplacer en amenant une augmentation sensible dans les prix du marché. Ainsi l'hectolitre de blé valait,

En 1202	— 16	grammes 73	d'argent fin.
1256	— 13	98	
1294	— 25	38	
1314	— 32	36	
1322	— 35	44	

C'est que l'offre des métaux augmentait encore plus rapidement que l'offre des marchandises. Il fallait presque trois fois plus d'argent au XIV[e] siècle qu'il n'en avait fallu au VIII[e] pour se procurer le même produit ; et, comme la masse des produits était beaucoup plus considérable, il faut en conclure que la masse des métaux avait fait plus que tripler.

VII[e] PÉRIODE. Ce mouvement de baisse des métaux s'arrêta dans le courant du XIV[e] siècle. La production générale des marchandises qui s'était laissé dépasser par la production particulière de l'or et de l'argent prit les devants à son tour ; toutes les mines connues en Europe étaient en exploitation, et la production en était limitée. Le commerce, au contraire, malgré les troubles de la guerre de Cent ans, continuait

à s'accroître par suite des relations plus fréquentes des peuples entre eux. Qu'arriva-t-il? c'est que le rapport changea encore. Bien qu'il n'y ait eu aucune diminution dans la quantité des métaux qui chaque année sortaient des mines, l'or et l'argent reprirent de la valeur; et ce retour à la hausse se marqua surtout d'une manière très-forte à l'époque où les guerres d'Italie avaient étendu les relations et animé la production en répandant le goût du luxe et de la dépense. L'hectolitre de blé valut à Paris durant cette période :

En 1328 —	21	grammes 89	d'argent fin.
1347 —	23	10	
1360 —	11	96	
1375 —	16	64	
1406 —	16	87	
1459 —	14	42	
1477 —	11	73	
1492 —	9	54	
1508 —	10	70	
1510 —	5	26	
1511 —	7	29	
1512 —	9	10	

Dans aucun temps les métaux n'ont eu autant de valeur. A l'époque mérovingienne, l'hectolitre de blé n'était pas descendu au-dessous de 12 gr. 37, lorsque le travail des mines était interrompu, et que le peu d'or et d'argent qui avait échappé aux désastres et aux terreurs de l'invasion, était presque uniquement employé en objets de luxe inutiles à la circulation. Sans doute il y avait au commencement du XVIe siècle une quantité de métaux beaucoup plus considérable qu'au VIIIe, mais la quantité des marchandises était bien plus considérable encore. En représentant le numéraire par 1 au VIIIe siècle et par 5 au XVIe, il faudrait admettre que la somme des marchandises doit être représentée par 30 dans la pre-

mière période, et par 200 ou 180 au moins dans la seconde.

Dans aucun temps la journée des ouvriers ne fut à un aussi bas prix. Les manœuvres qui travaillaient alors à la construction du château de Gaillon avaient 1 sou 4 deniers, 2 sous au plus par jour, c'est-à-dire à peine 2 grammes d'argent fin; les maçons 3 ou 4 sous, c'est-à-dire 3 ou 4 grammes; et pourtant le travail était beaucoup plus recherché et devait être mieux rétribué qu'aux époques précédentes. Phénomène étrange et incompréhensible pour quiconque ignorerait les lois de la valeur de l'argent! Les contemporains le voyaient et n'en pouvaient pénétrer la cause. Louis XII se plaignait, en 1506, que « les prix d'or et d'argent estoient haussés, » et, ne sachant à qui s'en prendre, accusait les orfévres et les marchands des foires.

Les successeurs de Louis XII allaient voir un phénomène bien plus surprenant encore : l'Amérique était découverte et on était à la veille de la grande révolution économique du XVIe siècle.

Avant d'aborder cette révolution, revenons sur les sept périodes précédentes et cherchons à déterminer, au moins d'une manière approximative, quelle a été dans chacune d'elles la valeur ou la puissance d'achat des métaux précieux. Prenons pour point de départ l'époque moderne, où de 1846 à 1855, le prix moyen de l'hectolitre de blé sur le marché de Paris a été de 98 gr. 47 d'argent fin, et pendant laquelle nous disons que la puissance de l'argent a été 1.

Ire PÉRIODE. Elle était également représentée par 1 à l'époque des Antonins, où le kilogramme de pain valait 0 l. 46.

IIe PÉRIODE. Du temps de Dioclétien, quand les marchands refusaient de livrer l'hectolitre d'épeautre contre 103 gr. 50, elle n'était guère que de 0.8.

IIIe PÉRIODE. Au IVe siècle de l'ère chrétienne, quand l'hectolitre de blé valait 67 gr. 50, elle était à peu près de 1. 3.

IVe PÉRIODE. Pendant la domination des barbares et la

période des invasions, l'hectolitre s'est vendu 12 gr. 37, et la puissance de l'argent s'élevait à 7.6.

v^e^ PÉRIODE. Elle retombe à l'époque du pillage du camp des Avars à 5.8; mais cette baisse n'est qu'un accident passager.

vi^e^ PÉRIODE. La baisse ne devint régulière qu'à l'époque des croisades et de l'exploitation des mines. La puissance de l'argent qui était à peu près de 5.7 au commencement du xiiie siècle n'est plus que de 3.9 à la fin du même siècle, et de 3 seulement au commencement du siècle suivant.

viie PÉRIODE. La baisse s'arrête et la hausse recommence. La puissance des métaux est environ de 4 au milieu du xive siècle, de 5. 7 au commencement du xve, de 6.6 au milieu, de 9.9 à la fin. Un moment même, vers 1510, elle s'élève à 12 (d'après la moyenne des quatre années 1508, 1510, 1511, 1512) : c'est son apogée.

Ces chiffres, figurant la puissance de l'argent, donnent, en proportion inverse, non pas la quantité, mais la rareté relative des métaux : c'est une distinction importante sur laquelle nous aurons occasion de revenir. N'oublions pas qu'il n'y avait pas plus de métaux sous Dioclétien, quand la puissance était de 0.8, que sous les Antonins quand elle était de 1, et qu'il y en avait beaucoup plus dans la circulation lorsque, vers 1510, la puissance était de 12, que lorsqu'en 794 elle était de 7.6. C'est que cette puissance n'augmente pas et ne diminue pas mathématiquement d'après la seule diminution ou l'augmentation seule de la quantité des métaux. Sans doute, si les marchandises à acheter restaient toujours les mêmes, il en serait ainsi, et, pour élever ou diminuer les prix d'un dixième, il suffirait d'ajouter ou de retrancher un dixième à la masse de la monnaie. Mais, pour une pareille hypothèse, il faut admettre ce qui n'est pas, c'est-à-dire, qu'un des deux termes reste invariable. Or, l'activité de la production et la quantité de marchandises existant sur le marché sont sujettes à changer souvent, et c'est seulement du rapport des deux termes que

dépend la puissance de l'argent. Si, pendant que la quantité des métaux augmentait ou diminuait d'un dixième, la quantité des marchandises a augmenté ou diminué en même temps d'un dixième, le rapport et par suite la puissance des métaux n'a pas changé. Puissance signifie donc rareté : quand même l'argent aurait doublé en quantité, il est évident qu'il serait plus rare et qu'il aurait plus de valeur, si, dans le même temps, la somme des marchandises avait quadruplé.

Monnaies et marchandises sont dans un changement perpétuel, tantôt lent et continu, tantôt brusque et saccadé ; rien n'est plus mobile que leurs rapports réciproques que l'on nomme *la valeur*. Pour trouver la loi de ces variations, il faudrait les observer d'un point fixe, et ce point n'existe pas. Il faut donc l'inventer; il faut faire comme l'astronome qui suppose la terre immobile pour rendre compte du mouvement apparent du ciel, ou le soleil fixe pour calculer les révolutions des planètes. Nous aussi, forcés par les besoins journaliers de la vie et par une tendance naturelle de l'esprit philosophique, nous supposons la fixité dans le mouvement ; nous prenons, dans un temps donné, l'argent comme le type immuable et l'étalon de la valeur ; dans la série des temps, nous prenons le blé et le travail. Et pourtant, dans un temps donné, l'argent change, mais il change moins que les autres marchandises ; dans la série des temps, le blé et le travail lui-même changent de valeur avec les progrès de l'agriculture et de la civilisation, mais ils changent moins que l'argent et l'or, et c'est pourquoi ils peuvent à leur tour servir de mesure aux métaux qui les mesurent eux-mêmes dans les transactions ordinaires du commerce. Il n'y a pas de valeur absolue ; mais il y a, en économie politique comme en astronomie, des moyens de rendre compte des phénomènes et de presser la vérité d'aussi près qu'il est possible de le faire.

§ 2. — RÉVOLUTION DU XVIe SIÈCLE.

VIIIe PÉRIODE. Au moment où François Ier monta sur le trône, il y avait vingt-trois ans que l'Amérique était découverte. En 1519, Fernand Cortez entrait à Mexico. En 1527, Pizarre abordait au Pérou, et, dès 1533, il devenait maître du puissant empire des Incas. Le nouveau monde commençait à enrichir l'Espagne de ses trésors et à verser sur l'ancien continent une grande quantité de métaux précieux. Les aventuriers partaient pour ces contrées lointaines dans l'espoir d'en revenir bientôt chargés d'or. Les rois eux-mêmes étaient uniquement préoccupés de la pensée d'avoir de l'or. En 1535, Charles-Quint défendait de continuer l'exploitation des anciennes mines d'Espagne, afin de forcer les ouvriers de son royaume à aller au Mexique et au Pérou diriger le travail des mines déjà ouvertes de Tasco, de Sultepec, de Pachuca, de Tlapujahua, de Porco et d'Oruro.

Les mines d'Amérique étaient plus neuves et plus abondantes que celles de l'Europe; mais le merveilleux qui s'attachait à l'idée d'un monde nouveau, et la crédulité populaire exagéraient ces richesses souterraines, comme elle grossissait le butin fait sur les Mexicains et sur les Incas. On sait de combien il faut réduire les fables qui étaient débitées sur ce sujet. Les historiens évaluent à 1,125 kilogrammes la quantité d'or prise à Mexico ; à 5,911 kilogrammes la rançon d'Atahualpa; au même chiffre le butin fait à Cuzco. Les mines d'Amérique, durant cette période, paraissent n'avoir pas produit par an (si l'on en excepte le Potose) plus de 70,000 kilogrammes d'argent.

C'est pourtant beaucoup plus que ne fournissait l'Europe, dont un économiste évalue la production à 9,000 kilogrammes. L'équilibre fut encore une fois déplacé; les métaux précieux

augmentèrent en quantité et perdirent une partie de leur valeur. Toutefois, l'amoindrissement ne fut pas non plus, cette fois, proportionné à l'augmentation de la quantité, parce que les progrès toujours croissants du commerce nécessitèrent sur le marché une demande plus considérable d'argent.

L'Espagne ressentit la première les effets de la révolution monétaire. Les autres nations ne l'éprouvèrent que successivement, à mesure que le commerce fit couler chez eux le trop-plein des richesses de l'Espagne, malgré les digues élevées par la jalouse avarice de ses rois. La France et Paris les éprouvèrent plus faiblement encore que la plupart des autres pays de l'Occident, parce que la guerre mettait une barrière de plus entre les deux royaumes. L'argent, qui diminua d'abord rapidement et perdit à Paris plus de la moitié de sa valeur en quelques années, resta à peu près au même niveau tant que durèrent les hostilités entre la France et l'Espagne.

Voici, pendant cette période, la moyenne du prix du blé de dix ans en dix ans :

De 1520 à 1529,	l'hectolitre a été payé	en moyenne	32 gr.	28[1]
1530 à 1539,	—	—	35	22
1540 à 1549,	—	—	35	63
1550 à 1559,	—	—	38	90

Il y a une progression constante et bien marquée ; l'argent allait toujours perdant de sa valeur. Toutefois, les différences entre ces quatre nombres ne sont pas assez fortes pour qu'on

[1] Toutes les moyennes données ici depuis l'année 1520 jusqu'à l'année 1698, c'est-à-dire pendant près de deux siècles, sont calculées d'après les prix du froment de première qualité sur le marché de Paris. Ces prix étaient enregistrés avec les quantités vendues à la suite de chaque marché, quatre fois par semaine, et le procès-verbal était signé par les jurés mesureurs de grains. Ce sont des chiffres officiels et incontestables. Le registre existe aux Archives de l'Empire, et les éléments avec lesquels sont formés les moyennes décennales se trouvent pour la période la plus importante (de 1520 à 1630) dans un article du *Journal des Economistes* intitulé : *Méthode pour mesurer la valeur de l'argent* (mai 1850). Il est inutile de les reproduire ici.

ne puisse prendre 35.26 pour moyenne commune de toute la période qui s'étend de l'avénement de François I[er] (1515) à la paix de Cateau-Cambrésis (1559). La puissance de l'argent avait bien diminué; elle n'était plus que de 2.8.

En 1510, les maçons se contentaient, en Normandie, de 3 ou 4 sous par jour, les manœuvres de 1 sou 4 deniers. En 1549, ils exigeaient, dans la même province, le maçon 5 sous, le manœuvre 3 sous; en 1557, ils obtenaient, l'un 5 sous 7 deniers 1/2, l'autre 4 sous 4 deniers 1/2, c'est-à-dire 5 et 4 grammes d'argent [1]. Et pourtant, malgré cette augmentation apparente, leur rétribution était moindre, parce que les maîtres résistaient, autant que possible, à toute élévation de salaire. La journée de 4 sous 4 deniers ne peut être évaluée en monnaie de nos jours à plus de 2 fr. 68.

IX[e] PÉRIODE. La paix de Cateau-Cambrésis fut signée en 1559, et le commerce se rétablit entre la France et l'Espagne.

A cette époque, un grand fait s'était accompli en Amérique. En 1545, un pauvre Péruvien, nommé Diégo Hualca, conduisait des lamas à travers les rochers sauvages et presque inaccessibles du Hatun Potocchi. Il avait été quelque temps, comme la plupart des Indiens, employé au travail des mines, et, sur sa route, il remarqua des couches de terrains argentifères. Il n'y avait pas à douter : le minerai venait affleurer la surface du sol, et des paillettes d'argent brillaient au soleil sur plus d'une lieue d'étendue. Il fit part de sa découverte. Indiens et Espagnols vinrent aussitôt, par force ou par cupidité, peupler ce désert, et l'exploitation des mines du Potose commença.

Le produit fut immense. De 1545 à 1556, il dépassait déjà celui de toutes les mines connues.

En 1557, un procédé nouveau d'extraction vint tout à coup augmenter le rendement dans une proportion considérable. Il fallait un feu très-actif pour réduire le minerai par le fondage,

[1] La monnaie avait été affaiblie d'un cinquième environ, on taillait au marc 14 livres 5 sous au lieu de 11 livres.

et le bois transporté à dos d'homme ou de mulet jusque dans le voisinage des neiges éternelles, augmentait beaucoup les frais de production dans les mines des hautes montagnes et principalement dans celles du Potose. Un mineur de Pachuca, nommé Medina, imagina l'*amalgamation à froid*. Il suffisait de mélanger le minerai broyé avec du sel, du mercure et du magistral (pyrite de cuivre), et de faire fouler pendant quelques jours ce mélange sous les pieds des hommes ou des bêtes de somme, pour obtenir un amalgame d'argent qu'on séparait ensuite sans peine des autres substances. Ce procédé économique fit fortune, et c'est encore aujourd'hui le seul qu'emploient les mineurs dans les contrées déboisées.

Il fut appliqué immédiatement au Potose. Dès 1559, il sortit annuellement de la mine environ 200,000 kilogrammes d'argent, qui payèrent des droits au roi d'Espagne ; la contrebande en faisait bien passer moitié autant; et, chaque année, cette mine versa en Europe près de 300,000 kilogrammes ou 60 millions de francs. A la même époque, s'ouvraient les mines de Zacatecas, de Sombrerete, de Guanaxuato. L'Europe reçut une quantité d'argent énorme, comparée à celle qui se trouvait auparavant en circulation.

Toutes les classes de la société commencèrent alors à ressentir vivement les effets de l'abondance et de l'avilissement de l'argent. Le commerce, excité par ce stimulant, fut plus actif, l'industrie prospéra, et la richesse nationale s'accrut; mais il y eut aussi de grandes misères. Dès le règne de Charles IX, le peuple commença à murmurer, les écrits se multiplièrent, et les rois, dans leurs ordonnances, se plaignent fréquemment « du prix excessif à quoy sont venues toutes choses. » Les édits de 1567 et de 1577, font mention de cette cherté. En 1577, le roi, parlant de l'exportation des blés, disait : « Il s'en est ensuivy non-seulement *une cherté excessive de toutes choses*, mais aussi une très-grande perte et diminution en nos finances. » L'édit de 1577 réglementait le métier de tavernier,

« pour oster les abus, *prix excessif* et désordre qui s'y estoit engendré. » Un édit, du 3 janvier 1583, s'exprimait ainsi : « ... Nos prédécesseurs roys ayant fait infinies ordonnances sur la réduction et *prix excessif à quoy sont venues toutes choses*, et bien que de nostre part à notre advénement à la couronne nous ayons faict tout ce qui nous a esté possible pour y establir quelque bon ordre et règlement au soulagement de nos dits subjects... » Ce témoignage est encore confirmé par un autre édit de la même année (3 mars 1583) : « ... pour à quoy remédier et faire cesser les excuses de la cherté des dites marchandises de bois... » Les mêmes plaintes se faisaient entendre dans d'autres pays : il faut lire à ce sujet le sermon que prononçait, à Londres, en 1548, l'évêque Latimer, et qu'ont reproduit MM. Jacob et Stirling.

Le prix des marchandises les plus communes comme les plus rares avait, en effet, considérablement augmenté. Un chapon qui, en 1501, était payé 4 sous, en valait 15 en 1598 ; une pinte de vin qu'on trouvait aisément pour 4 deniers, au commencement du siècle, était taxée à 3 sous par ordonnance de 1577, et aucun marchand ne voulait la donner à ce prix. De 18 sous 4 deniers, la voie de bois s'était élevée, dès 1575, à 4 livres 15 sous. La livre de chandelle avait valu 1 sou en 1502 ; elle en valait plus de 5 en 1589 ; elle en valait 7 à la fin du siècle. Toute denrée, tout objet manufacturé avait subi une augmentation semblable.

Les mêmes changements avaient eu lieu dans le taux des salaires. A la fin de la période précédente, le prix de la journée, librement débattu entre le maître et l'ouvrier, ne s'élevait pas, pour le maçon, à 6 sous, pour le manœuvre, à 5 sous. Or, en 1572, une ordonnance royale fixa le salaire des maçons à 12 sous, celui des manœuvres à 6 sous, « sans qu'ils puissent, ne leur soit loisible, prendre ne recevoir plus grand prix ; » ce qui prouve qu'ils demandaient et pouvaient avoir davantage. Toute ordonnance de ce genre est toujours au-dessous de la vé-

rité ; en réalité, les salaires avaient déjà dépassé ces chiffres.

Les rois essayèrent encore, mais toujours en vain, de modérer par des règlements cette révolution. La grande ordonnance de 1567, confirmée par celle de 1577, eut pour principal objet d'arrêter ce renchérissement, en fixant des tarifs pour le prix des denrées et même pour le taux des salaires. On connaît les effets ordinaires de ces lois de maximum ; elles augmentent la cherté qu'elles voulaient empêcher, parce que le marchand, obligé de vendre en fraude, fait payer à l'acheteur les risques qu'il court.

Sans doute cette cherté, bouleversant les fortunes, ruinant de modestes existences, produisait des maux qui devaient éveiller la sollicitude d'un gouvernement. Mais l'avilissement de l'argent n'était pas moins fatal que ne l'avait été le renchérissement à d'autres époques. C'était un torrent qu'aucune digue ne pouvait arrêter, et dont le seul moyen de prévenir les ravages était d'élargir le lit par de nouveaux débouchés ouverts au commerce.

Voici, pour cette période, qui s'étend de 1559 à 1589, durant trente années, quelles ont été les moyennes décennales du prix du blé.

De 1560 à 1569	l'hectolitre de blé a été payé	en moyenne	58 gr.	43
1570 à 1579	—	—	73	55
1580 à 1589	—	—	79	78

Ici encore la progression est constante. On peut néanmoins prendre pour signe de la valeur de l'argent, pendant toute la période, la moyenne unique de 70 gr. 58. La puissance de l'argent n'était plus alors que de 1.4.

Il n'est pas étonnant que le salaire du maçon fût doublé ; l'argent avait moitié moins de valeur que dans la période précédente.

Xe PÉRIODE. Les métaux continuaient à affluer sur le marché. En 1598, la mine de mercure de Huanca-Velica avait été découverte, et avait facilité la production de l'argent. Trois

nouvelles mines étaient exploitées en Bolivie. La mine de Pasco n'avait jamais tant produit; celle du Potose, bien que déjà moins riche que dans la période précédente, donnait encore, d'après les quantités déclarées, cent cinquante à cent soixante-quinze mille kilogrammes par an. La production de l'or et de l'argent augmentait toujours, tandis que l'industrie et le commerce étaient paralysés par les querelles religieuses, par les dissensions civiles et par les guerres. L'un des deux termes diminuant pendant que l'autre augmentait, le rapport change encore et l'or continue à baisser.

On ne peut rien fixer d'après le prix du blé à Paris dans les dernières années du XVI[e] siècle. La ville était alors assiégée par Henri IV, et le blé s'y est vendu, en 1591, jusqu'à 495 gr. 60 l'hectolitre.

Mais Paris se rend, la France se soumet à son roi; et, en 1598, la paix est signée avec l'Espagne. Le commerce reprend son cours ordinaire, et l'hectolitre de blé se paye à Paris :

De 1600 à 1609,	en moyenne	78 gr.	23 d'argent.
1610 à 1619	—	87	10
1620 à 1629	—	124	36

La moyenne générale est de 96.56, c'est-à-dire presque la même qu'aujourd'hui que le blé vaut 98 gr. 47. La puissance de l'argent était donc à peu près la même au commencement du XVII[e] siècle que de nos jours, et peut être approximativement représentée par 1.

Là se termine la grande révolution causée par la découverte de l'Amérique. Dans l'espace de cent ans, la puissance de l'or, qui était de 12 au commencement du XVI[e] siècle, s'est abaissée à 2.8 durant la VIII[e] période de 1515 à 1559, à 1.4 durant la IX[e] période de 1559 à 1590, enfin à 1 durant la X[e] période de 1590 à 1630. La diminution totale est donc de 12 à 1, ou tout au moins de 10 à 1, si l'on prend la moyenne d'un plus grand nombre d'années. Ce n'est pas, nous l'avons

vu, la seule révolution qu'aient subie les métaux précieux ; mais c'est assurément la plus rapide, la plus grande, et en même temps celle qui a pour nous le plus d'intérêt, parce qu'elle est plus rapprochée de notre siècle et qu'elle s'est produite sous l'influence de causes semblables à celles qui se manifestent aujourd'hui.

Les fautes des rois aggravaient encore en France le mal de la révolution. Ils altéraient les monnaies, diminuant sans cesse la quantité d'argent fin contenue dans la livre, au même moment où l'argent perdait une partie de sa valeur. La livre tournois ne pesait guère à la fin du XVIe siècle que la moitié de ce qu'elle pesait au commencement ; sa puissance d'achat représentait 43 de nos francs en 1513 ; elle ne représentait plus en 1602 que 2 fr. 73 : dans l'intervalle, le poids des monnaies avait été changé seize fois ! Il était difficile de tenir une conduite plus malhabile en présence d'une révolution qu'on aggravait à plaisir, après en avoir déploré les funestes effets sans en comprendre les avantages. Les financiers du XVIe siècle eussent été bien coupables s'ils avaient été moins ignorants.

§ 3. — DE 1630 A 1848.

Si depuis 1630 il n'y eut plus de grandes et subites révolutions, la valeur des métaux ne resta pourtant pas fixe. On conçoit aisément que le rapport de deux termes aussi variables que la quantité des métaux circulant et la quantité des marchandises produites soit lui-même soumis à de perpétuelles variations. L'histoire et l'économie politique n'enregistrent que les plus importantes et les plus générales ; le négociant connaît les moindres au moment où elles se manifestent dans quelque contrée, et sait les faire tourner à l'avantage de son commerce.

XIe PÉRIODE. L'argent, dont la puissance était tombée à 1, se releva au XVIIe siècle.

Ce n'est pas que la production des métaux eût diminué. A la fin du XVIIe siècle, un Anglais, Gregory King, calculait qu'au XVIe siècle, la masse des métaux existant en Europe ne s'était accrue chaque année que de 17,500,000 francs; qu'elle s'accroissait en moyenne de 31,250,000 francs au XVIIe, déduction faite des quantités perdues ou exportées dans les autres parties du monde; et que cette masse, qui était de 2,500,000,000 en 1588, s'était élevée à 5,625,000,000 francs en 1688. Un économiste moderne, M. Jacob, évaluait la production totale du XVIe siècle à 3,625 millions, et celle du XVIIe à 8,425 millions; la masse existant dans le monde en 1600 à 3,875 millions[1], dont 3,250 millions sous forme de monnaie, et la masse existant en 1700 à 10,678 millions, dont 7,425 millions en monnaie. De son côté, M. A. Humboldt porte à 55 millions la production annuelle de la fin du XVIe siècle, à 80 millions celle du XVIIe. Ces chiffres ne sont sans doute pas l'expression exacte de la vérité, mais ils s'accordent du moins à prouver que la quantité de métaux a augmenté dans une forte proportion durant le cours du XVIIe siècle.

Et pourtant, si nous relevons les prix du blé à Paris, nous trouvons une tendance assez marquée vers la baisse. L'hectolitre valait à Paris :

De 1630 à 1639,	en moyenne	88 grammes	33
1640 à 1649,	—	82	56
1650 à 1659,	—	88	46
1660 à 1669,	—	91	41
1670 à 1679,	—	73	71
1680 à 1689,	—	65	76
1690 à 1699,	—	75	11[2]

[1] M. Jacob suppose qu'il existait 850 millions à l'époque de la découverte de l'Amérique.

[2] Tous ces prix sont tirés, comme ceux du XVIe siècle, des registres de la halle de Paris.

Il ne faut pas croire que cette tendance se produisît seulement en France par suite des fausses mesures économiques de Colbert. Elle existait aussi en Angleterre[1]; elle est générale, et n'est que le signe de la rareté relative de l'argent.

Comment cette rareté pouvait-elle avoir lieu quand la quantité des métaux augmentait, et augmentait, comme nous l'avons vu, dans une forte proportion? c'est qu'on était alors au siècle de Louis XIV, c'est-à-dire au siècle où dans l'Europe occidentale l'industrie fut plus florissante qu'elle n'avait jamais été, où le nord de l'Allemagne se civilisa, où l'Angleterre, la Hollande et la France portèrent sur leurs vaisseaux le commerce jusqu'aux extrémités du monde. Le développement industriel et commercial du XVII[e] siècle dépassa l'accroissement de la production métallique; aussi le rapport se trouva-t-il modifié. La moyenne du prix du blé pendant toute la période est de 80 gr. 76, et le chiffre de 1.2 représente la puissance de l'argent durant les deux derniers tiers du XVII[e] siècle.

XII[e] PÉRIODE. Au XVIII[e] siècle, nouveau changement. La hausse ne continue pas; il y a un temps d'arrêt pendant lequel l'équilibre se maintient à peu près entre la production générale de l'industrie et la production des mines; c'est que d'un côté le commerce, entravé par les guerres ruineuses qui terminent tristement le règne du grand roi, est moins actif, et que de l'autre la production de l'or et de l'argent s'est accrue de 34 pour cent. L'Espagne, pour favoriser le travail des mines, a diminué de moitié l'impôt du dixième qui frappait les métaux à l'exportation.

Les premières années du XVIII[e] siècle ne sont pas dans des conditions normales; les guerres de Louis XIV, la disette de 1709 et le système de Law ont influé d'une manière artificielle sur le prix du blé; mais ce prix, dont la moyenne était de

[1] Voir Michel Chevallier, *De la Monnaie*, et Adam Smith, liv. I, ch. XI.

80 gr. 76 dans la période précédente, ne s'en éloigne pas sensiblement. L'hectolitre s'est vendu à Paris :

De 1720 à 1729,	—	97	grammes	90 d'argent.
1730 à 1739,	—	96		» »
1740 à 1749,	—	76		65
1750 à 1755,	—	80		10

XIII[e] PÉRIODE. Au milieu du XVIII[e] siècle, cet équilibre est rompu, et la production des métaux l'emporte. La mine de Guanaxuato devient très-abondante, et rend des richesses plus grandes que n'en a jamais donné le Potose. On découvre le filon de la Veta-Madre, dont l'épaisseur varie de 8 à 50 mètres, et qu'on peut exploiter sur une longueur de 12 kilomètres. Le comte de Valenciana trouve une mine, qui, en moins de quatre ans (1787 à 1791) rend 400,000 kilog. d'argent, soit 80 millions. Les mines de Pabellon et de Veta-Negra donnent 20 millions en quelques mois à leur heureux propriétaire, qui, d'ouvrier mineur, devient comte de Fagaoga. Le comte de Regla retire en un an 25 millions d'un filon qu'il exploite. La substitution des mulets aux hommes pour fouler le minerai diminue les frais et augmente le rendement. Le Mexique se civilise : Guanaxuato, qui n'était qu'un village au commencement du siècle, se transforme en une grande ville de 80,000 âmes.

L'augmentation du monnayage donne la mesure de l'augmentation du produit des mines. On frappait à Mexico :

De 1700 à 1709,	—	26	millions de monnaie.
1710 à 1719,	—	33	—
1720 à 1729,	—	42	—
1730 à 1739,	—	46	—
1740 à 1749,	—	54	—
1750 à 1759,	—	65	—
1760 à 1769,	—	54	—
1770 à 1779,	—	88	—

De 1780 à 1789, — 97 millions de monnaie.
1790 à 1799, — 116 —
1800 à 1809, — 114 —

Les chiffres de la production du Mexique durant la même période s'élèvent successivement de 27 millions à 65, puis à 85 en 1775, à 107 en 1788, à 130 en 1795. L'exportation suit le même mouvement : les chiffres officiels, qui ne donnaient que 113 millions en 1750, en donnent 177 à la fin du siècle.

Le Pérou et la vice-royauté de Buenos-Ayres produisent aussi d'abondantes richesses. Les mines de Gualgayoc, de Guamachuco et de Conchuco sont ouvertes vers 1771 et 1773, et rendent plus d'un milliard en moins de quarante ans. La Nouvelle-Grenade, le Brésil commencent à fournir de l'or. Ce dernier pays en produit jusqu'à 12,000 kilogrammes par an, de 1752 à 1773.

Vers 1800, on pouvait estimer la production de l'Amérique à 221,638,020 francs, dont 175,028,820 d'argent, et 46,609,200 fr. pour l'or, savoir :

	ARGENT.	VALEUR.	OR.	VALEUR.
	kil.	fr.	kil.	fr.
Mexique.	537,512	118,252,640	1,609	5,309,700
Nouvelle-Grenade. . .	»	»	4,714	15,556,200
Pérou.	140,478	29,905,160	782	2,580,600
Buénos-Ayres.	110,764	24,368,080	506	1,669,800
Brésil.	»	»	3,706	12,229,800
Chili.	6,827	1,502,940	2,807	9,263,100
	795,581	175,028,820	14,018	46,609,200

En y joignant la production des autres parties du monde, on a le chiffre d'environ 900,900 kil. ou 198 millions de francs pour l'argent, et de 24,000 kil. ou 79 millions pour l'or : total 277 millions. Jacob estime que la production de toute la période qui s'étend depuis 1700 jusqu'en 1810 a été de 22 milliards ; la moyenne annuelle est donc de 200 millions :

cette moyenne peut s'accorder avec le chiffre de 277 millions donné pour la fin d'une époque pendant laquelle l'exploitation a été en progrès.

Les métaux ont considérablement augmenté. Le commerce est dépassé; l'or et l'argent baissent de valeur.

L'Angleterre elle-même, dont la puissance et le commerce s'étendent, subit à cet égard l'influence de la situation générale du marché du monde. L'hectolitre de blé, qui s'y vendait de 1745 à 1755, 56 gr. 37 d'argent, se vend

De 1755 à 1765	—	79 grammes	11
1766 à 1775	—	103	23
1776 à 1785	—	95	85
1786 à 1795	—	109	26
1796 à 1805	—	153	21

L'augmentation est moins grande et moins rapide en France. Cependant l'hectolitre de blé s'est encore vendu à Paris 85 grammes, et la puissance de l'argent durant cette période peut être représentée environ par 1.1.

XIVe PÉRIODE. La statistique calculait que les mines de l'Amérique avaient rendu depuis la découverte jusqu'en 1804, 27,841 millions, dont 7 milliards environ en or, et près de 21 milliards en argent. En joignant à cette somme 200 millions, que l'on suppose avoir existé déjà dans la circulation avant la découverte, on a un total de plus de 28 milliards, dont 26 milliards 500 millions avaient été envoyés en Europe. Le reste en partie était détruit, en partie avait été envoyé en Océanie, en Asie, ou circulait en Amérique. Le rendement annuel avait été toujours en augmentant jusque vers l'année 1810.

Tout change à cette époque. L'insurrection des colonies espagnoles, les longs troubles dont elle est suivie paralysent le travail et diminuent le produit des mines. Guanaxuato, Zacatecas, Sombrerete, Tasco sont en pleine décadence; le Mexique ne donne plus en moyenne, de 1810 à 1825, que 65 millions

par an. Porco, Callioma, Huantajaya, Sta-Rosa sont dans un état encore plus déplorable ; le Pérou, qui de 1804 à 1808 avait frappé 205 millions en argent et 9 millions en or, n'en frappe plus que 202 pour les deux métaux de 1814 à 1819, et que 45 millions de 1820 à 1825. Aussi la baisse des métaux cesse-t-elle complétement. Cependant la production se relève un peu à partir de 1829. Le monnayage est environ de 50 millions par an pour l'argent, de 300,000 francs pour l'or, de 1830 à 1840 ; il est de 65 millions pour l'argent, et de 3,800,000 francs pour l'or en 1841 ; de 71 millions pour l'argent et de 5 millions pour l'or en 1844 ; de 132 pour l'argent et de 8 pour l'or en 1848. Au Pérou, le progrès est à peu près le même ; le monnayage a doublé.

La production annuelle en 1848 était de 15,215 kil. d'or ou 44,219,500 francs, et de 701,570 kil. d'argent, ou 154,345,320 francs : total 198,564,820, savoir :

	OR.	VALEUR.	ARGENT.	VALEUR.
	kil.	fr.	kil.	fr.
États-Unis.	1,800	5,940,000	»	»
Mexique.	3,696	12,196,800	461,047	101,430,300
Nouvelle-Grenade. . .	4.954	15,358,200	4,887	1,075,100
Pérou.	750	2,475,000	150,000	33,000,000
Bolivie.	444	1.465,200	52,044	11,449,680
Brésil..	2,500	3,250.000	»	»
Chili.	1,071	3,534,300	33.592	7,390,240
	15,215	44,219,500	701,570	154,345,320

La production moyenne de l'Amérique, durant cette période, ne saurait être estimée à plus de 150 millions pour les deux métaux.

Il est vrai qu'au moment même où la production diminuait en Amérique, elle augmentait ailleurs. L'Europe cherchait à suppléer par elle-même à l'insuffisance des mines où elle avait l'habitude de s'approvisionner ; de 53,000 kil. elle avait porté sa production en argent à plus de 120,000. Encore, dans cette

somme, ne comprend-t-on pas la Russie, qui a elle seule donnait en moyenne 1,095 kil. d'or et 12,612 kil. d'argent, de 1810 à 1825, et 10,067 kil. d'or et 19,272 kil. d'argent, de 1825 à 1848. Avec l'Afrique et l'Asie on obtient, comme chiffres de la production de 1848, 72,000 kil. d'or ou 237 millions de francs, et 975,000 kil. d'argent ou 210 millions : total 447 millions.

Mais la moyenne de toute la période ne doit être représentée que par 220 millions environ pour les deux métaux. C'est plus que la moyenne de la période précédente, mais c'est un peu moins que le rendement annuel vers 1800, et pourtant l'accroissement du commerce au XIXe siècle a nécessité l'emploi d'une quantité plus considérable de métaux précieux.

Le rapport de l'or à l'argent s'est modifié. En 1800, les mines donnaient en poids 37 fois 1/2 plus d'argent que d'or; en 1847, il n'en donnaient que 13 fois 1/2 plus. En 1800, l'or ne représentait pas la moitié de la valeur de l'argent; en 1848, il avait une valeur supérieure. Ce changement était dû principalement aux mines de Russie dont nous parlerons bientôt.

Le prix du blé a subi l'influence du ralentissement momentané de la production. Il n'augmente plus à Paris.

Le prix de l'hectolitre de blé, à Paris, a été :

De 1810 à 1819	— 112 grammes 50	d'argent.
1820 à 1829	— 90	» »
1830 à 1839	— 81	» »
1840 à 1846	— 92	» »

En ne tenant pas compte de la période de 1810 à 1819, sur laquelle ont influé la disette et les circonstances politiques, on a pour moyenne 87.77. La puissance de l'argent reste à peu près de 1.1 comme dans la période précédente.

Depuis la grande révolution du XVIe siècle, de nombreuses variations ont donc eu lieu dans ce rapport, toujours mobile,

le la quantité des métaux précieux et de la quantité des marchandises.

La puissance des métaux était égale à 1 en 1630; elle se relève, dans le cours du XVIIe siècle (XIe période), à 1.2; elle reste à peu près la même dans la première moitié du XVIIIe (XIIe période); elle redescend dans la seconde moitié à 1.1 (XIIIe période); mais cette baisse s'arrête bientôt vers 1810, et la puissance de l'argent reste stationnaire jusque vers 1846, où une nouvelle moyenne, calculée sur les prix de 1845 à 1855, donne 18 grammes 47 pour le prix de l'hectolitre de blé à Paris, c'est-à-dire 1 pour la puissance des métaux.

La statistique donne pour la production totale des deux Amériques, depuis 1804 jusqu'en 1848, 6.325 millions d'argent et 3,675 millions d'or : total, 10 milliards. L'exportation des deux métaux en Europe est de 9 milliards; 400 millions environ ont été portés en Chine, 600 millions sont restés en Amérique. Ces sommes ajoutées à la production depuis 1492 jusqu'en 1804 font 27,325 millions pour l'argent, et 10,675 millions pour l'or : total 38 milliards.

L'Europe, y compris la Russie, paraît avoir produit depuis le commencement du XVIe siècle 2 milliards 100 millions d'or et 3 milliards d'argent : total 5 milliards 100 millions.

L'Afrique et l'Asie réunies peuvent avoir donné 7 milliards 500 millions d'or et 700 millions d'argent : total 8 milliards 200 millions.

Le monde occidental aurait donc reçu, 6,082,200 kilog. d'or, ou 20 milliards 275 millions, et 139,612,500 kil. d'argent ou 31 milliards 25 millions : valeur totale 51,300 millions de francs, ce qui fait environ 52 milliards avec la somme qui pouvait exister en Europe avant la découverte de l'Amérique.

Le rapport du poids de l'argent à celui de l'or est d'un peu plus de 22 à 1, le rapport de la valeur d'un peu plus de 1.5 à 1.

Il s'en faut beaucoup que tous les métaux précieux que le

monde occidental a reçus se retrouvent encore aujourd'hui dans le monde occidental. Une grande partie a été exportée en Chine et dans des contrées où ils restent comme enfouis et perdus pour notre civilisation. M. de Humboldt calculait qu'au commencement du XIXe siècle, l'exportation annuelle en Asie était de 137 millions. On ne peut guère cependant le porter au delà de 30 millions en moyenne, ce qui donne pour une période de 350 ans 10,500 millions à retrancher. L'usure, le frai, les naufrages, tendent à diminuer sans cesse la quantité des métaux précieux, et ne sauraient être évalués à moins de 10 milliards. Il resterait donc dans le monde occidental 31,500 millions, dont 22 milliards en argent et 9,500 millions en or.

Ces calculs reposent sur des hypothèses. Ils ne donnent pas la vérité mathématique, mais les approximations les plus vraisemblables. Ils suffisent, à défaut de renseignements plus complets, pour se faire une idée juste de la quantité des métaux précieux et de leur mouvement dans le monde. Ce qui en ressort d'une manière évidente, c'est que la valeur des métaux précieux a été dans un perpétuel changement à toutes les époques de l'histoire; que depuis le XVIe siècle en particulier elle a considérablement diminué, parce que les mines ont considérablement produit; et que, dans les accidents d'une exploitation soumise à des chances si variées, le rapport de la production des deux métaux n'est pas resté plus fixe à l'égard l'un de l'autre, que le rapport de leur valeur à l'égard de toutes les marchandises.

Avec l'année 1848, commence la quinzième révolution, causée par la découverte des gîtes aurifères de la Californie et de l'Australie. Elle fait sentir aujourd'hui ses premiers effets, et déjà, pour l'importance, elle peut être comparée à la révolution du XVIe siècle. L'étude de la production des mines durant cette quinzième période sera l'objet du premier livre, et pourra s'appuyer sur des statistiques plus authentiques et des calculs plus rigoureusement exacts.

LA QUESTION DE L'OR.

LIVRE PREMIER.

PRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

LA CALIFORNIE.

Au commencement de l'année 1848, la haute Californie, ancienne province du Mexique, fut définitivement cédée aux États-Unis, qui s'en étaient déjà rendus maîtres par les armes depuis deux ans. C'était alors une contrée perdue à l'extrémité de l'océan Pacifique, loin des grandes routes du commerce. San-Francisco comptait à peine 2,000 habitants ; le pays tout entier n'en avait pas 15,000. Sa seule richesse consistait dans ses troupeaux, dont il exportait la laine, le cuir et le suif. Quelques fermes étaient éparses dans les plaines fertiles, mais presque désertes, du Sacramento et du San-Joaquim.

Non loin du confluent de la rivière Américaine et du Sacramento, à 200 kilomètres environ de San-Francisco, se trouvait une des principales exploitations agricoles du pays. Elle

se nommait la Nouvelle-Helvétie. Le propriétaire, M. Sutter, était un Suisse qui avait servi en France comme capitaine dans la garde royale, et que la révolution de Juillet avait obligé de chercher fortune à l'étranger. Il s'était fait planteur en Amérique, avait beaucoup voyagé; et, depuis quelques années, il était venu, sur l'invitation du gouverneur, fixer sa résidence dans la vallée du Sacramento, où il commençait à étendre sa culture sur une vaste concession de plus de 100 kilomètres. Au mois de février de l'année 1848, il s'occupait à établir une scierie à Culoma, sur les bords d'un ruisseau situé à 27 kilomètres de son habitation. Une tranchée avait été faite et une chute d'eau ménagée pour le moulin. M. Marshall, qui dirigeait les travaux, remarqua bientôt que le sable amoncelé sur les bords de la tranchée paraissait tout parsemé de paillettes d'un jaune brillant : c'était de l'or Il était évident que le ruisseau, en rongeant son lit, entraînait des sables aurifères, et que le métal précieux, séparé du gravier par le courant, se déposait, grâce à sa pesanteur, de chaque côté de la rive : le terrain qui traversait le ruisseau était donc une mine d'or. Marshall fit part de sa découverte à son ami Sutter, et tous deux commencèrent l'exploitation.

Une pareille découverte ne pouvait rester longtemps secrète. Quand, vers la fin d'avril, on apprit que Sutter avait trouvé de l'or dans ses terres, on accourut en foule de tous les points de la vallée pour prendre part à cette richesse inespérée. La propriété fut envahie, et le propriétaire dépossédé. Bientôt les travaux des champs furent interrompus, les villages abandonnés; la fièvre du gain se répandant de proche en proche, s'empara des habitants de San-Francisco et de Monterey, qui partirent presque tous pour les mines. On ne pouvait plus garder ni ouvriers, ni domestiques, quelque salaire qu'on leur promît. Les maîtres, abandonnés de leurs serviteurs, se décidaient bientôt à faire comme eux, et allaient aussi chercher fortune. Les employés quittaient leur poste; les soldats déser-

taient; les maisons restaient vides. Au mois d'août, il n'y avait plus dans toute la ville de Monterey que le gouverneur et quelques officiers. A peine un vaisseau abordait-il, que matelots et mousses disparaissaient aussitôt et ne revenaient plus; il y avait à la fin de l'automne plus de dix navires retenus au rivage, faute de marins. Le gouvernement français crut prudent de faire avertir dans tous les ports de l'Océanie ses baleiniers, et de les engager à éviter ces côtes, s'ils ne voulaient pas s'exposer à perdre leur équipage. Depuis les temps de la fable, on n'avait pas vu de sirène plus enchanteresse.

C'est que le charme était bien puissant. L'or se trouvait non-seulement à la scierie, mais dans toutes les vallées, et en si grande abondance qu'il suffisait pour ainsi dire de se baisser pour en prendre. Avec un van, une pioche, quelquefois avec un simple couteau pour tout instrument de travail, on pouvait s'enrichir. A la Fourche Américaine, dans un petit champ d'un arpent, situé à peu de distance du moulin, on avait extrait en deux mois pour plus de 500,000 francs d'or : il suffisait de creuser la terre à deux ou trois pieds de profondeur. A 50 kilomètres au delà, se trouvait la mine appelée *Dry-Diggins*, qui était encore plus productive. Dans un petit ravin situé entre la rivière Américaine et la rivière Cosmune, il y avait tant d'or qu'on ne ramassait que les plus gros morceaux, sans se donner la peine de laver la terre; des travailleurs, munis seulement d'un couteau, gagnaient jusqu'à 800 et 1,200 francs par jour. A la fin de juillet, on comptait déjà 1,700 mineurs à la rivière aux Plumes, aux Uvas, à la rivière aux Ours, à la rivière Américaine, aux Dry-Diggins; et on évaluait à 21 millions l'or qu'ils avaient trouvé : c'était plus de 12,000 francs par personne. On parlait d'un fermier qui avait pris à son service des Indiens, et avait fait, en deux semaines, un bénéfice de 80,000 francs. On rencontrait parfois des pépites qui valaient toute une fortune : un homme, disait-on, avait trouvé un morceau de plusieurs livres. Il y avait sans

doute beaucoup d'exagération dans ces récits; mais cette exagération même enflammait les esprits.

D'ailleurs les profits étaient en réalité énormes, et cette soudaine richesse, dans ce pays naguère pauvre, produisait les plus étranges révolutions économiques. Non-seulement toutes les conditions sociales étaient bouleversées, maîtres et valets se rencontrant la pioche à la main dans le même champ, mais les rapports des choses étaient entièrement changés. Les denrées alimentaires étaient hors de prix, et la hausse n'avait pas d'autre limite que le besoin ou le caprice des mineurs. Une bouteille de vin valait 43 francs; la livre de sucre 10 francs; la livre de farine 5 francs. Les salaires étaient naturellement proportionnés aux profits des mineurs : un cuisinier prétendait gagner de 150 à 250 francs par jour. Un voyageur français se trouvait, le 12 août 1848, à Pueblo de San-José : c'était la fête de la Mission. Deux ou trois cents mineurs des *placers* voisins vinrent pour y assister; ils avaient beaucoup d'or. En un instant toutes les boutiques furent vidées, toutes les marchandises enlevées à des prix fabuleux, et tels que pouvait les faire une si vive concurrence de tant d'acheteurs, enrichis en un jour et pressés de jouir.

Les effets de cette révolution économique devaient se faire sentir au loin et provoquer une double importation d'hommes et de marchandises. De tous les points du monde, on se porta avec empressement vers la Californie, comme de tous les points de la Californie on s'était porté vers les *placers*. Les Mexicains, voisins des mines, et déjà établis en grand nombre dans le pays, profitèrent les premiers de la découverte; puis vinrent les Chiliens et les émigrants de toute la côte occidentale de l'Amérique. Ce furent à peu près les seuls durant l'année 1848; ce furent aussi les plus favorisés.

Les autres avaient une longue route à parcourir. Dès que la nouvelle de la découverte de l'or avait été connue et confirmée, des vaisseaux avaient été équipés à New-York, à Phila-

delphie, à Boston; et l'Europe elle-même, moins aventurière que la jeune Amérique, s'était émue : les révolutions et la misère y favorisaient l'émigration. Au printemps de 1849, 270 navires étaient en route, partis du seul port de New-York; ils amenaient 17,000 personnes et une quantité considérable de marchandises, parmi lesquelles plusieurs centaines de tonneaux de mica et de pyrite de cuivre destinés à falsifier la poudre d'or : le génie de la fraude n'était pas moins actif que le génie du commerce. Mais aucun navire sorti des ports de l'Atlantique n'était encore entré dans la baie de San-Francisco.

Ce ne fut que vers le mois de mai 1849 que l'émigration lointaine commença à peupler la Californie et à présenter le plus étrange spectacle par le mélange confus d'aventuriers de toute espèce, attestant par la diversité même de leur costume, de leurs mœurs, de leur langage, la puissance de l'or dont l'attrait les avait rassemblés des quatre coins du monde : c'étaient des Indiens, des Mexicains, des Péruviens, des Chiliens, des Yankees, des Chinois, des Océaniens, des Anglais, des Français, des Allemands. Les émigrants arrivaient non-seulement par mer, de Panama et du cap Horn, mais par terre, de la province de Sonora, des bords du Mississipi, et même du Texas et de la Nouvelle-Angleterre, à travers tout le continent américain. Des caravanes, composées de plusieurs milliers de personnes, hommes et femmes, avaient traversé le désert et les neiges, et beaucoup avaient péri. Sur 80,000 émigrants, 30,000 seulement, disait-on, avaient pu franchir la Sierra-Nevada.

En juin 1850, le recensement donnait 92,560 habitants; c'était six fois autant qu'en 1848. En novembre 1852, il accusait 269,050 habitants. Les femmes faisaient défaut; sur les 92,560 habitants de 1850, on en comptait à peine 7,000; c'était à la fois une source de querelles et de violences, et une gêne pour les mineurs, qui étaient obligés de s'occuper des

soins du ménage en même temps que des travaux de la terre. La proportion était déjà plus favorable en 1852 : il y avait environ 58,000 femmes. Depuis, le nombre a encore augmenté; mais, dans cette colonie nouvelle, où affluaient d'abord plus d'aventuriers isolés que de familles, il faudra encore de longues années pour que l'équilibre soit à peu près rétabli entre les deux sexes. En 1853, l'émigration par terre fournit à elle seule 15,000 personnes ; et, en 1854, la population était évaluée à 330,600 âmes, dont 22,000 Indiens, 20,000 Chinois, 48,000 Européens, 215,000 Américains des États-Unis. L'émigration a continué; la Californie n'avait pas moins de 500,000 habitants en 1856.

A côté de ces 500,000 personnes qui se sont à peu près fixées dans le pays, bien d'autres sont venues qui n'ont fait que passer. Les Mexicains, qui étaient d'abord en majorité, se sont retirés peu à peu devant l'envahissement des Yankees qui les maltraitaient et les chassaient. Beaucoup de Chiliens et d'Européens, découragés par la misère ou satisfaits d'une petite fortune, sont partis. En 1853, tandis que 35,895 étrangers débarquaient à San-Francisço, 30,295 s'embarquaient pour retourner dans leur patrie. Quelle soudaine et immense activité dans une contrée dont naguère l'agriculture peuplait si lentement les solitudes !

La multitude des émigrants avait diminué les profits fabuleux des premiers mineurs; mais l'exploitation avait pris une forme plus régulière et la production s'était accrue.

Les gîtes aurifères s'étendaient sur un immense espace. La haute Californie court du nord au sud, sur une longueur de 1,200 kilomètres, entre l'océan Pacifique à l'ouest, et à l'est la grande chaîne de la Sierra-Nevada; sa largeur moyenne est de 240 kilomètres. Elle est divisée en deux parties par une chaîne secondaire, parallèle à la mer et à la Sierra; cette chaîne, qu'on appelle les montagnes de la Côte, laisse d'un côté une plaine basse de 40 à 50 kilomètres de largeur, qui

descend jusqu'à la mer, et de l'autre une plaine élevée, de 80 à 90 kilomètres, qui va se rattacher à l'est aux contre-forts de la Sierra-Nevada et aux hautes vallées sillonnées par des torrents. Au milieu de la plaine supérieure coulent deux fleuves qui bordent les contre-forts et reçoivent toutes les eaux descendant des montagnes : le Sacramento au nord, et le San-Joaquim au midi. Ils se dirigent l'un vers l'autre, confondent leurs eaux au centre de la vallée, non loin de la Nouvelle-Helvétie, puis percent les montagnes de la côte pour descendre dans la plaine inférieure et se perdre dans la vaste baie de San-Francisco.

C'est dans la plaine supérieure et dans la Sierra que se trouve l'or. Presque toutes les rivières, presque tous les ruisseaux qui viennent se jeter sur la rive orientale des deux fleuves, en amassent des quantités plus ou moins considérables au fond de leur lit; les vallées qu'ils ont creusées, les terrains qu'ils traversent, en contiennent. Cet or a été entraîné par les eaux, à la suite de quelque grande révolution géologique, et déposé quelquefois au milieu de schistes argileux ou d'argile cendrée, quelquefois au milieu de débris de quartz broyé, quelquefois dans de récentes alluvions fluviales. Cet or d'alluvion est sorti des flancs de la Sierra; et ses flancs en contiennent encore aujourd'hui les plus riches dépôts. C'est dans les innombrables roches de quartz qui dressent leurs crêtes au-dessus des vallées, et s'élèvent d'étage en étage jusqu'au sommet de la chaîne, que sont les filons primitifs et la source des richesses dont une faible portion seulement s'est écoulée dans les terrains de la vallée. L'exploitation de l'or, comprenant l'or des terrains d'alluvion et l'or des roches, peut donc s'étendre sur une longueur de 1,200 kilomètres et sur une largeur de 115 kilomètres, c'est-à-dire sur une superficie de 138,500 kilomètres carrés, des bords du Sacramento et du San-Joaquim au sommet de la Sierra.

Un Français, qui visitait à la fin de juillet 1848 la contrée

des mines, écrivait au ministre du commerce : « J'observai que les vallées où étaient établies les principales exploitations étaient formées par des contre-forts qui s'étendaient au loin, et semblaient se détacher des premières rangées des hautes montagnes de la Sierra-Nevada. Dans plusieurs endroits, nous fîmes à la hâte quelques essais sur les terres des ravins, et partout nous trouvâmes de l'or. Ce fut alors que, jetant la vue sur ces milliers de collines et sur les ravins qui les séparent, sur ces nombreux ruisseaux des petites plaines, qui, de même que les rivières, charrient l'or en paillettes et en plus grande quantité, lieux tous encore intacts, et pour ainsi dire vierges, je pus me convaincre que ces richesses, à peine entamées, ne s'épuiseront probablement ni en quelques années, ni même en plusieurs siècles. »

Dans le principe, les moyens d'extraction avaient été assez grossiers. Le Mexicain n'avait quelquefois qu'un couteau, ou qu'une petite pioche avec laquelle il creusait un trou et s'enfonçait lui-même en terre comme une taupe, en suivant la direction des dépôts.

Des travailleurs isolés extrayaient l'or à l'aide de la battée ou du van. La battée est un bassin de 30 à 40 centimètres de diamètre, dans lequel on verse de la terre aurifère et de l'eau. On le fait tourner rapidement : par le mouvement de rotation, la terre et l'eau sont rejetées hors du bassin, et l'or tombe au fond. Il faut de l'eau pour ce mode d'exploitation. Dans quelques endroits entièrement secs, on vannait la terre, ou plutôt la poussière aurifère, comme on vanne le blé ; la poussière s'envolait, et l'or restait. Le travail de la battée et du van est fort pénible ; il n'était productif que dans les *placers* très-riches.

D'ordinaire, on exploite l'or par le moyen du *berceau*. Le berceau est une auge, longue d'un mètre ou d'un mètre et demi, dont le fond est divisé en compartiments par de petites planchettes transversales. Elle est légèrement inclinée, et surmontée d'un tamis à sa partie supérieure. On jette la terre

aurifère dans ce tamis, qui retient seulement les cailloux et le gravier. On fait passer un courant d'eau dans l'auge que l'on agite ; la terre est entraînée, et l'or se dépose dans les compartiments du fond. Au lieu d'eau, on emploie dans certains endroits le mercure ; en agitant fortement, on mêle les deux métaux qui se combinent.

Ces deux modes d'exploitation sont bien supérieurs au premier, et ils ont été eux-mêmes perfectionnés : on a imaginé le *long-tom*, qui est une auge beaucoup plus grande encore que le berceau ; mais ces moyens ne peuvent être employés que par des associations de plusieurs personnes, et les Français, auxquels on a reproché en Californie de ne pas savoir travailler en commun, ont eu de ce côté bien moins de succès que les Américains. Ces moyens exigent aussi un capital plus considérable. Ce n'est pas l'auge qui coûte cher, c'est l'eau et le mercure. Il faut des travaux préliminaires assez longs pour conduire un ruisseau à portée de l'exploitation ; le plus souvent même il faut acheter son eau aux entrepreneurs, qui l'ont amenée de la montagne par des canaux et des rigoles, et qui la distribuent à tous les mineurs d'un même canton ; une prise d'eau ne se loue guère moins de 24 francs par jour. Quant au mercure, c'est seulement depuis la découverte des mines de la Nouvelle-Almaden en Californie qu'il a pu être employé à l'extraction de l'or ; et bien que le prix ait baissé, il est pourtant encore très-élevé.

D'ailleurs tous les frais de la production de l'or ont considérablement augmenté en Californie.. Non-seulement il faut acheter son eau ou son mercure, mais il faut de bien plus grands travaux pour se procurer le minerai. On le trouvait d'abord pour ainsi dire à la surface du sol ; aujourd'hui, on le trouve principalement dans les rivières. Il faut en détourner le cours par des digues et des canaux, en déssécher le lit par des moulins d'épuisement, et souvent recommencer trois et quatre fois le même ouvrage, que les crues ont détruit.

On trouve aussi l'or au delà des couches d'alluvion, dans la roche même; mais il faut détacher le quartz avec la pioche ou la mine, et le broyer avec des machines pour le réduire à l'état où il se trouve dans les terrains d'alluvion : c'est ce qu'on appelle *bocarder* le minerai. Cette opération, qui n'est qu'une préparation au lavage, est très-coûteuse; elle est pourtant employée depuis longtemps en Russie, et elle a été depuis quelques années introduite en Californie ; mais on s'y plaint de n'avoir pas encore de machines à vapeur assez puissantes. Les exploitations ont commencé, vers 1851, à Grass-Valley, Carson-Creek, Ophir-City, et à Mariposa. Si les frais de production sont grands, le rendement est considérable. A Mariposa, la compagnie hongroise qui exploitait la mine a retiré jusqu'à 2,916 francs d'or d'un tonneau de quartz; le produit moyen s'est élevé de 400 à 1,000 francs par tonneau.

La condition des personnes a donc changé, mais le produit n'a pas diminué. A l'exploitation individuelle et désordonnée, se substitue l'exploitation régulière par compagnies ; aux bras de l'homme, les machines. L'extraction de l'or tend à devenir une industrie comme une autre, qui n'enrichit pas en un jour par un coup de hasard ceux qui s'y adonnent, mais qui, conduite avec activité et économie, soutenue par des capitaux, peut et pourra, pendant de longues années encore, remunérer largement le travail.

Aussi la production et l'exportation ont-elles constamment augmenté.

On estimait que la production avait été de 752,400 kilogrammes, ou 2,508,000,000 francs, savoir :

En 1848, —	8,100 kilog. valant		27,000,000 fr.
1849, —	59,400	—	198,000,000
1850, —	74,700	—	249,000,000
A reporter.	142,200 kilog.		474,000,000 fr.

Report.	142,200 kilog.		474,000,000 fr.
1851, —	75,600	—	252,000,000
1852, —	90,900	—	303,000,000
1853, —	95,400	—	318,000,000
1854, —	107,100	—	357,000,000
1855, —	120,600	—	402,000,000
1856, —	120,600	—	402,000,000
Total. .	752,400 kilog.		2,508,000,000 fr.

L'exportation a presque égalé la production. Le vieux monde recherchait avidement l'or; et d'ailleurs, la Californie n'avait pas autre chose à donner en payement des marchandises qu'elle achetait. Au mois d'avril 1849, les journaux américains annonçaient qu'il s'était déjà répandu dans les États-Unis, depuis Boston jusqu'à la Nouvelle-Orléans, plus de 1,345,000 francs, que les îles Sandwich avaient reçu à elles seules 2,500,000 francs, l'Amérique du Sud 4 millions, l'Angleterre 1,500,000 francs, et que la France elle-même, si lente à profiter des découvertes lointaines, possédait 20,000 francs d'or nouveau. On écrivait au gouvernement français qu'il pouvait faire des bénéfices certains et considérables par la seule différence du change en envoyant des pièces d'argent; en 1851, l'argent obtenait encore une prime de 20 pour 100; et, si le gouvernement ne profita pas de l'avis, des particuliers furent plus habiles · en mai 1851, le bâtiment *la Ferrière* débarquait à San-Francisco une cargaison de pièces de 5 francs expédiées par la maison Rothschild.

La France ne reçut pourtant directement qu'une très-petite portion de l'or californien ; la Nouvelle-Orléans, New-York et Londres furent les grands entrepôts qui reçurent, dans la période de 1848 à 1856, près de 2 milliards. Voici, d'après les relevés de la douane, et en tenant compte d'un dixième en plus pour l'or non déclaré, les quantités sorties chaque année de Californie :

En 1848 et 1849,	—	12,834 kilog. valant		42,780,000 fr.
1850.	—	39,897	—	132,990,000
1851.	—	65,815	—	219,381,000
1852.	—	93,945	—	310,899,000
1853.	—	99,631	—	332,103,000
1854.	—	112,410	—	374,697,000
1855.	—	106,857	—	356,190,000
1856.	—	111,600	—	372,000,000
Total. . .		642,492 kilog.		2,141,040,000 fr.[1].

Que donnèrent l'Amérique et l'Europe en échange de ces 2 milliards? Des marchandises de toute espèce. Les produits du monde entier affluèrent comme les travailleurs, attirés par l'or. Les ports de Monterey et de San-Francisco, si calmes avant 1848, s'animèrent comme par enchantement et eurent par an un mouvement de 3,000 et 4,000 navires à l'entrée et à la sortie. Des entrepôts s'élevèrent de toutes parts dans la ville et jusque sur les eaux. Des paquebots transportèrent régulièrement voyageurs et marchandises des bords de la mer dans l'intérieur des terres, à Sacramento, à Stockton, à Marysville.

Mais l'arrivage subit d'énormes quantités de marchandises produisit de singulières révolutions dans les prix.

En 1848, tout était hors de prix ; nous avons vu que la livre de farine valait 5 francs, la bouteille de vin 43 francs; le quintal de biscuits se vendait 250 francs, la livre de riz 5 francs. La viande seule était à bon marché, grâce aux nombreux troupeaux de la contrée; elle ne valait que 10 centimes la livre. Le commerce ne pouvait d'abord suffire aux demandes des consommateurs ; et pourtant, de tous les ports du Paci-

[1] Ces chiffres sont ceux de la statistique anglaise. La statistique française en a donné, dans les *Annales du commerce extérieur*, d'autres qui diffèrent sensiblement de ceux-ci pour la production relative des diverses années, mais qui conduisent à un total à peu près semblable. Le total de la statistique française, augmenté d'un dixième, donne 2,123 millions de francs.

fique, on s'empressait d'envoyer des navires; car, outre les gains énormes dus aux prix de vente, on avait encore un double bénéfice sur l'or, que l'on comptait seulement à raison de 2 fr. 40 c. le gramme.

L'hiver arriva. Les travaux cessèrent, les communications avec les mines furent interrompues par le mauvais temps; les prix baissèrent, pendant que l'or s'élevait à 2 fr. 50. Ce fut un premier échec pour les spéculateurs étrangers. Cependant la crise ne fut ni forte, ni longue, paree qu'il n'y avait pas encore encombrement sur la place; les prix remontèrent au printemps, et dépassèrent ceux de l'année précédente. Le vin et l'eau-de-vie valurent de 50 à 200 francs la bouteille; la cassonade, le thé, le café, 50 francs le kilogramme, un plat de bois ou d'étain de 13 à 50 francs, un œuf de 5 à 15 francs.

Dans de pareilles conditions, il n'y avait plus de profit possible pour les mineurs; l'or qu'ils trouvaient suffisait à peine à leur nourriture de chaque jour: les veines étaient déjà moins abondantes, et il était plus rare de s'enrichir; un chômage de quelques jours, un travail infructueux sur un mauvais terrain faisaient perdre au travailleur le fruit de ses bonnes journées, et l'endettaient pour longtemps. Aussi beaucoup d'émigrants, surtout parmi les Chiliens, désertèrent-ils, ne rapportant dans leur patrie que de tristes souvenirs du pays où ils avaient rêvé une fortune.

Le commerce eut aussi ses mauvais jours. L'hiver de 1849 lui fut plus funeste que n'avait été celui de 1848, parce que l'approvisionnement était plus considérable. Au moment où les relations avec les mines furent arrêtées par les pluies, les magasins étaient pleins, et chaque jour de nouveaux navires, partis depuis longtemps des ports d'Amérique et d'Europe continuaient d'arriver à San-Francisco. Il fallait mettre à terre la cargaison. Les frais de débarquement étaient énormes; un bateau de vingt tonneaux était loué par jour, sans l'équipage, 800 francs, et ne pouvait faire qu'un voyage; chaque homme

coûtait à la journée de 27 à 43 francs. Les frais d'emmagasinage n'étaient pas moins exagérés : 10 francs par mois pour un sac de farine de 100 kilogrammes, 6 francs pour une caisse de vin, 15 francs pour une malle d'effets; en moins de trois mois, les droits égalaient le prix de la marchandise, dont la vente, même dans les meilleures conditions, suffisait à peine pour couvrir les frais. Pour les éviter, et ne pas tout perdre, les négociants cédaient à quelque prix que ce fût; on faisait des ventes aux enchères, dont le montant n'indemnisait pas même du fret les expéditeurs. « Les nouvelles reçues de Californie font connaître que la valeur vénale des objets à San-Francisco déroute toutes les idées économiques; les articles abondants se vendent moins chers qu'en Europe, » écrivait un correspondant du ministre du commerce. Et cependant, à 250 kilomètres de là, les mineurs, réduits à l'impossibilité de renouveler leurs provisions, payaient du biscuit, à moitié gâté, 5 francs la livre, et du pain jusqu'à 7 et 10 francs.

Le printemps rouvrit les chemins et produisit encore une fois la hausse à San-Francisco. Chaque changement de saison amenait de semblables perturbations; les crises commerciales se renouvelaient plusieurs fois par an, et ruinaient ou enrichissaient d'un coup les négociants qui se hasardaient dans ces aventureuses spéculations. Une pluie de quelques jours, l'arrivée d'un navire élevaient ou abaissaient subitement le prix des marchandises. Le hasard trompait les plus prudents calculs. A l'automne de 1850, tous ceux qui avaient de l'argent achetèrent des farines et s'empressèrent de les faire porter aux mines avant les mauvais temps. Les mauvais temps ne vinrent pas. L'hiver fut sec et les routes presque toujours praticables dans le sud. Il fallut, après deux ou trois mois de magasinage, vendre aux mineurs à raison de 50 centimes la livre la farine qu'on avait achetée pendant la hausse 1 franc à San-Francisco. Les spéculateurs, rendus timides par cet échec, n'osèrent pas acheter à la fin de 1851. Il arriva que l'hiver fut très-pluvieux,

et qu'il y eut presque disette dans les *placers*. A Murphys (comté de Calaveras), la farine valut 7 francs 50 centimes la livre, et les boulangers firent payer jusqu'à 5 francs le pain de 10 onces (283 grammes). La cherté était dans un canton pendant que le bon marché était dans un autre. Au commencement de 1851, la farine, qui ne valait alors que 50 centimes dans le sud, se payait 1 franc 10 centimes et 1 franc 75 centimes dans le nord.

Ces variations étaient le propre d'une contrée brusquement enrichie par la découverte d'un trésor, et dans laquelle les relations commerciales n'avaient pas eu le temps de prendre encore un cours régulier. Dans un pays depuis longtemps civilisé, il se produit, grâce à la concurrence, une espèce d'entente secrète et merveilleuse entre les producteurs et les consommateurs; les denrées et les marchandises sont presque toujours au niveau des besoins. L'encombrement et la disette ne se rencontrent qu'à de rares intervalles, et les prix, soumis à la loi de l'offre et de la demande, ne s'écartent pas sensiblement de la valeur réelle des objets. Rien de semblable n'existait alors en Californie. Les marchandises n'obéissaient qu'aux caprices d'une offre et d'une demande perpétuellement variables, et prouvaient par leurs changements mêmes l'exactitude rigoureuse de cette loi économique. Quand un grand nombre de navires, venus de diverses parties du monde, entraient ensemble au port, les marchandises baissaient tout à coup, et baissaient quelquefois au-dessous du prix de revient : l'offre était en excès. Quand les navires tardaient à arriver, ou quand les mauvais chemins ne permettaient pas de faire parvenir les marchandises jusqu'aux consommateurs, la hausse n'avait plus de limite : l'offre ne pouvait satisfaire la demande. Au commencement de l'année 1851, M. Chatelain caractérisait ainsi la situation :

« Le commerce de la Californie a été jusqu'à présent un mouvement de spéculations aléatoires et factices, plutôt qu'un

ensemble régulier de transactions. Les besoins impérieux des nombreux émigrants, attirés dans cette contrée par les résultats brillants de la découverte de ses gîtes aurifères, déterminèrent un appel illimité à la production européenne; les premiers arrivages donnèrent des bénéfices jusque-là sans exemple; les mineurs lançaient dans la circulation leurs richesses si facilement acquises, et ne reculaient devant aucune dépense, uniquement préoccupés qu'ils étaient de satisfaire leurs besoins et leurs désirs. C'est à ce moment que des comestibles étaient souvent payés avec des poignées d'or; que terrains, constructions de maisons, loyers, transports, tout ce qui, en un mot, peut former l'objet de la spéculation, était poussé à des prix énormes, et qu'une chétive boutique se louait 2,500 piastres par mois (13,500 fr.). La réalisation était immédiate. Les fortunes se faisaient, se dissipaient et se refaisaient en un clin d'œil. L'once d'or valait relativement ce que vaut aujourd'hui la piastre, ou, chez nous, le franc. »

Au milieu de ces anomalies, deux grands faits dominent et ont une haute portée économique : le taux élevé des marchandises et des salaires, et le développement de la richesse dans le pays.

La farine valait en moyenne, à San-Francisco, de 400 à 500 francs les 100 kilog. en 1849, 100 francs en 1850, 60 francs en 1851 ; le pain, 12 francs le kilog. en 1849, 6 francs en 1850, 3 francs en 1851; les pommes de terre, 10 francs le kilog. en 1849 et 1 franc en 1851. La baisse a été très-rapide pendant ces trois premières années, et pourtant les prix en 1851 étaient encore énormes. Ils ont baissé depuis, sans descendre au niveau des prix d'Europe. En 1854, on payait, à San-Francisco, le bœuf, le mouton et le porc de première qualité 3 francs 75 centimes le kilog., le beurre frais de première qualité 11 francs, de seconde qualité 8 francs le kilogr., les œufs frais 6 francs 50 centimes la douzaine, un dindon 60 francs, les cailles 30 francs la douzaine, le saumon 2

rancs 60 centimes le kilog., les navets 5 francs la douzaine.

En présence des prix fabuleux qui suivirent immédiatement a découverte de l'or, un observateur disait, dès la fin de 1848 : « C'est là, sans doute, un fait transitoire; mais, même en perdant de leur exagération, les prix resteront longtemps en Californie hors de toute comparaison avec ceux des États-Unis. » Il avait raison. L'abondance de l'or produit naturellement l'avilissement de l'or, et l'augmentation de la valeur nominale de toutes choses; c'est ce qui a eu lieu. Les mineurs ont donné d'abord « des poignées d'or » contre les objets de première nécessité, qui étaient alors rares en Californie, parce qu'avant tout il fallait vivre et que d'ailleurs cet or leur coûtait peu de travail. Les marchandises se sont empressées de se rendre sur un marché où elles étaient traitées si avantageusement, et elles ont fait baisser les prix par leur propre concurrence. Voilà pourquoi les prix ont été si élevés, et pourquoi ils ont descendu si rapidement d'une manière constante. Si l'on veut savoir pourquoi ils continuent à descendre encore, c'est parce que, comparativement aux autres pays, l'or est encore en excès en Californie dans l'approvisionnement général, et que, malgré la cherté des denrées, le travail de l'extraction laisse encore au mineur de beaux bénéfices, ou du moins de belles espérances. Ils descendront jusqu'à ce qu'ils se soient sensiblement rapprochés des prix du vieux monde, qui, dans le même temps, s'élèvent peu à peu par suite de l'écoulement de l'or en Europe et en Amérique. Alors, la production du métal donnant encore de grands profits et continuant toujours à être très-abondante, la révolution se fera sentir à la fois dans le monde entier; l'or, étant partout en excès, élèvera partout le prix de toutes choses, en perdant lui-même chaque jour une partie de sa valeur. C'est le phénomène qui se produit déjà de nos jours; mais il faut encore des années avant qu'il s'étende uniformément sur tous les pays commerçants et fournisse partout une même mesure de toutes les valeurs.

En attendant, les salaires, comme les marchandises, seront à des prix plus élevés en Californie que dans le reste de l'Amérique. Ils ont subi les mêmes variations. C'étaient d'abord, nous l'avons vu, des profits fabuleux. La concurrence du travail produite par l'émigration les a fait promptement baisser. Dans les premiers temps, il n'y avait pas, ou du moins il y avait très-peu de salariés aux mines; chacun voulait tenter la fortune pour son propre compte. On trouvait alors en moyenne, par jour, de 90 à 125 grammes d'or, c'est-à-dire de 180 à 375 francs. En 1849, le gain n'était plus que de 120 à 160 francs; cependant, quand on avait besoin d'un charpentier pour construire une cabane ou pour établir une pompe, il fallait encore le payer de 100 à 180 francs. A la ville, les salaires étaient bien moindres: on avait un ouvrier pour 100 francs et même pour 60, un manœuvre pour 25 et 50 francs; les domestiques étaient payés de 500 à 1,000 francs par mois.

En 1850 et en 1851, la diminution était déjà très-sensible. Les journées de 60 francs étaient devenues rares. Un mineur, travaillant pour son compte, ne gagnait guère plus de 30 à 35 francs en moyenne; le journalier se faisait payer 40 francs, et en dépensait environ 15 pour sa nourriture. Il est à remarquer que le travail du mineur indépendant a toujours été le moins rémunéré. Ce n'est pas un fait qui doive étonner : l'homme à qui l'on n'offrait pas un salaire plus élevé que la moyenne des profits préférait conserver sa liberté, avec l'espérance de rencontrer quelque pépite ou quelque riche dépôt.

En 1852 et en 1853, les journées du mineur n'étaient plus que de 25 francs, et on commençait à trouver dans les *placers* des gens qui s'engageaient au mois pour 500 francs. On ne donnait à un valet de ferme que 250 francs, mais on le nourrissait. Un charpentier gagnait encore 52 francs, un chapelier 37 francs par jour.

En 1854, on trouvait des ouvriers au mois depuis 400 francs jusqu'à 250; la journée se payait 20 francs, la nuit 25; un

mineur travaillant pour son compte ne gagnait pas en moyenne plus de 10 à 15 francs par jour.

La baisse continua en 1855 et en 1856. A cette dernière date, la journée du terrassier n'était plus que de 10 à 18 francs, et le gain d'un mineur libre de 7 à 10 francs, en moyenne; sur le nombre, il y en avait quelques-uns qui faisaient parfois des journées de 100 francs, tandis que beaucoup d'autres ne gagnaient absolument rien. « Il y a des camps, écrivait en 1856 un Français, où la moyenne de ce que fait le mineur ne s'élève pas à 3 francs 75 centimes. » Mais un maçon, un briquetier gagnaient encore 30 francs, un fondeur et un mécanicien, de 15 à 35 francs; l'employé d'une maison de commerce, de 100 à 175 francs par mois, un cuisinier, de 300 à 500 francs.

Malgré l'énorme diminution qui a eu lieu depuis 1848, les salaires de la Californie sont encore bien supérieurs à ceux de l'Amérique et de l'Europe. C'est, nous l'avons déjà vu, parce que l'or en Californie est encore comparativement plus abondant et moins cher qu'ailleurs. Déjà, cependant, celui qui l'exploite n'a plus que de minces profits, et il portera bientôt ses bras vers un travail plus lucratif. Ce n'est pas à dire que la production cessera ; mais elle se transformera : au travail individuel et aux petites associations, se substitueront partout les grandes compagnies, et une exploitation méthodique classera les mines au nombre des industries régulières du pays. Le génie américain saura trouver des machines plus fortes que celles qui ont été employées; et, après que le sol aura été retourné dans tous les sens, il attaquera de toutes parts la roche. C'est de ce côté qu'est l'avenir, et pendant longtemps encore la Californie trouvera probablement dans ses mines une source abondante de richesses.

Déjà elle leur doit sa prospérité actuelle. Il y a dix ans, c'était un désert; aujourd'hui, c'est une contrée qui compte 500,000 habitants, qui a de grandes villes industrielles, des ports fré-

quentés par des milliers de navires, de grands fleuves sillonnés par des paquebots, de riches vallées dont le sol, fouillé et bouleversé d'abord par la pioche du mineur, est aujourd'hui retourné par la charrue et se couvre de moissons. Beaucoup d'émigrants, qui étaient venus pour travailler quelques années aux mines, se sont faits industriels et cultivateurs, et se sont fixés avec leur famille dans cette patrie, qu'ils enrichissent de leur travail. L'élan est donné ; le courant de l'émigration continue, et de nouveaux habitants, attirés par le commerce, viennent peupler cette vaste contrée.

Qu'est-ce qui constitue la richesse d'un pays? C'est la production. Or, la Californie produisait à peine avant 1848 de quoi subvenir aux besoins de 15,000 habitants chétifs et misérables ; aujourd'hui elle produit de quoi nourrir 500,000 personnes, et la condition qu'elle leur fait est assez heureuse pour attirer encore chaque année de nouveaux émigrants.

La Californie s'est donc enrichie, et enrichie grâce à l'or : c'est un fait qu'on ne saurait nier. Si elle avait continué à ne produire que du blé ou de la laine, il aurait peut-être fallu plus d'un siècle pour la civiliser, pour y créer ou y attirer des capitaux. La découverte d'une richesse soudaine, facile à exploiter, telle que celle d'une mine d'or, de cuivre, de mercure, pouvait seule changer tout à coup la face du pays, et l'élever à une hauteur de civilisation d'où il ne descendra plus. L'or a donc été un bienfait réel pour la contrée qui l'a produit : c'est incontestable. A-t-il été également un bienfait pour les contrées qui l'ont reçu? Peut-être. Mais c'est là une question toute différente et beaucoup plus complexe, que nous examinerons dans la troisième partie de ce travail.

CHAPITRE II.

L'AUSTRALIE.

L'or de la Californie avait tenté les aventuriers des cinq parties du monde. L'Australie avait fourni son contingent à l'émigration ; et les anciens déportés de Sydney et de Van-Diémen avaient même été plus d'une fois les auteurs des meurtres et la cause des désordres qui avaient troublé les premières années du nouvel Etat de l'océan Pacifique.

Un Australien, nommé Hargreaves, originaire de la Nouvelle-Galles, était venu travailler aux mines durant l'été de l'année 1850. La conformation des montagnes le frappa ; elle lui rappelait les montagnes de sa patrie. Observateur attentif, il examina la nature des roches, l'aspect général des plaines, les fragments de quartz dont le sol était parsemé ; la parfaite ressemblance des terrains aurifères de la Californie avec les vallées de son pays natal le convainquit que l'Australie aussi renfermait des trésors. Il revint aussitôt ; et, au commencement de l'année 1851, il demanda au Conseil administratif de Sydney l'autorisation de faire des recherches, et une récompense s'il réussissait.

On lui accorda sans peine ce qu'il demandait. L'idée que l'Australie pouvait contenir de l'or n'était pas nouvelle. Un voyageur polonais affirmait déjà, en 1839, qu'il y avait dans

les montagnes Bleues des terrains aurifères ; plus récemment, en 1847, un géologue de Sydney, le docteur Clarke, et un entrepreneur proposaient, l'un de faire des fouilles pour s'assurer de l'existence très-probable du précieux métal, l'autre de commencer régulièrement l'exploitation. L'expérience qu'avait acquise en Californie le mineur Hargreaves décida le conseil, jusque-là incrédule ou indifférent.

Le 3 avril 1851, les travaux commençèrent dans le voisinage de Bathurst, sur trois points différents du versant occidental des montagnes Bleues, à Sommer-Hill, au marais de Louis-Lewis-Ponds et sur les bords de la rivière Macquarie. Sur les trois points on trouva de l'or. Hargreaves fut généreusement récompensé. L'exploitation fut déclarée libre, moyennant une légère redevance; et, dès le 9 mai, une première compagnie de mineurs partit de Bathurst pour exploiter le champ de Sommer-Hill, situé à 55 kilomètres de la ville : quatre jours après, le 13, elle envoyait son premier lingot; et ce succès, inspirant aux habitants de la Nouvelle-Galles un enthousiasme pareil à celui qui s'était emparé des Californiens, entraîna toute une population sur les terrains aurifères.

L'exploitation s'étendit rapidement en peu de mois. Depuis quelque temps, un berger de l'intérieur des terres venait vendre souvent à Sydney de petits morceaux d'or, sans faire savoir d'où ils provenaient. Après la découverte de Hargreaves, il ne chercha plus à cacher qu'il les tirait des bords de la rivière Macquarie, à 160 kilomètres environ au-dessous de l'endroit où les premières fouilles avaient été faites. La vallée de la rivière Macquarie renfermait dans toute sa longueur des terrains aurifères, et l'on ne tarda pas à s'assurer qu'il en était de même pour la rivière Turron et pour la rivière Abercrombie.

Au midi du continent australien, les citoyens de Melbourne s'émurent de la découverte que venaient de faire, à 700 kilomètres de là, les colons de Bathurst et de Sydney. Les imaginations ne rêvaient que mines d'or ; les colons du sud, habi-

tant au pied de la même chaîne, sur des terrains de même nature, comptaient bien en trouver quelque jour. Ils en trouvèrent en effet, dès le mois d'août 1851, sur les bords de la rivière Anderson ; et bientôt, en septembre, à Ballarat; puis au mont Alexandre, puis à Bendigo, à 80 et à 100 kilomètres de Melbourne. Les terrains aurifères du sud étaient beaucoup plus riches que ceux du nord ; aussi l'empressement des mineurs fut-il encore plus grand. Une partie de la population se porta à Ballarat et y improvisa un village, qui est devenu une grande cité. Autour du mont Alexandre, dans le lit de tous les ruisseaux qui en descendent, il y avait déjà, un an après la découverte, environ 40,000 travailleurs. Les chercheurs d'or s'avancèrent jusqu'au bord de la rivière Murray, au delà de la chaîne, à 240 kilomètres de Melbourne, et trouvèrent des gîtes abondants dans la vallée du Goulburn et aux Ovens.

En 1853, on trouva d'autres gîtes près d'Adélaïde, à 500 kilomètres à l'est de Melbourne. On en a trouvé dans la vallée de la rivière Cockburn, à 300 kilomètres au nord de Bathurst. Toute la longue chaîne qui, sous les noms de montagnes Bleues et d'Alpes australiennes, forme l'arête orientale de ce continent, et sépare, à l'est et au midi, la côte de l'immense plateau central, est en grande partie composée de ces rochers de quartz, qui, comme en Californie, contiennent l'or, et d'où les torrents l'ont entraîné autrefois dans les terrains inférieurs. Sur un développement d'environ 1,500 kilomètres, on en a reconnu la présence en différents endroits. A mesure que les recherches et l'exploitation s'étendront, on la reconnaîtra encore sur bien des points intermédiaires, et on la signalera même en dehors de cette première ligne d'exploitation. Déjà, au sud de l'Australie, on a trouvé des gîtes aurifères dans l'île de Van-Diémen.

A l'époque de la découverte de l'or, l'Australie était plus peuplée et plus civilisée que la Californie. Depuis la fin du XVIIIe siècle, l'Angleterre y envoyait une partie de ses malfaiteurs. La

fertilité du pays, ses nombreux troupeaux, ses mines de plomb, de cuivre, de houille, y avaient attiré au XIXe siècle de plus honorables colons; et, depuis 1823, Sydney avait un conseil législatif; le nombre des habitants était déjà de 30,000. Vingt ans après, en 1842, ce nombre s'était élevé à 164,800 pour la colonie entière, divisée en quatre parties. La Nouvelle-Galles du Sud, la plus importante des quatre, comptait à elle seule 77,100 habitants, 850,000 têtes de gros bétail, 3,452,000 moutons; son revenu était évalué à 8,750,000 francs; ses importations à 29,550,000 francs, ses exportations à 18,700,000 francs; le commerce de la colonie entière, en y comprenant les trois autres parties, le district de Victoria, l'Australie méridionale, et l'île de Van-Diémen ou Tasmanie, montait à 55,400,000 francs pour l'importation, et à 40,125,000 francs pour l'exportation; le revenu, à 16,775,000 francs. L'année qui précéda la découverte de l'or, la prospérité du pays était déjà grande: 369,300 habitants, 1,910,000 têtes de gros bétail, 14,941,000 moutons, 26,275,000 francs de revenu, 89,525,000 francs d'importations, et 89,550,000 francs d'exportations. En général, les chiffres avaient doublé en huit ans; c'était environ une augmentation annuelle de 12 pour 100. Aussi l'Australie avait-elle les institutions de crédit des pays commerçants; les banques y faisaient circuler déjà pour 11,250,000 francs de billets, et prêtaient à titre d'effets escomptés ou d'avances 77,500,000 francs durant l'année 1850.

La situation était bien différente de celle de la Californie en 1848. Les effets produits par la découverte de l'or eurent néanmoins le même caractère, mais sans avoir la même violence ni la même durée.

La production a été dès le principe très-abondante; et, si depuis elle a diminué sur quelques points, elle a augmenté sur d'autres dans une forte proportion. Durant l'année 1851, les environs de Bathurst produisirent, du 29 mai à la fin de décembre, environ 10,000 kilogrammes, et la colonie Victoria en

donna presque autant en trois mois ; c'était un total de 18,000 kilogrammes ou 60 millions de francs. La production de l'année suivante a été la plus abondante ; elle est évaluée à près de 119,000 kilogrammes, c'est-à-dire à 396 millions de francs. De nouvelles contrées aurifères avaient été découvertes : l'Australie méridionale avait donné près de 17,000 kilogrammes, et la Tasmanie près de 14,000 ; la colonie de Victoria avait pris le premier rang parmi les contrées aurifères de l'Océanie ; elle produisait à elle seule près de 56,000 kilogrammes.

Le produit général peut être approximativement évalué à 508,500 kilogrammes ou 1,695,000,000 francs, savoir :

En 1851, —	18,000 kilog. valant		60,000,000 fr.
1852, —	118,800	—	396,000,000
1853, —	90,000	—	300,000,000
1854, —	88,200	—	294,000,000
1855, —	90,000	—	300,000,000
1856, —	103,500	—	345,000,000
Total. . .	508,500 kilog.		1,695,000,000 fr.

La Nouvelle-Galles a beaucoup perdu ; depuis 1852, ses mines sont devenues moins riches d'année en année, et elles donnent à peine aujourd'hui la dixième partie de ce qu'elles donnaient il y a cinq ans. La Tasmanie n'a pas prospéré non plus. Mais l'Australie méridionale, bien que peu exploitée encore, a presque doublé sa production, et la colonie de Victoria est restée la première et la plus riche des contrées aurifères de l'Océanie ; sa richesse métallique s'est augmentée dans une rapide proportion, à mesure que les gîtes de Ballarat et du mont Alexandre ont été mieux connus, et lorsqu'à l'exploitation de ces deux dépôts on a joint, en 1852 et en 1853, celle des dépôts non moins riches de Bendigo et des Ovens.

Voici, mois par mois, le produit des principales régions aurifères de cette colonie, pendant l'année 1855. Ce produit ne

représente que les quantités envoyées sous escorte à Melbourne ou à Geelong ; il est, par conséquent, inférieur aux quantités extraites ; il suffira néanmoins pour faire juger de l'abondance relative des mines et de la richesse croissante de la contrée.

MOIS.	Castlemaine ou mont Alexandre, Fryer's Creek, mont Francklin.	Bendigo ou Sandhurst. Healhcote.	Maryborough, Amherst, Avoca, Fiery Creek.	Ballarat, Creswick's Creek.	Beechworth ou Ovens, Reid's Creek, Spring Creek, Buckland, Yaekandandah.	TOTAUX.
	kil.	kil	kil.	kil.	kil.	kil.
Janvier. .	991.312	892.507	558.524	1,300.259	615.655	4,358.257
Février. .	872.075	761.421	549.039	1,179.294	372.578	3,634.407
Mars. . .	1,181.285	797.093	649.243	1,750.152	412.759	4,790.532
Avril. . .	1,002.477	1,086.198	724 567	2,463.796	431.357	5,508.368
Mai. . . .	686.256	905.849	464.213	1,622.751	269.419	3,745.484
Juin. . . .	1,145.226	1,533.447	1,165.099	2,860.764	355.255	7,059.791
Juillet. . .	942.739	1,016.147	938.069	837.961	648.547	5,283.382
Août. . .	1,379.969	1,577.547	1,368 337	2,358.357	467.839	7,051.349
Septembre	1,062.780	1,298.798	1,222.323	2,191.226	445.600	6,120.727
Octobre. .	1,147.527	1,359.816	895.617	2,341.670	510.941	6,055.571
Novembre.	1,247.638	1,692.306	1,617.137	2,772.751	633.600	7,963.432
Décembre.	1,009.319	1,022.965	799.767	2,698.111	1,025.615	6,555.777
	12,668.603	13,945.094	10,953.935	24,376.982	6,188.663	68,127.277

C'est environ 1,300 kilogrammes ou 4,290,000 francs, qui arrivaient en moyenne chaque semaine à Melbourne, sous escorte. Car Melbourne était le centre où se rendaient l'or de toutes les mines ; durant l'année 1855, sur 80,105 kilogrammes exportés, le port Fairy en a expédié seulement 31, et Geelong 876 ; le reste est sorti de Melbourne.

La différence entre le chiffre de l'exportation et celui des envois dans les ports, est d'environ 12,000 kilogrammes ; chaque année, l'exportation semble, d'après les statistiques officielles, dépasser la production : c'est que ces statistiques ne tiennent compte que des quantités remises à la poste, et que beaucoup de mineurs, pour ne pas payer la prime légère qu'exige le gouvernement, portent eux-mêmes leur or ou le font porter par des amis. Il est évident surtout, lorsqu'on em-

brasse, non pas une année isolée, mais toute la période qui s'étend depuis la découverte, que la production doit être supérieure à l'exportation, et l'on reste probablement au-dessous du chiffre véritable, lorsqu'on la porte, avec les statistiques approximatives des particuliers, à 90,000 kilogrammes pour la colonie de Victoria. C'est une augmentation d'un tiers ; et, à ce compte, Ballarat, la plus riche des mines, aurait donné 32,000 kilogrammes pendant l'année, autrement dit, 106 kilogrammes ou 349,800 francs par jour de travail : c'était le produit brut de 35,000 mineurs.

L'or se présente, à Ballarat, par lignes plus ou moins tortueuses. Ces lignes ont été sans doute, à une certaine époque, des torrents ou des rivières qui charriaient des paillettes du précieux métal, et qui l'ont peu à peu déposé dans leur limon. Aujourd'hui les torrents n'existent plus, et leur lit est recouvert d'une couche épaisse d'alluvions plus récentes : il faut faire des fouilles pour le retrouver entre les rochers qui l'encaissaient. On creuse des puits, en jugeant de la direction probable du filon, d'après les exploitations voisines ; mais on ne réussit pas toujours à rencontrer du premier coup le terrain aurifère. Les premiers trous étaient peu profonds : à 5 et 6 mètres on rencontrait l'or. Peu à peu il fallut descendre plus bas ; en 1855, les puits avaient jusqu'à 50 et 80 mètres ; on exploitait le terrain aurifère par des galeries, à peu près de la même manière que les mines de houille. On y emploie les machines ; dans quelques parties, on pulvérise le quartz, et il arrive plus d'une fois que le résultat obtenu ne répond pas aux sacrifices de temps et d'argent faits par le mineur. Cependant l'or est abondant. Un mineur estimait qu'en 1853 chacun des trous placés sur une bonne ligne, n'avait pas donné dans l'année moins de 75 kilogrammes ou 247,500 francs : trois ou quatre hommes suffisent pour exploiter un trou. Ce même mineur a vu, sur la ligne de Gravel-Pit, un trou d'où l'on avait extrait, dans l'année, 450 kilogrammes (1,485,000 francs), et à New-Eureka,

un autre trou dont un seul seau de terre avait fourni 8 kilogrammes. Mais, à côté de ces bonnes fortunes, il y avait les mauvais jours ; il y avait surtout l'énorme cherté de toutes choses, qui rendait le mineur pauvre, malgré son or.

En Australie, comme en Californie, la presque totalité de l'or tiré des mines, a été portée à l'étranger. Voici les chiffres officiels de l'exportation pour les quatre colonies :

ANNÉES	NOUVELLE GALLES du Sud.	COLONIE de Victoria.	AUSTRALIE méridionale.	TASMANIE.	TOTAUX.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1851	13.446,000	13,542,000	»	»	26,988,000
1852	89,835,000	185,226,000	24,540,000	16,527.000	316,128,000
1853	51,132,000	233,034.000	34,500,000	6,300,000	324,966,000
1854	23,200,000	200.070,000	12.600,000	1,386,000	236,256,000
1855	6,180,000	240,315,000	12,000,000	900,000	259,395,000
1856	3,000,000	264,000,000	12,000,000	600,000	279,600,000
	186,793,000	1,136,187,000	95,600,000	25,713,000	1,443,293,000

Ce chiffre de 1,443,293,000 francs, n'est pas sans doute d'une exactitude absolue. Cependant il peut être regardé comme représentant mieux que tout autre l'exportation, depuis la découverte. Il est vrai qu'on n'y tient pas compte de l'or exporté sans déclaration ; mais ce genre d'exportation a dû être moins fréquemment employé dans un pays plus civilisé que la Californie. D'ailleurs, on n'y tient pas compte non plus des envois d'or faits d'une colonie à l'autre, et qui figurent en double emploi dans les chiffres de l'exportation ; il y a à peu près compensation entre ces deux causes contraires d'erreur.

Sous l'influence de cette production et de cette exportation considérables, chacun voulut aller travailler aux mines ou porter des marchandises sur un marché qui avait tant d'or ; on vit, comme en Californie, les serviteurs et les ouvriers déserter, sans pouvoir être retenus par l'appât des plus magnifiques salaires. Les navires affluèrent, versant sur ce nouveau continent les émi-

grants et les produits de l'Europe, de la Chine et de l'Amérique.

La colonie, grâce aux espérances que donnaient ses mines, ses troupeaux, son commerce naissant, avait commencé à se développer bien avant la découverte de l'or. A Sydney et à Melbourne, on tient registre des étrangers qui débarquent. Au commencement de l'année 1851, on y recevait déjà environ 500 émigrants par mois. A peine l'existence des mines fut-elle connue, qu'on en reçut jusqu'à 1,000 et 2,000 ; le chiffre avait sextuplé avant la fin de l'année 1851. Il s'éleva en moyenne à 5,000 par mois, dans la première partie, à 10,800 dans la seconde partie de l'année 1852. C'étaient, pendant six mois consécutifs, 360 personnes qui, chaque jour, venaient débarquer à Sydney ou à Melbourne, et grossir la population de ces deux colonies. L'enthousiasme se calma un peu, quand vint le temps des déceptions : le chiffre des émigrants ne fut plus que de 7,800, de 6,000, et enfin de 5,500 en 1856. Néanmoins, sans compter ceux qui débarquaient à Adelaïde, à Hobart-Town et sur d'autres points, le total des six dernières années est de 372,000 personnes arrivées sur une terre qui ne comptait que 369,300 habitants. Tous, il est vrai, ne restaient pas : les deux cinquièmes des arrivants regagnaient bientôt leur patrie ; mais les autres se fixaient aux mines ou dans les villes. Ballarat et le mont Alexandre, déserts encore en 1851, avaient de 35 à 40,000 habitants en 1852 et en 1853, de 130 à 150,000 en 1855 et en 1856. Melbourne, qui était en 1851 une petite bourgade, autour de laquelle on campait sous des tentes, était devenu, en 1854, une ville de 70,000 âmes avec ses faubourgs, et comptait près de 100,000 habitants en 1856. Geelong, à qui son port sans profondeur ne permet pas les mêmes développements, en comptait pourtant près de 30,000 à la même époque. La population totale des trois colonies du continent australien était évaluée à 695,000 personnes.

Le commerce et l'industrie s'étaient développés avec plus de rapidité encore que la population. Les importations étaient, en 1851, de 89,525,000 fr., et les exportations de 89,575,000 fr.: au total, 179,100,000 francs. En 1854, le commerce était de 1,174,275,000 francs, dont 709,775,000 francs à l'importation, et 464,500,000 francs à l'exportation; en 1856, il avait dépassé 1,600,000,000 francs, c'est-à-dire qu'il avait presque décuplé. A l'importation figuraient des meubles, des outils, des maisons, des céréales, et tout ce qui, en général, est nécessaire pour nourrir et entretenir une population improvisée sur un sol encore peu productif. Dans les chiffres de l'exportation, l'or figure naturellement au premier rang : il est loin, cependant, d'être l'unique objet du commerce de l'Australie. Le travail des mines n'a pas tardé à augmenter le capital, et à seconder le développement des principales branches du travail dans la colonie. Malgré la consommation beaucoup plus grande d'une population plus nombreuse, Victoria exportait, en 1854, près de deux fois plus de laine qu'en 1850 : 40,450,000 francs au lieu de 20,650,000. Il y avait augmentation sur les viandes salées, sur les provisions de bouche, et sur d'autres articles. Le total des exportations de cette province avait monté, pendant la même période, de 26,050,000 fr. à 269,375,000 fr., sur lesquels l'or ne figurait que pour une somme de 200,070,000 fr.; c'était, en retranchant cet article nouveau, une exportation triple de celle qui avait précédé la découverte de l'or.

Tout se ressentait de cette richesse. Les banques avaient une activité prodigieuse. De 77,500,000 fr., leurs avances et leurs escomptes se sont élevés, dans l'année 1856, à 355 millions; leurs billets en circulation, de 11,250,000 francs à 107,500,000 francs; leur réserve métallique, de 23,250,000 francs à 180 millions. Les capitaux étaient vivement demandés, et, par suite, l'intérêt de l'argent très-élevé. Immédiatement après la découverte, il monta à plus de 40 pour 100; il ne descendit plus au-dessous de 8 et de 9 pour 100 pour les prêts à long

terme ; et il était encore, en 1855, de 15 à 20 pour 100 dans le commerce.

Si nous considérons le prix des marchandises, nous trouvons les résultats suivants : l'hectolitre de froment, qui valait à Melbourne, 26 fr. 25 c. en 1851, 37 fr. 50 c. en 1853, 56 fr. 25 c. en 1854, jusqu'à 63 fr. 75 c. en 1855, est tombé à 33 fr. 75 c. et même un peu au-dessous en 1857 ; le pain de 2 kilogrammes de 0 fr. 52 c. en 1851, s'est élevé d'année en année à 1 fr. 68 c., à 2 fr. 20 c., à 2 fr. 50 c., jusqu'en 1856 où il a commencé à redescendre à 1 fr. 78 c. ; le beurre s'est élevé de 2 fr. 50 c. le kilogramme à 6 fr. 60 c., pour retomber à 4 fr. 50 c. ; la viande, vendue de 20 à 45 c. avant la découverte de l'or, était payée 5 francs en 1854, et variait entre 1 fr. 70 c. et 2 fr. 60 c. en 1856. Le thé se vendait 115 francs la caisse en 1852 ; il s'est élevé à 185 fr. en 1854, et est tombé à 160 fr. en 1855 ; le sucre, de 2,000 francs le quintal, s'est élevé tout à coup en un an à 4,300 francs ; en 1854, il était retombé déjà à 2,325 francs, et il est descendu jusqu'à 2,050 ; le tabac s'est vendu, au milieu de la cherté générale, à 50 pour 100 au-dessous du prix de 1852 ; le café a varié entre 1 fr. 90 c., 1 fr. 25 c., 2 fr. 50 c., 1 fr. 05 c. et 2 fr. 10 c. le kilogramme. Le mille de briques de 38 francs est monté à 450 fr. et est retombé à 63 francs ; le fer, de 600 francs à 1,250 francs, puis à 800 francs.

L'augmentation est générale en Australie ; c'est un fait sur lequel les chiffres ne laissent aucun doute.

Mais l'augmentation a-t-elle été toujours en croissant? Non. Il est évident que la cherté a rencontré des limites qu'elle n'a pu dépasser sans être promptement ramenée en deçà. De 1851 jusqu'à l'automne de 1853, il y a eu un flot continuel d'immigrants ; le commerce ne pouvait suffire aux demandes ; les consommateurs avaient beaucoup d'or ; aussi les prix des marchandises étaient-ils très-élevés, tandis que l'or ne valait que 2,420 fr. le kilogramme. L'hiver de 1853 fut un temps

d'arrêt; le commerce excité par l'appât de bénéfices considérables, avait apporté tant de marchandises que le marché se trouvait enfin en regorger. La perspective des gros profits avait provoqué des défrichements, fait naître des exploitations agricoles et industrielles, et donné une grande activité aux affaires. On payait alors jusqu'à 1,050 francs de loyer par semaine pour un magasin et deux chambres, jusqu'à 2,000 et 3,000 fr. pour une maison à deux étages; le terrain se vendait dans Collin's street au prix fabuleux de 37,000 francs le mètre, au commencement de 1850. L'excès de la hausse amena la baisse. Un pareil changement était dans l'ordre naturel des choses; la hausse devait provoquer un excès d'importation, les marchandises recherchant toujours le marché où elles sont le plus payées; mais la condition exceptionnelle où se trouvait l'Australie par le prix énorme de toutes choses, et par les débouchés restreints d'une population peu nombreuse, amena tout d'un coup un tel excès que la baisse fut une calamité terrible. Les marchandises furent vendues à l'enchère, au-dessous du prix de revient; il y eut deux cent cinquante faillites en quatre mois, et les affaires furent paralysées pendant toute une année. Cependant les négociants effrayés cessèrent leurs importations, et le trop-plein s'écoula durant l'année 1855. L'équilibre se rétablit en 1856. Les prix, bien moins élevés qu'en 1853, étaient cependant de beaucoup supérieurs à ceux de l'Europe; les importations recommencèrent plus modérées, mais cependant très-actives encore; elles continueront ainsi tant qu'elles seront sollicitées par une différence sensible entre les prix du marché australien et ceux des autres marchés du monde.

L'augmentation a-t-elle porté également sur toutes les marchandises? Non. Il y a là un phénomène curieux à observer et que M. Newmarck a déjà signalé dans le dernier volume de l'*Histoire des prix*. Les produits du sol, tels que le beurre, le bœuf, le froment et le pain, que la volonté de l'homme

ne peut pas créer tout d'un coup, ni rassembler aisément de contrées diverses et éloignées sur un même point, sont ceux qui atteignent les prix les plus élevés, et qui diminuent le plus lentement. Les produits qui le commerce apporte ordinairement, et qu'il ne manque pas d'apporter en grande abondance, là où la demande est abondante, sont ceux qui baissent avec le plus de rapidité, et il n'est pas rare de les voir vendus à vil prix, même au milieu de la cherté générale : témoin le café. Les produits de l'industrie nationale semblent, dans l'échelle de la cherté, occuper le rang intermédiaire, parce qu'ils tiennent de la nature des uns et des autres.

Les salaires ont suivi à peu près les mêmes lois. Tout d'abord prodigieusement augmentés, quand les mines donnaient d'énormes profits ou n'inspiraient que des espérances, et que partout les bras faisaient défaut, ils se réduisirent promptement par suite de la réduction du profit des mines, par suite des déceptions de beaucoup de travailleurs et de l'affluence continuelle des immigrants ; ils sont cependant encore aujourd'hui, comme les prix des marchandises, bien supérieurs aux salaires de l'Europe.

Voici quel a été durant cette période le taux des salaires à Melbourne.

PROFESSIONS.	1851.		1852.		1853.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Maçon. par jour. .	de 6 25 à	8 75	de 18 75 à	» »	de 37 50 à	43 75
Charpentier, p. jour	6 25 à	7 75	12 50 à	18 75	22 50 à	37 50
Charron, par jour.	7 50 à	8 75	18 75 à	» »	21 35 à	» »
Cuisinier nourri, par semaine . .	» » à	» »	16 50 à	37 50	50 » à	100 »
Ouvrier de ferme nourri, p. semaine	11 25 à	15 »	25 » à	37 50	31 25 à	37 50
Domestique mâle, à la ville, par an. .	» » à	» »	875 » à	1500 »	1500 » à	2000 »
Servante, par an. .	300 » à	500 »	500 » à	1875 »	500 » à	875 »
Berger nourri, p. an	450 » à	550 »	750 » à	1125 »	875 » à	1000 »

PROFESSIONS.	1854.	1855.	1856.
	fr. c. fr. c.	fr. c. fr. c.	fr. c. fr. c.
Maçon, par jour. .	de 43 75 à 50 »	de 18 75 à 25 »	de 16 » à 20 »
Charpentier, p. jour	25 » à 33 75	12 50 à 25 »	15 » à 18 75
Charron, par jour.	37 50 à » »	15 » à » »	» » à » »
Cuisinier nourri, par semaine. . . .	37 50 à 112 50	18 75 à 62 50	25 » à 43 75
Ouvrier de ferme nourri, p. semaine	31 25 à 50 »	18 75 à 25 »	31 25 à 40 »
Domestique mâle, à la ville, par an. .	1500 » à 2500 »	1125 » à 1500 »	12 50 à 1625 »
Servante, par an. .	750 » à 1000 »	375 » à 750 »	625 » à 1000 »
Berger nourri, p. an	1000 » à 1300 »	750 » à 1250 »	875 » à 1000 »

En Australie, comme en Californie, c'était le gain du mineur qui réglait le taux des salaires. Plus on approchait des mines, plus les prix étaient élevés, parce qu'il était plus difficile de retenir dans le salariat des gens qui avaient la perspective de faire une prompte fortune en travaillant pour eux-mêmes. En 1855, un mineur aux gages demandait 35 francs par jour à Ballarat et à Bendigo, de 25 à 30 francs aux Ovens. Et pourtant les mineurs libres étaient loin de faire une fortune brillante. Un voyageur prétendait, en 1853, que le compte général des dépenses et des gains à la riche mine de Ballarat accusait une perte de 1 franc 75 centimes par jour et par tête ; dans le nombre des travailleurs, quelques-uns s'enrichissaient, beaucoup se ruinaient ou s'endettaient. La Commission, nommée à la fin de l'année 1854 par le gouverneur de Victoria, donne des chiffres qui, sans être aussi désespérants, prouvent du moins que le travail le moins rétribué est toujours celui du mineur libre : à l'époque où les salaires étaient de 25 et de 30 francs, sur les mêmes terrains les mineurs libres ne recueillaient guère plus de 19 à 25 francs par semaine ; les gains de 12 francs 50 centimes par jour étaient rares. Mais l'espérance de trouver quelque pépite donnait au travail indépendant l'appât d'une loterie, et créait une concurrence redoutable au travail salarié dont il exagérait le prix.

Ces bizarreries économiques, assez ordinaires dans les pays nouveaux où l'équilibre n'a pas encore eu le temps de s'établir entre les forces diverses de la production, plus fréquentes et plus fortes en Australie et en Californie que dans la plupart des autres pays, par suite de la découverte et de l'abondance subite de l'or, disparaîtront peu à peu ; la balance s'établira entre les salaires, quand l'engouement pour les mines sera passé ; les prix baisseront, sans descendre de longtemps encore au niveau des prix d'Europe ; l'agriculture, un moment dédaignée pour les mines, a déjà commencé et continuera à prendre de grands développements pour nourrir une population plus nombreuse ; l'industrie la suivra dans la même voie, et le mouvement imprimé par cette découverte se communiquera de proche en proche ; l'Australie restera un pays riche et commerçant, et comptera parmi les contrées qui devront à l'or la meilleure part de leur civilisation.

Un savant économiste anglais a dit que, si on eût découvert des mines de plomb aussi abondantes et aussi faciles à exploiter que les mines d'or, l'Australie ne se serait pas moins enrichie. Sans doute ; mais, parce que l'Australie aurait pu devoir sa reconnaissance au plomb ou à tout autre métal, ce n'est pas une raison pour être ingrat envers l'or, et l'on est même forcé de reconnaître que peu de métaux avaient les qualités nécessaires pour donner des profits aussi grands et aussi prompts, et, par suite, pour produire une révolution aussi rapide et aussi favorable au pays producteur.

CHAPITRE III.

LA RUSSIE ET LA SIBÉRIE.

L'exploitation des mines de Russie date de plus loin que celle des mines de Californie et d'Australie, mais elle est toute récente relativement à la plupart des mines qui approvisionnent le monde; l'or russe n'a guère paru sur le marché qu'au XIXe siècle; et, par l'étendue des terrains qui le renferment et qui sont encore à peine connus, il est peut-être appelé à jouer un rôle non moins important que ses deux rivaux dans la question des métaux.

L'antiquité connaissait l'existence de mines d'or dans les montagnes de la Scythie. Mais le secret s'en était perdu; Pierre le Grand fut le premier qui fit quelques tentatives sérieuses pour le retrouver : plusieurs usines furent organisées sous son règne; mais elle eurent peu de succès. Ce fut seulement en 1745 que l'on découvrit des minerais aurifères valant la peine d'être exploités. Ils étaient situés dans le district de Kemsk, sur les frontières du gouvernement d'Olonetz : l'empereur y établit une usine. Le minerai y était encore si pauvre qu'en 36 ans on ne put en extraire plus de 76 kilogrammes d'or, et qu'en 1794 on abandonna la mine à la suite d'une inondation. Une autre usine, établie en 1752 à Bérésofsk, près d'Ekhaterinenbourg, réussit mieux; elle donna pendant quel-

ques années (de 1807 à 1810) jusqu'à 370 kilogrammes par an. C'est aujourd'hui la seule exploitation de mines d'or qui existe en Russie; mais son produit n'est plus que de 33 kilogrammes.

L'exploitation des gites aurifères, c'est-à-dire de l'or déposé dans les terrains d'alluvion, comme en Australie et en Californie, a donné de meilleurs résultats. Elle commença en 1814 sur les terres de l'usine de Bérésofsk, où l'on avait déjà reconnu depuis longtemps la présence de l'or, et sur les bords de la rivière Malkofka, dans le district d'Ekhaterinenbourg. Plusieurs propriétaires de l'Oural, encouragés par l'exemple, cherchèrent et trouvèrent aussi des gîtes aurifères.

Le champ des exploitations ne tarda pas à s'étendre. Un mineur, nommé Jegor Liesnoï, exilé à Tomsk en Sibérie, s'enfuit dans les montagnes, y trouva des terrains aurifères et les exploita sans faire connaître son secret. Ce fut seulement après sa mort, en 1829, qu'un bourgeois d'Ekhaterinenbourg, Grégoire Zoloff, associé à deux marchands, Fedor Popoff et Joachim Riazanoff, qui étaient convaincus comme lui qu'il devait exister des terrains aurifères dans l'Altaï et qui avaient eu vent de la fortune de Liesnoï, parvinrent à faire parler sa femme, obtinrent un privilége de l'empereur, et commencèrent d'une manière régulière l'exploitation des gîtes aurifères de la Sibérie.

Il en fut de la Sibérie comme de l'Oural. La première découverte en fit naître une foule d'autres; l'exploitation se fit sur un grand nombre de points. En 1838, on découvrit de l'or dans la Sibérie orientale, à plus de 5 et de 600 lieues de Tomsk. Le gouvernement a envoyé ses ingénieurs faire des reconnaissances et des fouilles, et il a reconnu la présence de l'or sur un nombre considérable de points disséminés sur toute l'étendue de la chaîne ; il a même constaté qu'il existait des terrains aurifères jusque sur les bords de la mer Glaciale.

Au nord de la Caspienne et de l'Aral, s'étendent les vastes

plateaux entrecoupés de montagnes qu'habitent les Kirghiz. Depuis longtemps on pensait qu'ils renfermaient de l'or, et les découvertes de Sibérie rendaient cette opinion très-vraisemblable.

Un petit marchand de la Sibérie, Etienne Popoff, voulut s'en assurer. Il partit en 1820, parcourut le pays, fit des fouilles, et finit, en 1834, par trouver des terrains aurifères près de l'endroit où la rivière Tchar-Kourban se jette dans l'Irtysch. Il obtint une concession; trop pauvre pour exploiter par lui-même, il céda une partie de son privilége, et ne recueillit pas en dix années moins de 208 kilogrammes d'or. D'autres après lui poussèrent plus loin les explorations; le gouvernement envoya, en 1850 et en 1851, des ingénieurs, qui reconnurent sur un grand nombre de points la présence de terrains aurifères, et signalèrent la ressemblance frappante qui existe entre les plateaux de la Kirghizie et ceux de l'Altaï. L'exploitation est encore peu avancée dans ce pays; mais elle a un grand avenir à cause de l'abondance des terrains aurifères, et du bas prix auquel les Kirghiz vendent leur travail.

Une autre découverte toute récente a encore étendu de ce côté les exploitations. A 500 kilomètres environ au sud de l'endroit où Etienne Popoff avait trouvé de l'or, près des bords de l'Ala-Koul, lac situé sur la frontière des Kirghiz du Céleste Empire, des soldats chinois révoltés commencèrent, en 1852, à exploiter de riches terrains aurifères. Chaque homme recueillait près de 40 francs par jour : la Californie ne produisait pas autant. Mais ces mines se trouvaient sur le territoire des Kirghiz ; le gouvernement russe ordonna aux Chinois de se retirer, et ces terrains sont aujourd'hui exploités par des chercheurs d'or qui payent une redevance aux propriétaires kirghiz.

Ces heureuses découvertes rappelèrent au gouvernement qu'on avait parlé autrefois de mines d'or dans le Caucase. L'aspect des montagnes y était semblable à celui des districts

métallifères de la Sibérie. Des explorations eurent lieu, en 1851 et en 1852, et, dans toutes les fouilles qui furent faites, on trouva de l'or. Quelques exploitations se formèrent; mais jusqu'ici elles n'ont eu qu'un médiocre succès.

Il est constant aujourd'hui que les diverses chaînes de montagnes qui forment l'arête septentrionale du continent asiatique, et dont les principales sont connues sous les noms de Caucase, d'Oural et d'Altaï, renferment dans toute leur étendue des minerais d'or; que les torrents et les fleuves les ont portés au nord et au midi dans leurs eaux, les ont déposés au fond de leur lit et dans les terrains d'alluvion; que l'or se trouve à la fois, dans les vallées du Caucase, depuis la Mingrélie jusqu'à Tiflis, Elisavetopol et Mozdok; dans l'Oural, depuis Ekhaterinenbourg jusqu'aux bords de la mer Glaciale; dans la Kirghizie, depuis les rives de l'Irtysch jusqu'à l'Ala-Koul, et même jusqu'au Turkestan, dans les eaux du Sihoun et du Djihoun; dans l'Altaï, depuis le gouvernement de Tomsk, dans lequel se trouvent, sur la rive droite de l'Irtysch, des gîtes aussi riches que ceux de la Kirghizie sur la rive gauche, jusqu'à Nertschinsk, dans le district d'Irkoutsk, situé à plus de cinq mille kilomètres de la Mingrélie.

C'est sur cette immense région de 5,000 kilomètres que s'étend l'exploitation. Quelques points seulement ont été attaqués, et tous ne l'ont pas été avec le même activité ou avec le même bonheur. Mais la recherche de l'or est pour ainsi dire une industrie naissante en Russie. Il y a trente ans à peine que les travaux ont donné des produits sérieux, et ont commencé à prendre quelques développements; il n'y a que dix ans que les découvertes, en se multipliant, ont étendu d'une manière si prodigieuse le champ du travail, et ont attiré fortement de ce côté l'esprit d'entreprise et l'attention du monde. La Californie et l'Australie ont été un stimulant énergique pour les mines de Russie. Si le même élan n'a pas porté vers ces mines les émigrants du monde entier, comme il les a portés en Californie et

en Australie, on doit attribuer cette différence à la difficulté des communications, qui rend la Sibérie et la Kirghizie cent fois plus éloignées de la civilisation que ne le sont Melbourne et San-Francisco; à la nature du gouvernement; aux formalités qu'il faut remplir pour obtenir la faveur d'une concession; au genre de travail, qui se fait le plus souvent à bon marché par des serfs ou par des sauvages kirghiz. Cependant, sur plusieurs points l'affluence des travailleurs a été grande, et le prix de toutes choses a augmenté. M. Tchihatcheff rapporte que dans certains villages un bœuf, qui se vendait auparavant 6 fr., était payé 9 fr. depuis la découverte des mines, que, dans certains autres, le kilogramme de viande s'était élevé de 4 à 30 centimes, le kilogramme de beurre, de 13 centimes à 65 : il estimait qu'à Krasnoyarsk, le renchérissement était en moyenne dans la proportion de 1 à 6. Mais aucune des révolutions économiques dont la Californie et l'Australie ont été le théâtre ne s'est produite avec autant d'intensité en Sibérie et en Russie, parce que les salaires, souvent imposés par les maîtres plutôt que librement discutés, ne s'y sont guère élevés au-dessus du taux ordinaire, que l'or n'est pas resté dans la contrée productrice, n'y a servi aux échanges qu'en petite quantité, et a été presque en totalité expédié directement à Saint-Pétersbourg pour le compte des seigneurs ou des négociants propriétaires de gîtes aurifères.

Aussi l'ardeur du travail a-t-elle été moindre, et le produit moins abondant. Nous avons déjà dit que l'usine de Beresofsk, la seule où le gouvernement fasse exploiter le minerai, rend 33 kilogrammes par an. Les gîtes aurifères sont plus riches: ceux des monts Ourals donnent environ 5,500 kilogrammes d'or pur; ceux de la Sibérie occidentale, 2,000 kilogrammes; ceux de la Sibérie orientale, 13,000 kilogrammes. On ne peut pas encore évaluer ce que produit la Kirghizie; en 1854, elle ne donnait, d'après les rapports officiels, que 61 kilogrammes; mais tous ces chiffres sont un peu au-dessous de la réalité,

ıe rendent pas entièrement compte du produit total. e produit total, qui, de 1745 à 1826, n'avait été que de)72 kilogrammes, ou 524 kil. par année moyenne, s'est ;idérablement élevé sous le règne de l'empereur Nicolas, dant lequel ont été faites toutes les grandes découvertes de ral et de la Sibérie. Il était, en 1826, de 3,875 kilogram- ; en 1847, il était de 27,862 kilogrammes. Durant cette ode de 23 années, on avait extrait 231,543 kilogrammes, 10,067 par année moyenne.

ette augmentation progressive n'a pas continué depuis 8 ; il y a même eu diminution jusqu'en 1853, époque à la- le la production a commencé à augmenter de nouveau. :i les chiffres officiels de la production pendant cette der- e période de dix ans :

En 1848, —	27,154	kilogrammes.	89,608,000 fr.
1849, —	25,075	—	82,747,000
1850, —	23,319	—	76,952,000
1851, —	23,781	—	78,477,000
1852, —	21,674	—	71,524,000
1853, —	22,034	—	72,712,000
1854, —	24,596	—	81,116,000
1855, —	25,000	—	82,500,000
1856, —	25,000	—	82,500,000
Total. .	217,633	kilogrammes.	718,136,000 fr.

'or n'est pas la seule richesse minéralogique de la Russie. montagnes fournissent aussi de l'argent à l'Europe : elle :ce par là une double action sur les variations de valeur de ıonnaie.

ıa plus ancienne mine d'argent qui ait été exploitée dans ıpire russe est celle de Nertchinsk : elle fut ouverte en 1704. a donné jusqu'à 10,300 kilogrammes par an; elle n'en ne plus que 820.

ıes mines de l'Altaï sont beaucoup plus importantes; elles

datent de 1774, et comptent onze usines qui fournissent annuellement 41 millions de kilogrammes de minerai, rendant en argent 1 sur 2,238 ; à l'usine de Zirianofsk, on recueille 1 sur 1,115. Ces mines donnent 15,60 kilogrammes par an.

Toutes contiennent une certaine quantité d'or mêlé à l'argent ; les mines de Ridersk et de Siriansk sont celles dans lesquelles la proportion d'or est la plus forte : elle s'élève à 1 et 2 grammes sur 8 à Ridersk.

Il y a aussi dans l'Oural et dans l'Altaï un grand nombre de mines de plomb argentifère, les unes en activité, les autres abandonnées à cause de l'insuffisance du produit ; il y en a dans la Kirghizie ; on en a découvert en 1853 dans le Caucase, et les travaux ont commencé avec succès à l'usine d'Alaguirski. La Kirghizie donne environ 160 kilogrammes, et le Caucase autant. La plupart de ces exploitations n'ont été entreprises par les Russes que vers la fin du XVIII[e] siècle et le commencement du XIX[e] ; presque toutes portaient les traces de travaux antérieurs, qui paraissent remonter au moyen âge et même à une antiquité plus reculée : sans doute il y avait autrefois dans ces contrées une activité et une richesse que les révolutions ont détruites.

Au XVIII[e] siècle, la Russie donnait en moyenne 10,300 kilogrammes par an ; la production a presque doublé dans le second quart du XIX[e], et s'est élevée à 19,272 kilogrammes : l'année 1833, la plus féconde de toutes, a fourni jusqu'à 23,650 kilogrammes. La production a quelque peu diminué dans le cours des neuf dernières années : elle augmenterait certainement, même sans la découverte d'aucune mine nouvelle, si l'abondance du mercure permettait un jour d'exploiter les anciens filons qui sont abandonnés.

PRODUCTION DEPUIS 1848.

1848, —	18,343 kilogrammes.	4,255,460 fr.
1849, —	18,392 —	4,046,240
1850, —	17,225 —	3,789,500
1861, —	17,058 —	3,752,760
1852, —	17,090 —	3,759,800
1853, —	17,139 —	3,770,780
1854, —	17,139 —	3,770,780
1855, —	17,139 —	3,770,780
1856, —	17,139 —	3,770,780
Total. .	156,664 kilogrammes.	33,586,080 fr.

CHAPITRE IV.

LES ANCIENNES MINES D'OR.

L'Europe (non compris la Russie), dont les mines fournissaient à l'antiquité presque tous les métaux précieux dont elle faisait usage, apporte encore chaque année sur le marché une petite portion de l'or qui est nécessaire à la société moderne. La Bétique a perdu son ancienne réputation. L'Autriche est aujourd'hui avec les mines de Schemnitz, de Kremnitz, et l'or de lavage, la contrée la plus riche sous ce rapport ; et pourtant elle ne fournit guère plus de 2,000 kilogrammes. La mine de Rammelsberg, dans le Harz, contient une petite quantité d'or ; la Suède, l'Espagne, le Piémont, la Valachie et la Moldavie fournissent le reste : le tout ne s'élève pas pour l'Europe à plus de 2,210 kilogrammes, valant 7,293,000 francs. Soit, de 1848 à 1856, un total de 19,890 kil. ou 65,637,000 francs.

L'Afrique possède des gîtes aurifères, peu connus des Européens, qui ne reçoivent l'or qu'en payement de leurs marchandises et par l'intermédiaire des peuples de la côte. Les hypothèses les plus vraisemblables portent à 12 millions de francs la quantité d'or que le commerce avec cette partie du monde fait passer chaque année chez les peuples civilisés. Soit pour la période 32,400 kil. représentant 108 millions.

L'Asie fournit aussi son contingent à la production de l'or.

[a]ais on n'a sur l'Asie que des renseignements très-imparfaits. [L]a partie occidentale, qui est la mieux connue et la plus civili-[s]ée, produit peu d'or ; la partie orientale et méridionale en [p]roduit, mais en quantité assez minime, comparativement aux [b]esoins du pays. Le Thibet et l'Inde paraissent renfermer un [c]ertain nombre de gîtes aurifères. On estimait à 7,000 kilo-[g]rammes environ la production de l'Inde : néanmoins ce pays [e]st obligé chaque année d'acheter à l'Angleterre presque tout [l']or et l'argent qu'il consomme. La Chine est plus riche ; mais [l]a Chine est un pays bizarre qui ne laisse pas sortir les métaux [p]récieux et qui même imagine mille entraves ridicules pour [a]rrêter chez elle le développement de la production. Qu'arrive-[t]-il ? C'est qu'elle est, comme l'Inde, obligée de demander à l'Eu-[r]ope ces mêmes métaux qu'elle pourrait extraire elle-même à [b]ien meilleur marché. Le Japon est complétement fermé sous [c]e rapport aux relations européennes. Les îles de la Sonde [s]eules exportent de l'or, et en assez grande quantité ; il n'y [a] aucune statistique précise à cet égard ; mais en adoptant le [c]hiffre de 10,000 kilogrammes par an comme une moyenne en-[tr]e les nombres donnés par divers économistes, on reste plutôt [e]n deçà qu'au delà de la vérité. On peut donc évaluer à 17,000 [k]ilogrammes ou 55,100,000 francs la quantité d'or produite [a]nnuellement par la partie de l'Asie qui a des rapports di-[r]ects et libres avec les nations civilisées, et à 153,000 kil. ou [5]04,900,000 fr. pour toute la période.

L'Amérique (non compris la Californie) est restée longtemps [l]a contrée du monde la plus riche en or. Aujourd'hui, elle est [d]épassée par les trois nouvelles contrées aurifères, et elle n'oc-cupe plus guère que le cinquième rang parmi les pays produc-[te]urs. Nous avons dit dans l'introduction qu'elle donnait, en [1]848, 15,215 kilog. d'or, ou 49,219,500 fr. Depuis cette [é]poque, la production totale n'a pas changé sensiblement. [L]a statistique anglaise l'évaluait environ à 15,333 kil. ou [5]0,600,000 francs, en 1850 ; elle paraît avoir diminué dans

quelques pays, et principalement dans la Nouvelle-Grenade, où elle n'est plus que de 6 millions et demi; mais elle s'est élevée de 12 millions à 21,655,000 francs au Mexique. Le chiffre de 15,333 peut être pris comme moyenne annuelle, et le total pour toute la période se trouve être de 137,997 kil. ou 455,400,000 francs.

La production des anciennes mines d'or, c'est-à-dire des mines qui, à l'exception de celles de Russie, de Californie et d'Australie, fournissent l'or aux nations d'Europe et d'Amérique, s'est donc élevée, dans le cours des neuf dernières années, à 343,297 kilog. ou 1,133,937,000 fr.; et la moyenne annuelle a été de 38,143 kilog. ou 124,993,000 francs.

	MOYENNE ANNUELLE.		PRODUCTION TOTALE.	
Europe . . .	2,210 fr.	7,293,000 kil.	19,890 fr.	65,637,000 kil.
Asie.	3,600	12,000,000	32,400	108,000,000
Afrique . . .	17,000	55,100,000	153,000	504,900,000
Amérique. .	15,333	50,600,000	137,997	445,400,000
	38,143 fr.	124,993,000 kil.	343,297 fr.	1,133,937,000 kil.

CHAPITRE V.

LES MINES D'ARGENT.

L'argent n'a pas subi depuis 1848 les mêmes révolutions que l'or; cependant, la production, stimulée par certaines réformes monétaires, par le haut prix du métal et par l'abondance du mercure, a sensiblement augmenté.

L'Europe (non compris la Russie) fournit plus d'argent que d'or. En Espagne, l'exploitation, longtemps interrompue, a repris une nouvelle activité depuis 1845, à la suite de la découverte des mines de plomb argentifère d'Alicante. En 1854, elle a donné jusqu'à 56,000 kilogr. L'Autriche en produisait à la même époque la moitié; la Saxe autant; le nord de l'Allemagne fournissait 18,000 kilogrammes, sur lesquels 10,000 viennent des mines du Harz. La production de l'Angleterre dépasse 20,000 kilogrammes; celle de la France, du Piémont, de la Norwège et de la Suède réunis n'atteint pas 5,000 kilogrammes.

En 1848, la production de l'Europe était de 130,363 kilogrammes, valant 28,679,860 francs. En 1856, la production du Piémont et de la Norwège avait diminué; mais celle de l'Angleterre et de l'Espagne avait presque doublé. La production totale était ainsi répartie :

En Autriche.	34,175	kilogrammes.	7,518,500 fr.
Espagne.	57,227	—	12,589,940
Saxe	25,766	—	5,668,520
Nord de l'Allemagne.	17,943	—	3,947,460
Angleterre	20,800	—	4,576,000
Piémont.	967	—	212,740
France.	2,030	—	457,600
Norwège et Suède. .	1,479	—	325,380
Total. .	160,387	kilogrammes.	35,296,140 fr.

La production moyenne est de 145,400 kilogrammes ; et par conséquent pour la période qui s'étend de 1848 à 1856, elle est de 1,308,600 kilogrammes, représentant 287,892,000 fr.

L'Afrique paraît n'avoir pas de mines d'argent.

L'Asie en a ; mais elles sont presque toutes, comme les mines d'or, inaccessibles au commerce européen. Des voyageurs prétendent qu'en Chine, la seule province de Youn-nan renferme seize mines d'argent. C'est dans cette province et dans la province voisine d'Houan-Ssi, au milieu des montagnes qui terminent à l'orient la chaîne de l'Himalaya, que se trouvent les plus riches terrains argentifères de l'Asie; les Chinois vont exploiter des mines au delà de leur propre pays, dans les royaumes d'Ava et d'Annam (Indo-Chine) ; de la seule mine de Da-Chan-Tchan (royaume d'Ava), ils tirent jusqu'à 38,500 kilogrammes par an. Cette richesse a fait porter à 100,000 kilogrammes l'estimation de la production annuelle de l'argent en Asie. Mais cette estimation est hypothétique ; et d'ailleurs cette production n'a aucune influence appréciable sur le mouvement des métaux précieux en Europe. Il faut compter seulement, dans la production qui intéresse la civilisation occidentale, les mines d'Erzeroum, qui appartiennent à la Turquie, et versent chaque année à la Monnaie de Constantinople 11,245 kilogrammes, représentant 2,473,900 francs, soit, pour toute la période, 101,205 kilogrammes ou 22,265,100 francs.

L'Amérique est toujours restée, depuis qu'elle est découɜrte, le marché le plus important pour l'argent. En 1848, chiffre de la production, avons-nous dit, était de 701,570 ki-grammes ou 154,344,300 francs. On n'a pas ouvert de ɔuvelles mines, mais la production a été, comme en Europe, imulée par une baisse dans le prix du mercure et par une de-ande plus considérable du métal. On l'évaluait, déjà en 1850, 922,653 kilogrammes ou 202,983,660 francs. Les États-Unis le Brésil commençaient déjà à en donner, les uns 1,487 ilogrammes, l'autre 289. L'augmentation portait principale-ient sur le Mexique et sur le Chili, qui avaient les premiers rofité des mines de mercure de la Californie, et qui donnaient, Mexique 285,000 kilogrammes, le Chili 5,000 kilogrammes e plus qu'en 1848. Le progrès a continué depuis ; et les iiffres de 1850 peuvent être adoptés, sans crainte d'exagéra-on, comme la moyenne des neuf dernières années : ce qui onne pour la période entière 8,303,877 kilogrammes ou ,826,852,940 francs.

La production de l'argent dans le monde, ou du moins la ırtie de la production qui intéresse notre civilisation, s'est ɔnc élevée dans le cours de ces neuf années à 9,870,346 kilo-ammes ou 2,170,596,120 francs, en y comprenant la Rus-e, et la moyenne annuelle a été de 1,096,037 kilogrammes ı 241,128,140 francs, savoir :

	MOYENNE ANNUELLE.		PRODUCTION TOTALE.	
Europe . . .	145,000 kil.	31,900,000 fr.	1,308,600 kil.	287,892,000 fr.
Asie.	11,245	2,473,900	101,205	22,265.100
Amérique. .	922,653	202,983,660	8,303,877	1,826,852,940
Russie . . .	17,139	3,770.580	156,664	33,586.080
	1,096,037 kil.	241,128,140 fr.	9,870,346 kil.	2,170,596,120 fr.

La production de l'argent est étroitement liée à la production un autre métal, le mercure. Le mercure entre pour une part ınsidérable dans les frais d'extraction. Le procédé d'amalga-

mation à froid, qui est le plus usité dans les mines américaines, exige un capital considérable en mercure ; on n'en consomme pas moins de 3 kilogrammes pour obtenir 2 kilogrammes d'argent. Quand le mercure est rare et cher, beaucoup de mines trop peu productives doivent être abandonnées. Quand il est en abondance et à bon marché, on en reprend avec succès l'exploitation.

C'est ce qui est arrivé dans ces dernières années. Ce métal n'était produit, avant 1848, que par les mines d'Almaden en Andalousie, celles d'Idria en Illyrie, de Huanca-Velica et de Chonta au Pérou, et par quelques autres mines de la Bavière-Rhénane, de la Hongrie et de la Transylvanie. Le total s'élevait par an à 2,500,000 kilogrammes environ, sur lesquels près de 2 millions étaient fournis par les mines d'Almaden. La maison Rothschild, qui en était propriétaire, jouissait par là d'une espèce de monopole et réglait pour ainsi dire à son gré la production de l'argent. Bien que le kilogramme de mercure ne lui coûtât, dit-on, que 0 fr. 88 cent. au sortir de la mine, elle le vendait jusqu'à 7 fr. 44 cent. à Guanaxuato.

En 1850, on a découvert en Californie une abondante mine de mercure, à laquelle on a donné le nom de Nouvelle-Almaden. Elle produit par an 1 million de kilogrammes. En 1854, le mercure, par suite de cette concurrence, ne valait plus à Guanaxuato que 2 fr. 93 cent.; c'est ce qui explique comment la production a pu augmenter si rapidement en Europe et surtout en Amérique, sans que de nouvelles mines d'argent aient été découvertes. Le mercure pourra baisser encore de prix; car on a tout récemment découvert, dans la Sierra-Nevada et dans les montagnes Rocheuses, de nouvelles mines de mercure, et la production de l'argent continuera probablement à s'accroître.

CHAPITRE VI.

RÉSUMÉ. — AVENIR DES MINES.

La production totale du monde, ou du moins des contrées qui sont en relation directe avec le grand marché des nations occidentales, durant la période de 1848 à 1856 a été de 1,821,820 kilogrammes ou 6,055,173,000 francs en or, savoir :

Californie.	752,400 kilogr.	2,508,000,000 fr.
Australie.	508,500 —	1,695,000,000
Russie.	217,633 —	718,136,000
Anciennes mines d'or.	343,287 —	1,133,937,000
Total. .	1,821,820 kilogr.	6,055,173,000 fr.

Et, en argent, de 9,870,346 kilogrammes ou 2,170,596,120 francs.

La valeur totale des deux métaux est de 8,226,769,120 francs.

La moyennne annuelle est de 218,391 kilogrammes ou 672,797,000 francs pour l'or, de 1,096,705 kilogrammes ou 241,128,140 francs pour l'argent, et de 913,085,000 francs pour les deux métaux réunis.

Le rapport de l'argent à l'or est environ de 5 à 1 en poids, et de 1 à 2.95 ou presque 3 en valeur.

On voit quelle grande différence existe entre cette quinzième période, jugée d'après la production de neuf années seulement et la période précédente,

Où la moyenne annuelle de la production des deux métaux était de 220 millions,

Où le rapport en poids de l'argent à l'or était de 13 1/2 à 1.

La production des mines d'or s'arrêtera-t-elle ou diminuera-t-elle après ce brillant début? Je ne crois pas qu'il faille de longtemps s'y attendre. Après le premier élan de la découverte, la production s'est, il est vrai, quelque peu ralentie. Les bénéfices fabuleux avaient attiré tout à coup aux mines une foule immense de travailleurs ; les déceptions en ont découragé une partie. Pourtant nous avons vu que l'émigration avait continué, que le produit en Australie et en Californie, loin de diminuer, avait quelque peu augmenté, et que, si les profits n'étaient plus les mêmes, l'industrie de l'extraction de l'or d'un autre côté commençait à devenir plus régulière et s'appliquait à trouver des procédés économiques. Les travailleurs isolés avaient fait place aux associations, la battée au *long-tom* et aux machines ; des canaux apportaient l'eau des montagnes jusqu'au milieu des exploitations ; le mercure était plus souvent employé ; enfin les mineurs commençaient à peine à attaquer les champs immenses ouverts à leur activité.

En Californie, la chaîne de la Sierra, dans toute son étendue, se compose en grande partie de quartz aurifère, et parmi les terrains d'alluvion de ses vallées, beaucoup renferment aussi de l'or. C'est, nous l'avons dit, une exploitation qui peut s'étendre sur une longueur de 1,200 kilomètres et sur une largeur de 115 kilomètres, c'est-à-dire sur une superficie de 138,500 kilomètres carrés, des bords du Sacramento et du San-Joaquim aux sommets de la Sierra. Là ne se borne pas encore l'exploitation probable de l'avenir. Au nord de la Californie, l'Orégon contient aussi des gîtes aurifères,

au midi les plaines et les montagnes de Sonora en contiennent également et semblent rattacher les mines du Mexique à celles de la Californie par la grande arête américaine, la chaîne du monde la plus riche en métaux de toute sorte.

En Australie, c'est la chaîne orientale du continent, connue sous le nom de montagnes Bleues ou Alpes australiennes, qui présente les mêmes richesses. On a découvert d'abord l'or près de Bathurst; quelque temps après, on le découvrait au sud, près de Melbourne, à 700 kilomètres de la première mine. Une troisième découverte a été faite au nord de Cockburn; enfin on exploite aussi des mines au sud-ouest, dans le voisinage d'Adélaïde, à plus de 500 kilomètres de Melbourne. Ainsi la présence de l'or a été reconnue à diverses endroits sur un développement d'environ 1,500 kilomètres, et à mesure que les découvertes et l'exploitation avanceront on la reconnaîtra sur bien des points intermédiaires; on l'a même déjà signalée en dehors de cette première ligne d'exploitation : on a trouvé de l'or dans la Tasmanie, île située au sud du continent australien.

En Russie et en Sibérie, le champ est plus vaste encore. L'or se trouve à la fois dans les vallées du Caucase, depuis la Mingrélie jusqu'à Tiflis, Elisavetopol et Mozdak, dans l'Oural depuis Ekaterinenbourg jusqu'aux bords de la mer Glaciale, dans la Kirghizie, depuis les rives de l'Irtysch jusqu'à l'Ala-Koul, et même jusqu'au Turkestan dans les eaux du Sihoun et du Djihoun, dans l'Altaï, depuis le gouvernement de Tomsk, dans lequel se trouvent, sur la rive droite de l'Irtysch, des gîtes aussi riches que ceux de la Kirghizie sur la rive gauche, jusqu'à Nertschinck dans le district d'Irkoutsk, situé à plus de 5,000 kilomètres de la Mingrélie. L'exploitation s'étend déjà sur cette immense région, dont bien peu de points, il est vrai, ont été jusqu'ici entamés.

Il est peu de métaux qui soient répandus sur un plus vaste espace que l'or. Presque contemporain de l'homme, il n'apparaît

que vers l'époque des dernières formations du globe, au milieu des roches de quartz d'où il a été entraîné par les eaux dans les dépôts qui forment aujourd'hui la croûte terrestre. C'est pourquoi on le rencontre à la surface de tant de terrains. On peut presque dire, sans exagération, qu'il est peu de chaînes qui n'en contiennent, peu de contrées dont quelque fleuve n'en charrie des paillettes. L'Adour, dans les Pyrénées, le Rhin, dans les Alpes, roulent de l'or dans leurs eaux. Rien donc de plus facile que de découvrir de l'or. Aussi l'élan donné par la découverte de la Californie a-t-il provoqué de toutes parts des exploitations. Il y en a eu au Canada, dans la Guyane, au Chili; celles du Caucase et de la Kirghizie datent aussi de cette époque.

On s'est fait sans doute de grandes illusions sur ce sujet. Il y a partout de l'or; mais partout l'or ne vaut pas la peine d'être extrait. Les orpailleurs du Rhin ne gagnent pas plus de 1 fr. 50 par jour. Bien des exploitations commencées ou entrevues seront abandonnées. Les trois grandes chaînes de la Californie, de l'Australie et de la Sibérie, ne seront pas fouillées dans toute leur étendue par les mineurs. Mais néanmoins les procédés nouveaux permettront de porter le travail plus loin qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, et donneront des bénéfices où auparavant il n'y avait que de la perte. Déjà, en Russie, on est parvenu à exploiter des gîtes aurifères dont la production est de 1 gramme d'or sur 1,536,000 grammes de terre. L'avenir est avec les machines. En exploitant le quartz, toujours beaucoup plus riche que la terre d'alluvion, on est rémunéré de son travail, quand on obtient 1 gramme d'or sur 2 kilogrammes de minerai; les minerais ont donné beaucoup plus, et le perfectionnement des machines, qui sont toutes, jusqu'à présent, trop faibles, augmentera encore le profit. Nul ne peut dire quelle sera la limite de l'exploitation de l'or; mais il est certain qu'on ne l'a pas encore atteinte. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'on la trouvera, non dans l'épuisement des gîtes auri-

fères, mais dans l'élévation du coût de production et dans la baisse de la valeur de l'or sur le marché général du monde.

Si l'avenir promet pour de longues années encore une abondante production aux mines d'or, il promet aussi de grandes richesses aux mines d'argent. On parle beaucoup aujourd'hui de l'inondation de l'or; il y a dix ans on ne parlait que de l'inondation de l'argent: et la possibilité d'un énorme accroissement dans la quantité de ce métal inspirait des craintes à l'économie politique. La longue chaîne qui parcourt les deux Amériques, depuis les montagnes de l'Orégon jusqu'au Chili, renferme, dans toute sa longueur, sur sur une étendue de plus de 12,000 kilomètres, des filons d'argent, comme elle renferme des minerais d'or. Elle n'a encore été attaquée que sur quelques points isolés; et ces quelques points, tels que le Potose, au Pérou, la Veta-Madre, au Mexique, ont déjà rendu d'immenses richesses; c'est de ses flancs qu'est sorti presque tout l'argent qui est aujourd'hui dans le commerce, puisque sur 31 milliards d'argent, l'Amérique seule en avait fourni 27 en 1848. Au Mexique, dans la Nouvelle-Grenade, au Pérou, dans la Bolivie, au Chili, on exploite des mines. Dans l'Amérique septentrionale, presque tous les fleuves, tous les ruisseaux qui descendent des hautes vallées des Andes roulent des sables argentifères. M. de Humboldt pensait que l'Amérique n'avait pas une richesse moins grande en argent qu'en or. « La richesse des chaînes de montagnes de l'Amérique en gisements d'or et d'argent est étonnante, dit-il. En passant en revue la quantité des gisements d'or qui y abondent visiblement, gisements dont on a à peine commencé l'exploitation maintenant, et même dans quelques localités seulement, on reste convaincu que si on parvenait à apaiser les troubles politiques qui mettent obstacle à toute espèce d'industrie, et si on introduisait dans ces mines les procédés dont on se sert en Europe pour l'exploitation, les seules mines du Mexique déjà

connues pourraient fournir une immense quantité d'argent. » Ailleurs, il ajoute : « L'Europe serait inondée de métaux précieux, si l'on attaquait à la fois, avec tous les moyens qu'offre le perfectionnement de l'art du mineur, les gîtes de minerais de Bolanos, de Batopilas, de Sombrerete, de Rosario, de Pachuca, de Moran, de Zultepec, de Chihuahua, et tant d'autres qui ont joui d'une ancienne et juste célébrité... En général, l'abondance de l'argent est telle dans la chaîne des Andes, qu'en réfléchissant sur le nombre des gîtes de minerais qui sont restés intacts, ou qui n'ont été que superficiellement exploités, on serait tenté de croire que les Européens ont à peine commencé à jouir de cet inépuisable fonds de richesses que renferme le Nouveau-Monde. » M. Boussingault, qui a plus récemment visité les mêmes contrées, partage entièrement sur ce point l'opinion de M. de Humboldt.

Trois obstacles ont entravé jusqu'ici l'industrie des mines d'argent.

Dans les pays où sont actuellement les plus riches filons, il faut mettre en première ligne les troubles politiques et la mauvaise administration. Le Mexique et le Pérou sont loin d'être dans des conditions favorables à la production. Pendant que les États-Unis ont des voies de communication plus faciles et plus multipliées qu'aucun autre pays du monde, le Mexique n'a ni canaux ni routes dans le voisinage de ses mines ; ce sont des chemins de montagne par lesquels il faut faire porter souvent à dos de mulet tout ce dont on a besoin ; les seuls frais de transport s'élèvent à plus de 30 pour 100 dans le prix de l'argent. Le gouvernement, loin de faciliter aux mineurs les moyens de produire à meilleur marché, surcharge encore la production de droits divers qui figurent dans les frais généraux pour la somme énorme de 145 pour 1000.

Voici comment s'exprimait à ce sujet M. Dufrenoy dans

son rapport sur l'Exposition universelle de Londres : « Au Mexique le minerai est encore transporté des chantiers aux points d'extraction à dos d'homme. Les galeries qui y conduisent, tracées sans régularité, offrent souvent des pentes fort raides et des distances très-longues à parcourir; l'aérage, inhabilement ménagé, ne rafraîchit pas l'air, dont la température atteint quelquefois 36 degrés centigrades. Le minerai et les eaux sont élevés au jour par des chevaux qui font tourner des tambours sur lesquels s'enroulent et se déroulent les cordes auxquelles la charge est suspendue : le minerai dans des sacs de toile d'agavé, et les eaux dans des outres de cuir de bœuf... On comprend qu'avec des procédés si imparfaits, l'exploitation des mines d'argent soit très-onéreuse en Amérique, et qu'on ne puisse lui donner une grande extension. Ces imperfections ont frappé toutes les personnes qui ont visité l'Amérique; elles ont désiré y transporter les procédés de Cornouailles, où des machines à vapeur de 700 à 800 chevaux de puissance élèvent des masses d'eau aussi considérables que celles de certaines rivières ; mais la disposition des lieux et la nature du climat se sont jusqu'à présent opposées à la réalisation de la plupart de ces projets. Le défaut de routes a opposé un obstacle alors insurmontable au transport de machines d'une forte puissance ; le manque de bois n'aurait pas permis de les alimenter, quand même elles auraient pu être conduites à leur destination. Le plus grand nombre des compagnies qui se sont formées en 1825 pour l'exploitation des mines d'argent de l'Amérique ne s'étaient pas rendu compte de ces difficultés. Elles ont dû abandonner sur les côtes les machines qu'elles avaient envoyées d'Europe, et le découragement a bientôt succédé à l'enthousiasme qui avait présidé à la formation de ces entreprises »

Le procédé de l'amalgamation à froid a été au XVIe siècle une merveilleuse invention. Mais il est bien imparfait. S'il ménage le combustible, il exige un travail très-long. En plu-

sieurs endroits, ce sont encore des mulets qui foulent en piétinant pendant dix et douze jours le minerai mêlé sur l'aire avec le mercure, le sel et le magistral; l'amalgamation n'est pas complète; une partie de l'argent est perdue, et on dépense une énorme quantité de mercure : une fois et demie le poids de l'argent que l'on retire.

Le mercure est cher, et pourtant le mercure est jusqu'ici l'instrument indispensable de l'extraction de l'argent : il représente 112 pour 1000 du prix du métal. Il a baissé déjà de 7.44 en 1852, à 2.93 en 1854 à Guanaxuato, et des filons abandonnés avaient pu être repris avec avantage. Mais il a un peu augmenté depuis ce temps, et sa cherté est toujours un obstacle à la production de l'argent.

Que les gouvernements du Pérou et du Mexique, comprenant mieux leurs intérêts, ouvrent des routes et diminuent les impôts, que la science du XIXe siècle trouve un procédé plus économique que celui du mineur du XVIe siècle, que le mercure devienne plus abondant ou moins nécessaire, aussitôt les mines d'argent déjà connues donneront un produit beaucoup plus considérable; et, excitées par la facilité de produire, des mines nouvelles s'ouvriront dans la chaîne inépuisable des Andes. Déjà M. Becquerel a imaginé un procédé pour l'extraction de l'argent par l'électricité; d'autres moyens, d'une application plus facile, pourront être découverts un jour. Le temps fera beaucoup pour la prospérité des mines d'argent en Amérique.

L'or et l'argent ne sont pas près de manquer dans le monde. L'avenir promet à l'un et à l'autre une production presque sans limite; et quelles que soient aujourd'hui les apparences en faveur de l'or, on ne saurait dire duquel des deux métaux la masse aura le plus augmenté dans cinquante ans.

LIVRE DEUXIÈME.

DISTRIBUTION.

CHAPITRE PREMIER.

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES MÉTAUX PRÉCIEUX.

La production depuis 1848 a été de 1,821,820 kilogrammes d'or ou 6,055,173,000 francs et 9,870,346 kilogrammes d'argent, ou 2,170,596,120 francs : total, 8,226,769,120 francs.

Comment cette énorme quantité de métaux s'est-elle distribuée dans le monde, et dans quelle proportion s'est-elle ajoutée à la part déjà possédée par chaque nation sur les 31 milliards 500 millions qui existaient dans le commerce occidental? C'est une question à laquelle on ne saurait faire une réponse exacte. Il est impossible de calculer ce que chaque peuple possède aujourd'hui de métaux précieux; et d'ailleurs, ce qu'il possède aujourd'hui n'est pas ce qu'il possédait hier, parce que la quantité des métaux est soumise à toutes les fluctuations du commerce, et qu'elle augmente ou diminue dans un pays, comme nous la voyons augmenter ou diminuer dans les caves d'une banque. On peut seulement dire d'une manière générale que la quantité des métaux existant sous forme de monnaies dans une nation est en raison directe du développement de l'industrie, et en raison inverse du développement du crédit.

Cette question, du reste, n'a qu'un intérêt secondaire. Toutes les nations civilisées, qui ont entre elles des rapports libres et suivis, sont à cet égard solidaires les unes des autres. Les métaux s'y distribuent suivant des lois naturelles, comme l'eau dans des vases communiquants; ils s'y trouvent toujours à peu près au niveau des mêmes besoins, ou du moins ils tendent à retrouver promptement ce niveau, quand il est une fois déplacé. Les phénomènes observés sur la masse totale des deux métaux peuvent, à peu d'exceptions près, s'appliquer à chaque nation, de même que les phénomènes qui se produisent chez une nation en particulier peuvent donner les lois qui régissent la masse entière des métaux.

Toutefois, il est juste de ne pas faire entrer dans la consommation de l'Occident la totalité des métaux produits. Une partie est restée, comme nous l'avons dit, en Californie et en Australie; elle a servi à former le premier capital monétaire de ces marchés nouveaux, et n'est pas venue accroître la quantité circulant sur le grand marché du monde. Or, l'exportation n'a été que de 2,141,040,000 fr. en Californie, et de 1,443,293,000 francs en Australie : total, 3,584,333,000 francs, tandis que la production a été pour les deux pays de 4,203,000,000. Il y a donc 618,667,000 francs à retrancher, et l'or ne doit plus figurer que pour 5,436,506,000 francs.

L'Angleterre est le grand entrepôt de l'or et de l'argent. Presque tout ce que fournit le Nouveau-Monde est déposé dans les caves de sa Banque, avant d'être distribué dans le reste de l'Europe. Voici le tableau des quantités reçues en Angleterre depuis six ans :

OR	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.
des États-Unis.	175,750,000 f.	153,000,000 f.	133,750,000 f.	190,250,000 f.	186,250,000 f.	217,250,000 f.
de l'Australie..	750,000	172,750,000	378,750,000	300,000,000	263,250,000	254,000,000
du Brésil.. . . .	11,250,000	107,500,000	8,000,000	7,750,000	1,500,000	1,000,000
de la Russie.. .	16,750,000	22,500,000	4.000,000	» » »	» » »	» » »
de l'Inde.	250,000	250,000	2,000,000	11,500,000	» » »	» » »
de l'Afrique. . .	250,000	250,000	1,750,000	2,000,000	3,000,000	2,000,000
Totaux. . .	205,000,000 f.	486,250,000 f.	528,250.000 f.	511,500,000 f.	454,000,000 f.	474,250,000 f.

ARGENT.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.
Par l'océan Atlantique....	130,250,000 f.	160,250,000 f.	145,250,000 f.	145,000,000 f.	135,750,000 f.	176,500,000 f.
Par la Méditerranée......	9,250,000	8,500,000	3,750,000	5,500,000	72,500,000	13,250,000
Totaux...	139,500,000 f.	168,750,000 f.	149,000,000 f.	150,500,000 f.	208,250,000 f.	189,750,000 f.

En additionnant la valeur de l'or et celle de l'argent, et en évaluant d'une manière approximative celle des trois années précédentes, on a :

En 1848,	—	165,000,000 fr.	Report.		1,794,500,000 fr.
1849,	—	340,000,000	En 1853,	—	677,250,000
1850,	—	340,000,000	1854,	—	662,000,000
1851,	—	344,500,000	1855,	—	662,250,000
1852,	—	605,000,000	1856,	—	664,000,000
A reporter.		1,794,500,000 fr.	Total. .		4,460,000,000 fr.

Retranchons de ce total l'Afrique et la Russie; ajoutons ce qui nous vient d'Asie par la Turquie, et ce que reçoivent directement les autres ports de l'Europe sans l'intermédiaire de l'Angleterre. En portant à 5 milliards la somme fournie par l'Asie, l'Amérique et l'Océanie, on ne doit pas être bien éloigné de la vérité.

A ce compte, l'Europe aurait 5 milliards tirés de ces trois parties du monde, environ 750 millions de la Russie (dont 33 millions d'argent), 108 millions de l'Afrique, et 353 millions d'elle-même : total, 6,212 millions. La Californie et l'Australie se seraient partagé 618 millions, et l'Amérique aurait conservé environ 1,300 millions. Telle a été à peu près la distribution des métaux entre les diverses parties du monde.

Le tableau des exportations de métaux précieux rédigé par la douane anglaise peut donner une idée de leur répartition, ou du moins des canaux d'écoulement en Europe et dans le bassin de la Méditerranée.

CHAPITRE II.

IMPORTATION ET EXPORTATION DE LA FRANCE.

Restreignons le champ de nos observations, afin de les rendre plus précises, et voyons comment les métaux précieux se sont comportés en France, dans le pays où il nous importe le plus de connaître leurs diverses évolutions et d'en étudier les effets.

L'or et l'argent payent des droits en France : l'or, à la sortie, 0 fr. 10 cent. les 100 kil. par navire français et 0 fr. 25 cent. par navire étranger ; à l'entrée, 1 fr. par navire étranger; depuis 1853, il est exempt de tout droit à l'entrée par navire français ; auparavant, sous le régime de la loi du 9 juin 1845, il payait 0 fr. 10 cent. L'argent, quel que soit le pavillon qui le couvre, ne paye que 0 fr. 10 cent. à la sortie; il paye 1 franc à l'entrée par navire étranger. Ces droits, si minimes que la fraude ne saurait être considérée comme une économie, permettent à la douane de suivre d'une manière assez exacte le mouvement des métaux. Il est vrai que la déclaration n'a lieu, en général, que pour les envois faits par les banquiers ou les négociants, et qui s'élèvent à des sommes importantes. On ne demande pas à chaque voyageur ce qu'il possède dans sa bourse ; l'argent de poche n'est pas soumis aux déclarations, et ne figure pas dans les relevés de la douane. Mais il ne repré-

ɲnte que des sommes assez faibles. D'ordinaire, quand on ɔyage au loin, on emporte des traites sur quelque banquier, t non de l'argent qu'il faudrait changer avec perte dans les utres pays. D'ailleurs, ces sommes, peu importantes par lles-mêmes, se balancent à peu près par l'entrée et par la ortie ; s'il devait exister quelque différence, elle serait n faveur de l'importation, parce qu'il y a plus d'étrangers ui voyagent en France que de Français qui voyagent à étranger.

Avant 1843, l'or nous venait principalement de Vienne, argent de Londres; aujourd'hui, or et argent passent en rande partie par la banque d'Angleterre avant de parvenir ısqu'à nous. Ainsi Boulogne reçoit en moyenne par an 10,387,000 francs d'or, et le Havre 34,598,000 francs, tandis u'on n'expédie par Strasbourg que 1,292,000 francs. Le port plus important pour l'exportation de l'or est, depuis quelues années, Marseille, d'où il est sorti en 1855, en partie pour quitter les dettes de la guerre, 138,431,100 francs. L'argent ıtre en grande partie par le Havre, Boulogne et Marseille, et ırt par Boulogne et Marseille.

Il ne faut pas croire que tous les métaux arrivent en ligne irecte de la Banque de Londres à la Banque de France. Il nous ınt transmis en grande partie par l'intermédiaire de l'Alleagne et surtout de la Belgique. Voici, comme exemple, les ıantités importées en 1855 et les pays de provenance.

IMPORTATIONS (COMMERCE SPÉCIAL).

brut en masses, lingots, barres, poudre, bijoux cassés, etc.	Association allemande.	295
	Belgique.	13.746
	Angleterre.	848,564
	Etats Sardes. . . .	476
	Côte occ. d'Afrique. .	449
	Etats-Unis	50,486
	Rio de la Plata. . .	531
	Sénégal.	395
	Autres pays. . . .	1,002
		915,944 hect. valant 274,783,200 fr.

IMPORTATIONS (COMMERCE SPÉCIAL).

Or	Monnaie	Association allemande.	21,946	
		Belgique.	113,492	
		Angleterre.	158,841	
		Etats Sardes. . . .	12,621	
		Turquie.	3,173	
		Etats-Unis.	38,885	
		Brésil.	1,229	
		Guadeloupe.	761	
		Autres pays. . . .	2,808	
			353,756 hect. valant	106,126
Argent.	Argent brut en barres, en masses, etc.	Association allemande.	8,618	
		Pays-Bas.	22,770	
		Belgique.	1,500,587	
		Angleterre.	466,816	
		Espagne.	23,680	
		Etats Sardes. . . .	10,853	
		Toscane.	8,697	
		Suisse.	31,029	
		Turquie.	24,954	
		Chili.	8,841	
		Pérou.	14,593	
		Autres pays.	22,819	
			2,146,257 hect. valant	42,925
	Monnaie	Association allemande.	286,667	
		Belgique.	1,069,250	
		Angleterre.	422,072	
		Deux-Siciles. . . .	169,380	
		Espagne.	150,860	
		Etats Sardes. . . .	1,208,980	
		Toscane.	69,167	
		Suisse.	100,925	
		Etats Romains. . . .	16,135	
		Grèce.	31,930	
		Turquie.	89,400	
		Egypte.	19,820	
		Etats Barbares. . . .	90,395	
		Etats-Unis.	132,024	
		Autres pays. . . .	41,308	
			3,898,313 hect. valant	77,966,

Dans ces sommes ne sont compris ni le billon qui figure 16,597 francs, ni la bijouterie pour 221,000 francs, ni févrerie pour 128,000 francs, ni les cendres et regrets d'o pour 22,782,710 francs.

Les importations ont toujours dépassé les exportation

par conséquent, la quantité de métaux existant en France s'est constamment accrue.

De 1827 à 1836, les importations avaient été en moyenne, par année, de 115 millions, les exportations de 35 millions : différence, 80 millions.

De 1837 à 1847, les importations ont été de 121 millions, les exportations de 41 millions : différence 80 millions.

L'argent était alors en excès. En 1847, l'importation a été de 21,037,200 fr. d'or, et de 138,307,280 fr. d'argent, l'exportation de 33,718,200 fr. d'or, et de 84,678,220 fr. d'argent.

Les importations ont continué depuis à dépasser les exportations; mais les rapports ont bien changé. Voici le tableau officiel des importations et des exportations d'or et d'argent depuis 1848.

IMPORTATIONS (Commerce spécial).

Années.	Or.	Argent.	Total.
1848	43,762,500 fr.	233,330,020 fr.	277,092,520 fr.
1849	11,882,100	291,414,760	303,296,860
1850	61,035,000	147,693,360	208,728,360
1851	115,826,100	178,629,800	294,455,900
1852	59,180,700	179,857,460	239,038,160
1853	318,786,600	112,568,040	431,354,640
1854	480,694,500	99,848,480	580,542,980
1855	380,910,000	120,891,400	501,801,400
1856	465,001,300	109,895,300	574,896,600
	1,937,078,800 fr.	1,474,128,620 fr.	3,411,207,420 fr.

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Années.	Or.	Argent.	Total.
1848	5,882,700 fr.	19,396,560 fr.	25,279,260 fr.
1849	5,644,800	46,847,060	52,491.860
1850	44,045,700	82,308,900	126.354,600
1851	31,224,300	100,680,840	131,905,140
1852	42,272,400	182,574,720	224,847,120
1853	29,728,500	229,453,480	259,181,980
1854	64,572,900	263,542,200	328,115,100
1855	162,467,400	318,051,040	480,518,440
1856	89,747,700	393,518,600	483,266,300
	475,586.400	1.636.373.400 fr.	2.111,959.800

La moyenne annuelle pour cette période de neuf années est de :

379,023,046 francs pour l'importation, et 234,662,200 francs pour l'exportation ; différence 144,360,846 francs au profit de l'importation ;

215,230,977 francs pour l'importation de l'or, et 58,842,933 francs pour l'exportation : différence 156,388,044 francs au profit de l'importation ;

163,792,069 francs pour l'importation de l'argent, et 181,819,266 francs pour l'exportation : différence 18,027,197 au profit de l'exportation.

En somme, la France a reçu 3,411,207,420 francs qui sont entrés dans la circulation commerciale et y ont séjourné plus ou moins longtemps. Elle a perdu 162,144,780 francs en argent, et gagné 1,461,492,400 francs en or : l'augmentation des métaux est de 1,299,347,620 fr. ou environ 1,300 millions. Elle n'était avant 1848 que de 80 millions par an ; elle est plus de 144 : différence, 64 millions.

Avant 1848, on évaluait approximativement la quantité de métaux précieux qui existaient en France à 3 milliards 500 millions. En acceptant comme à peu près exacts les chiffres officiels, on avait au commencement de l'année 1857 un total de 4 milliards 800 millions. Le capital métallique de la France avait augmenté en quantité dans la proportion de 100 à 137.

Ce mouvement n'est pas près de s'arrêter. L'année 1857, dont l'administration des douanes a récemment fait connaître les résultats, nous donne à l'importation 568 millions d'or et 97 millions d'argent, total 665, et à l'exportation 120 millions d'or et 459 millions d'argent, total 579. Notre capital métallique s'est encore accru cette année de 86 millions, ce qui le porte à 4,886 millions.

Si on considère seulement le mouvement de l'argent de 1852 à 1856 inclusivement, on trouve 622 millions à l'importation et 1,387 à l'exportation, perte 766 millions. En y comprenant l'an-

née 1857, on trouve que dans l'espace de six ans, nous avons perdu 1 milliard 128 millions d'argent et gagné 2 milliards 314 millions d'or. Quel changement dans notre capital monétaire !

CHAPITRE III.

CONSOMMATION DANS LES ARTS EN FRANCE.

Que sont devenus ces 3,411 millions importés dans l'espace de neuf ans, et sur lesquels 1,300 millions sont restés dans le pays?

Une partie a été employée dans l'industrie. La bijouterie et l'orfévrerie en consomment chaque année une assez grande quantité. Voici les relevés des bureaux de garantie depuis neuf ans:

ANNÉES	OR.				ARGENT.			
1848	2,290	kilog.	valant environ	5,720,000 fr.	26,100	kilog.	valant	5,220,000 fr.
1849	4.100	»	»	10,660,000	53.800	»	»	10,760,000
1850	5,300	»	»	13,780,000	66,700	»	»	13,340,000
1851	8,000	»	»	20,800,000	68,000	»	»	13,600,000
1852	10,500	»	»	27,300,000	88,200	»	»	17,640,000
1853	12,200	»	»	31,720,000	91,700	»	»	18,340,000
1854	7,100	»	»	18,460,000	78,000	»	»	15,600,000
1855	10,700	»	»	27,820,000	88,500	»	»	17,700,000
1856	10,700	»	»	27,820,000	100,800	»	»	20,160,000
	70,800	kilog.	valant environ	183,080,000 f.	661,800	kilog.	valant	132,360,000 f[1]

[1] Ces chiffres qui viennent directement de la monnaie, et que je dois à la bienveillance de l'un des administrateurs, diffèrent de ceux qu'à publiés le ministère des finances. La statistique du ministère n'accuse qu'environ 54,000 kil. d'or et 652,000 kil. d'argent. Cette différence ne viendrait-elle pas en partie des médailles qui ne seraient pas comprises dans la statistique officielle?

L'or et l'argent nouvellement importés ne peuvent pas réclamer pour eux seuls cette production industrielle. Une part revient aux vieilles matières refondues qui ont passé par le creuset pour prendre une forme nouvelle, sans accroître la quantité de métaux existant à l'état de bijoux ou de vaisselle. Quelle est cette part? on comprend qu'il est impossible de le savoir d'une manière exacte : des orfévres que j'ai consultés estiment qu'elle n'est pas moindre du tiers ou du quart de leur fabrication. Mais, d'un autre côté, les relevés des bureaux de garantie sont loin d'accuser la vérité tout entière. Il y a certains bijoutiers qui n'envoient pas au contrôle la moitié des pièces qu'ils fabriquent, et l'on peut dire qu'à cet égard presque tous pratiquent plus ou moins la fraude. Les deux chances d'erreur se balancent et se détruisent à peu près pour l'or ; pour l'argent, il faut diminuer de près de moitié le chiffre donné par les bureaux de garantie, et l'on peut dire que 260 millions représentent à peu près la valeur de l'or et de l'argent qui sont entrés depuis neuf ans dans l'industrie des bijoutiers et des orfévres.

La moyenne annuelle est d'environ 28,888,888 francs, dont 20,342,233 pour l'or, et 8.546,655 pour l'argent.

Un grand changement s'est opéré. La moyenne de 1830 à 1848 est, d'après les chiffres du bureau de garantie, de 5,000 kilog. pour l'or et de 81,700 kilog pour l'argent. En appliquant à ces quantités le système d'évaluation que nous venons de prendre, on trouve une valeur de 13 millions pour l'or et de 9 millions pour l'argent.

La production des objets d'or et l'emploi de ce métal ont considérablement augmenté pendant que diminuait la production des objets d'argent. Ce résultat n'a rien qui doive surprendre. La révolution qui s'est opérée dans le rapport des deux métaux aurait suffi pour le faire deviner. Il paraît qu'on ne fait presque plus de bijoux d'argent ; le bijou d'or le remplace. La vaisselle et les objets d'art consomment presque tout l'argent envoyé au contrôle ; et, comme l'or ne peut pas rem-

placer l'argent dans ces fonctions, il n'est pas étonnant que les progrès du luxe aient fait grossir aussi rapidement duran ces dernières années les chiffres du bureau de garantie.

L'or et l'argent ont encore d'autres débouchés dans l'industrie. Ils servent dans la fabrication des galons, des cadres, des meubles, des porcelaines, des ornements divers, dans la décoration des appartements et des palais, et dans un certain nombre de préparations chimiques; ils servent à une foule d'autres objets, depuis qu'on a trouvé le procédé de la dorure et de l'argenture par la pile, et leurs usages deviennent chaque jour plus nombreux. Toutefois cette consommation industrielle, bien que très-variée et susceptible de prendre une extension à peu près indéfinie, est assez bornée en quantité. Les batteurs d'or forgent des feuilles de métal qui n'ont en épaisseur que la dix-millionième partie d'un mètre. Un mètre cube d'or, pesant 19,258 kilog. et valant 57,674,000 francs, converti en feuilles de cette espèce, couvrirait 10 millions de mètres ou 1,000 hectares. Quels que soient les progrès du luxe, on est encore loin d'avoir doré en France 1,000 hectares. Depuis neuf ans, en évaluant à 50 millions les métaux employés en dorure et en argenture de toute nature, on est assurément au delà plutôt qu'en deçà de la vérité : sur ce chiffre, l'or figure au moins pour 36 millions.

D'après cette hypothèse, la moyenne annuelle pourrait être représentée par 1,500,000 francs d'argent et 4 millions d'or.

L'exportation de la bijouterie et de l'orfévrerie françaises n'est pas aussi importante qu'elle pourrait l'être, parce qu'elle est entravée par les droits qui la frappent à l'étranger : elle ne peut être évaluée à plus de 3 millions pour la matière : total en neuf ans, 27 millions. Au contraire, l'exportation de l'or en feuilles est relativement considérable ; la douane la portait en 1855 à 1,074,300 francs; avec l'or filé ou tiré, les meubles, les ornements et l'argenture, on arrive au total de 2 millions, soit 18 millions pour la période.

De là il faut conclure que, sur les 3,411 millions, 310 ont été employés par l'industrie, que 45 ont été exportés, et que 265 restent encore dans le pays et figurent au nombre des 1,300 millions que nous possédons.

CHAPITRE IV.

LA MONNAIE EN FRANCE.

La monnaie est le débouché le plus important des métaux précieux. A elle seule elle en emploie dix fois plus que tous les arts réunis. Il peut arriver un moment où, dans l'industrie, il y ait une trop grande quantité de métaux, et où les demandes cessent. Il n'y a jamais de trop-plein dans la monnaie, comme l'a fait observer Ricardo, parce que la baisse ou la hausse mettent toujours la valeur totale de la monnaie au niveau des besoins. C'est vers les hôtels des monnaies qu'affluent l'or et l'argent dans tous les pays, et en France plus que dans tout autre.

Depuis l'établissement du système décimal on avait frappé en France :

	OR.	ARGENT.		TOTAL.	
Première République (depuis le décret du 15 août 1795).....	» » »	106,237,255 f.	»	106,237,255 f.	»
Consulat et Empire. .	528,024,440	887,582,321	50	1,415,606,761	50
Louis XVIII.	389,333,060	614,668,520	»	1,004,001,580	»
Charles X.	52,918,920	631,914,637	50	684,833,557	50
Louis-Philippe.. . . .	215,912,800	1,750,273,238	50	1,966,186,038	50
	1,186,189,220	3,990.675,971 f.	50	5,176,865,192	50

La moyenne annuelle est de 22,811,331 francs pour l'or et

76,743,768 francs pour l'argent : total, 99,555,099 francs. moyenne des dix-huit années du règne de Louis-Philippe différente de la moyenne générale : elle n'est que de ,995,155 francs pour l'or ; et elle est de 97,237,402 francs ır l'argent : total, 109,232,557 francs. La quantité de mon-ie augmentait ; mais l'or était rare.

Le monnayage, pendant les neuf dernières années, a été :

	OR.	ARGENT.		TOTAL.	
En 1848 de	39,697,740 fr.	119,731,095 fr.	25	159,428,835 fr.	25
1849	27,109,560	206,548,663	90	233,658,223	90
1850	85,192,390	86,458,485	20	171,650,875	20
1851	269,709,570	59.327,308	90	329,036,878	90
1852	27,028,270	71,918,445	50	98,946,715	50
1853	312,964,020	20,099,488	20	333,063,508	20
1854	526,528,200	2,123,887	20	528,652,087	20
1855	447,427,820	25,500,305	50	472,928,125	50
1856	508,281,995	54,422,214	»	562,704,209	»
	2,243,939,565 fr.	646,129,893 fr	65	2.890,069,458 fr.	65

La moyenne annuelle est de 249,325,507 francs pour l'or de 71,781,099 francs pour l'argent : total, 321,106,606 fr. La moyenne de l'argent a baissé. Jamais, depuis 1795, il n avait été frappé moins qu'en 1854. Elle est environ de 5 plus faible que celle de la période entière : elle est de plus 1/4 au-dessous de la moyenne du règne de Louis-Philippe.

De 1795 à 1848, l'or entrait dans le monnayage pour 22.9 'argent pour 77.1 pour 100.

De 1830 à 1848, l'argent était représenté par 89.1 et l'or · 10.9 pour 100.

De 1848 à 1856, l'or est représenté par 77.6 et l'argent par .4 pour 100.

Ainsi, depuis neuf ans, le monnayage est trois fois plus con-érable qu'il n'était sous le gouvernement de Juillet ; on ɔpe un quart moins de monnaie d'argent ; mais on frappe fois plus d'or (presque 22 fois). Aussi, la circulation des :es d'or, assez rare il y a quelques années, est-elle devenue

générale ; pendant que diminuait le monnayage des pièces de 5 francs d'argent, on suppléait à leur défaut en frappant pour 245,343,980 francs de pièces de 10 francs et pour 37,300,125 francs de pièces de 5 francs en or.

Plus de 5 milliards de monnaie avaient été frappés de 1795 à 1848. Sur cette quantité, on estimait que 3 milliards environ restaient en France. Depuis 1848, on a frappé 2,890 millions; mais il est impossible d'admettre, en présence des chiffres de l'exportation, que nous ayons conservé sur cette somme plus de 1 milliard ; ce qui porte notre circulation monétaire à 4 milliards, et donne une augmentation d'un quart.

Trois milliards acquis en 52 ans représentent un accroissement de moins de 60 millions par an, tandis qu'un milliard acquis en neuf ans représente un accroissement annuel de plus de 110 millions. Si nous avons proportionnellement exporté plus de monnaie, c'est que le marché s'étendait chaque jour, et que nous expédiions plus aisément une marchandise qui se trouvait en grande abondance chez nous. En réalité, la France ne s'est pas appauvrie en numéraire. Tout au contraire. D'une part, elle a acquis, et elle conserve 1 milliard, et son capital monétaire s'est augmenté par conséquent de 33 pour 100. D'autre part, les 2,890 millions de monnaie qu'elle a frappés ne sont pas sortis immédiatement de ses frontières ; ils ont séjourné quelque temps dans le pays, passant de main en main et facilitant les transactions ; on peut dire sans exagération que la circulation monétaire a augmenté de près de 50 pour 100.

CHAPITRE V.

LA BANQUE DE FRANCE.

Si la monnaie est le grand débouché des métaux précieux, la Banque en est le grand réservoir. La Banque conserve, sous forme d'espèces ou de lingots, une quantité plus ou moins considérable de métaux qui servent à l'échange de ses billets et en garantissent le payement. Le commerce français éprouve-t-il quelque crainte, quelque défiance, a-t-il besoin de métaux pour le solde de ses comptes avec l'étranger, ou pour certaines transactions à l'intérieur qui, telles que les achats de céréales, se font en argent plutôt qu'en papier, il s'adresse à la Banque, lui rapporte ses billets, et demande en échange des écus. La Banque est alors obligée de faire à l'étranger des achats de métaux, et c'est ainsi que s'est introduit en France dans ces derniers temps une partie de l'or et de l'argent qui y circulent. Le commerce a-t-il repris confiance, ou n'a-t-il plus besoin de ces écus, qui sont moins commodes que les billets dans les relations ordinaires, il les donne à la Banque aux échéances en payement de ses effets ; les caves de la Banque reçoivent le trop-plein de la circulation et se remplissent de métaux. L'encaisse métallique varie chaque jour; mais il a néanmoins des rapports intimes et nécessaires avec la quantité de métaux qui existe ou qui est demandée dans le pays.

Voici, exprimée en millions, quelle a été depuis 1848, à la Banque, la moyenne annuelle de l'encaisse métallique, comprenant espèces et lingots :

En 1848, — 155 millions.	En 1853, — 455 millions.
1849, — 330	1854, — 440
1850, — 450	1855, — 350
1851, — 550	1856, — 200
1852, — 600	

Sous la Restauration, la moyenne de l'encaisse métallique n'avait été que de 130 millions environ ; elle avait dépassé 230 millions sous le gouvernement de Juillet. Il y a encore là, depuis la découverte des mines d'or, un accroissement considérable, puisque l'encaisse s'est élevée à 600 millions en 1852. A partir de cette époque, la guerre et surtout la cherté des grains ont produit une crise qui a vidé les coffres de la banque. Elle n'a pu les remplir qu'au moyen d'achats onéreux. « Au 11 juillet 1855, disait M. d'Argout, les encaisses montaient encore à 310 millions; la circulation des billets à 670 millions. Ce fut à cette époque que la Banque commença à tirer du dehors de l'or et de l'argent; ces opérations ont marché avec une grande célérité ; à la clôture de l'exercice les arrivages s'élevaient à 254,400,000 fr. Les frais ont coûté 3,920,000 fr. » L'année suivante, durant les deux semestres de 1856, et depuis le 26 jusqu'au 31 décembre, les achats de lingots s'élevèrent à 559,900,000 francs, et la prime payée à 6,249,800 francs: total depuis le 11 juillet 1855, 814,300,000 francs, ayant coûté 10,170,400 fr. de prime.

Une partie de ces lingots passe à la monnaie, et se convertit en pièces d'or et d'argent; cette partie a figuré dans les comptes du chapitre IV. Une autre n'est pas convertie en monnaie; elle est livrée sous forme de lingots aux créanciers de la Banque, et principalement aux banquiers étrangers, ou elle reste en réserve dans les caves. Nous pouvons, en nous

appuyant sur la statistique des douanes, évaluer à 211 millions les lingots non convertis en monnaie ; sur cette somme, 176 millions auraient été réexportés, 35 millions resteraient encore à la Banque, dont l'encaisse métallique était, au 25 décembre 1856, de 210 millions.

Rassemblons les résultats que nous avons obtenus. En neuf ans, 3,411 millions d'or et d'argent sont entrés en France ; sur cette somme, 310 millions ont été consommés dans l'industrie, 2,890 millions ont été convertis en monnaie, 211 millions sont demeurés à l'état de lingots. Sur ces 3,411 millions, 1,300 seulement sont restés en France, dont 265 millions sous forme de produits industriels, 1 milliard sous forme de monnaie et 35 millions sous forme de lingots. La monnaie l'emporte de beaucoup ; elle entre pour plus de 84 pour 100 dans l'emploi des métaux arrivés en France, et pour près de 77 pour 100 dans la quantité de ceux qui y sont restés ; les produits industriels n'y entrent que dans la proportion de 9 pour 100 d'une part, de 20 pour 100 d'autre part.

Si on y ajoute les données de 1857, dont toutes les statistiques ne sont pas encore publiées, et sur lesquelles on ne peut encore faire de calculs comparatifs, on trouve que ce sont 4,077 millions de métaux qui sont entrés en France en dix ans, qu'il reste, y compris l'ancien fonds de 3,500 millions, un total de 4,886 millions, qu'enfin, depuis six ans (de 1852 à 1858), nous avons perdu 1,128 millions d'argent, et gagné 2,514 millions d'or.

Malgré l'apparente rigueur de la balance, ces chiffres sont loin d'être d'une exactitude absolue. Les uns reposent sur des hypothèses, les autres sur des statistiques toujours imparfaites. En pareille matière, il est impossible d'atteindre à une précision irréprochable ; mais les chances d'erreur se compensent à peu près ; et, si les chiffres n'offrent par eux-mêmes que des approximations, leurs rapports, qu'il nous importe surtout de connaître, peuvent être considérés comme l'expression de la vérité.

CHAPITRE VI.

DE LA CONSOMMATION DANS LES AUTRES PAYS.

Nous n'avons pas la prétention de suivre en détail dans tous les pays l'emploi des métaux précieux et de calculer la quantité qui a été consommée dans chaque industrie. Une pareille statistique ne pourrait être faite, même par approximation, pour chaque contrée comme nous l'avons faite pour la France; elle n'est pas d'ailleurs nécessaire au sujet que nous traitons. Mais on peut s'assurer par des chiffres que, chez certains peuples, qui occupent avec les Français le premier rang dans le commerce du monde, et qui, comme eux, emploient une grande quantité de ces métaux, les choses se sont à peu près passées de la même manière qu'en France.

Voici, exprimée en millions de francs, la valeur des métaux monnayés en Angleterre depuis 1848.

ANNÉES.	OR.	ARGENT.	TOTAL.
En 1848	61 millions.	0 millions 9	61 millions 9
1849	54	3 » 0	57 » »
1850	37	3 » 3	40 » 3
1851	110	2 » 2	112 » 2
1852	218	4 » 8	222 » 8
1853	298	17 » 5	316 » 5
1854	103	3 » 5	106 » 5
1855	225	4 » 9	229 » 9
1856	150	11 » 6	161 » 6
	1,256 millions.	51 millions 7	1,307 millions 7

La moyenne annuelle est de 145,300,000 francs, dont 139,500,000 pour l'or et 5,800,000 pour l'argent; de 1840 à 1848, elle était seulement de 115 millions.

La monnaie circulant en Angleterre avant 1848 ne montait pas à 1,500 millions, moitié de ce que possédait la France. Par le monnayage cette quantité a presque doublé: mais tout n'est pas resté dans le pays; les économistes anglais portent la circulation monétaire du Royaume-Uni, en 1856, à 2,500 millions. L'augmentation est néanmoins considérable en Angleterre comme en France; mais l'Angleterre n'a pas éprouvé les mêmes perturbations que nous dans le rapport des deux métaux, parce qu'en 1848 elle ne reconnaissait déjà que l'or pour étalon monétaire.

Il y a eu aussi augmentation dans la consommation industrielle, du moins pour l'or; mais, là encore comme en France, les quantités employées par l'industrie restent bien au-dessous des quantités employées au monnayage. Et pourtant l'Angleterre est, après les États-Unis, le pays, où, grâce au crédit, on sait le mieux se passer de monnaie. De 1820 à 1840, les bureaux de garantie du Royaume-Uni recevaient en moyenne par an 650,000 francs d'or, et 7,300,000 francs d'argent. En 1851, ils recevaient 900,000 francs d'or et 5,775,000 francs d'argent. Augmentation dans la bijouterie d'or, diminution dans la bijouterie d'argent, parce que l'argent commençait à être plus recherché et à recevoir une autre destination. Le progrès a continué depuis 1851. De 1847 à 1848, Londres, Birmingham et Chester avaient envoyé au contrôle pour 3,410,000 francs de boîtes de montres (410,000 francs en or et 3 millions en argent); de 1854 à 1855, ils ont envoyé pour 4,175,000 francs (725,000 francs en or et 3,450,000 en argent). Durant les neuf années qui se sont écoulées, de 1848 à 1857, il a été soumis au droit du contrôle 2,449 kilog. d'or et 244,187 kil. d'argent.

Aux États-Unis, mêmes phénomènes, du moins pour le mon-

nayage. De 1792 à 1848, les États-Unis avaient frappé pour 800 millions de monnaie. Dans la période plus restreinte de 1834 à 1843, en dix ans, ils avaient frappé 136,500,000 francs en or et 129,500,000 francs en argent : total, 266 millions dont la moyenne annuelle est de 26,600,000 francs. Depuis 1848, on a monnayé 1,863 millions, savoir :

ANNÉES.	OR	ARGENT.	TOTAL.
En 1848	19 millions.	10 millions.	29 millions.
1849	45	11	56
1850	160	9	169
1851	313	3	316
1852	282	5	287
1853	275	45	320
1854	260	43	303
1855	205	15	220
1856	150	13	163
	1,709 millions.	154 millions.	1,863 millions.

La moyenne annuelle est de 207 millions, dont près de 190 pour l'or, et 17 pour l'argent. Le monnayage de l'argent n'est pas tout à fait d'un tiers plus élevé qu'avant 1844 ; mais on frappe environ quatorze fois plus de monnaie d'or, et la moyenne du monnayage total dans cette dernière période est à la moyenne de la période précédente comme 7,78 à 1 : dans aucun pays la différence n'a été aussi grande, parce qu'il n'est aucun pays dont le commerce et la civilisation aient fait plus de progrès durant ce temps.

Si nous additionnons les quantités d'or et d'argent monnayés depuis neuf ans en France, en Angleterre et aux États-Unis, nous trouvons :

	OR.	ARGENT.	TOTAL.
En France, . .	2,243,939,565 fr	646,129,893 fr. 65	2,890,069,458 fr. 65
Angleterre.	1,256.000,000	51,700,000 »	1,307,700,000 »
États-Unis .	1,709,000,000	154,000,000 »	1,863,000,000 »
	5,208,939,565 fr	851,829,893 fr. 65	6,060.769,458 fr. 65

Ces chiffres montrent d'une manière évidente toute l'importance qu'a le monnayage dans la consommation des métaux précieux. Il absorbe presque entièrement ce que produisent les mines, et l'on peut dire que, comparés au monnayage, les autres débouchés sont à peu près insignifiants. 8,226,769,520 francs ont été extraits des mines durant neuf ans, et, durant ces neuf années, 6,060,769,458 francs, c'est-à-dire les trois quarts, ont été convertis en monnaie dans les trois pays dont nous nous occupons en ce moment. La proportion est plus forte encore pour l'or : ce sont environ les 5/6 de la quantité produite dans le monde qui ont été monnayés.

Sans doute bien des lingots ont passé plus d'une fois sous le balancier. La France a retiré de la circulation pour plus de 48 millions de petites pièces de 10 francs ; plus d'un dollar est venu, à Londres et à Paris, se convertir en souverains et en napoléons ; et, sur ces 6 milliards, il y a une forte somme à retrancher pour les doubles emplois. Mais, pour être les pays où l'on fabrique le plus de monnaie, la France, les États-Unis et l'Angleterre, n'ont pas le monopole du monnayage dans le monde. La Russie, l'Autriche, la Prusse, l'Espagne, avaient, dit-on, en 1848, une circulation monétaire, qui variait de 340 à 500 millions. L'Europe, moins l'Angleterre et la France, possédait plus de 2,500 millions. Sa richesse métallique s'est accrue d'un milliard au moins, que n'ont pas fourni seulement les espèces anglaises et françaises, mais aussi des lingots venus directement des mines et frappés dans les hôtels de monnaies des divers États. Il en est de même en Amérique, où le monnayage a considérablement augmenté au Mexique, au Chili, au Brésil. En réunissant le monnayage de tous les pays, déduction faite des doubles emplois, on arriverait aisément à un chiffre de 7 milliards, et à cette conclusion, que la monnaie figure à peu près pour les 9/10 dans l'emploi des métaux précieux.

CHAPITRE VII.

EXPORTATION EN ASIE.

Une partie des métaux précieux passe chaque année d'Europe en Asie et échappe à la circulation occidentale. Cette exportation date de loin : elle existait du temps des Romains. Mais certaines circonstances particulières l'ont rendue plus considérable depuis quelques années.

La Chine et l'Inde d'une part, les États-Unis et l'Angleterre d'une autre, sont depuis longtemps les grands intermédiaires du commerce de l'Orient avec l'Occident. Il y a dix ans, le compte général se balançait chaque année à quelques millions près entre ces quatre pays. La Chine vendait plus de marchandises aux États-Unis et à l'Angleterre, qu'elle ne leur en achetait : elle était leur créancière ; mais elle était en même temps la débitrice de l'Inde, à laquelle elle achetait plus qu'elle ne vendait. L'Angleterre, qui envoyait dans l'Inde plus de marchandises qu'elle n'en tirait, acquittait du même coup, par l'excédant de ses exportations, la dette des Chinois envers les Indiens, et la dette contractée par elle-même et par les États-Unis envers la Chine : c'était pour ainsi dire une lettre de change tirée par Canton sur Londres, au profit de Calcutta.

Les événements ont troublé cette harmonie. La guerre civile

a diminué sensiblement en Chine la consommation des produits étrangers, et l'importation des marchandises indiennes et européennes a baissé de plus de 30 millions depuis six ans. L'Europe et l'Amérique, au contraire, avançant toujours d'un pas rapide dans la voie du progrès, consomment beaucoup plus de soie et de thé que par le passé ; elles tiraient de la Chine pour 210 millions de marchandises, en 1850 ; elles en ont tiré pour 325 en 1855. Malgré les importations anglaises dans l'Inde, cette énorme augmentation rend la balance des deux mondes défavorable à l'Occident, qui redevait pour l'année 1856 une somme de 155 millions. A la même époque, c'est-à-dire depuis 1849, des compagnies anglaises ont commencé à construire des chemins de fer dans l'Inde, et elles ont tiré leurs capitaux de la métropole. Il a donc fallu envoyer du numéraire tout à la fois en Chine pour solder le compte commercial, et dans l'Inde pour former le capital social des compagnies.

Or, dans l'Inde, la monnaie d'or et la monnaie d'argent étaient autrefois sur le même pied. En 1835, la Compagnie déclara que la monnaie d'argent serait désormais la seule monnaie légale ; et, depuis 1852, les receveurs ont cessé d'accepter l'or en payement des impôts. On a dû frapper beaucoup plus de monnaie d'argent que par le passé, et c'est l'Europe qui a fourni la matière. La Chine est à peu près dans la même situation. Canton n'a pour ainsi dire pas de monnaie ; ce sont les dollars espagnols et les lingots essayés et marqués, qui en font les fonctions, tandis que les lingots d'or n'y sont reçus qu'à titre de marchandise, et subissent une dépréciation.

Aussi transporte-t-on aujourd'hui en Orient beaucoup plus de métaux précieux qu'autrefois, et l'argent entre-t-il pour une très-forte proportion dans cette exportation. Voici les quantités d'or et d'argent sorties depuis 1851 des ports d'Angleterre et de la Méditerranée, en destination pour l'Orient :

ANNÉES.	OR			ARGENT		
	d'Angleterre.	de Méditerranée	Total.	d'Angleterre.	de Méditerranée.	Total.
1851	2,550,000 fr.	Inconnu.	2,550,000 fr.	42,900,000 fr.	»	42,900,000 fr.
1852	23,050,000	»	23,050,000	65,570,000	»	65,750,000
1853	22,000,000	2,325,000 fr.	24,325,000	117,750,000	21,200,000 fr.	138,950,000
1854	29,350,000	1,200.000	30,550,000	78,300,000	36,275,000	114,575,000
1855	23,700,000	5,995,000	29,695,000	160,225,000	38,100,000	198,325,000
1856	10,100,000	1,850,000	11,950,000	302,950,000	49,750,000	352,700,000
	110,750,000 fr.	11,870,000 fr.	122,120 000 fr.	767,875,000 fr.	145,325,000 fr.	913,200,000 fr.

L'augmentation annuelle est considérable, principalement pour l'argent; on en a exporté environ sept fois plus en 1856 qu'en 1851. L'Inde et la Chine absorbent presque tous ces métaux. En 1856, les déclarations faites dans les ports d'Angleterre seulement portaient :

	OR	ARGENT
Pour l'Inde.	925,000 fr.	209,450,000 fr.
Pour la Chine	3,250,000	79.150,000
Pour les autres contrées d'Asie.	5,925,000	14,350,000
	10,100,000 fr.	302,950,000 fr.

L'exportation de 1848 à 1850, a été de 140 millions; le total des deux métaux, pour toute la période, est donc de 1,073,570,000 fr., sans compter ce que la Russie fait directement passer en Chine par Kiachta. C'est une somme qu'il convient de retrancher des 6,211 millions qu'a reçus l'Europe; car elle n'a influé que d'une manière passagère sur la circulation dans cette partie du monde, et elle ne doit pas figurer dans l'augmentation de son capital métallique; l'accroissement depuis neuf ans n'est en réalité que de 5,137 millions.

Les causes qui ont provoqué une plus forte exportation de métaux en Asie ne sont pas près de disparaître. La guerre civile réduira longtemps encore la consommation de la Chine. La maladie des vers à soie, la diffusion du luxe, l'usage chaque

jour plus fréquent du thé, nous forcera à demander à la Chine plus de marchandises encore que nous ne lui en demandons. Le réseau des chemins de fer est à peine commencé dans l'Inde; si, comme les amis de l'humanité le désirent, et comme tout d'ailleurs le fait présumer, l'Angleterre sort victorieuse de la lutte présente, elle sentira le besoin d'asseoir d'une manière plus solide la civilisation et sa puissance dans l'Orient, en construisant promptement des routes, des chemins de fer, et elle y portera ses capitaux. L'Asie est un marché où, durant bien des années encore, l'or, et surtout l'argent trouveront un placement avantageux.

CHAPITRE VIII.

PERTE ANNUELLE.

L'or et l'argent s'usent comme toute chose. La fonte, le frai, les pertes accidentelles, la manie de thésauriser qu'ont encore quelques personnes, enlèvent chaque année à la société une portion des métaux qu'elle possède. Quelle est cette portion? On ne peut l'évaluer que d'une manière tout hypothétique. Quand on retira les écus de six francs qui étaient depuis cinquante ans environ dans la circulation, ils avaient perdu 1/5 de leur poids ; c'était 1/250 par an. Ce résultat concorde assez bien avec le chiffre de 1/200 donné par M. Jacob. Le même économiste donne pour la perte annuelle de la monnaie d'or 1/950. On voit d'après cela qu'il y a une très-grande différence entre le frai des deux métaux. MM. Dumas et Colmont la croient bien plus grande encore, et évaluent à moins de 1/6,000 la perte de l'or.

Il est difficile de faire un choix entre ces appréciations diverses. Remarquons toutefois que les métaux monnayés s'usent bien moins que les métaux employés dans l'industrie, qu'il ne reste rien de la dorure et de l'argenture, et nous pourrons prendre, sans crainte d'exagération, la proportion la plus

forte pour mesure de la perte tôtale annuelle, soit 1/200 pour l'argent et 1/1,000 pour l'or.

La quantité d'or ajoutée au capital métallique du monde, depuis 1848, se trouverait ainsi réduite à 6,000,667,000 fr., et la quantité d'argent à 2,072,920,000 fr. total 8,073,587,000 francs. La quantité demeurant en Europe, déduction faite de l'exportation en Orient, ne serait plus que de 4,260 millions environ, sur lesquels la France posséderait 1,187,347,620 fr.

CHAPITRE IX.

RÉSUMÉ. — QUEL EST LE VÉRITABLE DÉBOUCHÉ DES MÉTAUX?

Le monde occidental possédait, en 1848, 31,500 millions, que les pertes annuelles ont dû réduire à un peu plus de 30 milliards en 1857. Il a reçu, dans cette période de neuf années, 6,055,173,000 francs en or et 2,170,596,120 francs en argent, en tout 8,226,769,120 francs, que les pertes annuelles ont réduits à 8,073,587,000 francs. Le capital métallique du monde occidental s'est donc trouvé porté à 38,073,587,000 francs : l'augmentation est d'environ 25 pour 100.

L'argent est porté de 22 milliards à 24 milliards, déduction faite des pertes : augmentation de 9 pour 100.

L'or est porté de 9,500 millions à 15,500 millions : augmentation de 63 pour 100.

Sur les 8,226 millions produits depuis 1848, la Californie et l'Australie ont eu environ 618 millions, l'Amérique 1,300 millions, et l'Europe 6,211 millions. L'Angleterre a été le grand entrepôt des métaux précieux envoyés par le nouveau monde à l'ancien continent : elle a reçu à elle seule 4,460 millions.

L'exportation en Orient a enlevé à l'Europe 1,073,750,000 francs, c'est-à-dire 17.50 pour 100 de la quantité reçue; il

n'est resté que 5,027 millions, moins les pertes annuelles. Cette exportation, dont les neuf dixièmes au moins se font en argent, et qui très-probablement augmentera encore, est un des débouchés les plus importants des métaux précieux.

La France est en Europe le pays qui consomme le plus de métaux. Sur les 6,211 millions de l'Europe, elle a importé à elle seule 3,411,207,420 francs dont une grande partie lui arrivait par l'intermédiaire de la Banque d'Angleterre. Sur cette somme, elle a frappé 2,890,069.458 fr. 65 de monnaie, employé 310 millions dans l'industrie, 211 millions sont restés à l'état de lingots dans les mains des particuliers ou dans les caves de la Banque.

La France avait autrefois plus d'argent que d'or; aujourd'hui elle a plus d'or que d'argent. Depuis 1848, elle a perdu en moyenne par année 18,027,197 francs en argent, et gagné 156,388,044 francs en or. Elle frappe par an 71,781,099 francs de monnaie d'argent et 249,325,507 francs de monnaie d'or.

De 1830 à 1848, l'argent entrait dans le monnayage dans la proportion de 89.1, et l'or dans la proportion de 10.9 pour 100; depuis 1848, la proportion est de 77.6 pour l'or et de 22.4 pour l'argent. Comme le monnayage total est trois fois plus considérable que sous le gouvernement de juillet, il en résulte qu'on frappe un quart moins de monnaie d'argent et 22 fois plus de monnaie d'or. L'exportation enlève, depuis 1848, plus d'argent qu'on ne frappe chaque année, et les pièces d'argent deviennent plus rares en France.

Si le monnayage a triplé, la consommation industrielle aussi a augmenté dans une forte proportion. Le bijou d'argent a diminué quelque peu, mais le bijou d'or a presque doublé, la dorure et l'argenture ont pris de très-grands développements. Cependant, quelque extension qu'ait reçue l'industrie, elle reste encore, et restera toujours bien au-dessous du monnayage sous le rapport des quantités employées. Toutes les industries

réunies ne consomment guère que la dixième partie des métaux employés à la seule fabrication des monnaies.

Sur les 3,411 millions qu'elle a reçus, la France n'en a conservé que 1,300, dont 1 milliard sous forme de monnaie, 265 millions sous forme de produits industriels et 35 millions sous forme de lingots. Son capital métallique, qui était évalué à 3,500 millions, est porté, sauf les pertes, à 4,800 millions : il s'est accru dans la proportion de 100 à 137.

La statistique des autres pays donne le même résultat que la statistique de la France : la prédominance du monnayage. La France, les États-Unis et l'Angleterre ont monnayé 6,060,769,458 francs depuis neuf ans, c'est-à-dire une somme qui fait les 3/4 de la quantité extraite des mines : l'or seul figure pour plus de 5 milliards, c'est-à-dire pour les 5/6 de la quantité extraite. Nous avons fait observer que ces 6 milliards ne provenaient pas tous directement des mines, que bien des pièces avaient passé plusieurs fois sous le balancier. Mais nous n'avons là que les chiffres du monnayage dans trois États : si nous prenons toute l'Europe, où, sans parler de la France et de l'Angleterre, la circulation a augmenté d'un milliard, si nous y joignons les deux Amériques, nous n'avons pas loin de 7 milliards de monnaies frappées depuis 1848, c'est-à-dire environ les 9/10 de la production des mines. La statistique de la France nous avait conduit à la même conclusion.

Pourquoi l'industrie, malgré ses développements, consomme-t-elle si peu ? C'est qu'il suffit d'une quantité très-petite de métaux pour répondre à une demande considérable. Rappelons-nous qu'avec moins de 58 millions on pourrait dorer une superficie de 1,000 hectares, et qu'il suffirait de 2,784 millions, moins de la moitié de la quantité extraite depuis 1848, pour couvrir d'une couche d'or tout le département de la Seine. Il est évident que, quel que soit le luxe des dorures, on n'aura jamais de ce côté un débouché assez important pour exercer une influence très-sensible sur la masse des métaux que reçoit le

marché. On peut en dire presque autant de la bijouterie et de l'orfévrerie. Sans doute, l'augmentation peut être sur ces articles beaucoup plus grande que sur la dorure et l'argenture; néanmoins elle est encore très-limitée. Il y a deux classes de personnes qui portent des bijoux : les gens riches qui achètent des objets de grande valeur et les changent souvent, les gens de médiocre fortune qui n'ont guère que les bijoux exigés par les convenances de la mode, et qui en changent peu. Pour les premiers, la main-d'œuvre et les pierreries constituent surtout le prix du bijou; l'or n'y entre souvent pas pour un dixième, et une diminution même de moitié dans la valeur des métaux n'aurait pas d'influence sensible sur la consommation. Pour les seconds, la valeur de la matière première n'est pas sans importance; et, de ce côté, la baisse doit sans aucun doute augmenter la consommation. Mais dans quelle mesure? A peu près dans la mesure de la diminution des prix. Or, je prends un bijou dans la valeur duquel la matière entre pour une moitié et la façon pour une autre moitié, et je ne prends pas ce rapport au hasard : c'est celui qui existe dans les chaînes, un des articles de bijouterie où la main-d'œuvre est la moindre. Je suppose maintenant que l'or ait perdu moitié de sa valeur; le bijou perdra un quart de la sienne, et, par conséquent, on en fabriquera un quart en plus. Mais à quelle condition cette augmentation aura-t-elle eu lieu? A condition que les métaux auront perdu moitié de leur valeur, c'est-à-dire que les mines auront, je ne dis pas produit le double de ce qu'elles produisaient, mais doublé le capital métallique du monde, c'est-à-dire élevé à plus de 60 milliards les 31,500 millions qui existaient en 1848; car c'est là jusqu'à présent la seule mesure que nous puissions donner de la valeur des métaux. Le même raisonnement s'appliquerait à l'orfévrerie, mais avec une proportion un peu différente, parce que dans la vaisselle la valeur de l'argent est plus importante que celle de l'or dans le bijou.

Ainsi donc, en admettant que la France emploie aujourd'hui,

en 1856, 10,000 kilogrammes d'or, que sur cette quantité 4,000 servent aux bijoux riches, 6,000 aux bijoux ordinaires; si le capital métallique du pays venait à doubler, c'est-à-dire à s'élever de 4,800 millions à 9,600 millions, la bijouterie augmenterait sa consommation de 1,500 kilogrammes, le quart de 6,000. En estimant le kilogramme, même à 3,000 francs, on aurait 4,500,000 francs. Ce serait bien peu de chose pour faciliter l'écoulement des 4,800 millions, que la France aurait reçus.

Je sais que la production ne suivrait pas exactement la ligne que je lui trace. Le bon marché provoque en général une consommation un peu plus grande que je ne l'ai indiquée; le luxe peut exercer une grande influence sur l'industrie des bijoux : nous le voyons par les bureaux de garantie qui accusent aujourd'hui 10,700 kilogrammes, tandis qu'ils n'en donnaient en moyenne que 5,000 de 1830 à 1848. Mais j'ai voulu montrer seulement que l'abaissement de la valeur de l'or ne produirait pas, ainsi que l'ont cru plusieurs économistes, une consommation industrielle beaucoup plus grande, comme un abaissement dans la valeur des cotons en produirait dans la consommation des cotonnades.

On ne peut prévoir, il est vrai, à quels usages l'or peut un jour servir. Ce merveilleux métal, si malléable, si dur, si brillant, si inaltérable, serait capable de rendre des services sans nombre à l'industrie, s'il était jamais possible de se le procurer à bon marché. Mais dans tous les usages qu'on peut imaginer, l'industrie rencontrera toujours le même obstacle et la même limite que dans la bijouterie et l'orfévrerie. La main-d'œuvre formera toujours une portion assez considérable du prix total de l'objet manufacturé, et de ce côté la baisse du métal ne produira pas un accroissement proportionnel de la consommation, tandis qu'elle le produira nécessairement du côté de la monnaie, dont les frais de fabrication sont à peu près nuls. Je suppose aujourd'hui que la monnaie emploie par

au 900 millions et l'industrie 90 d'or, et que les produits industriels acquièrent par la main-d'œuvre une valeur totale de 180 millions; si l'or venait à doubler en quantité, et à perdre en même temps la moitié de sa valeur, il faudrait pour la monnaie 1,800 millions; mais les produits industriels qui n'auraient perdu que le quart de leur valeur (la moitié de 90 millions) n'exigeraient mathématiquement, pour représenter la même valeur, que 30 millions de matière première, auxquels s'ajouteraient 30 millions de main-d'œuvre, ce qu'on peut représenter par ce calcul.

$$\frac{90}{2}\text{ mat. prem.} + 90\text{ main-d'œuvre} + \frac{30}{2}\text{ mat. prem.} + 30\text{ main-d'œuvre} = 180$$

Ainsi l'industrie, qui proportionnellement aurait dû prendre 90 millions pour que l'accroissement de sa consommation fût au moins égal à l'abaissement de valeur du métal, ne prendrait que 30 millions ou le tiers, et il resterait encore 60 millions qui se répartiraient entre la monnaie et l'industrie, mais dont la monnaie aurait la plus forte part.

C'est là une hypothèse toute gratuite; mais c'est néanmoins la marche générale des phénomènes, dégagée des causes secondaires qui peuvent la modifier; et, tant que les métaux précieux continueront à faire les fonctions de monnaie, la consommation industrielle sera renfermée dans des bornes qui ne lui permettront que de suivre à distance la baisse des métaux et ne lui laisseront qu'une faible action pour retarder cette baisse.

Si l'or et l'argent éprouvaient jamais une baisse si rapide et si grande, qu'on fût obligé de renoncer à s'en servir comme de monnaie, les choses se passeraient tout autrement; l'industrie des métaux précieux recueillerait toute la masse existant sur le marché, et profiterait de toute la baisse de la matière première, comme cela a lieu dans les autres industries. Mais c'est là un changement dont nous n'avons pas à nous préoccuper, tant il est éloigné de nous; pour ma part, je crois fer-

mement que jamais pareille révolution ne se produira, parce que jamais la baisse ne sera assez brusque pour qu'on renonce aux immenses avantages qu'ont l'or et l'argent comme monnaies.

Il n'existe donc, dans l'état actuel des choses, et de longtemps il n'existera, pour les métaux précieux, qu'un grand débouché : c'est la monnaie. De ce côté seul, il n'y a pas de limite, parce que, suivant l'expression d'un économiste célèbre, il n'y a jamais de trop-plein dans la monnaie. Le marché a-t-il juste ce qui lui est nécessaire ; qu'il en arrive le lendemain une somme qui double celle qui existait la veille, toutes autres choses restant d'ailleurs égales, la valeur des métaux baissera de moitié, et le marché aura encore juste la quantité de monnaie qui lui est nécessaire. C'est donc sur la monnaie que les mines de Californie et d'Australie exerceront leur principale influence, comme l'ont exercée déjà au XVIe siècle les mines du Mexique et du Pérou. Aussi, sans nous occuper plus longuement des autres emplois, nous traiterons au livre suivant des métaux considérés dans leur rapport avec la monnaie, et des effets économiques qu'ils produisent sur la condition des personnes et sur la fortune publique.

LIVRE TROISIÈME.

CONSÉQUENCES.

CHAPITRE PREMIER.

NATURE ET ROLE DE LA MONNAIE.

On a dit bien souvent quels étaient la nature et le rôle de la monnaie. Il n'est pas inutile de le redire ici. Dans l'étude d'un pareil sujet, il faut bien définir, bien comprendre les principes et s'y attacher fortement, afin de ne pas se laisser égarer dans les détails de la discussion.

Produire et échanger des produits, tel est le double but que se propose l'homme vivant en société. Produire est le phénomène primitif. Seul dans une île déserte, un homme travaille pour vivre; il produit, il consomme, il épargne même, mais il n'échange pas ses produits. L'échange, phénomène secondaire, n'apparaît qu'avec les relations sociales. Qu'un second homme vienne habiter l'île déserte, il produira aussi pour vivre ; mais tous deux ne produiront pas exactement les mêmes choses ; chacun même, comptant sur son voisin, se livrera surtout aux travaux dans lesquels il est le plus habile, et donnera à l'autre une partie de ses produits à condition de

recevoir en retour une partie des produits du voisin : il s'établira entre eux un système régulier d'échanges, et avec l'échange naîtra une série complexe de rapports économiques.

La notion de la valeur se dégagera. Valeur pour les uns est synonyme d'utilité ; pour les autres, c'est un rapport de quantité entre les produits échangés : on pourrait confondre et préciser à la fois ces deux définitions en disant que *la valeur est le rapport de deux ou plusieurs utilités entre elles*. Celui qui habitait le premier l'île déserte connaissait déjà ce rapport ; il faisait plus de cas d'un bon poisson que d'une belle fleur, parce qu'il trouvait plus d'utilité à l'un qu'à l'autre, et il passait volontiers plusieurs heures au bord de la mer la ligne à la main pour prendre le poisson, tandis qu'il n'aurait peut-être pas daigné se détourner quelques minutes de son chemin pour cueillir la fleur. Mais cette comparaison était pour ainsi dire instinctive, et n'avait pas besoin d'être raisonnée.

Il en est autrement du jour où deux hommes se trouvent ensemble et échangent leurs produits. L'un pêche, et prend dans sa journée trente poissons ; l'autre chasse, et tue six pièces de gibier. Le désir, égal chez tous les deux, de varier leur nourriture, amènera un échange. Qui en réglera le taux ? Le pêcheur voudrait donner peu de poisson pour beaucoup de gibier, et le chasseur peu de gibier pour beaucoup de poisson. C'est la somme de travail dépensé qui intervient pour régler le différend. Ils ont mis une demi-journée pour se procurer, l'un quinze poissons, l'autre trois pièces de gibier ; ils échangeront quinze poissons contre trois pièces de gibier, c'est-à-dire le travail d'une demi-journée contre le travail d'une demi-journée. Dans ce cas, la pièce de gibier vaut cinq poissons, autrement dit a une utilité cinq fois plus grande qu'un poisson. Il ne faut pas croire que ce rapport soit arbitraire. Si le pêcheur n'avait voulu donner que cinq poissons pour cinq pièces de gibier, le chasseur aurait pêché lui-même ; en deux heures, toutes chances égales, il aurait pris les cinq

poissons, et il aurait encore eu le temps de tuer dans sa journée cinq pièces de gibier; il aurait ainsi gagné quatre pièces de gibier ou huit heures de travail. Le pêcheur aurait agi de même, si le chasseur lui eût fait des conditions trop onéreuses. Dès qu'intervient l'échange libre et régulier, la valeur des objets a pour fondement le travail qui est nécessaire pour se procurer chacun d'eux. Mais cette formule est encore incomplète; car le travail immédiat n'entre pas seul en ligne de compte. Si le chasseur a non-seulement son arc et ses flèches, mais encore des lignes, il pourra résister aux exigences du pêcheur. Mais si le pêcheur n'a que ses lignes, il ne lui sera pas aussi facile de chasser qu'à l'autre de pêcher; il serait forcé de passer trois ou quatre journées pour fabriquer un arc et des flèches; et, dans ce cas, il consentira peut-être à donner vingt-sept poissons et même plus, contre trois pièces de gibier. Il payera non-seulement le travail immédiat, mais le capital ou travail accumulé. Nous pouvons donc donner une définition plus large, et dire que la valeur a pour fondement le coût de production.

Mais le coût de production n'est pas la seule loi de la valeur; c'est un principe toujours sous-entendu, c'est une limite, ce n'est pas d'ordinaire le motif déterminant des échanges. L'utilité d'un objet fait sa valeur, et l'utilité se mesure au désir qu'une personne peut éprouver de posséder cet objet. Dans notre société de deux personnes, supposons que le chasseur ait tué un oiseau rare que le pêcheur désire vivement manger. Pour l'obtenir, il donnera peut-être toute une journée de sa pêche; l'oiseau aura ainsi une grande valeur, bien qu'il n'ait coûté au chasseur ni plus de temps ni plus de peine qu'un autre : c'est-là un cas particulier des valeurs de monopole que certaines modes ou certaines circonstances rendent beaucoup plus fréquentes qu'on ne pourrait le supposer même dans les sociétés les plus libres. Rien donc n'est plus difficile que de déterminer l'utilité, et par suite la valeur d'un objet. La valeur

est le rapport de plusieurs utilités entre elles, mais c'est un rapport sans cesse variable, sans cesse oscillant autour d'un point déterminé qu'on appelle le coût de production.

S'il est difficile d'apprécier des valeurs, il est plus difficile encore de les échanger entre elles. Tant qu'il n'y a que deux personnes dans une société, le troc ou échange simple est praticable. Mais, quand le nombre augmente, et que les travaux se diversifient, les difficultés se multiplient. Je fais des souliers, et j'ai besoin de pain. Quel rapport d'utilité existe entre une paire de souliers et un pain de quatre livres, c'est ce qu'il est bien difficile de dire quand on ne compare que ces seuls objets. Comment le coût de production réglera-t-il l'échange, quand j'ignore la série d'opérations qu'a dû subir le blé pour devenir pain, et quand le boulanger ne sait pas comment on fait un soulier? Voilà bien des difficultés. Ce n'est pas tout. J'ai échangé à tout hasard mes souliers contre un certain nombre de pains. J'ai consommé ces pains, et je porte chez mon boulanger une autre paire de souliers; mais il n'en a que faire; il est loin d'avoir usé ceux que je lui avais donnés, et il aime beaucoup mieux troquer son pain contre un habit dont il a besoin. Je suis donc dans l'impossibilité de me procurer la nourriture qui m'est nécessaire avec les produits de mon travail, et l'imperfection de ce mode d'échange me réduit à mourir de faim.

Il est indispensable d'avoir une marchandise qui serve de terme de comparaison à toutes les autres et qui soit l'intermédiaire des échanges. Dès les temps les plus reculés, les peuples ont senti ce besoin, et au troc ils ont substitué le commerce. Ils ont choisi une marchandise dont la valeur, c'est-à-dire dont le rapport d'utilité avec l'objet à échanger fût aisément appréciable par tous et que tous désirassent posséder. Le blé, les bestiaux, divers métaux ont rempli cette fonction d'intermédiaire. Je ne sais pas comparer directement une paire de sou-

liers avec un pain; mais je sais que je donne vingt paires de souliers, et que le boulanger donne cent pains pour un bœuf, et de là je conclus que ma paire de souliers vaut cinq pains : voilà le rôle de l'intermédiaire. C'est là encore une mesure bien imparfaite. Il peut y avoir une bien grande différence entre un bœuf et un autre bœuf; et d'ailleurs comment faire accepter un vingtième, un trentième de bœuf à qui n'a pas besoin dans le moment de viande de boucherie?

Les métaux précieux, or et argent, étaient au nombre des intermédiaires dont on se servait primitivement. L'or et l'argent sont très-recherchés pour servir de parure; ils sont inaltérables; on peut les conserver indéfiniment sans qu'ils se corrompent ou subissent la moindre perte. Ils sont parfaitement homogènes, facilement divisibles, et chaque partie vaut toujours autant que toute autre partie ou toute somme de parties de même poids. Ils sont moins exposés que la plupart des autres produits à varier de prix sous l'influence des saisons ou d'autres causes; il est difficile de les falsifier; on les distingue aisément de tout autre corps, et ils ont une grande valeur sous un petit volume. Ces nombreux avantages les rendaient plus propres que tout autre objet à servir d'intermédiaires, et ne tardèrent pas à les faire préférer chez toutes les nations civilisées. On échangea l'or et l'argent contre toute marchandise, comme le pêcheur et le chasseur de l'île déserte échangeaient leurs produits, c'est-à-dire en donnant des valeurs égales ou des utilités équivalentes, déterminées autant que possible par un même coût de production. Le cordonnier vendit ses souliers contre un certain poids d'or qu'il mit en réserve pour acheter, quand il en aurait besoin, du pain ou des vêtements, certain que son or ne subirait dans l'intervalle aucune dépréciation, et qu'il serait accepté avec empressement par le boulanger et par le tailleur. En conservant cet or, il conserve non pas un signe, une abstraction, mais le produit d'un travail équivalent au sien, une valeur égale à celle de sa paire de souliers, et qui a sur

cette dernière l'avantage d'être immédiatement convertible en une marchandise quelconque.

De là à la monnaie, il n'y a qu'un pas, qu'un degré de plus dans la simplification des échanges. C'était un embarras que d'être obligé à chaque vente et à chaque achat de vérifier le poids et la pureté du métal. Les États, dans l'intérêt commun, dispensèrent leurs citoyens de ce soin. Ils fabriquèrent des disques de métal de diverses dimensions, mais de manière que les plus petits fussent des subdivisions exactes des plus grands; ils leur donnèrent un poids et un titre déterminés ; ils y inscrivirent un signe ou un nom qui rappelait ce poids et qui n'était souvent que le nom même des poids en usage dans le pays. Ces disques furent ce qu'on appela les pièces de monnaie ; et l'échange, à quelques exceptions près, n'eut plus lieu que par leur intermédiaire. Ils ne différèrent du métal brut que par l'empreinte qui en rendait l'usage plus commode. On échangea une paire de souliers à Athènes contre un certain nombre de drachmes, à Rome contre un certain nombre d'as, comme on l'avait échangée auparavant contre un certain poids d'or ou d'argent. C'était toujours une marchandise qu'on ne troquait contre une autre que parce qu'on lui reconnaissait la même valeur.

Historiquement l'échange n'a pas subi partout toutes ces vicissitudes avant d'arriver à la monnaie ; mais c'est là néanmoins la formation logique de la monnaie, et l'histoire de l'antiquité fournit plus d'un exemple qui prouverait que la logique n'est pas en désaccord avec les faits. C'est de là aussi que se tire le principe dont les théories économiques ne peuvent impunément s'écarter. On commence par échanger une marchandise contre toute autre marchandise de même valeur ; puis on cherche une marchandise qui serve à tous les échanges ; on adopte les métaux précieux, et on fabrique les monnaies. Mais, dans tous les cas, depuis le troc primitif du sauvage jusqu'au commerce du négociant du XIX[e] siècle, on n'échange jamais

que des valeurs égales entre elles ; et toute vente et tout achat est une opération complète dans laquelle chacun donne juste autant d'utilité qu'il en reçoit. Si je vendais hier l'hectolitre de blé 30 francs, c'est que j'estimais qu'un hectolitre de blé a la même utilité que les 135 grammes d'argent contenus dans 30 francs ; si je le vends aujourd'hui 32 francs, c'est que j'estime que le blé a une plus grande utilité que 135 grammes, ou, ce qui revient ici au même, que l'argent en a une moindre qu'hier. De là les définitions très-justes que les économistes ont données de la monnaie, et dans lesquelles ils se sont appliqués à faire ressortir la véritable nature de la monnaie, qui n'est autre chose qu'un produit du travail humain, une marchandise s'échangeant contre une marchandise de même valeur, et soumise par conséquent aux variations de l'offre et de la demande : « La monnaie est un instrument qui, dans les échanges, sert de mesure, et par lui-même est un équivalent [1]. »

Nul aujourd'hui ne conteste une pareille définition. C'est pour n'avoir pas connu le principe sur lequel elle se fonde que les rois du moyen âge ont si follement altéré leurs monnaies, affaiblissant arbitrairement le titre ou diminuant le poids du métal contenu dans chaque pièce, et s'imaginant qu'elle conserverait la même valeur, parce qu'ils lui conservaient la même apparence extérieure et le même nom. Mais les principes méconnus ont prouvé leur puissance, en réduisant toujours, en dépit des ordonnances des rois, la valeur d'acquisition des monnaies dans la proportion du métal fin qu'ils y laissaient.

La nature de la monnaie est donc d'être un équivalent qui s'échange, comme toute marchandise, suivant sa valeur actuelle contre une valeur égale ; son rôle est d'être une mesure et un intermédiaire universel, et par là elle se distingue des autres marchandises.

[1] Définition donnée par M. Michel Chevalier.

Tant que les hommes sont réduits au troc, les relations commerciales sont difficiles et rares. Dès que la monnaie paraît, elle permet de multiplier les échanges et donne naissance au véritable commerce. Le travail est stimulé, l'industrie animée par la circulation plus rapide des produits, la richesse augmente, et l'usage de la monnaie exerce sur la prospérité du pays la même influence que la construction de routes et de canaux sur une contrée auparavant isolée du reste du monde. « A mesure que la monnaie s'accrut, dit un des plus illustres partisans de la monnaie, les désavantages et les inconvénients de l'échange furent écartés ; on employa l'oisif et le pauvre; on cultiva une plus grande étendue de terrain : les productions s'augmentèrent ; les manufactures et le commerce se perfectionnèrent; les propriétaires vécurent mieux, et les classes inférieures du peuple furent moins dans leur dépendance. »

Mais, en reconnaissant les avantages incontestables de la monnaie, il faut bien se garder de les exagérer, c'est un danger auquel n'a pas échappé l'auteur dont nous venons de citer les paroles. Parce que l'or et l'argent étaient recherchés par tout le monde, non-seulement comme une valeur ou une richesse particulière, mais comme le signe de toutes les valeurs ou de toutes les richesses, on a confondu le signe avec la chose signifiée ; on a cru que les métaux précieux étaient la véritable, et pour ainsi dire la seule richesse, et que la quantité d'or possédée par une nation était la mesure exacte de son degré de prospérité. De cette erreur, accréditée dans les siècles passés par un grand nombre de penseurs et d'hommes d'Etat illustres, est née la théorie de l'école mercantile dont la science a fait justice depuis longtemps, sans être parvenue à détruire dans tous les esprits certains préjugés qu'elle y avait semés. Non, la monnaie n'est pas toute la richesse : il s'en faut de beaucoup. Si son rôle lui donne dans les phénomènes économiques une très-grande importance, elle n'en reste pas moins par sa nature un produit, une marchandise, qui dans l'ensemble de la richesse

sociale n'occupe au milieu de toutes les autres marchandises que la place que lui assigne sa valeur propre. La France a aujourd'hui une masse de métaux précieux qui représente 4,800 millions; mais les seules valeurs mobilières qui se cotent en ce moment à la Bourse, et qui ne sont qu'une petite partie de la fortune mobilière du pays, représentent 20,850 millions. Chaque année la France a reçu en moyenne depuis neuf ans 379 millions de métaux sur une importation totale de 1,750 millions de marchandises. Sur ces 379 millions, elle n'en a gardé annuellement que 144. C'est bien peu quand on songe que le revenu annuel de la France est estimé à 16,500 millions, et que la seule industrie des lainages produit près de 450 millions, c'est-à-dire occupe dans l'accroissement de la richesse nationale une place environ quatre fois plus grande que les métaux précieux.

CHAPITRE II.

LOIS QUI RÈGLENT LA VALEUR DES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Lingots et monnaies ne sont qu'une seule et même marchandise, et il ne peut exister entre la valeur des uns et des autres que la différence des frais de fabrication. Dans les pays, tels que l'Angleterre, où ces frais sont à la charge de l'État, le souverain qui pèse 7 gr. 98 à 917/1000e de fin, ne vaut ni plus ni moins qu'un lingot de même poids et de même titre. En France, où ces frais sont à la charge du porteur, et où l'on retient 6 fr. 70 pour convertir en pièces de monnaies un kilogramme d'or à 900/1000e, c'est-à-dire pour fabriquer 155 pièces de 20 francs, le lingot d'un kilogramme à 900/1000e ne peut guère descendre au-dessous de 3,100 fr. moins 6 fr. 70, ou 3,093 fr. 30. La raison en est facile à comprendre. Si en Angleterre la monnaie tendait à avoir une plus-value sur le lingot, immédiatement les détenteurs de lingots les porteraient à la monnaie et les convertiraient en souverains; ils ne seraient pas assez sots pour vendre au prix de 20 souverains un poids d'or égal à 22 souverains, et pour perdre de gaieté de cœur 40 schelling, quand ils peuvent, sans frais et sans la moindre difficulté, éviter cette perte. De même, si en France le kilogramme descendait au-dessous de 3,093 fr. 30,

on aurait intérêt à le porter à la Monnaie qui est obligée de donner pour 1 kilogramme d'or 155 pièces de 20 francs, moins une retenue de 6 fr. 70. Si, d'un autre côté, le lingot prenait le dessus, et se vendait, par exemple, 3,120 francs, aussitôt chacun fondrait sa monnaie d'or, certain d'échanger ses 155 pièces réduites en lingot contre 156 pièces monnayées. Le niveau se maintient ainsi de lui-même ; et, s'il y a parfois des exceptions à cette égalité, la différence, dans les pays civilisés, est trop légère pour avoir quelque influence sur les lois économiques; dans les pays nouveaux ou bouleversés par quelque révolution monétaire, elle peut être très-forte (l'once d'or, qui vaut légalement 77 schelling 10 pence, s'est vendu 60 schelling à Melbourne) ; mais, dans ce cas, elle n'est que de courte durée; la concurrence rétablit promptement l'équilibre, les lois naturelles reprennent leur empire; et le cours du lingot revient au taux ordinaire. Les lingots se vendent en résumé toujours au même prix, quand on les évalue en même monnaie; il ne peut y avoir de baisse de l'un par rapport à l'autre, parce que tous deux ne sont qu'une même marchandise. C'est un fait qu'il ne faut pas oublier, et qui permet de chercher indifféremment dans l'un ou dans l'autre la valeur des métaux précieux.

La valeur d'une marchandise s'exprime ordinairement en chiffres par le prix moyen. On dit que l'hectolitre de blé vaut 30 francs, et on comprend aussitôt que sa valeur est dix fois plus grande que celle d'un poulet qui se vend 3 francs; si, après la moisson, l'hectolitre ne se vendait plus que 27 francs, on dirait que sa valeur a baissé d'un dixième. Cette manière commode de compter ne peut pas, nous venons de le voir, servir pour l'or; que sa valeur hausse ou baisse, le kilogramme à 900/1000ᵉ ne vaudra pas moins 155 pièces de 20 francs, aussi longtemps que notre système monétaire restera le même. Pour exprimer la valeur des métaux précieux, il faut renverser le rapport. Si les métaux sont la mesure de toutes les marchandises, toutes les marchandises de leur côté sont la mesure des métaux; il est

également vrai de dire que l'hectolitre de blé vaut 30 francs ou 135 grammes d'argent fin, et que 135 grammes d'argent fin valent 1 hectolitre de blé; seulement, quand on veut avoir une expression numérique tout à fait exacte, ce n'est pas une marchandise, ce sont toutes les marchandises qu'il convient de prendre pour terme de comparaison. Le rapport entre le blé et l'or a varié : lequel des deux termes a changé? Le blé est-il en hausse, ou l'or en baisse? C'est ce qu'on ne pourrait déterminer, à moins de corriger les chances d'erreurs, comme nous avons essayé de le faire dans l'introduction, par une longue série d'observations où les hausses et les baisses soient ramenées à une moyenne qui exprime la valeur naturelle. Mais, lorsqu'on ne prend qu'une époque restreinte, il faut envisager le marché dans l'ensemble de ses opérations. Si le prix de toutes les marchandises ou de presque toutes les marchandises a haussé d'un dixième, on n'en conclura pas que la valeur de toutes les marchandises est en hausse; car, la valeur n'étant qu'un rapport, une hausse ou une baisse de toutes les valeurs est un non-sens; mais on en conclura que la valeur des métaux précieux, c'est-à-dire le rapport d'une certaine marchandise à toutes les autres, a baissé dans la même proportion. Ainsi, on juge de la valeur des métaux d'une manière en apparence tout opposée à celle dont on juge de la valeur des marchandises : plus le prix des marchandises est élevé, autrement dit plus il faut donner d'or ou d'argent pour se les procurer, moins l'or a de valeur, et réciproquement moins les prix sont élevés, plus l'or a de valeur.

La valeur des métaux n'est pas déterminée par le prix du lingot qui est presque invariable, mais par les prix de toutes les marchandises comparées, et sa hausse ou sa baisse sont en raison inverse de la baisse ou de la hausse moyenne de ces prix. Ce premier point éclairci, nous avons à chercher maintenant les lois qui règlent cette même valeur, et les causes qui font que l'or et l'argent ont tantôt plus, tantôt moins d'utilité.

La valeur des métaux précieux se règle-t-elle sur le coût de production?

Écartons d'abord, afin de ne pas compliquer le sujet, toutes les définitions fausses ou étroites. Par coût de production, nous n'entendons pas la quantité de travail et de capital qui a été strictement nécessaire pour tirer de la mine un poids donné d'or ou d'argent. Un mineur de la Californie a acheté une pioche, un seau, un berceau qui lui coûtent 100 francs et dont il use par jour environ la centième partie ou 1 franc, il dépense par jour 6 francs pour sa nourriture, trois francs pour son entretien et son logement; ses profits à 50 p. 0/0 peuvent être évalués à 5 francs, total 15 francs. Il recueille par jour 10 grammes d'or. Dira-t-on que ces 10 grammes ne valent que 15 francs? Evidemment non. Ce n'est pas le travail particulier de tel ou tel mineur qu'il faut considérer, c'est l'ensemble des travaux de tous les mineurs. Pendant que certains travailleurs actifs ou heureux recueillent dix grammes, il y en a qui n'en recueillent que 5, que 2, ou qui entreprennent même l'exploitation de terrains entièrement stériles; les bénéfices des uns doivent compenser les pertes des autres; et, dans ce cas, le véritable coût de production serait l'ensemble des capitaux dépensés par tous les mineurs pour se procurer la somme totale d'or qu'ils ont extraite.

Cette définition est encore étroite et incomplète. Il ne suffit pas de dire que le coût de production est le prix auquel revient le métal dans une mine donnée : c'est une erreur dans laquelle est tombé M. Stirling. Les mines ne sont pas également productives dans tous les pays, et les plus riches profitent des avantages de la nature. La théorie de la rente s'applique aussi bien à l'exploitation des mines qu'à la culture de la terre. Le coût de production est déterminé par le prix de revient à la mine la plus pauvre; si l'on exploite tel gisement où l'or revient à 3,400 francs le kilogramme, c'est qu'à ce prix il trouve des acheteurs : sans quoi le gisement serait abandonné. Si, dans

un autre gisement, l'or ne revient qu'à 3,000 francs, le mineur ne le vendra pas moins 3,400 francs, puisqu'on trouve utilité à l'acheter à ce prix ; il bénéficiera de 400 francs par kilogramme, s'il est propriétaire de la mine ; ou, s'il n'est que locataire, il payera un loyer équivalent à cet excédant de bénéfices : c'est là une rente aussi légitime que toute autre, et l'on doit entendre par coût de production le prix de revient, comprenant, intérêts du capital, salaires et profits, dans la mine la moins avantageuse qui soit exploitée.

Ainsi défini, le coût de production semble bien être la règle de la valeur, et ce ne serait pas émettre une erreur capitale que de le croire. Il est certain, en effet, que le coût de production détermine un minimum au-dessous duquel la valeur des métaux ne saurait tomber ; mais il ne détermine pas le maximum. Le coût de production avait-il augmenté, quand, à la fin du xve siècle et au commencement du xvie, la valeur augmentait dans une proportion si rapide ? Non ; car au contraire, l'art d'exploiter les mines se perfectionnait. Le coût de production ne rend donc qu'imparfaitement compte des phénomènes.

La valeur des métaux précieux se règle-t-elle sur la quantité existant dans la circulation à chaque époque ? Plusieurs économistes l'ont dit ; et pourtant cette proposition, ainsi formulée, est complétement fausse. Reportons-nous aux diverses périodes que nous avons indiquées dans l'introduction, et voyons si cette mesure s'applique à tous les cas. Sans doute, la quantité diminuait, lorsqu'au ive siècle, à l'approche des barbares, la valeur des métaux augmentait, et la quantité augmentait, lorsqu'au xvie siècle la valeur diminuait après la découverte de l'Amérique. Mais appliquerait-on la même loi à l'époque de Dioclétien et à celle de Louis XIV ? Dira-t-on que la valeur était réglée sur la quantité, lorsqu'à la fin du iiie siècle cette valeur avait diminué de 1/5 sans que la quantité eût sensiblement augmenté, ou lorsqu'au xviie siècle cette même valeur avait augmenté de 2/10, bien que la masse des métaux existant

dans le monde eût été portée dans le cours du siècle de 3,875 millions à 10,678 millions. La proposition est évidemment fausse; on ne saurait soutenir un seul instant en présence des faits que la valeur des métaux est en raison inverse de leur quantité, et il faut renoncer au moyen qui serait assurément, s'il était admissible, le plus simple et le plus exact pour se rendre compte de cette valeur. Il y avait 31,500 millions en 1848; il y en a aujourd'hui 37,789 millions : l'augmentation est de 20 p. 0/0, donc les métaux valent 20 p. 0/0 de moins qu'en 1848. Rien n'est plus facile et plus clair en apparence; mais rien au fond n'est plus faux; nous l'avons montré par des exemples; et, pour peu qu'on veuille réfléchir, on verra combien une pareille règle serait ridicule, puisqu'elle nous forcerait d'admettre qu'au commencement du XVIe siècle, où, de l'accord de tous les statisticiens, il ne circulait pas plus d'un milliard de métaux, l'or et l'argent avaient 37 fois plus de valeur qu'aujourd'hui, et qu'à l'époque d'Auguste, où la circulation n'étant alimentée que par les mines de l'ancien continent, était peu considérable, les métaux avaient au moins dix fois la valeur qu'ils ont aujourd'hui : il faut avouer que le blé eût été bien cher dans ces temps-là.

La valeur des métaux précieux est-elle réglée par l'offre et la demande? C'est l'opinion de plusieurs économistes, et entre autres de M. John Stuart Mill. « La valeur ou puissance d'acquisition de la monnaie, dit-il, dépend en premier lieu de l'offre et de la demande. » Mais il est nécessaire, avant de s'attacher à cette opinion, de bien comprendre ce qu'on entend par l'offre et la demande de la monnaie.

S'agit-il d'une marchandise quelconque, du café, par exemple, on entend par offre non pas toutes les quantités qui existent dans le pays, mais toutes celles que les vendeurs sont disposés à livrer, et par demande les quantités que des acheteurs désirent se procurer et qu'ils ont les moyens de payer. S'il existe 1,000 balles disponibles sur le marché, et qu'il y ait des acheteurs

sérieux pour 2,000 balles, la valeur du café augmente et tend à doubler. Elle doublerait, s'il n'y avait que ces 1,000 balles dans le monde. Mais en réalité, elle s'arrête bien avant sur le chemin de la hausse, parce que l'élévation des prix attire le café des marchés voisins et rétablit l'équation entre l'offre et la demande. S'il existe 1,000 balles, et qu'il n'y ait d'acheteurs que pour 500, la baisse aura lieu aussitôt. Elle serait de 50 p. 0/0, si le café ne trouvait des débouchés sur les marchés voisins, et si l'équation n'était encore rétablie d'une part par la baisse qui augmente le nombre des acheteurs, de l'autre par l'exportation qui diminue la quantité à vendre. Pour la plupart des marchandises, la hausse est limitée par un supplément de production qui vient au secours de l'offre, la baisse par une diminution dans la production qui diminue l'offre; mais cette production supplémentaire plus coûteuse que la production régulière ne peut avoir lieu que lorsque les prix sont suffisamment élevés, et la baisse ne peut forcer certains producteurs à cesser leurs travaux que lorsqu'elle ne leur permet plus de couvrir leurs frais : aux deux degrés, nous retrouvons le coût de production marquant la limite extrême de la valeur.

Les métaux précieux ne sont pas soumis à d'autres lois que toutes les marchandises ; mais ces lois se manifestent par des phénomènes différents à cause du rôle de monnaie qu'ils jouent dans le commerce.

Quelle est l'offre des métaux précieux ? — La quantité que les vendeurs sont disposés à livrer. Mais quelle est cette quantité? Est-ce celle que l'on extrait chaque année des mines et que les pays producteurs vendent aux nations commerçantes? Evidemment non. Car moi qui possède en ce moment un certain nombre de pièces de 20 francs dans ma bourse, je ne suis pas moins disposé à livrer de l'or en échange des marchandises dont j'ai besoin que le mineur de Californie qui vient d'en extraire quelques onces de son terrain. Est-ce donc la quantité totale existant dans le monde? L'offre était-elle en 1848 de

31,500 millions, et est-elle en 1857 de 37,789 millions? Pas précisément; et, bien que moins fausse que la précédente, cette définition est encore assez éloignée de la vérité. Les bijoux que je possède et que je n'ai nulle intention de vendre, sont-ils à l'état d'offre? Les trésors qu'enfouit l'avare pendant de longues années, sont-ils à l'état d'offre? L'argent même que je tiens en réserve dans mon secrétaire pour certaine dépense que je ne ferai que dans six mois, est-il à l'état d'offre? Non sans doute. De la quantité totale des métaux existant il convient de retrancher la quantité des métaux fixés ou réservés; et cette quantité n'est pas sans importance; car elle comprend la plus grande partie des bijoux qui sont entre les mains des particuliers, les lingots et les espèces monnayées qui forment la réserve des banques, l'argent que chacun de nous met de côté pour des dépenses postérieures. On comprend qu'on ne saurait la fixer d'une manière précise par des chiffres, et qu'elle varie selon les circonstances du moment, selon le degré de civilisation des peuples et de sécurité des personnes. Très-considérable chez les nations barbares et aux époques de défiance et d'agitation, parce que chacun entasse chez lui ses richesses et les cache avec soin, elle est très-faible chez les nations éclairées et commerçantes qui aiment bien mieux faire fructifier leur argent que le laisser réposer inutile dans leurs coffres-forts. Elle augmente pendant les révolutions; et c'est pourquoi, la quantité offerte se trouvant alors amoindrie, l'argent augmente de valeur. Elle n'a peut-être jamais été plus considérable qu'à l'époque des invasions, du IVe au IXe siècle; aussi avons-nous vu dans l'introduction que les métaux, devenus rares sur le marché, avaient eu alors une valeur huit fois plus grande qu'au temps de Dioclétien. Elle n'a peut-être jamais été moindre, dans l'Europe en général et dans la France en particulier, qu'elle ne l'est aujourd'hui, parce que jamais on n'a mieux calculé ses intérêts et mieux compris les inconvénients de la thésaurisation. Quelle qu'elle soit, cette quantité doit être

retranchée de la masse des métaux ; le reste seul est à l'état d'offre et doit être compté comme tel ; ce reste n'était peut-être pas de 15 milliards en 1848, il est peut-être de plus de 25 en 1857. Ce qu'il nous importe de savoir, c'est que, toutes choses égales d'ailleurs, il augmente proportionnellement à la quantité des métaux existant, et qu'aujourd'hui, avec le progrès des idées économiques, il tend à dépasser d'une manière sensible cette proportion. Nous arrivons à cette définition que *l'offre des métaux précieux ne comprend que la quantité qui, actuellement disponible, se trouve dans la circulation ou est prête à y entrer*.

Quelle est la demande des métaux précieux? — La quantité que les acheteurs désirent, et qu'ils ont les moyens de se procurer. S'il ne s'agissait que de désirer, la demande serait infinie et sans limite ; mais il faut avoir les moyens de s'en procurer, et ces moyens, ce sont les marchandises de toute espèce. Ne perdons pas de vue que toute vente est un échange, autrement dit une opération double dans laquelle chacune des deux parties vend et achète à la fois. Je suis marchand, et je vends une pièce de toile à Paul. Que se passe-t-il? Paul, qui a des métaux précieux et désire avoir de la toile, me vend une certaine quantité de ses métaux en échange de ma toile ; et moi, qui ai de la toile et désire avoir des métaux, je lui achète des métaux en échange de ma toile. Toute vente qui n'est pas un échange en nature est donc en réalité de la part du vendeur un achat de métaux précieux, et par conséquent tout offre de marchandises est une demande de métaux précieux. Par marchandises, il faut entendre ici non-seulement les produits matériels, mais aussi le travail, qui sous toutes ses formes, travail d'ouvrier, travail d'employé, travail de savant ou d'artiste, est une marchandise et se vend. *La demande des métaux précieux est donc égale à la somme totale des marchandises et du travail qui sont actuellement en vente.*

Appuyés sur ces définitions, nous pouvons déjà dire que la

la valeur des métaux précieux dans le commerce est réglée par l'offre et la demande, c'est-à-dire que cette valeur dépend du rapport entre la quantité de métaux qui, actuellement disponible, se trouve dans la circulation ou est prête à y entrer, et la somme totale des marchandises et du travail qui sont actuellement en vente. Si, dans un temps donné, la somme totale des marchandises et du travail était représentée par 500, et la quantité de métaux disponibles par 20, et que, dans un autre temps, cette somme fût de 600 et la quantité de métaux fût de 30, il en résulterait que le rapport qui était 25 ne serait plus que 20, et que les métaux auraient perdu 1/5 de leur valeur.

C'est ce que constate M. Michel Chevalier lorsqu'en parlant de la révolution du XVI[e] siècle, il dit : « Après la découverte de l'Amérique, la baisse de l'argent et de l'or eût été plus rapide et peut-être plus marquée en dernière analyse sans diverses circonstances qui occasionnèrent un grand surcroît de demande. La civilisation se développa, le luxe augmenta beaucoup avec la prospérité, le goût des ornements et des ustensiles en métaux précieux se répandit; jusque-là c'étaient des objets réservés presque uniquement aux princes et aux églises. Des contrées où la civilisation n'avait pas pénétré, telles que le nord de l'Allemagne et la Russie, se policèrent, et en conséquence revendiquèrent un certain contingent de métaux précieux [1]. »

M. John Stuart Mill a signalé l'existence de cette même loi de proportionnalité dans certains phénomènes qui se passent journellement sous nos yeux. En Ecosse, par exemple, à l'époque de la moisson, on a besoin de beaucoup d'argent pour toutes les transactions auxquelles donnent lieu le travail des champs et les achats de céréales. Les banques agricoles sont obligées de verser une grande quantité de métaux sur la

[1] *Dict. de l'Écon. pol.*, Métaux précieux, p. 163.

place; leur réserve diminue dans une très-forte proportion, et l'offre des métaux augmente. Mais, comme la demande a augmenté dans la même mesure, le rapport des marchandises et de la monnaie en circulation ne change pas, et les valeurs n'en sont pas affectées. « S'il se produit, dit l'auteur, un accroissement dans la quantité des affaires d'argent, un accroissement de la circulation proportionné seulement à l'accroissement des transactions et qui ne dure pas plus que celui-ci, ne tend pas à élever les prix; » et plus loin il ajoute : « un accroissement du numéraire proportionné en étendue et en durée à l'importance temporaire des affaires, n'élève point les prix, il les empêche de baisser [1]. »

On voit que la valeur des métaux est susceptible de changer avec la quantité; c'est même ce qui arrive le plus souvent; mais la quantité des métaux n'est qu'un des termes du rapport, et l'erreur de ceux qui l'ont prise pour règle de la valeur vient de ce qu'ils ont négligé l'autre terme.

La valeur des métaux est susceptible de changer aussi avec le coût de production. Car le coût de production règle le plus souvent la quantité extraite des mines, et l'accroissement ou la diminution de cette quantité modifie le rapport des métaux avec les marchandises. En effet, le coût de production est la raison d'être de la valeur. Si l'or était aussi commun que le sable des rivières, il aurait sans doute moins de prix que le dernier des métaux. C'est parce qu'il faut pour obtenir 1 kilogramme d'or ou 15 kilogrammes d'argent un travail équivalent à celui du cultivateur qui produit 130 hectolitres de blé, qu'un kilogramme d'or ou 15 kilogrammes d'argent s'échangent contre 130 hectolitres de blé; travail contre travail, telle est la loi de l'échange que nous avons expliquée dans le chapitre précédent. Si les mineurs voulaient nous faire payer le kilogramme d'or deux fois plus cher qu'il ne vaut, à moins d'avoir le monopole de

[1] *Principes d'économie politique*, l. III, chap. VIII, § 3.

tous les terrains aurifères, ils ne pourraient y parvenir; car, du moment où ils auraient élevé le prix de vente beaucoup au-dessus du prix de revient, les capitaux et les travailleurs de tous les pays, attirés par l'appât d'un gain considérable, viendraient dans la contrée aurifère pour exploiter des mines, et feraient baisser par la concurrence le prix du métal. Si, de notre côté, nous ne voulions payer aux mineurs le kilogramme que la moitié de ce qu'il vaut, ceux-ci, réduits à l'impossibilité de vivre avec leur travail, cesseraient de s'y livrer, et nous ne pourrions plus nous procurer d'or.

A une extrémité, le coût de production empêche les métaux de dépasser certain degré de la hausse, à l'autre extrémité il fixe une limite infranchissable à la baisse; mais il laisse les métaux osciller entre ces deux points sous l'influence de l'offre et de la demande : c'est ce que n'ont pas assez remarqué ceux qui ont fait du coût de production la seule règle de la valeur.

A l'une des extrémités, celle de la hausse, il stimule la production, augmente l'offre et détermine la baisse ; c'est ce qui est arrivé à l'époque de la découverte des mines de Californie et d'Australie. Il s'est trouvé des terrains d'où l'on pouvait extraire l'or en grande quantité et à très-bon marché. Les émigrants ont accouru, recherchant un travail qui promettait de si grands profits. Des masses considérables ont été versées sur le marché; l'or a commencé à baisser, et cette production ne se ralentira qu'autant que la baisse ne laisserait plus au mineur une rémunération suffisante.

A l'autre extrémité, celle de la baisse, il limite la production et par conséquent l'offre. Il n'est pas difficile de trouver de l'argent ou de l'or : nous avons dit sur quelles immenses surfaces s'étendaient les filons et les gîtes; mais il n'est pas toujours aussi facile de l'exploiter d'une manière avantageuse; et, si le marché n'est pas inondé tout à coup de toute la masse de métaux que recèlent les flancs de la terre, c'est que le prix de revient serait plus élevé que le prix de vente.

Le coût de production agit donc directement sur l'offre qu'il augmente ou qu'il diminue; il est le fondement de la valeur des métaux, mais il n'en est pas le régulateur. En résumé, l'offre dépend en partie de la quantité, et la quantité dépend ordinairement du coût de production; cependant ces termes ne sont pas identiques; et, en fait, l'offre et la demande sont la seule règle véritable de la valeur des métaux précieux.

Du reste, ce phénomène est plus complexe que nous ne l'avons supposé, et nous devons tenir compte maintenant de certains éléments que nous avions négligés à dessein.

La quantité des marchandises en vente ne donne pas une définition complète de la demande des métaux précieux. J'ai aujourd'hui 100,000 francs de marchandises que Paul m'achète et qu'il garde. J'avais hier 100,000 francs de marchandises, que m'avait achetées Pierre, et qui dans la même journée ont été rachetées et revendues successivement par Jacques, par Jean, par Eugène, et dont Paul est resté dernier acquéreur. Il n'y a eu que la même somme de marchandises les deux jours: mais aujourd'hui il n'y a eu qu'un échange, hier il y en avait eu cinq; et pour payer ces cinq achats il a fallu cinq fois plus de monnaie. Pour rendre la définition complète, il ne faut donc pas dire seulement la quantité des marchandises, mais la quantité des marchandises multipliée par le nombre des échanges, autrement dit par la rapidité de la circulation.

On peut dire pour la même raison que la définition de l'offre est incomplète. J'ai supposé qu'il avait fallu hier cinq fois plus de monnaie qu'aujourd'hui; ce serait vrai, s'il n'y avait pas eu d'autres transactions sur le marché. Mais les 100,000 francs que j'avais reçus de Pierre, je les ai un instant après donnés à Jacques en échange d'autres marchandises, et c'est avec ces mêmes cent mille francs que Jacques a acheté à Pierre; peut-être Pierre les a-t-il à son tour cédés à Eugène ou à Paul qui s'en sont servis de la même manière; plus les 100,000 francs ont changé de mains, et moins il a fallu de métaux

pour opérer les transactions du marché. Il est évident en effet qu'une pièce de cinq francs qui a fait dix échanges a rendu le même service que dix pièces qui ont fait chacune un seul échange. La quantité de la monnaie qui constitue l'offre se multiplie donc, comme la quantité des marchandises, par la rapidité de la circulation, et la valeur des métaux s'abaisse par conséquent à mesure que cette rapidité augmente.

Tous les achats ne se font pas argent comptant, et les métaux précieux rencontrent plus d'un concurrent sur le marché : ce sont les billets de banque, les effets de commerce, les virements, les ventes à terme, tous instruments de crédit qui ont aussi bien que les métaux la puissance d'acheter. Il peut se faire que les cinq échanges du marché aient eu lieu par l'intermédiaire du crédit, et que les marchandises aient passé de moi jusqu'à Paul sans qu'on ait eu à employer de monnaie. Le crédit remplace la monnaie dont il est le signe ; il a sur la valeur des métaux une influence semblable à celle d'une rapidité plus grande de la circulation ; en permettant à un négociant qui a 100,000 francs de faire pour 600,000 francs d'achats, il produit le même effet que si chacune des pièces de monnaie du négociant avait servi à six échanges. Le crédit diminue donc la demande des métaux, et tend par conséquent à en abaisser la valeur à mesure qu'il se développe. Un pays a 2 milliards de monnaie, quantité qui lui est nécessaire, et que la demande de son commerce lui permet de maintenir au niveau général de la valeur des métaux dans le monde. Il crée 1 milliard de papiers de crédit qui sont parfaitement acceptés. Aussitôt, l'offre augmentant, la monnaie tendrait à perdre un tiers de sa valeur ; mais, dès que la baisse commence à se prononcer, les métaux émigrent, et vont chercher un marché plus avantageux. Cependant le monde possède un milliard de plus à ajouter à son capital et à répartir entre les divers pays consommateurs : par conséquent, si les marchandises n'ont pas augmenté dans la même proportion, il y a une baisse générale dans la valeur

des métaux ; et le pays qui n'avait besoin pour son commerce que de 2 milliards aura peut-être besoin, après l'introduction de son papier de crédit, de 2,100 millions.

En rassemblant tous ces éléments, nous arrivons enfin à une définition complète. Nous disons que la valeur des métaux précieux a pour fondement le coût de production, et pour régulateurs l'offre et la demande, c'est-à-dire le rapport qui existe entre la quantité de métaux actuellement disponibles multipliée par la rapidité de la circulation, et la somme totale des marchandises et du travail actuellement en vente, multipliée par la rapidité de la circulation et diminuée de toute la quantité achetée par le moyen du crédit. Sans avoir la prétention de prêter à des termes aussi difficiles à préciser une rigueur mathématique, nous pouvons, pour nous résumer et pour donner à notre définition une forme saisissable à l'œil et facile à retenir, la traduire en formule algébrique.

Soit T la somme totale du travail et des marchandises, C la rapidité de la circulation générale, Cr le crédit sous tous ses formes, M la quantité des métaux précieux, R la partie de ces métaux qui est fixée ou réservée, C′ la rapidité de la circulation particulière des métaux, nous dirons que la valeur des métaux dans le monde est égale à

$$\frac{T\ C}{(M - R)\ C' + Cr}$$

Mais il ne faut jamais perdre de vue qu'un des termes de cette formule, M, est étroitement lié au coût de production des métaux.

CHAPITRE III.

DIVERSES OPINIONS SUR LES EFFETS DE L'ACCROISSEMENT DE L'OR.

Quand une fois les principes sont bien établis, une question s'éclaircit d'elle-même et sans peine. Nous connaissons les lois qui règlent la valeur des métaux précieux; il nous est facile d'examiner la portée des principales hypothèses par lesquelles les économistes ont voulu expliquer l'influence que doit exercer sur la société l'abondance des métaux extraits depuis 1848.

Un de ceux qui se sont montrés le plus sévères à l'égard des métaux précieux est M. W. Austin [1]. « Diminuez de moitié, dit-il, la quantité des métaux, et chaque pièce doublera de valeur; doublez la quantité, et chaque pièce diminuera de moitié. En supposant que l'or soit l'unique monnaie et ne serve qu'à la monnaie, une augmentation subite ou lente de la quantité correspondra mathématiquement à une diminution proportionnelle de la valeur. » C'est tomber dans l'erreur que nous avons signalée au chapitre précédent; et c'est se débarrasser aisément d'une difficulté que de négliger un des deux termes du rapport et de dire, sans examen préalable, comme le fait

[1] *On the imminent depreciation of Gold and how to avoid loss.*, by W. Austin.

M. Austin, que les banquiers et les particuliers n'auront pas besoin d'une plus grande quantité d'or. Il dit plus : il déclare que l'exploitation des mines de Californie et d'Australie a été une perte pour les nations qui ont reçu l'or nouveau, une perte pour le monde, et que la production, loin de s'être accrue, a diminué par suite de cette découverte.

Voici comment il essaye de le prouver. La France, par exemple, a importé annuellement 144 millions de métaux, c'est-à-dire qu'elle a donné une valeur en marchandises égale à 144 millions, contre une valeur en métaux qu'on estimait alors à 144 millions. En supposant que les métaux aient perdu 1/10 de leur valeur, c'est une perte de 14,400,000 francs qu'à subie la France et qu'elle n'aurait pas eu à subir si elle eût importé du plomb, du fer ou toute autre marchandise. Le capital du monde n'a pas éprouvé un moindre dommage que celui des États importateurs. Dira-t-on qu'il s'est accru d'une richesse nouvelle par ces 7,867 millions qui n'existaient pas il y a neuf ans et qui se sont ajoutés à la production totale du travail humain? Erreur ; ces 7,867 millions sont le produit de capitaux et de bras qui, s'ils n'avaient pas été employés aux mines, eussent été employés plus utilement ailleurs. Un déplacement de capitaux et de bras qui trouvaient leur emploi sans changer de lieu cause toujours des pertes, quelle que soit d'ailleurs l'industrie nouvelle qu'ils aillent chercher. A cette perte, ajoutez la perte plus lente, mais non moins certaine de la dépréciation journalière, et vous verrez ce que le monde a gagné à la découverte de l'or.

Telle est l'argumentation de M. Austin ; et il faut avouer qu'elle ne manque pas d'une certaine force. Commençons par reconnaître ce qui est vrai, c'est que d'une part les métaux précieux sont une marchandise qui se déprécie et qu'il pourrait bien se faire que les 1,300 millions que nous avons acquis depuis neuf ans ne valussent pas autant que 1,200 millions en 1848, d'autre part que l'émigration a enlevé des capitaux et

des bras aux anciennes industries. Mais combien y a-t-il de marchandises que le temps ne déprécie pas, et que fait cette considération au commerce? La France est-elle plus dupe de l'Angleterre quand elle lui achète du drap qui s'use que du plomb qui ne s'altère pas? Nullement; elle achète les marchandises non en raison de leur durée, mais en raison de l'utilité qu'elle y trouve. Si elle a accepté de l'or en échange de ses produits, c'est qu'apparemment elle avait besoin de cet or qu'on lui offrait à bon marché et qu'elle le préférait à d'autres marchandises. Sans doute, il eût été plus avantageux pour elle que ce même or, une fois entre ses mains, ne perdît rien de sa valeur première ; et de ce côté, M. Austin a raison ; mais enfin elle ne l'avait achetée que pour quelque dessein immédiat qu'elle a accompli ; si l'or a rendu plus de services que n'auraient fait beaucoup d'autres marchandises, elle n'a pas à se plaindre ; c'est un point de vue que M. Austin a entièrement négligé. On peut en dire autant du monde entier. S'il y a eu perte sur l'or, d'autres marchandises aussi se sont dépréciées qu'il n'avait pas moins été opportun et fructueux de produire. Si des bras et des capitaux ont été enlevés aux anciennes industries, on leur a rendu en échange des métaux qui ont dû exercer sur ces industries une certaine influence ; il ne suffit pas de dire ce dont on les a privées, il faut chercher aussi ce qu'on leur a donné, et établir la balance. M. Austin a vu le mal qu'il a exagéré, et il n'a pas vu le bien qui aurait pu corriger la sévérité de son jugement.

D'autres économistes sont au contraire dans une complète sécurité : la question de l'or a ses optimistes aussi bien que ses pessimistes. M. Léon Faucher qui est au nombre des premiers pense qu'on ne doit pas s'inquiéter de la production des mines de Californie et d'Australie, et que la baisse dont on s'effraye n'existe que dans les imaginations [1]. C'est là une question de

[1] Léon Faucher, *Production et démonétisation de l'or.*

fait que l'auteur aurait dû étudier dans le détail avant d'arriver à une conclusion générale. Il n'en donne qu'une preuve, c'est que l'or obtient presque constamment une prime sur le marché. La preuve est peu concluante. Nous avons montré que lingots et monnaie n'étaient qu'une même chose, que tant que l'or serait monnaie, et que les frais de fabrication n'auraient pas changé, le lingot d'un kilogramme ne saurait pas descendre beaucoup au-dessous de 3,444 fr. 44 moins 6 fr. 70; il reste en effet à 3,437 fr.; et, comme il n'y a jamais de trop-plein dans la monnaie, ainsi que nous l'avons également démontré, il n'est pas étonnant que l'or soit recherché pour le monnayage et qu'il conserve encore une certaine prime. Mais l'auteur qui veut en conclure que le rapport des deux métaux n'a pas changé, aurait dû remarquer, ce qui n'existait pas il y a dix ans, que la prime de l'argent est plus forte aujourd'hui que celle de l'or : en 1856, par exemple, la prime de l'or a varié entre 6 et 7 pour 1000, celle de l'argent entre 24 et 25. Que peut signifier cette différence, sinon que l'or a baissé par rapport à l'argent? Une disproportion aussi grande ne pourrait même pas exister, si or et argent se consommaient seulement en France, parce que les débiteurs peuvent y faire à leur choix leurs payements avec l'un ou l'autre métal; l'exportation en Orient et la demande des pays qui n'emploient pas de monnaie d'or maintiennent seuls cette surélevation du prix de l'argent sur le marché de Paris. La cote de la Bourse prouve donc contre l'égalité permanente de rapport que suppose M. Faucher et ne prouve rien contre la baisse des deux métaux. Croire que la valeur des métaux ne sera nullement altérée par l'accroissement de la production, c'est, tout en arrivant au résultat opposé, tomber dans une erreur semblable à celle de M. Austin; c'est ne pas tenir compte du second terme du rapport, autrement dit de la quantité des marchandises. M. Austin suppose qu'il ne variera pas; M. Faucher qu'il variera justement dans la même proportion

que le premier terme. L'une et l'autre hypothèse est peu vraisemblable, et les systèmes qui reposent sur de pareilles données sont évidemment faux.

Entre ces deux extrêmes, il y a une opinion intermédiaire qui mérite toute notre attention.

Hume est un des premiers qui aient signalé l'influence passagère, il est vrai, mais salutaire qu'exerce sur la production un accroissement subit de la quantité des métaux. « Dans tout royaume où le numéraire commence à affluer en plus grande abondance qu'autrefois, dit-il, dans son ***Essai sur l'argent***, toute chose prend une nouvelle face, le travail et l'industrie gagnent de l'activité, le négociant devient plus entreprenant, le manufacturier plus diligent et plus habile, et le fermier lui-même guide sa charrue avec plus de gaieté et d'attention [1]. »

M. Michel Chevalier, un des auteurs qui ont traité de la manière la plus complète et avec le plus d'autorité toutes les questions relatives à la monnaie, dit que « les métaux précieux convertis en monnaie ne sont pas inutiles à la production, en ce sens qu'on ne produit que ce qu'on est assuré de vendre, et que la présence de bons et sûrs instruments d'échange est une des conditions d'une vente facile et avantageuse [2]. »

Un économiste anglais, M. Stirling, qui a étudié la question particulière de la découverte des mines d'or, s'exprime en termes encore plus explicites : « La production, dit-il, dans toutes les branches de l'industrie agricole et manufacturière sera puissamment excitée et stimulée. Les rentes, les salaires et les profits éprouveront une hausse simultanée : le numéraire sera partout abondant et la prospérité matérielle du pays fera des progrès sensibles. La création et l'accumulation du capital, et par ce mot nous entendons non l'or et l'argent,

[1] Hume, *Essai sur l'argent*, p. 36. Guillaumin, *Coll. des principaux économistes.*

[2] *Cours d'économie politique*, tome III, p. 411.

mais les matières premières, les articles de provision et les instruments du travail, les améliorations durables dans la culture de la terre, la construction de docks, de rail-ways, de canaux, de ponts, de navires et de machines utiles, les améliorations dans la vie ordinaire et l'accroissement de production des denrées dans toutes les branches de l'industrie ; cette création et cette accumulation, dirons-nous, seront en dernière analyse les conséquence de la découverte de mines d'or [1]. »

Là est la vérité. Un accroissement subit de la quantité des métaux précieux a sur la production une influence que M. Austin a eu tort de méconnaître. Il n'est pas vrai de dire qu'il cause une diminution de valeur mathématiquement proportionnelle à l'augmentation de la quantité, parce qu'à l'accroissement des métaux correspond nécessairement un accroissement de la production totale des marchandises, et que, les deux termes grossissant à la fois, le rapport n'est pas aussi profondément altéré que certains économistes le supposent. La production augmente, non pas comme le fait remarquer M. Stirling, la production des métaux qui est par elle-même peu importante, mais la production générale des marchandises et le capital social : là est le bien occasionné par l'accroissement de l'or. La production des marchandises n'augmente pas, il est vrai, avec la même rapidité que la production des métaux ; il y a une baisse, et c'est même à cette baisse qu'est dû en partie le mouvement des affaires ; or la baisse a le grave inconvénient de troubler les relations sociales, de diminuer certains revenus, d'appauvrir la classe ouvrière : là est le mal.

Les effets produits par l'accroissement de l'or sont donc moins simples que ne l'ont supposé les économistes qui se sont placés en dehors de la réalité multiple des faits ; le bien et

[1] *De la Découverte des mines d'or*, par J. Stirling, traduit par A. Planche, p. 249.

le mal s'y confondent; mais, malgré leur complexité, il est facile de les démêler et d'en apercevoir distinctement les causes.

Jacques est un négociant français. Il apprend qu'en Californie, où l'on vient de découvrir des mines, ses marchandises se vendront deux fois plus cher que partout ailleurs. Il s'empresse de les offrir et fait un gain considérable. Avec l'argent qu'il a gagné, il achète à Pierre de nouvelles marchandises qu'il se propose d'expédier de la même manière. Mais comme cent autres négociants en ont fait autant que lui, et qu'ils veulent comme lui se procurer de nouvelles marchandises, Pierre et tous les industriels qui sont dans la même situation profitent de la concurrence des acheteurs et vendent leurs produits un tiers plus cher qu'auparavant. Ils font aussi un gain considérable, quoiqu'un peu moindre que les négociants, et ce gain les excite à produire en bien plus grande quantité des marchandises qui trouvent un placement si avantageux. Pierre, dont l'industrie est florissante, a dû acheter plus de matières premières et d'outils pour sa fabrication; il se donne plus de jouissances personnelles, il embellit son habitation. Comme mille autres ont fait les mêmes bénéfices et les emploient de la même façon, la concurrence des acheteurs fait renchérir les marchandises; Pierre paye tout plus cher, et paye largement parce qu'il a gagné l'argent sans peine; dix mille industriels en profitent, augmentent leur production et en font par suite profiter cent mille autres. Le mouvement des affaires se communique de degré en degré dans tous les rangs de la société; comme il n'y a rien de plus contagieux que les phénomènes sociaux de cette espèce, ce mouvement se fait sentir non-seulement de ceux qui ont eu des relations directes ou indirectes, prochaines ou éloignées avec Jacques et avec les autres négociants, mais de tous les industriels sans exception; chacun produit et consomme plus, parce qu'il tire de son produit un plus grand bénéfice. Toutes les marchandises sont

en hausse; or, nous savons qu'il n'y a pas de hausse de toutes les valeurs; ce sont donc en réalité les métaux précieux qui sont en baisse. Si cette baisse s'était fait tout d'un coup sentir uniformément sur toute l'étendue du marché, et que dans l'espace d'une nuit le prix de toutes les marchandises eût augmenté d'un quart, nul n'aurait été enrichi, et la production ne se serait pas accrue d'un seul article. Mais cette baisse a été successive, de telle sorte que chaque producteur a vu dans le changement de prix non l'abaissement d'un des termes du rapport de l'échange, mais l'élevation de l'autre, et c'est justement ce qui l'a encouragé à produire davantage. D'ailleurs n'avait-il pas raison jusqu'à un certain point? Les marchandises sur lesquelles l'augmentation avait déjà eu lieu étaient chères, mais celles qui n'avaient pas encore subi l'influence du nouvel or étaient à leur ancien prix, et il a profité de toute la différence qui existait entre ses propres produits vendus cher et ces dernières marchandises achetées à bon marché. Les premiers industriels qui ont augmenté leurs prix ont fait les plus gros bénéfices ; les derniers ne font guère qu'éviter une perte qu'ils subissaient injustement. Voilà quel est le premier effet de l'accroissement de l'or, au moment où le métal afflue dans un pays, et quelle est la loi de l'accroissement simultané de la production : c'est là le bien.

Mais cette baisse, profitable aux uns, a été nuisible aux autres. Si Jacques et Pierre ne se plaignent pas de payer cher, parce qu'ils avaient eux-mêmes vendu très-cher, il n'en est pas de même de Louis, qui est l'ouvrier de Pierre. Il n'a rien autre chose à vendre que son travail ; or, le prix de la journée est fixé par l'usage, et Pierre n'est pas disposé à l'augmenter bénévolement. Quand l'augmentera-t-il ? quand Louis refusera de travailler aux mêmes conditions; et, si Louis ne fait pas partie d'un corps de métier où tous les ouvriers puissent s'entendre, il ne refusera qu'après avoir souffert de l'augmentation générale des marchandises et avoir reconnu l'impossi-

bilité où il est de vivre avec son salaire. L'élévation des salaires sera, à certaines exceptions près, un des derniers effets de la baisse des métaux précieux. Il y a des gens dont le chiffre du revenu augmentera plus lentement encore, ce sont les employés; il y en a dont il n'augmentera pas du tout, ce sont les rentiers. Il y aura profit pour les débiteurs, dommage pour les créanciers, trouble dans un grand nombre de rapports sociaux, gêne et misère pour les uns, pendant que d'autres s'enrichiront : c'est là le mal.

Pour quelle proportion le bien et le mal entrent-ils dans la révolution qui s'accomplit de nos jours et dont les dix dernières années ne sont que le prélude? Quels effets ont-ils exercés sur la société? quelle durée l'avenir leur réserve-t-il et quelle en sera la conséquence dernière? Ce sont des questions auxquelles on ne doit pas répondre par une argumentation : les raisonnements doivent ici céder la place aux faits. Nous avons fait connaître la nature et le rôle de la monnaie, la règle de la valeur des métaux précieux, les effets généraux d'un accroissement subit de l'or ou de l'argent dans un pays : les principes sont éclaircis. Entrons maintenant dans le détail; étudions, dans les grands États, et surtout en France, quels ont été les effets particuliers produits par l'or de la Californie et de l'Australie sur le commerce, sur le prix des choses, sur la condition des personnes, sur les grandes institutions publiques et sur le gouvernement ; nous éprouverons par l'analyse des faits la justesse des principes que nous avons posés, et nous verrons quelle part revient à l'accroissement de l'or dans les phénomènes complexes qui se sont produits et dans quelle mesure nous devons nous réjouir ou nous affliger de la révolution dont nous sommes témoins.

CHAPITRE IV.

INFLUENCE DE L'OR SUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

Depuis 1848, le commerce extérieur, le seul dont on puisse constater les mouvements avec exactitude, a pris en France des développements beaucoup plus grands que dans les années précédentes. Il y a déjà longtemps que nous marchons dans la voie du progrès. En 1815, nos importations du commerce spécial étaient seulement de 199 millions ; nos exportations, de 422 ; en 1824, elles étaient de 401 et de 505 millions ; en 1833, de 491 et de 559 millions. L'augmentation était énorme ; je ne parle pas de l'année 1815 pendant laquelle les circonstances politiques avaient paralysé le commerce ; mais, dans la seconde période novennaire, de 1824 à 1833, cette augmentation est de 5 pour 100 ; de 1838 à 1842 elle est de 28 pour 100 sur la période quinquennale de 1833 à 1837 : ce sont les temps les plus prospères du gouvernement de Juillet ; de 1843 à 1847, elle n'est plus que de 18 pour 100 sur la période de 1838 à 1842. La révolution de Février arrête un instant le progrès, et fait reculer de dix années le commerce français. Mais le terrain perdu est reconquis dès l'année suivante, et l'augmentation du commerce général est, malgré la guerre, de 12, de 14 et de 15 pour 100 par an : jamais nous n'avons marché d'un pas aussi rapide.

Voici, depuis 1839, le mouvement du commerce extérieur de la France ; le lecteur pourra juger de la différence des progrès accomplis au milieu du calme durant les neuf ans qui ont précédé la découverte de l'or et de ceux que nous venons de faire au milieu des agitations de toute espèce durant les neuf années qui ont suivi cette découverte.

ANNÉES.	COMMERCE GÉNÉRAL.		COMMERCE SPÉCIAL.			
	Valeurs off.		IMPORTATIONS. Valeurs off.	EXPORTATIONS. Valeurs off.	TOTAUX. Valeurs off.	TOTAUX. Valeurs act.
1839	1,950.3		650.6	677.4	1,328.0	
1840	2,063.2		747.4	695.0	1,442.4	
1841	2,186.8		804.6	760.7	1,565.3	
1842	2,082.3		846.6	644.0	1,490.6	
1843	2.178.9		845.6	687.3	1,532.9	
1844	2,339.7		867.4	790.4	1,657.8	
1845	2,427.5		856.2	848.1	1,704.3	
1846	2,436.6		920.0	852.3	1,772.3	
1847	2,613.5	7 p. °/o.	975.9	891.1	1,867.0	1,675.7
1848	2,014.9	perte 23	556 6	833.7	1,390.3	1,164.3
1849	2,565.0	27	779.8	1,032.2	1,812.0	1,662.0
1850	2,705.1	5	780.8	1,123.6	1,904.4	1,858.8
1851	2,787.4	3	781.3	1,238.5	2,019.8	1,923.2
1852	3,072.2	12	986.0	1,233.3	2,219.3	2,246.3
1853	3,492.7	12	1,103.5	1,363.2	2,466.7	2,738.0
1854	3,496.9	0	1,158.0	1,261.1	2,419.1	2,705.3
1855	3,978.6	14	1,365.9	1,441.7	2,807.6	3,152.0
1856	4,587.0	15	1,521.0	1,626.9	3,147.9	3,882.8

Le progrès de l'année 1856 sur l'année 1847 n'est pas moindre de 75 p. 0/0.

Sur quels articles a porté l'augmentation? A l'importation, c'est principalement sur les matières premières. En comparant les années 1849 et 1856, la houille crue s'est élevée de 31 millions à 58, la fonte brute de 4 à 19, le plomb de 7 à 14 ; les laines en masse de 40 à 77, les soies de 97 à 129, les poils pour la filature et la chapellerie de 6 à 27, les bestiaux de 6 à 24, les graines oléagineuses de 26 à 52, le chanvre de 2 à 4,

le sucre des colonies françaises de 41 à 61. Quelques articles ont triplé et même quadruplé; les matières premières et les objets de consommation naturelle figurent sur les tableaux d'importation pour 780 millions en 1847, et pour 1,438 millions en 1856, c'est à dire pour les 17/18 de l'importation totale. L'augmentation est à peu près de 100 pour 100, ce qui prouve que la consommation industrielle a doublé, et par conséquent que l'industrie elle-même et la prospérité intérieure du pays ont fait de grands et rapides progrès. Les chiffres de l'exportation conduisent à la même conclusion. Ce sont les objets manufacturés, les produits de nos ateliers qui ont le plus augmenté. Les tissus de soie et de fleuret se sont élevés de 180 millions à 337, la tabletterie, mercerie etc., de 35 à 69, les peaux ouvrées de 30 à 55, les poteries et verreries de 23 à 44, la parfumerie de 8 à 16, les modes et fleurs artificielles de 4 à 12, l'orfévrerie et la bijouterie de 4 à 12, la coutellerie de 1 à 3, le sucre raffiné de 10 à 42. Plusieurs articles ont doublé, d'autres ont triplé et quadruplé; les objets manufacturés figurent sur les tableaux de la douane pour 799 millions en 1847, et pour 1, 288 en 1856 : l'augmentation est d'environ 95 pour 0/0, ils forment les 4/5 de l'exportation totale.

Il y a cependant une augmentation très-sensible sur certains autres articles ; l'exportation du beurre s'est élevée de 3 à 7 millions, celle des fruits de 4 à 9, celle des bois communs de 3 à 10; cet accroissement, dû en grande partie aux chemins de fer, et à nos relations plus multipliées avec l'Angleterre, n'a pas été sans influence sur la situation de notre marché intérieur. Les campagnes ont profité comme les manufactures de ce nouvel ordre de choses, et les rapports officiels n'ont rien exagéré en parlant de la prospérité chaque jour croissante de la France.

La richesse crée la richesse. Depuis que la disette, cause passagère, et la facilité des transports, cause permanente, ont élevé le prix des denrées, et versé dans les campagnes beaucoup plus d'argent qu'il n'en circulait autrefois, une heureuse

révolution commence. Le cultivateur enrichi a employé plus de capitaux à l'amélioration de sa culture; on consomme beaucoup plus d'engrais lorsque le blé se vend 30 francs que lorsqu'il se vend 15 francs l'hectolitre. Tous ceux qui ont parcouru les campagnes et surtout les campagnes avoisinant les grandes villes, ou qui ont seulement visité les dernières expositions agricoles, ont été frappés du progrès qu'a fait l'industrie des machines appliquées à l'agriculture. L'emploi des herses et des charrues nouvelles, des machines à vanner, des hache-paille est presque général dans les grandes exploitations; il devient chaque jour plus fréquent dans les petites. Il n'est plus rare de trouver dans la Beauce, dans le pays Chartrain, dans la Brie, des machines à battre et des locomobiles. Le drainage fait aussi des progrès sensibles; et le drainage, qui est une source de richesses, ne peut exister, on le sait, que lorsque le cultivateur ou le propriétaire sont déjà riches. Autrefois, les cultivateurs se contentaient de recueillir les produits de la terre et laissaient aux industriels établis dans les grands centres le soin de les mettre en œuvre. Aujourd'hui ils ont des capitaux, et beaucoup se chargent eux-mêmes de ce soin. Nombre considérable de fabriques d'huile d'œillette et de colza, d'amidonneries, de féculeries, de raffineries se sont élevées dans les campagnes, au milieu des champs qui produisent la matière première. On est étonné d'apercevoir des cheminées à vapeur et des usines dans des contrées où l'on ne voyait que des chaumières, une population ouvrière là où il n'y avait que des laboureurs. Les forces sont mieux utilisées; la consommation de tous et le bien-être de chacun augmentent. Ces usines rurales enrichissent la campagne, et sont le contre-poids de la centralisation commerciale. Elles ont aujourd'hui l'avantage de payer moins cher la main d'œuvre, elle l'auront longtemps encore; elles conserveront toujours celui d'épargner les transports coûteux de la matière première, et d'employer sur place les résidus des produits à la

fertilisation de la terre qui les a créés. La Grande-Bretagne, où le blé est plus cher qu'en France, connaît déjà les bons effets de la culture riche. Le problème du progrès agricole a sa solution dans le progrès général de l'industrie et dans la rémunération plus libérale des travaux de la terre, qui en est la conséquence.

De 1815 à 1848, la moyenne de la monnaie frappée avait été par an de 39 millions : la moyenne du commerce de 1,300 millions. Depuis 1848, la moyenne du monnayage s'est élevée à 321 millions, à plus du triple de la moyenne dans la période précédente. La moyenne du commerce extérieur a aussi presque triplé; elle est d'environ 3,100 millions; en 1856, année pendant laquelle on a frappé 562 millions de monnaie, le commerce général atteignait 4,587 millions. On ne saurait nier qu'il n'y ait des rapports intimes entre le commerce d'un pays et la quantité de sa monnaie.

Les mêmes phénomènes se sont produits aux États-Unis et en Angleterre.

Aux États-Unis, de 1834 à 1847, on a frappé environ 15 millions de francs par an, et le capital monétaire pouvait être évalué alors à 630 millions. Pendant cette période, la moyenne annuelle des importations a été de 600 millions, et celle des exportations de 550 millions. Depuis 1848, on a frappé en moyenne 206 millions par an, et on évalue aujourd'hui le capital monétaire à 1,300 millions. Les importations ont été de 1 milliard; les exportations de 850 millions. L'année 1853, pendant laquelle a été frappée la plus grande somme de monnaie (276 millions en or et 45 en argent), a été immédiatement suivie de l'année où les importations et les exportations ont atteint le chiffre le plus élevé (1,480 et 1,165 millions).

En Angleterre, la moyenne de la monnaie frappée par an avait été de 82 millions de francs dans la période qui s'étend de 1816 à 1848; la moyenne des exportations n'était alors que d'un milliard. De 1848 à 1856, la moyenne du monnayage

s'élève à 144 millions, et les exportations montent à 1,875 millions. L'année 1853, pendant laquelle on a frappé le plus de monnaie (316 millions), est aussi celle où le commerce extérieur a été le plus actif (2,473 millions à l'exportation).

La quantité de la monnaie a-t-elle été dans ces circonstances effet ou cause? En d'autres termes, y a-t-il eu plus de monnaie, parce qu'il y avait plus de marchandises, ou plus de marchandises parce qu'il y avait plus de monnaie? Il y a eu l'un et l'autre, et ce serait tomber dans l'erreur que de prendre comme seule vraie l'une de ces deux explications.

Rappelons les paroles de M. Michel Chevalier : « les métaux précieux convertis en monnaie ne sont pas inutiles à la production, en ce sens qu'on ne produit que ce qu'on est assuré de vendre, et la présence de bons et sûrs instruments d'échange est une des conditions d'une vente facile et avantageuse. » La présence de la monnaie est une facilité donnée aux échanges; l'abondance de la monnaie est par la même raison un stimulant à la production. C'est un principe que nous avons établi dans le chapitre précédent : Jacques n'a exporté une grande quantité de marchandises et n'a fait de nouvelles commandes à Pierre, que parce qu'il y avait sur le marché une grande quantité d'or, et par suite de l'or à bas prix, dont il voulait avoir sa part. On a donc le droit de dire qu'il y a eu plus de marchandises, parce qu'il y avait plus de monnaie, et que l'or a été une des causes de l'extension du commerce.

Mais comment se procure-t-on de l'or? Avec des marchandises que l'on donne en échange. Or, il faut avoir ces marchandises. Un pays pauvre et sans industrie aurait beau vouloir posséder beaucoup de métaux précieux pour animer son commerce, les métaux ne viendraient pas d'eux-mêmes dans la bourse de ses habitants; si même on parvenait à les y attirer par quelque moyen violent ou artificiel, par le pillage, par des tributs imposés à des peuples vaincus, par la découverte d'une mine, ils n'y resteraient pas et s'écouleraient bientôt dans des

pays plus riches, comme l'eau des torrents s'écoule dans les lacs. La Californie et l'Australie sont bien loin de conserver tout l'or qu'elles produisent; elles ne garderont que la quantité que l'état de leur industrie leur permettra d'employer utilement. Un pays a donc en règle générale d'autant plus de métaux qu'il a de marchandises. Quand il n'est pas producteur d'or ou d'argent, il ne se procure l'un et l'autre qu'en donnant, comme la France, une valeur équivalente en marchandises; et les 1,300 millions de métaux que nous avons acquis depuis neuf ans représentent 1,300 millions de nos produits que nous avons livrés à l'étranger. Nos importations de tout genre augmentaient considérablement; il était naturel que les importations de métaux suivissent le progrès général de notre commerce. C'est en ce sens que l'on peut dire que plus il y a de marchandises dans un pays, plus il y a de monnaie, et que l'abondance de la monnaie est un effet de la prospérité du commerce. L'une et l'autre qualité se mêlent perpétuellement et se confondent presque dans la réalité. Effet d'abord, parce qu'elle est achetée avec des produits préexistants, la monnaie devient cause, parce qu'une fois dans la circulation commerciale du pays, elle active la production et pousse à fabriquer de nouvelles marchandises qui achèteront, entre autres choses, de nouvelles quantités de monnaie; et cette nouvelle monnaie, d'effet devenue cause à son tour, servira aussi à la production. Pendant toute la durée de l'accroissement de la quantité des métaux qui correspondra à une baisse de leur valeur, il y aura à la fois et augmentation de la production et augmentation du numéraire, jouant toutes deux, à l'égard l'une de l'autre, le double rôle de cause et d'effet.

L'industrie a suivi d'un pas égal le commerce dans la voie du progrès. Les chiffres de l'importation et de l'exportation nous en ont donné la preuve; il est inutile d'insister longuement sur ce sujet. Les contributions indirectes sont un des thermomètres les plus exacts de la prospérité publique : elles

n'avaient produit durant les années 1848, 1849 et 1850 que 276,280 et 285 millions; elles ont rendu 354 millions en 1855, et 419 en 1856. Le mouvement des marchandises et des voyageurs sur les chemins de fer est un autre thermomètre qui indique à peu près le même degré de prospérité; la recette brute par kilomètre, qui était restée en moyenne à 35,000 francs, de 1849 à 1851, a été de 51,000 francs en 1855, et de 48,000 francs en 1856.

La Banque, qui avait escompté à Paris 340 millions en 1851, en a escompté 359 en 1852, 608 en 1853, 907 en 1854, 1,156 en 1855, et 1,752 en 1856.

Mêmes résultats en Angleterre. La circulation des billets de banque de toute espèce dans le Royaume-Uni était évaluée à 875 et à 840 millions en 1848 et 1849, à 1 milliard et à 975 millions en 1853 et 1854. Un relevé officiel de la situation des manufactures nous apprend que la production industrielle s'est accrue du travail de 19,200 ouvriers en 1851, de 14,220 en 1852, de 26,190 en 1853, de 24,000 en 1854, de 8,200 en 1855; total 91,810 travailleurs de plus en cinq ans [1].

Dans l'industrie comme dans le commerce, l'abondance de l'or est à la fois effet et cause. Sans doute l'or n'est pas la seule cause de ce merveilleux développement des forces industrielles en Europe, et particulièrement en France. Les circonstances politiques, la sécurité intérieure, le télégraphe électrique, les chemins de fer et les institutions de crédit, qui sont mieux comprises et plus largement appliquées que par le passé, ont puissamment contribué au progrès, et il serait injuste de méconnaître ou d'atténuer leur influence. L'or est, comme les télégraphes et les chemins de fer, un moyen d'activer la circulation des produits; comme les institutions de crédit, il anime la spéculation et stimule l'industrie; il a donc, comme les télégraphes, les chemins de fer et les institutions de crédit, à revendiquer sa part

[1] Chaque cheval de vapeur est compté comme 4 ouvriers.

dans le bien accompli. Mais, comme les institutions de crédit, il a aussi la responsabilité du mal. La spéculation a été surexcitée; les esprits aventureux voulant profiter de la confiance et de la hausse, ont créé plus d'entreprises que les épargnes du pays n'en pouvaient soutenir, ou produit plus de marchandises que la situation actuelle du marché n'en comportait : de là proviennent en partie la crise dont nous venons d'être témoins et la dépréciation qu'ont subie la plupart des valeurs cotées à la Bourse. C'est un effet de la loi de la réaction qui ne s'applique pas moins au monde économique qu'au monde physique. La spéculation, pour s'être lancée trop loin, a été violemment ramenée en arrière; mais ce n'est là qu'un accident passager; les affaires reprennent déjà leur mouvement progressif, et on oubliera vite ce mal, dont l'or est en partie la cause, mais qui semble inséparable de tout progrès trop rapide.

CHAPITRE V.

INFLUENCE DE L'OR SUR LE PRIX DES MARCHANDISES.

L'or a contribué aux progrès que l'industrie et le commerce ont accomplis depuis neuf ans, et il y a contribué, non par le fait seul de l'abondance du métal, mais par l'augmentation des prix qui en est la conséquence. Cherchons sur quelles espèces de marchandises a porté cette augmentation, dans quelle proportion elle les a atteintes, quelles sont les causes diverses qui l'ont amenée et quelle part revient à l'or dans ce renchérissement. Nous trouverons dans cette étude la preuve et la mesure de la baisse des métaux précieux ; par là nous jugerons mieux du degré d'influence que cette baisse a pu exercer sur le commerce et sur l'industrie en général, et nous pressentirons déjà comment, en devenant pour une partie de la société une source de profits, elle a causé à l'autre un dommage plus ou moins considérable, et quelquefois une perte irremédiable.

§ I. — LE TAUX DE L'INTÉRÊT.

Les métaux précieux sont la première marchandise dont nous ayons à nous occuper. Il ne s'agit pas ici du prix de vente de ces métaux sous forme de lingot : on sait qu'il ne peut

hausser ni baisser, tant que le système monétaire restera le même. Il s'agit du prix de location sous forme de monnaie, autrement dit du taux de l'intérêt. L'abondance de l'or fera-t-elle baisser le taux de l'intérêt? Telle est la question qu'on s'est tout d'abord posée, quand on a vu entrer dans les ports d'Europe des navires chargés d'or de Californie. Beaucoup, se fondant sur quelques phénomènes passagers et sur une comparaison fausse de l'or avec les autres marchandises, se sont prononcés pour l'affirmative. Le taux de l'intérêt a effectivement baissé ; ils en ont conclu que cette baisse devait être permanente, et ils se sont appuyés de l'exemple de tous les produits qui se vendent à un moindre prix quand ils sont plus abondants. Mais les économistes ont protesté avec raison contre cette théorie erronée.

Qu'est-ce, en effet, que l'intérêt? C'est une portion aliquote de la valeur des métaux que le prêteur exige de l'emprunteur pour prix de l'usage qu'il lui permet d'en faire, comme le propriétaire exige de son locataire, à titre de loyer, une partie aliquote de la valeur de sa maison. Que la valeur de la maison diminue de moitié, il est naturel que le prix du loyer diminue dans la même proportion, et descende, par exemple, de 1,000 à 500 francs. Est-il aussi naturel que le prix de l'argent diminue? Le taux de l'intérêt est en ce moment à 5 pour 100, c'est-à-dire au vingtième de la valeur du métal. Si le métal vient à perdre dans vingt ans la moitié de sa valeur, doit-on dire que l'intérêt ne sera plus que de 2 1/2? Mais si 100 francs ne représentent plus alors que la valeur de 50 de nos francs, 2 fr. 50 c. ne représenteront que 1 fr. 25 c. ; ce ne serait plus le vingtième, mais le quarantième de la somme prêtée, que recevrait le créancier. A la baisse de la somme prêtée correspond toujours exactement une baisse proportionnelle de la somme exigée à titre de loyer ; le rapport n'est pas changé ; et, quelle que soit la dépréciation de l'or causée par l'exploitation des nouvelles mines, il n'y a dans ce fait aucune raison

pour que le taux de l'intérêt subisse une baisse permanente. C'est un contre-sens que d'appliquer à l'or, dont le prix n'est fixé que par son rapport avec lui-même, l'exemple de marchandises dont le prix est fixé par leur rapport avec une marchandise toute différente. Le taux de l'intérêt dépend de causes tout autres ; il dépend de l'abondance ou de la rareté du capital dont la monnaie n'est qu'une faible portion ; il dépend du taux moyen des profits. Là où le capital est très-abondant, les profits sont en général très-limités par la concurrence, et l'intérêt est peu élevé. L'Angleterre a moins de monnaie que la France, et cependant l'intérêt est généralement moindre en Angleterre qu'en France. En Californie, au moment où l'exploitation des mines donnait les plus grands profits, l'intérêt était à 40 et 50 pour 100, bien que l'or y fût très-abondant ; c'est une preuve évidente que la présence des métaux ne détermine nullement le taux de l'intérêt.

Cependant on ne saurait nier qu'ils exercent une certaine influence passagère. « On ne peut, dit M. Tooke, trop se pénétrer de cette idée que toute modification dans la somme de la monnaie en circulation produit un effet temporaire sur le taux de l'intérêt[1]. » Au moment, en effet, où les métaux commencent à arriver en grande quantité sur le marché, ils constituent un capital flottant qui ne trouve pas immédiatement son emploi. Les détenteurs de monnaie l'offrent à bon marché, et l'intérêt baisse. Mais la réaction ne tarde pas à se produire. Les emprunteurs accourent ; la monnaie trouve un placement ; la production s'accroît ; et, une fois l'élan donné, la demande suffit à la consommation de tous les métaux précieux que les mines continuent à fournir ; l'ancien niveau est rétabli, et quelquefois même dépassé, parce que l'ardeur de la spéculation a fait augmenter la demande plus rapidement que le travail n'a accru le capital.

[1] *Considérations sur l'état de la circulation monétaire*, p. 24.

Les faits confirment pleinement cette théorie. En France, la Banque avait maintenu pendant 31 ans, de 1820 à 1852, son escompte au taux de 4 pour 100 ; à un seul moment, au 14 janvier 1847, la cherté des grains l'avait forcée à le porter à 5 pour 100 ; mais elle s'était empressée de le réduire, dès que la situation du marché le lui avait permis, et, le 27 décembre de la même année, elle l'avait ramené à 4 pour 100. Le 23 mars 1852, sous la première influence de l'accroissement des métaux, elle rompt avec sa tradition, et abaisse l'intérêt à 3 pour 100, ce qu'elle n'avait jamais fait depuis le jour de sa création. L'illusion de l'argent à bon marché ne fut pas de longue durée. Le 7 octobre 1853, le taux remontait à 4 pour 100, et depuis il n'est pas redescendu plus bas. Il a même monté beaucoup plus haut, sous la triple influence de la guerre, de la cherté des grains et de l'excès de spéculation. Jusque-là, la Banque avait toujours accepté les effets à 90 jours. Voici depuis cette époque quelles ont été les variations de son escompte :

En 1854, —	20 janvier . .	5 pour 100	90 jours.
	12 mai. . . .	4 —	90 —
1855, —	5 octobre. .	5 —	90 —
	19 octobre. .	5 —	75 —
1856, —	31 mars . . .	6 —	90 —
	25 septembre	6 —	90 —
	6 octobre. .	6 —	60 —
	26 décembre.	6 —	75 —

En Angleterre, où le taux de l'escompte n'est pas limité par la loi, comme il l'était alors en France, les variations sont plus nombreuses et non moins significatives. De 1845 à 1847, l'escompte de la Banque avait varié entre 2 1/2 et 8 ; la moyenne avait été de 3 en 1845 et 1846, et ne s'était élevée à 5 1/2 en 1847 que par suite de la cherté des grains. Voici quelles ont été les variations depuis 1848 ;

En 1848, —	27 janvier. . .	4	pour 100
	15 juin	3 1/2	—
	2 novembre .	3	—
1849, —	22 novembre .	2 1/2	—
1850, —	26 décembre .	3	—
1852, —	2 janvier. . .	2 1/2	—
	22 avril. . . .	2	—
1853, —	6 janvier. . .	2 1/2	—
	20 janvier. . .	3	—
	2 juin	3 1/2	—
	1er septembre.	4	—
	15 septembre .	4 1/2	—
	29 septembre .	5	—
1854, —	11 mai.	5 1/2	—
	27 juillet. . . .	5	—
1855, —	5 avril	4 1/2	—
	3 mai.	4	—
	14 juin	3 1/2	—
	6 septembre .	4	—
	13 septembre .	4 1/2	—
	27 septembre .	5	—
	4 octobre. . .	5 1/2	—
	17 octobre. . .	6, 7	—
1856, —	22 mai.	6	—
	29 mai.	5	—
	26 juin	4 1/2	—
	1er octobre . .	5	—
	6 octobre. . .	6, 7	—
	13 novembre. .	7	—

l est impossible de ne pas reconnaître en présence de ces ; que l'accroissement de la quantité d'or n'a sur le taux de térêt aucune influence sérieuse, que la baisse qu'il produit un accident plutôt qu'une loi économique, qu'elle est de -courte durée et qu'elle est souvent suivie d'une réaction ucoup plus importante.

.'abondance des métaux n'est pas étrangère à la crise com-

merciale qui, éclatant d'abord avec tant de force aux États-Unis, a frappé si rudement l'Angleterre et a rejailli jusque sur la France. Nous aurons occasion d'en parler ailleurs.

La question de l'intérêt n'est donc pas liée à celle de la production des métaux. Elle dépend du capital, et n'est elle-même qu'une question secondaire. Sans doute, il est à désirer, en règle générale, que l'argent soit à bon marché dans un pays, parce que la production tout entière s'en ressent, que la vie y est plus facile, et que le commerce peut mieux soutenir la concurrence sur les marchés étrangers. Mais il ne faut pas s'alarmer quand le taux de l'intérêt s'élève un peu. Là encore, comme dans tous les échanges, il y a un rapport dont il faut considérer les deux termes. Parce que l'intérêt s'élève, ce n'est pas à dire pour cela que le capital diminue; c'est peut-être l'autre terme, la demande, autrement dit les entreprises de toute sorte, qui augmente. C'est ce qui arrive quand l'industrie d'un pays est dans une période de développement; c'est ce qui est arrivé en Californie et en Australie, au moment où ces deux contrées naissaient au commerce et à la civilisation. Il n'y a donc pas dans le fait seul d'une élévation du taux de l'intérêt un symptôme dont on doive s'alarmer trop promptement.

§ II. — LE PRIX DU BLÉ.

Les prix des marchandises ont varié; c'est là un fait à peu près incontestable; mais il n'ont pas tous varié dans la même proportion, ni sous l'influence des mêmes causes; quelques-uns même ont diminué, et ce n'est que par une analyse minutieuse des détails que l'on peut démêler et mesurer avec quelque exactitude l'action exercée par l'or.

Prenons d'abord le blé, et prenons-le sur le marché de Paris. Voici, depuis 1847, la série des prix régulateurs convertis en centigrammes d'argent fin.

ANNÉES.	MOIS.	PRIX DE L'HECTOLITRE		ANNÉES.	MOIS.	PRIX DE L'HECTOLITRE	
		En francs.	En centigrammes d'argent fin.			En francs.	En centigrammes d'argent fin.
1847	Janvier . . .	30,47	13,711	1852	Janvier. . .	18,40	8,180
	Avril. . . .	39.04	17.563		Avril	16,12	7,256
	Juillet. . . .	34,04	15,317		Juillet. . . .	19,66	8,847
	Novembre .	20,30	9,135		Novembre .	19,01	8,595
1848	Janvier . . .	19,57	8,805	1853	Janvier. . .	17,50	7,875
	Avril. . . .	15,11	6,799		Avril. . . .	17,71	7,969
	Juillet. . . .	13,68	6,156		Juillet. . . .	22,19	9,985
	Novembre .	20,65	9,292		Novembre .	33,21	14,944
1849	Janvier. . .	15	6,750	1854	Janvier. . .	32,66	14,697
	Avril	16,83	7,573		Avril. . . .	30,33	13,650
	Juillet. . . .	17,93	8,082		Juillet. . . .	30,80	13,860
	Novembre .	14,39	6,475		Novembre .	25,45	11,452
1850	Janvier. . .	14,27	6,421	1855	Janvier. . .	27,61	12,424
	Avril. . . .	14,03	6,313		Avril. . . .	26,49	11,920
	Juillet. . . .	15,33	6,898		Juillet. . . .	29,73	13,378
	Novembre .	19,96	6,982		Novembre .	36,32	16,344
1851	Janvier. . .	12,68	5,306	1856	Janvier. . .	34,10	15,345
	Avril. . . .	13,15	5,917		Avril. . . .	30	13,500
	Juillet. . . .	16,34	7,353		Juillet. . . .	31,20	14,040
	Novembre .	16,18	7,281		Novembre .	36	16,200

Si nous considérons ces chiffres depuis le mois de janvier 1851, nous trouvons presque à chaque trimestre une progression constante dans le prix de l'hectolitre, qui s'élève de 12 fr. 68 c. à 36 fr. 32 c. en 1855, et à 36 fr. à la fin de 1856. Gardons-nous bien d'en conclure que les prix ont en général triplé, et que l'or a perdu les 2/3 de sa valeur. Des causes particulières, que nous connaissons tous, ont produit cette énorme et rapide augmentation. Au commencement de l'année 1851, l'abondance de la dernière récolte avait fait descendre le blé au-dessous du prix rémunérateur; c'était une situation anormale, qui malheureusement n'est pas sans précédent en France, mais qui ne peut jamais durer longtemps. Les prix se sont relevés en 1852 et au commencement de 1853, et ont atteint une moyenne d'environ 82 grammes. A cette époque sont survenues la mauvaise récolte de 1853, bientôt suivie de la récolte médiocre de 1855, et la guerre qui nous a privés des blés de

la mer Noire. La cherté a succédé au bon marché, et le blé s'est élevé à 36 fr. 32 c. L'extrême cherté et l'extrême bon marché ne sont que des accidents, et on ne doit pas les prendre pour règle de la valeur. En Angleterre, où la disette ne s'est pas fait sentir aussi vivement qu'en France, les variations de prix ont été un peu moindres. L'hectolitre y valait en moyenne, avant 1847, 21 fr. 50 c. La disette de 1847 le porta à 29 fr. 75 c. Depuis cette époque il a valu :

En 1848, —	21 50	En 1853, —	22 80
1849, —	18 90	1854, —	22 75
1850, —	17 25	1855, —	31 90
1851, —	16 35	1856, —	28 10
1852, —	17 25		

Il est évident, d'après ces chiffres, qui confirment notre opinion, qu'en Angleterre le prix qu'on peut appeler naturel était, il y a dix ans, de 21 fr. 50 c.; qu'une baisse factice a eu lieu après 1848, et que l'insuffisance des récoltes a produit ensuite, depuis 1854, une hausse anormale. Cependant la persistance même de la cherté est un fait plus sérieux qu'on ne le pense. Il y a longtemps qu'on n'avait accusé la terre d'une aussi longue série de mauvaises récoltes. En 1847, il y avait eu disette, et le prix du blé s'était élevé plus haut qu'il n'a jamais fait depuis 1853; mais dès la récolte suivante, il était retombé à son prix naturel. Cette fois quatre récoltes se sont succédé sans que le blé soit revenu à son ancien cours. Un instant il a paru fléchir après la récolte de 1854, sans descendre toutefois au-dessous de 26 fr. en moyenne; encore cette diminution ne s'est-elle pas fait sentir en Angleterre. Mais le mouvement ascendant a recommencé avec la récolte de 1855, à la fin d'août 1857, le blé valait encore, sur le marché de Paris, 25 fr. l'hectolitre. Pendant quatre ans il n'est pas descendu au-dessous de ce chiffre, et la moyenne générale est supérieure à 30 fr., c'est à dire qu'elle est de 1/3

plus élevée que le prix normal de 1845. La récolte de 1855 n'était pourtant pas une mauvaise récolte ; si celle de 1856 a été mauvaise dans le midi, elle n'a été que médiocre dans le centre, et elle a été bonne dans le nord, la partie de la France la plus riche en céréales. Au milieu de toutes les causes accidentelles de cherté, apparaît donc une cause permanente, l'abaissement de la valeur des métaux. La récolte de 1857 a été une récolte exceptionnelle : on avait rarement vu une aussi belle moisson; celle de 1858 paraît devoir être plus belle encore : après les années de disette viennent les années d'abondance. Ce brusque changement a eu pour effet de produire tout à coup une baisse considérable; le froment est tombé à 18 et à 16 francs, quelquefois même au-dessous, et il est probable que le blé sera encore bon marché à la fin de l'année 1858. Ce n'est pourtant là qu'un fait passager. Les cultivateurs se plaignent, et ce n'est pas sans raison. Les pertes qu'ils éprouvent les engageront à employer à d'autres cultures les terres ensemencées en blé. L'abondance deviendra un peu moindre, et il se produira cette fois ce qui se produit d'ordinaire en pareille circonstance. Quand le trop plein des granges sera écoulé, quand la crainte d'une baisse plus forte ne multipliera plus les vendeurs, le froment reprendra son niveau sur le marché, et les prix s'élèveront de manière à procurer au cultivateur une juste rémunération de son travail, mais en restant toutefois beaucoup au-dessous du prix de disette.

Lorsque se produisit la grande révolution économique du XVIe siècle, l'augmentation des prix suivit une marche à peu près semblable. En 1526 et en 1527, l'hectolitre valait en moyenne, à Paris, 18 grammes d'argent fin. La récolte de 1527 est mauvaise; le blé monte aussitôt à 35 grammes, il atteint même 70 grammes en 1531, et la cherté dure pendant quatre années consécutives, de 1528 à 1532. Viennent ensuite les bonnes récoltes; le blé baisse, mais l'influence des mines d'Amérique s'était fait sentir en même temps que la disette. Le blé

ne retrouve plus son ancien niveau; il ne descend pas une seule fois au-dessous de 22 gr. 20, et la moyenne des dix années suivantes, de 1532 à 1542, est de 32 grammes. Survient une nouvelle disette durant les années 1544, 1545 et 1546; l'hectolitre monte jusqu'à 94 grammes; il redescend ensuite, mais il ne redescend qu'une seule fois au-dessous de 26 grammes, et la moyenne des cinq années suivantes est supérieure à 35 grammes. Après une assez longue fertilité, les disettes reparaissent; d'abord, en 1560, une année médiocre, puis, en 1561 et 1562, des années mauvaises; le blé augmente, la cherté devient en quelque sorte permanente, et ce n'est plus qu'à de rares intervalles qu'une belle récolte abaisse le prix à 34 grammes. Bientôt même, à partir de l'année 1566, où la cherté le porte à 112 grammes, on ne le voit plus une seule fois au-dessous de 41 gr. 50, et il se maintient en général au dessus de 60. Ce qui trente ans auparavant était un prix de disette est devenu le prix normal, et le changement s'est opéré par soubresauts, si l'on peut s'exprimer ainsi, à la suite de chertés subites et accidentelles produites par des disettes, et qui ont à leur tour produit une cherté permanente. Nous assistons à la première phase d'une révolution du même genre. Dans le prix de 30 à 35 francs, auquel s'est vendu le froment durant quatre années, je vois un effet de la guerre, un effet de la disette et un effet de l'or; dans le prix de 16 à 18 francs auquel il se vend en 1858, je vois un effet d'une abondance extraordinaire de la récolte et d'une panique des spéculateurs. La guerre et la disette ont cessé de faire sentir leur influence; quand l'abondance extraordinaire et la panique auront également cessé, et que toutes choses seront rentrées dans leur état normal, l'or continuera à agir, et la valeur de l'hectolitre de blé prendra son niveau entre les deux excès de la hausse et de la baisse, c'est-à-dire entre 35 et 16 francs, mais en se maintenant au-dessus des anciens prix d'un chiffre d'autant plus élevé que la baisse de la monnaie aura été plus grande.

§ III. — LE PRIX DES PRODUITS NATURELS.

Quand le blé est cher, toutes les denrées alimentaires le sont aussi. La hausse est comme une contagion qui se communique rapidement de proche en proche, parce que les consommateurs, contraints de se restreindre sur un article, se rejettent sur les autres ; on mange plus de viande et de légumes quand on mange moins de pain. Mais la hausse des denrées alimentaires reste néanmoins bien au-dessous de la hausse du blé, quand aucune autre cause ne vient se joindre à la mauvaise récolte.

En Angleterre, le rhum, le café, le beurre, le bœuf et le porc, tous articles d'une consommation journalière, ont éprouvé une augmentation moyenne de 25 p. 100 de 1851 à 1857.

En France, les mercuriales des marchés et les cotes de la Bourse donnent, pour les denrées qui sont le produit de notre sol et pour celles que nous importons, les chiffres indiqués au tableau que nous donnons ci-dessous (prix de janvier).

	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.
Farines blanches, 100 kil.	56 f. 55	37 f. 60	28 fr. »	28 f. 65	26 f. 75	57 fr. »	55 fr. »	101 fr. »	83 fr. »	103 fr. »
Foin, les 500 k.	58 63	68 »	41 »	37 »	36 »	36 »	65 »	48 »	43 »	50 »
Pommes de terre de Hollande, l'hect.	14 50	»	12 »	9 50	9 50	11 50	7 »	8 50	15 »	10 »
Œufs, le mille.	» »	»	40 »	38 »	35 »	36 »	30 »	60 »	63 »	64 »
Huile d'olive comm^e^, les 100 kil. . . .	165 »	165 »	165 »	160 »	165 »	165 »	190 »	200 »	190 »	170 »
Vin de Bordeaux, ordinaire, pièce.	60 »	65 »	65 »	55 »	55 »	55 »	95 »	»	145 »	145 »
Eau-de-vie de Montpellier, 32°, l'hect. .	95 »	55 »	40 »	45 »	50 »	50 »	95 »	»	170 »	130 »
Paille de blé. .	34 »	34 »	17 »	19 »	20 »	21 »	23 »	27 »	19 »	29 »
Luzerne	56 »	65 »	»	33 »	37 »	35 »	63 »	42 »	42 »	48 »
Graine de trèfle, les 100 k.	82 »	105 »	100 »	95 »	95 »	95 »	110 »	110 »	110 »	155 »
Sucre indigène 4e ordin., les 100 kil. . . .	122 »	111 »	110 »	131 »	127 »	122 »	116 »	128 »	121 »	»
Café Haïti ordin^re^, le kil.	1 93	1 85	1 80	2 30	2 30	2 20	2 10	2 30	2 35	2 45

La comparaison des prix de 1847 et de 1856, deux années durant lesquelles le blé s'est vendu cher, donne un rapport de 100 à 120, et par conséquent une augmentation moyenne de 20 pour 100. Cette augmentation ne porte pas également sur tous les articles; remarquons déjà que des causes accidentelles et temporaires ont doublé et presque triplé le prix des vins. D'autres causes ont agi sur quelques marchandises, la paille, le foin, la luzerne, la pomme de terre qui ont diminué; ce fait s'explique de lui-même, quand on se rappelle que les pommes de terre avaient manqué complétement en 1846, que la récolte des fourrages et des céréales avait été bien plus mauvaise, et le prix du blé plus élevé de 3 francs en 1847 qu'en 1856; si on ne prend ces mêmes marchandises qu'à dater de 1849 et de 1850, on s'aperçoit qu'il y a dans les prix une progression presque constante.

Si nous trouvons dans les produits naturels qui ne sont pas destinés à l'alimentation une hausse à peu près semblable, il faudra bien reconnaître que la disette n'a pas été l'unique et toute-puissante cause de la cherté, et qu'une demande plus considérable, ou une altération de la mesure des échanges, l'un et l'autre à la fois peut-être, ont fortement agi sur les prix.

Voici quelques prix de matières premières à Londres :

	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.
Coton de Géorgie, le kilog. . .	1 fr. 20	1 fr. 15	1 fr. 20	1 fr. 10	1 fr. 15	1 fr. 35
Bois de charpente (load) . . .	70 »	93 75	100 »	118 75	93 75	106 25
Etain, les 1,000 kilog	2,100 »	2,300 »	2,850 »	3,125 »	2,900 0	3,275 »
Cuir, le kilog	3 40	3 20	3 60	»	»	4 40

Le rapport moyen des prix de 1851 et de 1856 est de 100 à 156, et l'augmentation est de 56 pour 100, c'est-à-dire qu'elle est en Angleterre deux fois plus forte sur les matières premières que sur les denrées alimentaires que nous avons

prises pour exemple. Il est donc évident qu'il y a eu une augmentation très-considérable sur tous les produits naturels en général, indépendamment de l'influence exercée par la disette. Remarquons toutefois que ce chiffre ne peut être donné comme une mesure exacte pour la Grande-Bretagne. Nous n'avons pas tenu compte, dans les denrées alimentaires, du blé dont le prix a triplé, et nous avons omis un grand nombre de matières premières sur lesquelles l'augmentation est moindre. MM. Tooke et Newmarch, opérant sur des données plus complètes dans leur histoire des prix, trouvent que l'élévation est de 40 à 50 pour 100 sur les provisions de bouche, et de 30 à 60 sur les matières premières.

En France, la seule mesure exacte des variations de prix est celle que fournissent les relevés officiels du commerce extérieur. En 1826, on a commencé, dans les comptes rendus du commerce, à exprimer en francs la valeur de toutes les marchandises importées et exportées; on a choisi les prix moyens de l'année, et on les a pris comme des types invariables devant servir à comparer les changements de notre commerce : ces prix s'appellent les *valeurs officielles*. Mais les valeurs officielles avaient, au bout d'un certain nombre d'années, cessé d'être vraies, et ne donnaient plus l'état réel, mais seulement l'état comparatif des importations et des exportations. En 1848, on imagina, pour réunir les deux avantages, de joindre à ces valeurs officielles les *valeurs actuelles*, c'est-à-dire le prix réel auquel s'étaient vendues les marchandises pendant l'année courante. On appliqua ce système d'abord aux comptes de 1847; depuis ce temps, il a été suivi chaque année, et les prix sont discutés et fixés par une Commission nommée par le ministre. C'est donc là, malgré les erreurs inséparables d'un pareil travail, la seule base sûre d'une évaluation comparative des prix dans le passé et d'une estimation de la baisse des métaux.

Nous donnons le tableau des principaux produits naturels à

l'importation et à l'exportation. La première colonne de chaque année contient les valeurs officielles exprimées en millions de francs avec une décimale : ces chiffres, montrant d'année en année l'augmentation de nos affaires avec l'étranger pour chaque article de notre commerce, confirment et complètent dans les détails ce que nous disions en général au chapitre précédent sur les progrès de notre industrie. La seconde colonne contient

DÉSIGNATION des marchandises.	1847.			1848.			1849.			1850.			1851.		
	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.
IMPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits animaux.															
Soies	76.5	67.0	87	38.8	26.2	67	97.3	83.3	85	97.0	94 5	97	97.7	93.2	100
Coton et laine	80.7	67.2	83	80.2	40.5	50	114.7	83.7	72	105.4	104.6	99	103.7	91.7	80
Laines en masse	30.4	30.4	100	13.6	13.6	100	40.0	40.0	100	47.0	47.0	100	34.7	34.7	100
Peaux brutes	25.7	24.0	93	16.1	14.6	90	25.0	24.8	99	27.2	28.5	104	24.0	29.0	121
Bestiaux	6.9	9.0	130	5.2	6.3	121	6.1	7.6	124	5.2	6.2	110	5.1	6.2	121
Poils pour filature et chapellerie	6.1	3.5	57	3.8	0.7	18	6.7	1.4	20	11.9	2.0	16	10.9	2.0	18
Chevaux	7.7	10.8	137	5.5	7.7	140	5.3	1.7	145	6.1	8.9	145	4.6	7.2	156
Suif brut et saindoux	4.8	9.4	195	2.9	4.3	148	3.3	5.1	154	4.0	5.6	140	0.9	1.3	166
Poissons de mer	6.5	6.5	100	8.1	12.3	158	7.3	11.6	158	7.6	15.0	19	7.8	7.8	100
Pelleteries	2.6	2.6	100	0.9	0.5	55	2.3	2.7	117	2.2	2.7	122	1.1	1.2	109
Cochenille	3.0	1.5	50	2.9	1.2	41	5.5	2.2	40	4.9	1.6	32	5.0	1.5	30
Produits végétaux.															
Sucre des colonies franç^{ses}	55.2	58.3	105	30.6	23.5	76	41.4	43.8	105	32.6	37.1	113	30.7	33.8	110
Graines oléagineuses	34.8	19.9	57	29.6	11.3	44	26.6	14.2	53	24.6	12.3	50	25.8	14.3	55
Sucre étranger	4.9	5.6	114	5.2	4.6	88	9.7	10.4	107	12.6	12.6	100	12.3	12.4	100
Café	15.0	16.1	107	13.2	12.3	93	16.0	19.7	123	13.6	19.0	130	16.3	21.0	120
Indigo	20.6	13.3	64	17.0	11.8	69	24.0	15.5	64	19.6	12.7	64	16.5	13.7	83
Lin	13.9	17.4	125	8.6	7.8	90	17.8	17.8	100	17.9	17.9	100	19.3	24.1	124
Chanvre	3.5	4.4	125	1.7	1.9	112	2.2	2.7	122	2.0	2.4	120	1.6	1.9	119
Huile d'olives	23.4	38.0	118	16.7	21.9	131	25.1	33.5	137	21.6	30.3	140	22.7	22.8	100
Riz	10.4	10.4	100	5.7	5.8	101	6.7	6.1	91	6.2	5.7	91	6.5	5.3	81
Cacao	2.1	2.7	128	1.4	1.9	135	1.9	2.7	142	1.9	1.9	100	2.0	2.0	100
Thé	0.8	0.8	100	0.6	0.4	66	2.0	2.0	100	0.6	0.4	66	0.8	0.6	75
Produits minéraux.															
Houille crue	32.6	32.6	100	27.0	39 6	146	31.0	45.4	136	36.3	53.2	146	37.0	54.3	154
Cuivre	16.6	18.2	109	9.7	12.1	124	15.2	17.5	115	17.1	9.1	111	13.8	16.5	119
Fonte brute	14.4	13.4	89	6.8	8.2	120	4.2	5.0	119	4.9	5.9	120	4.9	5.6	114
Plomb	9.1	9.1	100	6.3	6.1	96	7.6	7.6	100	9.0	9.0	100	10.1	9.7	96
Zinc	5.8	6.5	112	2.0	2.0	100	5.1	5.1	100	5.1	5.1	100	5.6	5.6	100
Etain brut	3.1	3.1	100	2.9	2.5	130	5.6	5.7	101	4.4	4.5	102	3.6	3.8	105
EXPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits animaux.															
OEufs	4.2	4.2	100	4.9	4.9	100	5.5	5.5	100	6.0	6.0	100	6.7	7.1	105
Beurre	3.3	3.5	106	2.8	2.9	103	3.3	3.4	103	3.0	3.1	103	3.5	3.6	102
Viandes salées	1.9	3.8	200	1.3	1.7	130	1.9	2.5	193	2.5	3.2	128	2.5	2.9	116
Produits végétaux.															
Vins	55.4	47.0	84	54.5	43.1	78	66.7	53.8	80	70.0	61.8	88	79.6	81.4	102
Sucre raffiné	15.5	11.0	70	7.2	4.8	66	10.9	7.2	62	17.3	11.5	66	17.1	10.0	58
Eau-de-vie et esprit	16.7	16.7	100	20.7	24.1	111	27.9	43.8	157	22.6	38.4	169	29.7	47.4	159
Bois communs	5.7	5.7	100	3.5	2.9	82	4.9	4.0	81	5.6	4 7	83	6.2	5.2	83
Fruits de table	5.0	4.7	94	6.0	4.8	80	4.7	3.8	80	6.8	5.0	73	9.6	8.3	86

les valeurs actuelles. La troisième donne le rapport des chiffres de la première colonne avec ceux de la seconde. La valeur officielle ou valeur en 1826 étant représentée par le nombre invariable 100, la valeur actuelle est comparativement égale au nombre de cette troisième colonne : ainsi, par exemple, la quantité de soie qui valait 100 francs en 1826, en valait 67 en 1848, 100 en 1851, 138 en 1856.

DÉSIGNATION des marchandises.	1852.			1853.			1854.			1855.			1856.		
	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.
IMPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits animaux.															
Soies	133·7	146.4	107	133.1	155.3	116	129.7	133.2	102	153.2	176.2	115	178.5	247.6	138
Coton et laine	127.5	106.6	83	133 3	125.3	93	127.2	110.3	86	135.1	121.1	89	149.6	146.6	98
Laines en masse	64.6	64.6	100	48.0	48.0	100	48.6	48.9	100	68.9	68.9	100	77.8	128.7	165
Peaux brutes	26.6	31.1	117	26.6	38 5	143	28.6	39.6	138	34.3	49.4	143	32.4	65.8	203
Bestiaux	5.6	6 6	138	10.1	16.1	157	20.7	39 2	180	26.1	57.9	221	24.0	56.0	233
Poils pour filature et chapellerie	9.3	2.4	25	12.1	2.8	23	14.8	4.2	25	20.9	4.1	19	27.4	6.8	24
Chevaux	5.4	9.3	172	7.1	14.0	197	1.5	15.2	202	8.7	18.5	212	6.7	14.5	216
Suif brut et saindoux	0.6	0.8	133	0.8	1.7	212	1.0	2.4	240	6.4	15.5	242	5.3	12.4	233
Poissons de mer	7.3	10.7	140	6.6	11.0	100	6.2	14.6	235	5.3	11.4	225	6.5	14.0	210
Pelleteries	»	»	»	3.5	4.2	120	4.5	4.7	104	5.3	4.0	75	6.1	8.3	136
Cochenille	6.1	1.9	31	6.9	2.7	39	5.7	1.9	33	5.6	1.9	33	8.6	3.0	34
Produits végétaux.															
Sucre des colonies françses	41.2	45.4	110	42.4	46.1	108	52.9	52.4	99	59.5	62.8	105	60.8	77.6	127
Graines oléagineuses	24.4	13.0	53	37.9	18.9	49	38.5	20.4	52	42.8	24.1	56	52.5	29.7	56
Sucre étranger	14.4	15.1	104	14.2	16.2	114	17.2	22.5	130	27.0	37.1	138	4.9	29.3	144
Café	18.7	24.2	129	17.5	25.2	136	19.0	28.3	148	23.3	34.3	147	20.2	32.5	160
Indigo	26.5	22.3	81	19.9	16.8	84	21.3	17.0	70	29.9	19.1	63	20.5	16.5	79
Lin	26.6	33.3	125	22.2	30.0	135	15.0	21.8	145	20.4	30.7	140	19.3	26.1	135
Chanvre	2.0	2.6	130	2.5	3.7	148	1.6	2.6	162	1.5	2.2	146	4.1	6.3	153
Huile d'olives	15.2	21.3	140	12.7	17.8	140	11.9	19.9	167	19.6	29.9	157	15.3	24.8	162
Riz	7.4	8.3	112	13.2	16.6	125	18.6	26.0	130	13.2	17.7	134	27.5	34.7	129
Cacao	2.4	2.4	100	2.8	3.8	135	3.3	3.5	106	4.0	6.7	167	3.7	7.1	191
Thé	1.3	1.0	76	0.9	0.6	66	1.1	0.7	63	1.1	0.7	63	1.2	1.5	125
Produits minéraux.															
Houille crue	38.4	52.0	130	42.3	59.2	139	46.9	66.5	141	37.3	39.3	239	58.7	85.0	124
Cuivre	19.2	23.4	122	17.7	26.6	127	18.8	30.3	161	25.9	41.8	161	20.2	36.5	180
Fonte brute	6.2	7.0	112	11.1	14.7	132	12.5	14.2	113	17.7	20.1	113	19.1	22.9	125
Plomb	8.8	9.0	102	9.1	10.5	115	8.5	10.2	120	14.5	17.6	121	14.4	18.7	129
Zinc	6.9	8.6	124	10.2	14.1	138	6.6	10.0	150	10.3	15.9	154	7.7	12.4	161
Etain brut	4.8	5.6	116	4.9	7.4	151	4.7	7.1	151	4.8	7.7	160	5.0	8.8	176
EXPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits animaux.															
OEufs	6.3	6.7	101	6.8	7.7	113	6.4	7.8	121	6.1	8.8	144	7.2	11.3	156
Beurre	3.6	3.8	105	5.7	6.2	108	7.0	8.6	122	9.3	9.2	94	7.4	13.2	173
Viandes salées	3.8	4.4	115	5.3	6.8	128	2.6	3.4	130	2.7	3.7	137	2.4	4.6	191
Produits végétaux.															
Vins	128.7	119.8	89	76.2	143.9	118	60.1	190.8	313	54.9	167.9	305	59.4	120.5	243
Sucre raffiné	18.3	11.3	61	21.7	13.4	61	29.9	17.9	59	38.7	25.8	66	42.9	35.8	83
Eau-de-vie et esprit	27.7	60.5	215	23.3	85.3	366	14.1	48.1	340	12.8	41.3	322	16.6	63.0	377
Bois communs	7.0	6.3	90	7.7	7.2	93	8.1	8.2	93	8.7	8.9	102	10.3	9.9	96
Fruits de table	10.5	11.3	107	6.5	7.8	120	7.7	8.2	105	7.9	10.1	129	9.2	11.6	126

Si nous prenons la moyenne du rapport des valeurs officielles et des valeurs actuelles pour toutes les marchandises données dans le tableau précédent, nous avons 102,89 à l'importation et 106,75 à l'exportation, en 1847, et 103,77 pour l'importation et l'exportation réunies; c'est-à-dire qu'en 1847 le prix moyen de toutes les marchandises consignées dans le tableau était de 3,77 pour 100 plus élevé qu'en 1826 : augmentation que la cherté du blé explique suffisamment, et qui n'a pourtant pas porté sur tous les produits naturels, comme nous le verrons bientôt. Le rapport était, pour l'importation et l'exportation réunies, de 99, 61 en 1848, de 104,86 en 1852, et de 150,05 en 1856. En comparant les prix extrêmes, ceux de 1847 et ceux de 1856, nous trouvons à dix ans de distance un rapport de 144,59, et une augmentation moyenne de 44,59 pour 100 sur les produits naturels, bien que durant l'année 1847 le pain ait été plus cher qu'en 1856.

Ce chiffre de 44,59 pour 100 nous prouve que l'augmentation a été grande; mais il ne donne pas encore la mesure définitive. Pour la trouver, il faut opérer sur la base la plus large, et prendre, non pas les principales marchandises, mais toutes les marchandises importées et exportées. Or, en conservant le nombre 100 pour représenter la valeur officielle, la valeur actuelle des objets de consommation naturels, à l'importation, et des produits naturels, à l'exportation, était

En 1847,	— de	97.5	En 1852,	— de	104
1848,	—	88	1853,	—	125
1849,	—	95	1854,	—	148.5
1850,	—	97.5	1855,	—	148.5
1851,	—	95	1856,	—	163

Ainsi, depuis 1826, il y avait eu une baisse légère de 2 1/2 pour 100; cette baisse augmente tout à coup dans une assez forte proportion avec la bonne récolte de 1847 et la révolution de 1848, et les valeurs ne remontent à leur ancien niveau qu'en

1850 et en 1851 ; elles le dépassent en 1852, bien que la récolte soit abondante et le blé à bon marché : la hausse précède la disette; mais la disette l'exagère; et, en cinq ans, les prix s'élèvent de 104 à 163, c'est-à-dire de 56.73 pour 100; de 1847 à 1857, l'augmentation est encore plus forte ; elle atteint 67.19 pour 100.

Nous pouvons donc dire que depuis dix ans le prix des produits naturels a augmenté de 67.19 pour 100.

Cette augmentation ne porte pas également sur toute espèce de produits naturels. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur le tableau. Quelles sont les marchandises qui ont le plus renchéri? Ce sont les substances alimentaires. Depuis 1847, les œufs ont augmenté de 56 pour 100, le beurre de 68 pour 100, le poisson de mer de 110, le cacao de 49, les bestiaux de 79, les vins et les eaux-de-vie de 189 et de 277 pour 100 [1] : l'énorme augmentation de ces deux derniers articles a beaucoup influé sur les conditions d'existence de certaines personnes; mais, comme celle du blé, qui, de janvier 1851 à la fin de 1856, a augmenté de 200 pour 100, elle tient en grande partie à des causes accidentelles, indépendantes de la baisse des métaux, et dont quelques bonnes années détruiront les effets.

Les matières premières et certaines denrées importées ont augmenté dans une moins forte proportion. Depuis 1847, les cotons, en général, se sont élevés seulement de 18 pour 100, les pelleteries de 36 pour 100, l'indigo de 23 pour 100, le thé de 25 pour 100, les bois communs de 17 pour 100 ; la cochenille a même diminué. Je ne parle pas de la soie, dont l'augmentation de 58 pour 100 est due, comme celle du blé et du vin, à une cause accidentelle, et, il faut l'espérer, passagère. L'augmentation sur les houilles n'était en 1856 que de 24 pour

[1] Le rapport donné dans le tableau à la colonne de l'année 1856 est le rapport des prix de 1826 à 1856; ici nous donnons le rapport de 1847 à 1856; c'est pourquoi les nombres ne sont pas les mêmes.

100; elle avait été l'année précédente de 139 pour 100. C'est que les produits des mines se sont plus ressentis de la hausse que les produits coloniaux : 65 pour 100 sur le cuivre, 40 pour 100 sur la fonte brute, 29 pour 100 sur le plomb, 43 pour 100 sur le zinc, 76 pour 100 sur l'étain brut.

Sur quelques produits animaux, la hausse a été énorme : 118 pour 100 sur les peaux brutes, 59 pour 100 sur les chevaux, 65 pour 100 sur les laines ; les suifs n'ont augmenté que de 19 pour 100 sur 1847, mais l'augmentation sur 1826 est de 133 pour 100.

Reportons-nous aux phénomènes économiques que nous avons signalés en Australie [1], et nous aurons l'explication de ces différences. En Australie, les produits de la terre que l'homme ne peut multiplier qu'avec l'aide du temps sont ceux qui ont le plus renchéri ; le beurre, le bœuf, le froment et le pain étaient montés à des prix fabuleux. Les produits qu'il était le plus facile de se procurer par le commerce ou par l'industrie sont ceux dont le prix a été le moins élevé ou a le plus tôt baissé. Le thé et le café que la Chine et l'Amérique apportaient en grande quantité dans le port de Melbourne n'ont jamais augmenté de plus de 60 et 10 pour 100 ; le café s'est même vendu en baisse au milieu de l'excessive cherté de toutes choses.

Il en a été à peu près de même en France. L'or, le crédit et la paix intérieure avaient développé l'activité industrielle et jeté sur le marché une masse considérable de produits manufacturés. La production agricole n'a pas pu marcher d'un pas aussi rapide ; la demande était grande et la concurrence des acheteurs a fait élever les prix. Les substances alimentaires ont augmenté plus que la plupart des autres produits naturels, parce qu'aux besoins plus grands de la consommation se joignait la disette. Parmi les matières premières, les

[1] Livre I, chap. II, p. 62 et suiv.

roduits animaux sont ceux qui ont le plus ressenti la révoltion, parce que, comme nous l'avons déjà dit, le travail de homme ne peut pas les créer d'un jour à l'autre; puis vienent les minéraux, qui sont presque à cet égard dans la ıême condition que les produits agricoles; enfin le moindre enchérissement a porté en général sur les objets que le comıerce peut multiplier rapidement, dès que la hausse lui proıet des bénéfices.

Ces différences tiennent de la nature même des choses; elles eront donc jusqu'à un certain point permanentes, c'est-à-dire ue, par suite du progrès général de la consommation, s'étalira un rapport nouveau entre les denrées alimentaires, les ıatières premières et les produits manufacturés, et que les enrées alimentaires resteront proportionnellement les plus hères et les produits manufacturés les moins chers. Cependant il ne faut pas douter que la révolution industrielle et ıonétaire que nous traversons ne les ait exagérées. Sans doute ancien équilibre est rompu et ne se rétablira pas; mais le emps, en portant les bras et les capitaux dans les branches le travail les plus productives, amènera un ordre de choses lans lequel il y aura une différence, mais une différence noins grande qu'aujourd'hui, entre les diverses espèces de roduits naturels, et surtout entre les produits naturels en énéral et les produits manufacturés.

§ IV. — LE PRIX DES PRODUITS MANUFACTURÉS.

Pour nous rendre tout d'abord un compte exact des variaions dans le prix des principaux produits manufacturés, dresons, comme nous l'avons fait pour les produits naturels, le ıbleau des importations et des exportations, et prenons le rapıort des valeurs actuelles avec les valeurs officielles que nous upposons toujours représentées par 100.

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	1847.			1848.			1849.			1850.			1851.		
	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.
IMPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits manufacturés :															
Tissus de lin ou de chanvre. .	13.8	12.1	87	6.4	4.9	76	10.6	8.2	77	12.8	10.4	81	11.2	8.7	77
Tissus de soie. .	4.7	4.2	89	2.4	2.3	96	3.9	4.0	102	4.2	4.6	109	4.9	5.7	116
Horlogerie. . .	6.7	5.0	74	2.7	2.0	74	3.9	3.0	76	5.2	4.0	76	5.2	4.4	84
Chapeaux de paille, etc . .	4.2	2.1	50	3.0	1.6	59	3.0	1.6	53	3.4	1.8	52	2.6	1.4	53
Fil de coton . .	0.6	0.6	100	0.2	0.2	100	0.5	0.5	100	0.6	0.7	116	6.5	0.6	120
Armes.	0.5	0.6	120	0.4	0.6	150	0.7	0.8	114	0.8	1.0	125	0.6	0.8	133
EXPORTATIONS (Commerce spécial).															
Tissus de soie et de fleurs. . .	165.5	149.0	90	139.2	139.3	100	180.9	192.8	107	208.4	246.5	118	204.3	239.6	117
Tissus de coton.	154.9	53.0	34	131.5	44.5	38	147.0	59.1	39	139.5	61.4	40	165.3	65.3	39
id. de laine .	100.5	69.7	69	110.4	66.8	60	130.4	116.9	89	126.3	116.7	92	132.2	114.7	86
Tabletterie, mercerie, etc. . .	30.8	30.8	100	24.7	24.7	100	35.3	45.2	128	42.1	55.6	132	41.8	59.2	146
Peaux ouvrées. .	28.0	34.8	124	24.6	30.9	125	30.4	40.2	132	39.9	43.0	107	37.4	51.0	136
Tissus de lin ou de chanvre. .	26.1	20.8	79	20.1	14.8	74	24.2	21.1	90	27.0	20.4	75	28.6	18.4	64
Poteries, verreries, etc . . .	21.9	15.1	68	16.1	8.7	54	23.3	12.9	55	29.6	15.6	52	32.9	17.7	50
Papiers	22.3	19.6	86	16.0	13.6	85	20.5	17.6	86	25.0	21.3	85	26.3	25.1	99
Couleurs . . .	6.2	4.0	64	3.6	2.3	63	6.5	3.4	52	11.0	4.6	41	10.7	4.7	43
Parfumerie. . .	8.9	8.9	100	6.4	6.4	100	8.1	8.8	108	10.8	10.8	100	12.4	12.4	100
Orfévrerie et bijouterie . . .	5.0	5.0	100	4.3	4.4	102	5.7	4.8	102	6.2	6.3	101	5.8	5.9	101
Modes et fleurs .	5.0	5.0	100	3.7	3.7	100	4.7	4.7	100	6.5	6.5	100	6.7	6.7	100
Savons	2.4	2.4	100	3.1	3.1	100	2.8	3.0	107	3.3	3.6	109	3.8	3.8	100
Machines . . .	6.6	6.6	100	3.3	3.3	100	3.5	3.5	100	4.3	4.3	100	4.8	4.8	100
Horlogerie . . .	2.9	2.9	100	2.0	2.5	125	2.3	3.4	147	3.0	4.3	143	2.7	4.5	166
Coutellerie. . .	1.2	1.2	100	0.8	0.7	87	1.1	1.3	118	1.6	1.3	81	1.6	1.3	81

Remarquons tout d'abord que, de 1826 à 1847, il y a eu une baisse presque générale ; sur vingt-deux articles, deux seulement, les peaux ouvrées et les armes ont augmenté de prix ; neuf sont restés au même taux ; onze ont baissé dans une proportion qui varie de 10 à 66 pour 100. La baisse moyenne de l'importation et de l'exportation réunies est de 26.5 pour 100.

En 1848, il y a eu une baisse nouvelle, et très-forte ; mais c'était une baisse accidentelle due à la stagnation des affaires ; les produits manufacturés sont tombés à 38 pour 100 au dessous des prix de 1826.

De 1849 à 1850, les affaires sont languissantes ; le com-

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	1852.			1853.			1854.			1855.			1856.		
	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.	v. of.	v. a.	rap.
IMPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits manufacturés :															
Tissus de lin ou de chanvre. .	15.1	11.3	74	13.8	10.9	82	10.1	7.8	77	10.0	7.7	77	11.7	9.5	81
Tissus de soie. .	9.8	12.6	128	7.7	9.3	120	7.8	9.6	123	9.4	11.8	125	8.7	11.3	129
Horlogerie. .. .	8.5	6,8	80	6.8	5.5	88	7.6	6.0	78	9.1	7.3	80	7.7	6.3	81
Chapeaux de paille, etc . .	2.8	1.7	60	5.8	3.2	55	2.2	1.0	45	3.1	1.0	32	3.4	1.1	32
Fil de Coton . .	1.1	1.4	127	1.3	1.4	108	0.7	0.7	100	0.9	0.9	100	0.9	0.9	100
Armes	0.1	0.9	128	0.9	0.7	128	0.6	1.1	183	0.8	0.7	87	0.7	0.7	100
EXPORTATIONS (Commerce spécial).															
Tissus de soie et de fleurs. . .	226.7	279.7	1°3	288.4	376.3	130	257.9	311.3	120	307.0	358.3	116	337.7	453.9	134
Tissus de coton.	150.1	65.2	43	164.3	71.9	43	154.6	59.4	38	196.0	74.1	38	186.4	72.1	38
id. de laine .	128.7	119.8	93	145.8	138.7	95	153.2	132.8	86	171.1	159.7	93	193.9	184.8	95
Tabletterie, mercerie, etc. . .	38.1	55.7	146	46.9	73.3	156	46.0	72.3	157	57.1	87.0	152	69.2	98.6	142
Peaux ouvrées. .	37.4	49.6	132	45.1	61.8	137	41.8	53.7	128	45.2	51.5	113	55.1	70.3	127
Tissus de lin ou de chanvre. .	30.5	20,2	66	34.7	21.4	61	31.2	15.8	50	42.2	10.0	45	37.1	17.0	45
Poteries, verreries, etc. . .	32.5	18.0	55	38.5	20.6	53	33.8	20.0	50	36.8	25.4	69	44.9	30.2	67
Papiers. . . .	28.3	26.7	94	33.2	31.8	95	31.1	29.9	96	32,7	31.0	94	38.4	36.4	94
Couleurs . . .	13.2	4.9	37	13.9	6.7	48	9.9	5.6	56	13.9	8.9	63	22.1	4.9	22
Parfumerie. . .	13.1	13.1	100	13.8	11 8	85	12.0	10.3	85	12.8	10.9	85	16.7	11.9	71
Orfévrerie et bijouterie . . .	7.6	7.6	100	7.9	8.8	101	11.5	11.5	100	12.2	12.4	101	12.5	12.6	100
Modes et fleurs .	5.9	5.9	100	7.8	7.8	100	8.8	8.8	100	9.1	9.1	100	12.6	12.6	100
Savons	3.9	3.9	100	3.6	3.9	108	3.9	5.2	133	4.4	6.0	136	4.6	6.7	147
Machines . . .	2.9	2.9	100	3.2	3.2	100	3.1	3.1	100	3.9	3.9	100	4.4	4.4	100
Horlogerie. . .	2.5	3.6	144	3.2	4.9	153	2.9	4.4	151	3.1	4.6	148	3.9	6.2	161
Coutellerie. . .	1.6	1.5	93	1.6	1.5	93	2.0	1.8	90	2.6	2.3	92	3.1	3.2	103

merce est encore sous l'influence de la crise de 1848; cependant les prix des marchandises commencent à remonter, mais avec lenteur et mollesse.

En 1852, les affaires ont repris leur cours : les prix se sont relevés, et la baisse n'est plus que de 18 pour 100.

Enfin, en 1856, la baisse est de 20.4 pour 100. Il y aurait donc eu à ce compte une hausse assez prononcée, si l'on compare les deux années extrêmes 1847 et 1856, et une baisse légère, si l'on ne considère que les années 1852 et 1856. Mais ce ne sont là que les résultats des principales marchandises, et nous verrons que l'ensemble du commerce extérieur modifie sensiblement cette conclusion.

Cherchons en ce moment quels sont les articles qui ont été le plus affectés par la hausse ou par la baisse.

Sur les vingt-deux articles, il y en a, en 1856, sept qui sont en hausse relativement aux prix de 1826 : ce sont les tissus de soie et de fleuret, la tabletterie, mercerie, etc., les peaux ouvrées, les savons, l'horlogerie et la coutellerie. La raison nous en est connue : c'est, pour les cinq premiers du moins, le renchérissement de la matière première.

Dix sont en baisse, et pour quelques-uns, tels que les tissus de lin ou de chanvre, les tissus de coton, les chapeaux de paille et les couleurs, la baisse n'est pas moindre de 55, de 62, de 68 et de 78 pour 100. La raison en est facile à deviner, et nous l'avons déjà signalée : c'est le progrès de l'industrie et de la science qui a permis au fabricant de lutter avec avantage contre la nature, et de donner à meilleur marché ses produits, même lorsque la matière première lui coûtait plus cher.

Comparativement à l'année 1847, l'augmentation porte sur onze articles, entre autres, le papier, les tissus de laine et les tissus de coton qui ont renchéri, sans atteindre aux prix de 1826; la diminution porte sur sept articles, et elle est due toujours au perfectionnement des machines et aux progrès constants de notre industrie.

Pour trouver la mesure exacte des variations dans le prix moyen de tous les produits manufacturés, il faut prendre, comme pour les produits naturels, l'ensemble des quantités importées et exportées. Nous donnons ici, année par année, ces quantités telles qu'elles sont distribuées dans les tableaux officiels du commerce extérieur. Nous y joignons le rapport des valeurs officielles avec les valeurs actuelles pour chaque classe d'articles, et la moyenne générale de ce rapport 1° pour les produits naturels, 2° pour les produits manufacturés, 3° pour tous les produits naturels et manufacturés réunis.

	1847.			1848.			1849.			1850.			1851.		
	v. of.	v. ac.	rapp.	v. off.	v. ac.	rapp.	v. of.	v. ac.	rapp.	v. off.	v. ac.	rapp.	v. off.	v. ac.	rapp.
IMPORTATIONS (Commerce spécial).															
Matières nécessaires à l'industrie.	547.5	542.5	90	374.1	239.7	88	596.1	554.7	92	601.9	618.5	102	595.9	595.0	99
Objets de consommation naturels.	379.1	364.4	96	158.5	123.6	77	150.6	140.6	93	136.5	131.4	96	144.3	128.9	89
Objets de consommation fabriqués	49.3	49.0	99	24.0	21.6	90	33.1	28.8	87	262.9	219.3	92	41.1	41.2	100
EXPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits nalurels	191.7	191.0	99	236.3	234.4	99	297.5	291.5	97	324.5	321.9	99	386.4	390.9	101
Produits manufacturés	699.4	528.3	75	597.4	455.6	76	734.7	646.4	87	799.1	746.2	93	852.1	767.2	90
Moyenne générale 1° des produits naturels.	»	»	97.5	»	»	88	»	»	95	»	»	97.5	»	»	95
Moyenne générale 2° des produits manufacturés.	»	»	87.0	»	»	83	»	»	87	»	»	92.5	»	»	95
Moyenne générale 3° de tous les prod. et march.	»	»	91.8	»	»	86	»	»	91.2	»	»	96.4	»	»	95.8
	1852.			1853.			1854.			1855.			1856.		
IMPORTATIONS (Commerce spécial).															
Matières nécessaires à l'industrie.	765.4	777.1	101	749.3	831.3	111	790.7	791.0	103	925.4	1032.1	111	964.0	1202.6	124
Objets de consommation naturels.	169.3	160.7	94	292.2	301.0	103	346.6	449.5	129	358.7	486.1	135	474.7	703.0	148
Objets de consommation fabriqués	51.3	51.6	100	62.0	63.3	102	50.6	51.1	100	81.8	75.6	72	82.2	84.2	102
EXPORTATIONS (Commerce spécial).															
Produits naturels.	361.4	417.2	114	347.4	509.4	147	280.3	479.3	168	287.0	477.8	162	838.0	604.8	178
Produits manufacturés.	871.9	839.7	96	1018.5	1032.5	101	980.8	934.4	95	1154.7	1080.1	93	1288.9	1288.2	98
Moyenne générale 1° des produits naturels.	»	»	104	»	»	125	»	»	148.5	»	»	148.5	»	»	163
Moyenne générale 2° des produits manufacturés.	»	»	98	»	»	101.5	»	»	97.5	»	»	92.5	»	»	100
Moyenne générale 3° de tous les prod. et march.	»	»	101	»	»	112.8	»	»	119	»	»	118.6	»	»	130

Ainsi, comparativement à l'année 1826, la baisse des prouits manufacturés était de 13 pour 100 en 1847, de 17 pour 00 en 1848, de 13 pour 100 en 1849, de 7.5 pour 100 en 850, de 5 pour 100 en 1851, et de 2 pour 100 en 1852.

L'année 1853 accuse une hausse de 1.5 pour 100. C'est qu'à cette époque l'affluence de l'or, s'ajoutant tout à coup à la quantité des métaux précieux, déplaçait le rapport au détriment de l'industrie : M (métaux) augmentait beaucoup plus rapidement que T (travail). Mais l'industrie triomphe l'année suivante, et il y a sur le prix de 1826 une baisse de 2.5 pour 100 ; en 1855, cette baisse est de 7.5, comme en 1850. Cependant les métaux l'emportent à leur tour ; et, sans que la production industrielle ait été sensiblement ralentie, la proportion change, et la valeur des marchandises augmente ; elle se trouve au pair avec la valeur en 1826, et en hausse de 14.94 pour 100 sur la valeur en 1847.

Nous pouvons donc dire que depuis dix ans le prix des produits manufacturés a augmenté de 14.94 pour 100.

Déjà, nous avons trouvé que le prix des produits naturels avait augmenté de 67.19 pour 100.

Si nous voulons avoir le rapport de l'argent avec la production en général, il faut joindre les produits naturels, les produits manufacturés et les matières premières.

Nous trouvons ainsi :

En 1847,	—	91.8.	baisse de	8.2	pour 100 sur	1826
1848,	—	96. .	baisse de	7	—	1847
1849,	—	91.2.	hausse de	6	—	1848
1850,	—	96.4.	hausse de	5	—	1849
1851,	—	95.8.	baisse de	1	—	1850
1852,	—	101. .	hausse de	5	—	1851
1853,	—	112.8.	hausse de	11	—	1852
1854,	—	119. .	hausse de	5	—	1853
1855,	—	118.6.	baisse de	1	—	1854
1856,	—	130. .	hausse de	9	—	1855

La hausse de 1856 sur 1847 est de 41.61 pour 100, c'est-à-dire que 141 fr. 61 c. ne pouvaient pas, en moyenne, acheter plus de marchandises en 1856 que n'en achetaient 100 francs en 1847. L'argent en France avait donc perdu, en 1856, 29

pour 100, ou environ les 2/7 de sa valeur, dépréciation énorme dans un si court espace de temps, et à laquelle on aurait peine à croire, si elle n'était démontrée par des chiffres incontestables. Nous ne sommes pourtant qu'au début d'une révolution dont nous ne voyons pas encore le terme, et nous ne devons pas oublier, quelque inouïs que nous paraissent de tels changements, qu'au XVIe siècle la hausse des marchandises a été, en cent vingt ans, de 1200 pour 100, et que les métaux précieux ont perdu les 11/12 de leur valeur. Nous ne sommes pas dans une pareille situation, et il est certain que l'activité industrielle et l'extension du commerce arrêteront la baisse bien en deçà d'une pareille limite.

Il y a, toutefois, une remarque importante à faire sur ce chiffre de 29 p. 100. Il est évident que, de quelque monnaie qu'on se serve, il fallait en 1856, en France, à peu près sept pièces de 1 franc ou l'équivalent de sept pièces là où cinq pièces suffisaient il y a dix ans. Mais il faut démêler dans ce renchérissement général la multiplicité des causes, voir ce qui est permanent et ce qui est passager, et ne pas attribuer uniquement à l'or un changement dont il n'est pas seul coupable. S'il y a eu cherté, c'est que depuis quelques années la disette du blé a fait monter le prix de toutes les substances alimentaires au delà de la proportion naturelle; c'est que nous avons soutenu au loin une guerre coûteuse, pour laquelle le gouvernement a dû faire d'immenses approvisionnements et produire la hausse par une demande considérable de produits; c'est enfin que l'industrie française, comme nous l'avons dit, a fait depuis quelques années de rapides progrès, et qu'en appelant un nombre de consommateurs plus grand qu'autrefois à prendre une part des jouissances de la vie, elle a créé parmi les acheteurs une concurrence qui devait infailliblement produire la hausse : singulier effet des progrès de l'industrie, qui provoquent à la fois la baisse en créant plus de produits, et la hausse en créant plus de con-

sommateurs. La disette, la guerre, le développement de l'industrie amenant une augmentation dans le nombre des consommateurs : trois causes qui ont contribué, avec l'avilissement de l'or, à la cherté. De ces trois causes, deux sont passagères : la guerre a cessé depuis le traité du 30 mars 1856, et la disette depuis la récolte de 1857. Mais la troisième est permanente, et contribuera avec l'or à élever d'une manière définitive les prix de toutes choses. Quelle sera cette élévation, abstraction faite des causes passagères? Nous avons pu fixer d'une manière certaine les chiffres de 67.19 pour les produits naturels, de 14.94 pour les produits manufacturés, et de 41.61 pour les marchandises en général, parce que, pour arriver à ces résultats, nous n'avions qu'à constater les prix réels du marché. Au delà, nous n'avançons plus qu'à travers des hypothèses. Cependant, il est un fait certain, c'est que les causes passagères ont dû, par leur nature même, agir beaucoup plus fortement sur les produits naturels que sur les produits manufacturés, et que 67.19 et 14.94 ne marquent pas le rapport véritable des deux ordres de produits dans les temps ordinaires.

On reste dans les limites les plus probables de la vérité en disant que la guerre et la disette ont augmenté le prix des produits naturels de 20 pour 100 en moyenne, et celui des produits manufacturés de 2 pour 100; que la spéculation, qui a porté si haut tous les prix, a dépassé la baisse des métaux, et l'a exagérée d'une manière factice d'environ 5 pour 100; que par conséquent il reste une hausse permanente

De 42.19 pour 100 sur les produits naturels;
De 7.94 pour 100 sur les produits manufacturés;
D'environ 25 pour 100, en moyenne, sur toutes les marchandises en général.

Sur cette augmentation de 25 pour 100, 5 pour 100 à peu près sont dus au développement de l'industrie et à l'augmentation du nombre des consommateurs : il reste donc 20 pour

100 qui sont un effet de l'abondance des métaux précieux.

Quand les causes passagères auront cessé d'agir, il faudra encore 125 francs pour acheter ce qui coûtait 100 francs il y a dix ans; autrement dit, il faudra une pièce de CINQ francs pour se procurer la même quantité de marchandises qu'on avait auparavant pour QUATRE francs : L'ARGENT AURA PERDU 20 POUR 100, OU 1/5 DE SA VALEUR. Si on faisait abstraction de la cause permanente que nous désignons sous le nom de développement de l'industrie, on trouverait que l'abondance seule des métaux précieux a produit une baisse de 16.67 pour 100 sur leur valeur.

L'abondance de l'or et l'augmentation du nombre des consommateurs en seront-elles les seules causes? Non. Rappelons-nous la formule que nous avons donnée au chapitre II de ce livre. La valeur de la monnaie diminue, non seulement à mesure qu'augmente (M—R) C′, c'est-à-dire la quantité des métaux en circulation, multipliée par la rapidité de cette circulation, mais encore à mesure qu'augmente Cr, c'est-à-dire le crédit sous toutes ses formes. Or, depuis quelques années, non-seulement M, la quantité des monnaies, a augmenté en France de 37 pour 100, mais R, la réserve ou thésaurisation, a diminué, C′ a beaucoup augmenté par la facilité des communications et par les habitudes nouvelles du commerce, Cr a peut-être doublé ; par conséquent tous les éléments du dénominateur ont augmenté à la fois dans une très-forte proportion ; il n'est pas étonnant que, malgré l'augmentation très-grande des quantités T et C, c'est-à-dire du travail et de la circulation des marchandises, le rapport ait changé, et que, même en faisant abstraction des causes accidentelles, on trouve une baisse de 20 pour 100 sur la valeur des métaux précieux.

Dans tous les calculs que nous avons faits jusqu'ici, nous ne nous sommes servi que des prix du marché, des prix en gros, les seuls qui obéissent régulièrement à la loi de l'offre et de la demande, et qui puissent servir de base solide à un pareil tra-

vail. Cependant les prix de gros sont ceux du marchand et non ceux du consommateur. Le consommateur achète au prix de détail, qui souvent est bien différent du prix de gros. Le prix de détail a pour fondement le prix de gros, mais il s'en éloigne plus ou moins, selon la concurrence, selon le quartier qu'habite le vendeur et la réputation dont il jouit, ou même selon la fortune de l'acheteur et son habileté à marchander. Il a une grande influence sur la condition des personnes, puisque tout le monde le subit, depuis l'ouvrier qui se procure au jour le jour tout ce dont il a besoin et qui paye cher, jusqu'au négociant qui achète au prix de gros pour son commerce et au prix de détail pour ses dépenses particulières. Il faut donc en tenir compte, et, sans chercher à fixer à cet égard une moyenne introuvable, on peut dire qu'en général la hausse a été plus grande encore sur les prix de détail que sur les prix de gros.

La hausse, avons-nous déjà dit, est contagieuse. Le détaillant entend dire de toutes parts que tout renchérit, et il voit en effet hausser les prix du marché. Il s'empresse de hausser les siens, afin d'être un des premiers à profiter de la différence en vendant plus cher les marchandises qu'il a achetées à bon marché, et qu'il avait encore en magasin. Il s'excuse auprès de ses pratiques sur la cherté générale, et se plaint de ne rien gagner. Le marchand, son voisin, en fait autant, et bientôt la hausse s'établit sur la plupart des articles, et même sur ceux dont le prix n'a été nullement affecté sur le marché en gros. Il y a quelque temps, je voyais, dans le passage du Commerce, un homme marchander une souricière, et se plaindre qu'on voulût la lui vendre trop cher. « Ah! Monsieur, répliqua la marchande, la marchandise a tant renchéri! »

Le renchérissement commence par les denrées alimentaires qui, dans le détail, suivent assez exactement les prix du gros. Des denrées alimentaires, il passe rapidement aux divers produits simples qui se cotent à la Bourse. Les marchandises qui exigent beaucoup de main-d'œuvre ne sont atteintes que plus

tard, et celles sur lesquelles le vendeur réalise d'ordinaire de grands bénéfices sont les dernières à se mettre au niveau de la hausse. Si l'épicier peut augmenter le prix de son sucre, parce que le prix du gros a augmenté de 25 pour 100, le parfumeur ne peut pas augmenter sa pommade, ni le pharmacien son extrait de Saturne, bien qu'il y ait sur la graisse et le plomb une hausse de 20 et de 29 pour 100. Ils ne le feront qu'après que l'élévation des prix sera devenue un fait général et accepté du public. Jusque-là, leurs profits seront quelque peu diminués; mais la plupart trouveront une compensation dans le chiffre de leurs affaires qui grossira à mesure que se développera l'industrie : on exporte aujourd'hui deux fois autant de parfumerie qu'on en exportait il y a dix ans.

Cette exagération de la hausse dans le commerce de détail n'est que passagère; la concurrence ramènera, et déjà la crise a commencé à ramener chaque chose à son véritable niveau; mais, en attendant, le consommateur en souffre, et l'on reste assurément beaucoup plus tôt en deçà qu'au delà de la vérité, en disant que pour lui l'argent a perdu 20 pour 100 ou 1/5 de sa valeur.

CHAPITRE VI.

INFLUENCE DE L'OR SUR LA CONDITION DES PERSONNES.

La prospérité de l'industrie et la variation du prix des marchandises nous donnent le secret de la condition des personnes : il n'y a plus, pour ainsi dire, qu'à tirer les conséquences des faits que nous avons analysés.

§ I. — LES CULTIVATEURS.

On sait que la cherté des vivres n'est pas un mal dont tout le monde se plaigne. Une récolte médiocre est souvent plus avantageuse au fermier qu'une récolte très-abondante, et les vignerons ne craignent pas de dire qu'ils aiment mieux avoir peu de vin qu'ils vendent cher que beaucoup de vin qu'ils vendent à très-bas prix. Pourquoi cette étrangeté qui semble contredire une des lois les plus morales de l'économie politique? C'est qu'il n'en est pas des produits de la terre comme des produits industriels. La concurrence peut promptement multiplier ces derniers quand le besoin s'en fait sentir, et elle peut cesser de les produire en aussi grande abondance, lorsqu'elle s'aperçoit que l'acheteur est moins empressé : par là s'établit ordinairement dans chaque profession un certain niveau des profits qui, d'une année à une autre, ne varie pas dans une proportion

bien sensible. Le fermier n'est pas dans le même cas. L'année est-elle abondante, il a tout à coup une immense quantité de grains à vendre, sans qu'il y ait au même instant sur le marché beaucoup plus de produits à donner en échange. Le fermier vend à bas prix, et quelquefois à si bas prix qu'il perd, parce qu'il a été obligé pour faucher, rentrer, battre et voiturer 1,000 hectolitres, de dépenser en journées d'ouvriers un quart plus que l'année précédente où il n'en avait récolté que 750. Si l'année suivante, il n'en récolte que 500, il ne payera que moitié moins ou à peu près; s'il vendait l'hectolitre deux fois plus cher, il y aurait déjà pour lui un grand bénéfice; car il recevrait tout autant, et il aurait déboursé moitié moins. Mais les faits se passent autrement. La science a depuis longtemps démontré que la hausse suivait une progression beaucoup plus rapide. Le fermier dépense donc moins et vend son blé trois fois plus cher : des deux côtés il fait un bénéfice. Aussi les cultivateurs français sont-ils aujourd'hui dans une situation prospère, bien que depuis la dernière récolte ils se plaignent; et, malgré les déceptions passagères que pourront leur faire éprouver quelques années de fertilité, ils seront longtemps encore peut-être dans cette situation pendant que durera le mouvement industriel auquel nous assistons. La diminution de la valeur de la monnaie, grâce à l'influence qu'elle aura sur la production en général, ne pourra guère que leur être favorable. Ceux qui sont propriétaires auront pour eux tout le gain. Ceux qui sont seulement locataires, seront obligés, au renouvellement de leur bail, de partager avec le possesseur de la terre, et de payer un fermage plus élevé. La plus-value du sol sera en définitive un accroissement de la rente. Il ne s'agit pas seulement ici d'un accroissement nominal, et nous ne disons pas qu'en supposant une baisse de moitié dans la valeur de la monnaie, l'hectare sera loué 200 francs au lieu de 100 francs. Il s'agit d'un accroissement réel, et nous disons qu'au lieu de 100 francs, ce seront 250 ou 300

francs qu'on payera, parce que la production industrielle devenue plus active rendra la population plus nombreuse ou tout au moins la consommation plus grande, et que la nécessité de défricher des terres moins fertiles ou d'appliquer plus de capitaux à la culture, élèvera le taux moyen de la rente. Dans l'hypothèse d'une baisse continue des métaux précieux, une pareille situation ne présente aucun danger, et il y aurait seulement une légère diminution dans les profits que fait en ce moment l'agriculture, lorsque la révolution monétaire et industrielle étant entièrement accomplie, toutes les valeurs auraient repris leur ancien équilibre.

Mais, dans l'hypothèse contraire, si la baisse, s'arrêtant, faisait place à une cherté subite des métaux, la position des fermiers serait gravement compromise. Ils auraient, comme beaucoup l'ont déjà fait, passé leurs baux à des prix très-élevés. Tout à coup une baisse considérable et permanente aurait lieu sur le marché : l'hectolitre qu'ils comptaient vendre 26 francs n'en vaudrait peut-être pas 13. Ils seraient incapables de payer des loyers acceptés dans l'espérance d'un profit nominal double. A la prospérité succéderait la gêne dans les campagnes, et la France aurait à traverser une crise douloureuse. C'est une remarque sur laquelle nous aurons occasion de revenir. Toutefois, faisons observer déjà qu'il est question d'une baisse permanente produite par une augmentation de la valeur des métaux, et non d'une baisse produite par une bonne récolte : cette dernière a des limites auxquelles la baisse de la monnaie la ramènerait bientôt si elle venait à les dépasser.

Quand nous parlons des cultivateurs, nous ne désignons que les maîtres, propriétaires ou fermiers. Les valets de ferme et les journaliers sont dans une situation bien différente. Ils font partie de la classe des ouvriers dont nous nous occuperons tout à l'heure. Leur salaire est leur principal, quelquefois leur unique moyen d'existence, et les maîtres ne sont

jamais disposés à élever le taux des salaires, quand ils n'y sont pas contraints par quelque nécessité.

Je connais, sur les confins de la Brie, un village, pays de grande culture, dans lequel cinq ou six fermiers, profitant de la cherté des grains et du voisinage de Paris, font depuis quelques années de brillantes affaires. Le travailleur à gages et le journalier sont loin d'avoir profité de ce nouvel état de choses. Les maîtres maintenaient autant que possible les salaires à leur ancien taux. Les ouvriers se plaignaient. Les moissonneurs nomades, qui, chaque année, viennent du nord louer leurs bras pour couper les récoltes, gagnèrent si peu en 1855, que leur gain leur suffit à peine pour payer leur nourriture et regagner leur village. La plupart ne voulurent pas revenir l'année suivante. Sur plusieurs points il fallut avoir recours aux soldats pour faire la moisson. Les fermiers accordèrent une augmentation. En 1846, on donnait aux sapeurs (ouvriers qui coupent le blé avec la sape) 10 francs, et aux lieurs (qui mettent en bottes le blé coupé) 4 francs par arpent. En 1856, on donna de 12 à 15 francs aux sapeurs, et de 5 à 6 francs aux lieurs. Les sapeurs font, en moyenne, un demi-arpent par jour; les lieurs un arpent. Ils recevaient donc un salaire, les premiers, de 6 à 7 francs 50 centimes; les seconds, de 5 à 6 francs. De plus, on a l'habitude à la ferme de leur *tremper la soupe* deux fois par jour, à midi et le soir, c'est-à-dire de verser sur le pain qu'ils fournissent un bouillon fait par la fermière avec du lard, des choux ou des fèves. Leur salaire est celui d'un bon ouvrier de la ville. Mais il faut remarquer que la journée commence à quatre heures du matin et ne finit qu'à huit heures du soir, que le travail de la moisson est très-pénible, qu'il faut une nourriture abondante et substantielle à l'homme qui s'y livre, que les moissonneurs font des voyages de cent lieues et plus hors de leurs foyers, que le salaire est bien moins élevé dans les provinces éloignées de Paris, et qu'enfin ce genre de profession ne pouvant s'exercer que pen-

dant un mois, il est juste que ce désavantage soit compensé par quelques bénéfices. Que l'on mette en parallèle l'augmentation de 20 à 50 pour 100 qu'ont reçue les moissonneurs avec l'augmentation du pain qui, de 0 fr. 30 le kil. en 1848, s'est élevé, en 1856, dans le village, à 0 fr. 45 et 0 fr. 50, c'est-à-dire de 50 à 66 pour 100, et l'on comprendra que des gens dont le pain est la principale nourriture aient plus perdu que gagné à l'élévation des prix.

On peut en dire autant des autres ouvriers de ferme. Dans le même village, la journée était de 2 francs; elle est maintenant de 2 fr. 50 : augmentation de 25 pour 100. C'est peu en comparaison de l'augmentation du prix du pain. Un ouvrier qui a une femme et des enfants peut à peine avec ses 15 francs par semaine suffire à la nourriture de la famille. Quant à ses dépenses diverses, loyer, entretien, etc., il n'aurait pas le moyen de les acquitter, sans les petits profits de la moisson ; le mari gagne alors deux setiers de blé, et la femme peut glaner un setier : c'est un total d'environ 120 francs que la famille consomme en nature, et qui, pendant quelque temps, lui permet d'employer ou de réserver pour d'autres usages le salaire journalier.

Les travailleurs à l'année, sans être les ouvriers les mieux rétribués de l'agriculture, ont cependant moins souffert au changement, parce qu'ils reçoivent une partie de leur salaire en nature. Les charretiers, les valets sont nourris ; ils font deux repas à la ferme, et reçoivent, en outre, deux livres de pain qu'ils rapportent dans leur ménage. Ces conditions n'ont pas changé, et ne devaient pas changer. La partie du salaire payée en argent a seule augmenté ; elle variait, en 1846, de 240 à 280 francs pour les charretiers, de 100 à 180 francs pour les valets; elle est aujourd'hui de 250 à 300 pour les uns, de 150 à 250 pour les autres. Un berger, outre le salaire en nature, qui se compose de douze setiers de blé, et les profits, qui sont de 20 francs à la tonte et de 0 fr. 10 par mouton

vendu, recevait 300 francs; il en reçoit 350. Il y a donc pour les gens à l'année une augmentation de salaire, comme pour les autres ouvriers de ferme. Elle est, avons-nous dit, de 25 pour 100 pour les uns; elle n'est que de 12.50 pour les autres. Cette différence n'a rien que de juste, puisque les gens à l'année reçoivent en denrées une valeur deux fois plus considérable qu'autrefois. Le berger qui n'aurait pu vendre, il y cinq ans, ses douze setiers que 300 francs, les vendait, en 1856, 540 francs.

Cette élévation des salaires est un fait général, bien qu'elle soit beaucoup moindre dans les départements éloignés de Paris. Elle tient aux mauvaises récoltes; mais elle tient aussi à une autre cause moins passagère, et elle est une preuve nouvelle, sinon une mesure exacte, de la baisse de valeur des métaux précieux. Toutefois, elle ne rend pas encore à l'ouvrier des campagnes l'équivalent de ce qu'il recevait avant la découverte des mines d'or et la cherté des vivres, et, sans aucun doute, le changement lui a été jusqu'à présent peu favorable.

§ II. — LES COMMERÇANTS ET LES INDUSTRIELS.

Le commerce et l'industrie sont comme l'agriculture: depuis quelques années ils prospèrent; nous l'avons prouvé par les chiffres du commerce extérieur et par ceux des contributions indirectes. Commerçants et industriels ont fait en général des bénéfices. Il est vrai qu'en 1848 et en 1849 ils avaient traversé une longue et terrible crise politique, et qu'il y avait bien des pertes à réparer. Il est vrai que, depuis ce temps, l'ardeur trop vive de la spéculation, qui a succédé à la stagnation des affaires, a causé bien des déboires et occasionné une crise commerciale. Néanmoins il y a eu une amélioration bien sensible : les faillites, qui, de 1846 à 1850, avaient été au nombre de 3,493, n'ont été que de 2,987 de 1851 à 1855. La cherté

des vivres est loin d'atteindre la classe des négociants et des industriels aussi directement que celle des ouvriers. Pour l'ouvrier, la nourriture est la première et la plus forte dépense ; les frais doublent presque quand le prix du pain est doublé. Pour l'industriel, la nourriture n'est souvent qu'une dépense secondaire, et une augmentation de 100 pour 100 sur le pain et la viande, toutes les autres choses restant d'ailleurs les mêmes, n'augmentera peut-être pas ses frais généraux de plus de 30 à 40 pour 100. La vie est devenue cependant pour lui, comme pour l'ouvrier, deux fois plus coûteuse qu'elle n'était il y a dix ans. C'est que de nouvelles habitudes de luxe ont pénétré dans la classe bourgeoise et y sont presque devenues des besoins. L'ouvrier dépense le double pour vivre moins bien qu'il ne vivait autrefois ; l'industriel dépense le double pour se procurer plus de bien-être. Tous deux se plaignent également des dépenses excessives qu'ils sont obligés de faire ; mais ils n'ont pas tous deux le même droit de se plaindre.

Cette invasion du luxe ne date pas de 1848. Les mines d'or n'en sont pas la cause. Bien avant qu'il fût question de la Californie et de l'Australie, la bourgeoisie avait commencé à se procurer des jouissances qu'elle ne connaissait pas il y a cinquante ans. Le travail, créant la richesse, amenait à sa suite le goût du bien-être, et le faisait pénétrer peu à peu dans tous les rangs de la société. C'était une satisfaction légitime de certaines tendances de la nature humaine ; c'était un progrès dû au développement de l'industrie et à l'accroissement du capital. L'essor rapide qu'a pris l'industrie sous la triple impulsion de la paix intérieure, du crédit et de la baisse des métaux, a, sans aucun doute, contribué à pousser plus avant la société dans cette voie ; et, comme il arrive presque toujours, la société, emportée par cet élan, a dépassé la juste mesure. Le luxe, qui n'était d'abord qu'une conséquence naturelle de la richesse, s'est accru plus rapidement que le capital national ; ce qui ne devait toujours être que l'emploi légitime d'un superflu est

devenu pour beaucoup un prélèvement onéreux sur le nécessaire, et nuit à l'accroissement même du capital. C'est là un mal qui, assurément, n'est pas sans gravité, et qui ne nous permet pas de voir nettement les profits que le commerce et l'industrie ont faits depuis quelque temps; mais ces profits n'en sont pas moins très-réels. Quant au luxe, espérons que son excès même le rendra moins durable, et qu'il n'en restera que la somme de bien-être que, dans un pays civilisé, chaque génération apporte aux habitudes ordinaires de la vie, comme un fruit légitime de son travail et de ses épargnes.

§ III. — LES OUVRIERS.

Les ouvriers des villes sont vis-à-vis des industriels à peu près dans la même situation que les journaliers et les gagistes de la campagne vis-à-vis des fermiers, et ce que nous avons dit des uns pourrait s'appliquer aux autres; car les uns et les autres ont à se plaindre d'une révolution qui a rompu l'équilibre entre le taux des salaires et la valeur des choses.

Dans un pays qui produirait l'or, et où les mines ne seraient pas la propriété exclusive de quelques particuliers, les mêmes plaintes ne se feraient pas entendre. La Californie et l'Australie en sont la preuve. En effet, par quels phénomènes s'y est manifestée tout d'abord la révolution? par une augmentation des salaires. Chacun avait le choix entre le travail libre des mines et le travail salarié des ateliers ou de la domesticité, et nul n'aurait pris le dernier, s'il n'y avait trouvé un profit égal et même supérieur. Aussi, avons-nous vu en Californie des cuisiniers demander d'abord 150 et 250 francs par jour, et, malgré la baisse produite par l'immigration, un maçon recevoir encore, en 1856, 30 francs, un terrassier, de 10 à 18 francs par jour. C'est que l'or fait, en quelque sorte, naître

la cherté sur son passage, et que l'augmentation des prix suit la même marche que lui. L'or appartenait d'abord aux mineurs qui le tiraient de la terre; c'était l'or qui achetait leur travail; et, comme l'or était très-abondant, le travail était très-cher. Les mineurs achetaient ensuite avec leur or des denrées et des marchandises de toute espèce qui renchérissaient à leur tour en présence de la quantité d'or qu'on offrait en échange. Mais le renchérissement des produits était postérieur au renchérissement du travail, parce que l'or n'arrivait jusqu'aux produits que par l'intermédiaire des travailleurs. Les gros salaires ont précédé les gros profits, et il n'y pas eu en Californie et en Australie de crise douloureuse pour la classe ouvrière.

L'or suit une route opposée dans les pays qui ne produisent pas eux-mêmes le métal. Il n'entre que par importation, et l'importation n'a lieu qu'autant qu'on exporte en échange des marchandises. Ce sont donc les produits qui achètent l'or les premiers, et ce sont aussi les produits qui renchérissent les premiers. Le bénéfice appartient au négociant, au fabricant, à Jacques, à Pierre, comme nous l'avons montré au troisième chapitre de ce livre. L'ouvrier n'y a d'abord aucune part. Il souffre de la cherté, parce que le prix nominal de la plupart des marchandises a augmenté, et qu'avec son salaire, qui est resté le même, il s'en procure une moins grande quantité qu'auparavant. Il se plaint; il cesse quelquefois de travailler, et le maître ne cède d'ordinaire à ses réclamations qu'au moment où il comprend qu'il ne lui serait plus possible de trouver nulle part des ouvriers aux anciens prix. Encore augmente-t-il le moins qu'il peut. L'ouvrier qui pouvait se donner quelques jouissances se trouve réduit au strict nécessaire. Bientôt, la baisse des métaux continuant toujours et prenant toujours la même marche, les marchandises renchérissent encore, et le salaire, malgré l'augmentation, ne suffit même plus au nécessaire. Nouvelle gêne; nouvelles plaintes, suivies d'une augmentation

tardive qui, quelque temps après, devient elle-même insuffisante. C'est ainsi que, contrairement à ce qui s'est passé en Californie et en Australie, le renchérissement du travail est toujours postérieur au renchérissement des produits dans les pays qui, tels que la France et l'Angleterre, ne produisent pas eux-mêmes le métal. Les gros profits précèdent nécessairement les gros salaires ; et, pendant que l'industrie et le commerce donnent plus de bénéfices qu'à l'ordinaire, le travail salarié est en général moins rémunéré. C'est ce qui a eu lieu déjà au XVIe siècle, époque de grand développement commercial et industriel, durant laquelle les ouvriers se plaignaient sans cesse de l'insuffisance de leurs salaires. C'est ce qui a lieu aujourd'hui ; quand la production des métaux sera proportionnée à la production des marchandises, et que par conséquent la baisse aura cessé, les dernières augmentations de salaires auront lieu, et rétabliront enfin, mais tardivement, l'équilibre qui doit exister entre le travail et le prix du travail.

Nous sommes peut-être loin de retrouver cet équilibre déplacé depuis quelques années ; la révolution ne touche pas encore à son terme. L'étude des faits peut seulement nous faire connaître l'augmentation qui a eu lieu jusqu'à présent, et l'insuffisance de cette augmentation.

Il y a eu sur les salaires en général une hausse qu'il est impossible de nier : preuve nouvelle de la diminution de valeur des métaux qu'on s'efforce encore parfois de contester. En Angleterre, les maçons avaient 25 francs par semaine en 1850, 26 fr. 25 en 1852, 28 fr. 75 en 1853, 31 fr. 25 en 1854 ; le salaire des charpentiers s'est élevé dans le même laps de temps de 26 fr. 25 à 30 fr. celui de manœuvres de 15 fr. à 21 fr. 25 ; un tisserand à la mécanique avait, en 1850, 9 fr. 05 par jour, et, en 1856, 10 fr. 30. L'augmentation est de 15 pour 100 pour les tisserands, de 18 et 25 pour 100 pour les charpentiers et les maçons, de 48 pour 100 pour les manœuvres. L'augmentation la plus forte devait naturellement porter sur ceux qui

recevaient le moindre salaire, parce que la cherté des vivres les atteignait plus directement.

En France, le salaire dans les filatures a augmenté d'environ 20 pour 100. A Paris, l'augmentation est plus forte dans certains métiers, parce que la vie est plus coûteuse.

En 1847, la statistique de l'industrie parisienne donnait sur la situation de la classe ouvrière les résultats suivants :

204,925 ouvriers avaient été recensés. Sur ce nombre, 740 étaient fils ou parents du patron, 9,123 étaient employés au mois ou à l'année, et les conditions de leur travail n'étaient pas celles des ouvriers ordinaires; 117,064 travaillaient à la journée, 77,998 à la tâche. Total, 195,062, dont le salaire variait ainsi suivant la profession :

	MINIMUM.	MAXIMUM.	MOYENNE.
Imprimerie, gravure, papeterie	1 fr. » c.	35 fr. » c.	4 fr. 18 c.
Travail des métaux, orfévrerie, bijouterie, joaillerie	1 »	15 »	4 17
Travail des métaux, mécanique	1 »	16 »	3 98
Articles de Paris	1 »	20 »	3 94
Ameublement	1 25	15 »	3 90
Peaux et cuirs	1 50	10 »	3 87
Carrosserie	1 »	8 »	3 86
Bâtiment	» 50	10 »	3 81
Industries chimiques et céramiques . . .	1 25	15 »	3 71
Alimentation.	1 »	7 »	3 50
Boissellerie	» 75	6 »	3 44
Fils et tissus.	» 90	20 »	3 42
Vêtement.	» 75	12 »	3 34

On comptait 27,453 ouvriers recevant moins de 3 francs; 10,393 recevant plus de 5 francs ; 157,217 avaient un salaire de 3 à 5 francs, et la moyenne générale était de 3 fr. 80.

Sur 112,891 ouvrières recensées, 35,085 travaillaient à la journée ; 65,541 aux pièces; les autres étaient engagées au mois, à l'année, ou demeuraient dans leur famille. Les salaires se répartissaient ainsi :

	MINIMUM.	MAXIMUM.	MOYENNE.
Travail des métaux précieux	» fr. 75 c.	6 fr. » c.	2 fr. 04 c.
Articles de Paris	» 40	5 »	1. 83
Ameublement	» 75	5 »	1 78
Imprimerie, gravure, papeterie	» 50	7 50	1 75
Travail des métaux, mécanique	» 75	5 »	1 71
Alimentation.	1 »	3 »	1 68
Vêtement.	» 15	5 »	1 62
Boissellerie, vannerie.	» 40	2 50	1 56
Industries chimiques	» 60	20 »	1 48
Fils et tissus.	» 25	5 »	1 46
Bâtiment.	» 75	2 »	1 43
Carrosserie, équipements	» 50	3 50	1 27
Peaux et cuirs	» 50	3 »	1 14

950 ouvrières recevaient moins de 0 fr. 60 ; 626 recevaient plus de 3 fr. ; 100,050 recevaient de 0 fr. 60 à 3 fr., et la moyenne générale des salaires était de 1 fr. 63.

A cette époque on remarquait déjà que les salaires avaient depuis longtemps une tendance à la hausse; le développement de l'industrie et la demande de bras en étaient la cause. Ainsi, dans les manufactures de papiers peints, les hommes avaient, en 1827, de 3 à 4 fr. ; les femmes, 1 fr. 50. En 1847, les hommes avaient, en moyenne, 4 fr. 10, et les femmes 1 fr. 94. L'augmentation était de 17 et de 11 pour 0/0. Dans les usines à gaz, la journée s'était élevée dans le même espace de temps de 2 fr. 75 à 3 fr. 03, c'est-à-dire de 10 pour 100. Chez les bijoutiers, les femmes avaient, en moyenne, 2 fr. 42 au lieu de 2 fr. ; chez les évantaillistes, 2 fr. 12 au lieu de 1 fr. 25 : augmentation de 21 et de 11 pour 100. La journée des hommes dans la même profession s'était élevée de 2 fr. 50 à 3 fr. 69, c'est-à-dire de 47 pour 0/0. La moyenne de ces diverses augmentations est de 19 pour 0/0. Assurément elle n'a pas été aussi grande dans tous les métiers ; il faut réduire ce chiffre. Mais on peut, sans craindre de tomber dans l'exagération, évaluer à 10 pour 0/0 l'élévation des salaires durant la période de vingt années qui s'étend de 1827

à 1847. C'était pour la classe ouvrière de Paris un accroissement de bien-être très-sensible, puisque, durant cette même période, le prix des produits naturels avait diminué de 25 pour 0/0, celui des produits manufacturés, de 13 pour 0/0, et que non-seulement ils recevaient un plus grand nombre de francs, mais que chaque franc correspondait à une quantité plus grande de marchandises : double résultat qui, dans les temps ordinaires, n'est que la conséquence naturelle d'une industrie florissante et bien pondérée. Quoique les tarifs du travail aux pièces eussent baissé, cependant l'habileté de l'ouvrier et le perfectionnement des outils assuraient aux travailleurs à la tâche comme aux travailleurs à la journée un gain plus considérable.

Nous ne sommes pas aujourd'hui dans un temps ordinaire; les salaires ont augmenté par suite de la découverte des mines d'or, et pourtant le bien-être n'a pas suivi le même mouvement.

Nous n'avons pas les moyens de donner une statistique complète de l'industrie parisienne en 1857 pour l'opposer à la statistique de 1847. Les administrations publiques peuvent seules faire un travail de cette espèce avec quelque exactitude. Mais nous pouvons comparer les salaires dans un certain nombre d'industries, et trouver des éléments suffisants pour établir une moyenne probable de la hausse générale.

Les graveurs gagnent aujourd'hui de 4 à 7 francs; un ouvrier auquel on ne donne que 3 francs est un médiocre ouvrier. La moyenne est à peu près de 5 francs ; elle était à peine de 4 fr. 20 il y a dix ans ; augmentation de 19 pour 0/0.

Les bijoutiers gagnent 5 francs, 5 fr. 50 et 6 francs; aux pièces, un ouvrier habile gagne 7 francs et plus ; mais aujourd'hui on ne travaille guère aux pièces dans cette industrie, et cependant il n'est pas rare de rencontrer dans les ateliers des ouvriers à la journée qui ont 7 francs et 7 fr. 50. Il y a dix ans, la moyenne des journées n'était que de 4 fr. 50 : l'augmentation est au moins de 22 pour 0/0.

Les mécaniciens gagnent 3 fr. 50, et 4 à 6 francs, sans parler des ouvriers à qui leur talent assure un salaire exceptionnel. La moyenne peut être portée à 4 fr. 50. Un modeleur menuisier a 5 francs par jour; un estampeur, 3 francs; un forgeron de 3 francs à 3 fr. 50; un cloutier, 4 francs. La moyenne du salaire dans le travail des métaux, qui était de 3 fr. 93, paraît s'être élevée à 4 fr. 38, c'est-à-dire de 10 pour 0/0.

Dans les articles de Paris, nous trouvons un nacrier qui ne gagne que 2 fr. 75, mais les gantiers ont 5 fr. et 5 fr. 50, et l'augmentation n'est guère moindre de 12 p. 0/0.

En 1853, les ébénistes en nécessaires gagnaient 3 fr. 50; en 1857, ils avaient de 4 fr. à 4 fr. 25; augmentation de 16 p. 0/0 environ.

Les colleurs de papiers peints gagnent de 9 à 10 francs; les colleurs de papier de décors, 6 francs; les passementiers, 3 fr. 50 à la journée, et 4 fr. ou 4 fr. 50 à la tâche: les tapissiers, de 4 à 5 francs à la journée, et 6 francs aux pièces: moyenne, 4 fr. 35, c'est-à-dire augmentation de 11 p. 0/0 sur l'ancienne moyenne des salaires dans l'ameublement.

Un cordonnier a de 2 fr. à 3 fr. 50 par jour; aux pièces, il peut gagner de 5 à 6 francs à faire des bottes, et même de 8 à 10 francs à faire des chaussures vernies; mais le travail est pénible et dure de 14 à 15 heures par jour. L'augmentation est environ de 10 p. 0/0.

Un charron avait 3 fr. 60; il a 4 francs: augmentation de 11 p. 0/0.

Un peintre en bâtiment a 4 francs par jour, un maçon 4 francs; un menuisier de 3 fr. 50 à 4 francs à la journée, et de 5 francs à 5 fr. 50 aux pièces; un serrurier, 3 fr. 50; un tailleur de pierres, de 4 fr. 50 à 5 francs; un limousin, 3 fr. et 3 fr. 50. L'augmentation peut être estimée à 25 p. 0/0.

Un boulanger gagnait 3 fr. 75; il gagne 4 francs et 4 fr. 30; augmentation de 10 p. 0/0.

Un brossier gagne 4 francs, un cordier 3 fr. 50 ; augmentation de 9 p. 0/0 sur l'ancienne moyenne.

Un chapelier, dans la bonne saison, peut gagner 10 et 11 francs par jour. Mais les tailleurs, que nous devons prendre comme type des ouvriers dans les vêtements, ne gagnent à la journée que 3 fr., 3 fr. 50 et 4 francs, et aux pièces que 4 fr. et 4 fr. 50 : moyenne 3 fr. 80, ce qui donne une augmentation de 11 p. 0/0 sur le prix de 1847.

Les journaliers et hommes de peine ne gagnaient pas plus de 2 fr. 50 en 1847 : aujourd'hui on en trouve encore quelques-uns qui n'ont que 2 fr. 50 ; mais en général leur salaire est de 3 francs par jour, et l'on peut dire que pour eux l'augmentation est de 20 p. 0/0.

L'augmentation générale du salaire des hommes, calculée sur le salaire de 186 ouvriers pris dans les diverses professions que nous venons d'énumérer, est de 14. 16 pour 0/0. Ce chiffre ne peut être considéré comme parfaitement exact. Pour atteindre à une exactitude, même approximative, il faudrait, avons-nous dit, une statistique nouvelle de toute l'industrie parisienne. Nous ne la possédons pas ; mais les données que nous avons pu réunir s'accordent si bien entre elles qu'on peut considérer comme hors de doute ce double fait que les salaires ont augmenté, et qu'ils sont loin d'avoir augmenté autant que les marchandises. Le reste n'est qu'une question de détail, et nous pouvons raisonner en prenant comme vrai le chiffre de 14. 16 p. 0/0.

Dans le cours des dix dernières années, l'augmentation des salaires a été trois fois plus forte que dans la période précédente : de 1826 à 1847, elle était de 1/2 p. 0/0 par an ; elle est aujourd'hui de près de 1 1/2 p. 0/0 par an. Cette augmentation est d'autant plus grande que la journée, qui était autrefois de 12 heures, n'est plus, dans beaucoup de professions, que de 10 heures aujourd'hui.

Le salaire des femmes a éprouvé aussi une assez forte augmentation. Si nous avons rencontré des femmes qui ne gagnent

pas aux pièces plus de 0 fr. 50, 0 fr. 60 et 0 fr. 75 par jour, c'est qu'elles sont distraites de leur travail par les soins du ménage ou par d'autres occupations. Les ouvrières à la journée gagnent en général de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 ; si on prenait seulement la moyenne des journées, on pourrait assurément la fixer à 2 francs ; mais, en comprenant le travail à la tâche, la moyenne générale des salaires, calculée d'après le gain de 90 ouvrières de diverses professions, n'est que de 1 fr. 76. L'augmentation est de 7. 97 pour 0/0, moitié moindre pour les femmes que pour les hommes.

L'augmentation n'est pas la même dans toutes les professions ; elle dépend en partie des moyens dont dispose l'ouvrier pour l'exiger de son patron. Les ouvriers en bâtiment, peintres, maçons, dont le travail a été le plus demandé, et tous ceux qui, comme les chapeliers, sont plus ou moins fortement organisés en corporation, ont eu de grandes augmentations; certains ouvriers, qui par leur adresse ou leur talent jouissent d'une espèce de monopole, ont pu se montrer exigeants; enfin ceux qui sont le moins rétribués et pour qui l'augmentation de salaire était une question de vie ou de mort, ont obtenu des journées de 20 pour 0/0 plus élevées que les journées anciennes. La masse des ouvriers qui n'avait à opposer à la résistance des patrons, ni la puissance de l'association, ni le privilége du talent, ni l'impérieuse nécessité de la faim, ont été les moins favorablement traités. Le travail aux pièces a généralement baissé de 1847 à 1856, comme il avait baissé de 1827 à 1847 ; mais l'ouvrier n'y a pas perdu, parce que l'habileté de l'exécution a presque toujours compensé la baisse des prix. Il y a pourtant une exception à faire au sujet du travail des femmes. Le prix de la plupart des ouvrages à l'aiguille que les femmes peuvent faire dans leur ménage a diminué, sans que l'habileté ait augmenté : c'est que les ouvrières assidues à l'atelier rencontrent la concurrence presque illimitée des mères de famille, qui, obligées de rester chez elles

pour veiller aux soins du ménage, se contentent d'un très-faible gain, et celle des jeunes filles qui ne se résignent à travailler que les jours où elles n'ont pas d'autre moyen d'existence.

Le seul rapprochement de l'augmentation des marchandises et de l'augmentation des salaires suffit pour montrer quelle doit être la situation de la classe ouvrière. Les produits naturels, sans compter le blé qui a doublé et triplé de valeur, avaient augmenté en 1856, avons-nous dit, de 67.19 pour 0/0 ; les produits manufacturés de 14.94 ; l'augmentation moyenne des prix de toutes choses était de 41.61 p. 0/0. En faisant abstraction des causes passagères qui ont agi sur les prix, nous avons trouvé que l'augmentation moyenne ne pouvait guère être estimée à moins de 25 pour 0/0. Les salaires n'ont augmenté que de 14.19 pour 0/0 pour les hommes, et de 7.97 pour les femmes. La proportion est loin d'être la même. C'est une confirmation de la loi de la hausse que nous énoncions tout à l'heure, et c'est une des plus fâcheuses conséquences de l'abondance de l'or et de la baisse des métaux précieux.

Sans doute, cette disproportion n'existera pas toujours, et le travail retrouvera un jour la juste rémunération qui lui est due. L'ouvrier profitera même à cette époque de toute la différence que les progrès de l'industrie auront mise entre le prix des produits manufacturés et celui des produits naturels ; comme la plupart des objets fabriqués seront proportionnellement à meilleur marché, il pourra avec son salaire en acheter davantage et se procurer plus de jouissances. Mais il souffre en attendant, et il souffrira jusqu'à l'entier accomplissement de cette révolution économique dont il sera un des derniers à recueillir tous les fruits. Aujourd'hui, avec son salaire réduit, il ne peut pas toujours mettre l'équilibre entre sa recette et sa dépense.

Quand on parle ainsi des ouvriers, il y a une distinction importante à faire. L'ouvrier célibataire et l'ouvrier nomade ne sont pas dans la misère ; ou, s'ils s'y trouvent, ils ne doivent en accuser qu'eux-mêmes. Les maçons et les manœuvres,

qui, le plus souvent, ne viennent à Paris que pendant la saison du travail et dont la famille reste à la campagne, logent en garni et mangent à la gargote. Le prix du garni est toujours, comme par le passé, de 6 à 7 francs par mois, la portion vaut encore 30 centimes, et la soupe 10 centimes. Leurs vêtements coûtent peu, et l'augmentation ne porte en réalité pour eux que sur le pain. Les célibataires ont à peu près les mêmes facilités. Les petits restaurants où ils dînent ne prennent guère que 0fr. 90, comme par le passé. Il s'est même établi dans Paris depuis quelques années un nombre considérable de crémeries, où ouvriers et ouvrières prennent leurs repas à bon marché ; pour 10 et 15 centimes, ils ont le matin du riz, du café ou du chocolat, et pour 30 ou 40 centimes ils ont un plat de légumes ou de viande avec lequel ils déjeunent : l'économie a plus gagné que la morale à la création de ces établissements. Les fourneaux de l'Impératrice, plus économiques encore, sont bien supérieurs, parce qu'ils n'ont pas le même inconvénient. Le célibataire n'a donc pour ainsi dire rien perdu, et l'augmentation de son salaire couvre presque le surplus de la dépense qu'il est obligé de faire pour acheter son pain. Mais le luxe, qui est une des plaies de la classe bourgeoise, a atteint aussi la classe ouvrière. L'ouvrier ne va plus aussi souvent au cabaret : c'est un progrès. Mais il va à l'estaminet : c'est un mal, parce qu'il y prend le goût du jeu, et qu'en un jour il y dépense quelquefois le gain d'une semaine. Le lendemain de la paye est dans beaucoup de professions un jour d'oisiveté et par conséquent de dépense. On a beaucoup recommandé le repos du dimanche ; on l'a fait dans une pensée généreuse, mais c'était mal connaître la classe ouvrière en général que d'avoir cru faire par là un acte de philanthropie. Plus l'ouvrier a de travail, plus il gagne, et moins il dépense, parce qu'il a moins d'occasions de débauche. Le tenir au travail, c'est presque le contraindre à faire des épargnes qu'il ne songerait pas à faire de lui-même. Car l'imprévoyance est le plus

grand défaut de la classe ouvrière. Je demandais à un ouvrier ce qu'il possédait en 1847 et en 1857. « Je n'avais rien alors, me dit-il, et je n'ai rien aujourd'hui. » Pour parvenir à corriger peu à peu ce défaut, il faut présenter aux ouvriers un avenir et une espérance. C'est pourquoi les associations de secours mutuels, les caisses d'épargne, les caisses de retraite et divers établissements du même genre, que depuis quelques années le gouvernement a créés ou encouragés, sont des institutions éminemment utiles et morales.

A côté de l'ouvrier célibataire ou nomade, il y a l'ouvrier marié, vivant dans sa famille; celui-là est digne d'intérêt. Il ne jouit pas, comme les premiers, des avantages du garni et de la gargote, et toutes les augmentations ont lourdement pesé sur lui. Il paye son loyer beaucoup plus cher. D'après les indications données par des ouvriers qui pourtant habitent hors des barrières, les logements auraient augmenté dans la proportion de 100 à 150. La statistique officielle est à cet égard un guide encore plus sûr que les renseignements particuliers. En 1835, les loyers des indigents au-dessous de 100 fr., à Paris, étaient au nombre de 17,187; ils n'étaient plus que de 12,339 en 1856; les loyers de 101 à 400 fr. n'étaient que de 5,391 en 1835; ils étaient de 11,427 en 1856, et il y avait 19 ménages payant plus de 400 fr., tandis qu'on n'en comptait que 11 en 1835. Comme le tiers des indigents ont été obligés de doubler leur loyer, et qu'il est évident qu'ils ne l'ont pas fait pour le plaisir d'être mieux logés, il faut admettre en effet que la moyenne des petits logements a augmenté d'un tiers.

L'augmentation est plus grande encore sur la nourriture. De 0 fr. 65, le pain est monté à 0 fr. 90; le bœuf, qui valait 1 franc, valut en 1856 et en 1857 1 fr. 50, et je ne parle que de la seconde catégorie; l'augmentation est un peu moindre sur la troisième qui ne s'est élevée que de 0 fr. 80 à 1 franc. Mais la viande est presque aujourd'hui, comme le vin, un luxe qu'on se permet rarement dans les ménages d'ouvriers. Ce sont les

légumes, les œufs, la charcuterie qui font leur nourriture ordinaire. Or, dans le commerce de détail, le porc s'est élevé de 1 fr. 40 à 2 fr. 20 le kil., les œufs de 5 à 10 centimes, la salade de 5 à 15 cent., les choux de 5 à 25 cent., les haricots de 20 à 40 cent. Il n'y a guère que les pommes de terre qui, grâce à d'abondantes récoltes, n'aient pas sensiblement augmenté de prix depuis quelques années. Je parle, il est vrai, des prix de 1856 : c'est l'époque à laquelle ils ont été le plus élevés. La crise et l'abondante récolte de 1857 les ont fait baisser ; néanmoins ils sont restés toujours beaucoup au-dessus de leur ancien niveau, et déjà ils tendent à monter de nouveau. Les ouvriers dépenseraient deux fois plus d'argent pour se procurer la même quantité d'aliments ; et, comme le salaire du mari et celui de la femme sont loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions, ils commencent par s'imposer des privations en réduisant toutes les autres dépenses, et ils finissent par réduire même leur nourriture et par faire des dettes.

J'ai cherché à me rendre compte par des chiffres de la situation des ouvriers. Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de savoir exactement ce que gagnent et ce que dépensent des gens qui ne le savent pas eux-mêmes. Cependant je suis parvenu à recueillir dans un assez grand nombre de familles des renseignements plus ou moins complets sur les dépenses de la maison. Ces renseignements ont été pris aux Batignolles ; il ont été écrits de la main des ouvriers eux-mêmes en réponse aux questions qui leurs étaient posées. Je les transcris sans avoir la prétention de les compléter, ni même de garantir leur parfaite exactitude. L'ouvrier dit quelquefois ce qu'il ne sait pas, et dissimule ce qu'il sait ; il est de plus porté naturellement, quand on le questionne, à amoindrir ses profits et à exagérer ses plaintes. Cependant, je crois ces renseignements puisés à des sources assez bonnes pour inspirer quelque confiance au lecteur comme ils m'en ont inspiré à moi-même, et pour répandre quelque lumière sur la question.

PROFESSIONS.	AGE.	ENFANTS à leur charge.	SALAIRES			CHOMAGE.	DÉPENSES						OBSERVATIONS.
			au mois ou à l'année	à la journée.	aux pièces.		Loyer.	Pain.	Viande.	Vêtements.	Blanchissage	Diverses.	
Ouvrier sur le port. . . Repasseuse.	47 »	1	» »	variable. 2 f. 25	» »	assez souvent. »	180 fr.	6 pains par semaine.	ce que je peux.	45 à 90 f. par an.	3 fr. par semaine.	médecin 50 f. p. an	Impositions, 7 fr.
Tailleur. . . . . . . Femme.	45 »	3	» »	4 » rien.	» »	» »	300	1 fr. par jour.	2 fr. 03 c.	400 p. an.	3 fr. p. s.	»	
Chiffonnier brocanteur . Femme.	40 »	5	» »	variable. rien.	» »	2 mois. »	140	4 kil. par jour.	4 k. p. sem.	»	fait par la femme.	»	
Femme de ménage. . .	48	»	15 fr. par mois par ménage.	»	»	»	140	10 f. par mois.	5 f. p. mois	3 f. p. m.	2 fr. 50 p. mois.	»	
Porteur de journaux. . Marchande de charbon.	46 »	4	25 fr. par mois.	» »	» 1 f. 50 c.	Long chômage par suite de blessure.	250	3 kil. par jour.	trop chère.	»	»	»	On dépense plus qu'on ne gagne.
Palefrenier. . . . . . Femme. . . . . . . Beau-frère.	48 » »	1	» 250 f. »	2 50 » 1 50	» » »	» » »	con-cierge	2 kil. par jour.	»	»	fait par la femme	»	
Cordonnier. . . . . . Bordeuse.	39 »	1	80 »	2 » »	» 1 »	très-peu. »	con-cierge	2 kil. par jour.	très-peu.	»	1 f. à 1 f. 50 p. s.	»	
Serrurier. . . . . . Femme.	42 »	3	» »	3 75 »	» 0 50	22 jours. »	150 fr.	2 kil. 1/2 p. j.	1/2 k. p. s.	»	2 fr. par semaine.	»	
Couturière.	30	1	»	1 75	»	à peu près 3 m.	120	8 kilogr.	1 kil. p. s.	»	1 f. p. s.	»	Son père à sa charge.
Homme de peine. . . . Concierge.	53 »	2	» le loyer.	2 50 »	» »	» »	»	1 f. 50 p. jour.	pas	pas.	3 f. p. s.	»	
Homme de peine. . . Bretellière.	47 »	3	» »	2 50 »	» 0 50	» »	140	3 kil. par jour.	»	»	1 f. p. s.	»	
[illegible]	44	.	»	3 50	»	presque pas.	...	219 f. par an.	..	[illegible]	78 f. p. an.	sel, poi-	

Couturière.	»	2	»	1 25	»	souvent.	»	»	»	»	»	»	Depuis le 11 déc. 1848, elle n'a pas de nouvelles de son mari.
Maréchal . . . . . . Femme.	41 »	7	» »	» »	» »	» »	»	»	»	»	»	»	
Cloutier. . . . . . . Femme.	35 »	4	» »	4 » »	» 0 80	» »	120	1 f. 50 p. jour.	1 f. 50 p. j.	1 f. 80 p. j. en comprenant l'entret.	20 c. p. j.	»	Il a à sa charge sa belle-mère.
Cocher. . . . . . . Femme.	45 »	1	» »	3 » »	» »	» souvent malade.	150	3 kil. p. jour.	pas souvent.	»	»	»	Impositions, 5 fr.
Cordonnier. . . . . . Femme de ménago. . .	42 »	2	» »	2 » »	» 0 40	8 mois. »	»	80 c. par jour.	1 f. 50 p. s.	60 f. p. an.	1 f. par s.	»	Son père à sa charge.
X. . . . . Couturière.	60 41	4	25 f. p. m. 6 f. p. s.	» »	» »	» bien souvent.	250	2 fr. par jour.	pas du tout	»	4 f. par s.	»	
Journalier. . . . . . Femme.	57 »	5	» »	2 50 »	» »	2 jours par quinzaine.	160	4 kil. par jour.	1/2 k. p. j.	une partie du nécessaire nous manque.	fait par la femme.	»	
Serrurier. . . . . . . Femme.	41 »	2	» »	3 50 »	» 50 c. à 75 c.	1 mois. »	150	2 kil. par jour.	1/2 k. p. j.	1 f. par j.	•	»	
Lingère.	45	1	»	»	1 »	3 mois.	120	»	•	50 f. p. an.	1 f. 50 c. par sem.	»	
Écrivain. . . . . . . Femme.	55 »	7	100 p. m. »	» »	» »	» »	250	5 kil. par jour.	2 f. p. sem.	»	4 f. par s.	»	
Limousin. . . . . . Femme.	35 »	1	» »	3 50 »	» 0 50	4 mois. »	120	2 kil. par jour.	»	10 fr. p. m	5 f. p. m.	80 c. de pommes de terre et haric. par sem.	
Commissionnaire. . . . Couturière.	41 »	3	» »	» »	» »	» »	200	»	»	»	»	»	
Forgeron. . . . . . Culottière.	45 »	3	» »	3 50 »	» 1 »	» »	150	35 f. par mois.	15 f. p. m.	10 f. p. m.	10 fr. par mois.	»	

PROFESSIONS.	AGE.	ENFANTS à leur charge.	SALAIRES			CHOMAGE.	DÉPENSES						OBSERVATIONS.
			au mois ou à l'année	à la journée.	aux pièces.		Loyer.	Pain.	Viande.	Vêtements.	Blanchissage	Diverses.	
Forgeron. . . . . . Corsetière.	» »	4	» »	5 50 »	» »	» malade.	270	4 kil. par jour.	par extra.	quand on peut.	2 f. par s.	»	Sa belle-mère à sa charge.
Piqueuse de bottines. .	41	1	»	1 50	»	souvent malade.	70	1 kil. par jour.	pas, vu la cherté.	50 à 60 f. par an.	3 f. p. m.	»	
Cocher. . . . . . . Couturière.	32 »	2	» »	2 » rien.	» »	3 mois 1/2 sans ouvrage.	230	4 f. p. semaine	6 f. p. sem.	85 f. p. an.	105 fr. par an.	»	Sa mère à sa charge.
Boulanger. . . . . . Femme.	» »	3	» »	4 » rien.	» »	3 mois. »	200	2 kil. par jour.	»	»	10 fr. par mois.	»	Son père et sa mère à sa charge.
Journalier. . . . . . Femme.	41 »	2	» »	2 50 »	» »	4 mois. »	140	»	»	»	»	»	
Peintre en bâtiments. . Brocheuse.	40 »	4	» »	4 » »	1 » »	» »	250	1 f. 50 p. jour.	1 f. 50 p. j.	on a bien du mal à acheter ce qu'il faut.	5 fr. p. s.	»	Sa belle-mère à sa charge.
Couseuse de souliers. .	57	2 petits enfants	»	à 50 c. la paire.	»	»	140	»	»	300 f. p. a.	•	»	Reçoit des secours du bur. de bienfaisance.
Peintre en bâtiments. . Femme.	37 1/2 »	2	» »	4 » »	» 0 50	6 mois. »	160	360 fr. par an.	144 f. p. an	»	96 f. p. an.	»	
Bijoutier. . . . . . . Femme.	40 »	4	» »	5 » rien.	» »	rien. »	330	1 fr. par jour.	1 f. p. jour.	15 f. par mois.	fait par la femme.	»	
Charretier. . . . . . Couturière. . . r . .	35 »	4	20 f. p. s. »	» »	» »	» »	150	21 kil. p. sem.	7 à 800 gr. par sem.	»	1 f. 50 p. s.	»	
Homme de peine. . . Femme de ménage. . .	42 »	4	» »	3 f. (15 h. de trav.)	» »	» malade.	230	6 à 7 liv. p. j.	1/2 livre par jour.	»	fait par les enfants.	légumes.	
Homme de peine. . . Femme.	43 »	2	» »	3 » »	» 0 50	» »	130	1 f. 20 p. jour.	50 c. p. j.	»	2 fr.	»	
Couturière veuve. . . .	36	3	»	»	»	»	250	75 c. par jour.	1 f. p. jour.	50 c p. j.	par elle-même.	»	

Terrassier. . . . . . Femme.	43 »	4	» »	3 50 »	» »	» »	130	1 f. 60 p. jour.	75 c. p. j.	comme on peut.	fait par la femme.	»	L'aîné, 13 ans, le plus jeune, 2 ans.
Journalier. . . . . . Femme.	42 »	2	» »	3 » »	» »	» malade.	100	1 fr. par jour.	»	»	»	»	
Savonneuse séparée de son mari.	26	2	»	2 »	»	2 j. p. semaine.	105	2 kilogr.	1/2 k. le d.	5 f. p. m.	1 f. par s.	»	
Mécanicien.	42	2	»	4 »	»	1 ou 2 mois.	90	»	»	»	»	»	
Diverses industries. . . Femme ouvrière. . . .	37 »	4	» »	» 2 »	2 » »	6 mois. «	230	3 kil. par jour.	1 f. 75 p. j.	600 f. p. a.	200 f. p. a.	»	Son père à sa charge.
Garçon jardinier. . . . Femme.	49 »	6	80 p. m. »	» »	» »	» »	logés.	102 k. p. mois.	2 fois par mois.	je fais comme je peux	la femme blanchit.	»	
Surveillant de nuit. . . Femme.	50 »	2	» »	2 85 »	» »	« sans ouvrage.	260	1 f. 30 p. jour.	»	»	»	»	Sa belle-mère à sa charge.
Piqueuse de bottines (veuve)	46	1	»	»	1 »	3 mois.	130	60 c. p. jour.	32 c. p. j.	»	»	»	
Menuisier. . . . . . Blanchisseuse.	42 »	3	» »	3 50 »	» de 75 c. à 1 f.	le 1/4 du temps par maladie.	150	3 kil. 1/2 p. j.	pas souvent.	on ne peut s'en procurer.	»	»	Son beau-père à sa charge
Chiffonnier. . . . . . Chiffonnière.	41 »	6	» »	» »	2 50 2 50	» »	130	1 f. 60 p. jour.	pas du tout	on nous en donne.	la femme blanchit.	»	
Tailleur de pierres. . . Couturière.	39 »	2	» »	» »	3 75 » 60	» souvent.	135	3 kil. par jour.	1 kil. p. s.	nous n'en avons pas encore acheté.	60 c. p. s.	»	
Marchande des 4 saisons.	50	1	»	»	1 50	2 mois.	60	1 kil. 1/2 p. j.	50 c. p. j.	20 f. p. an.	30 f. p. an.	»	Gain : 462 fr. Dépense : 510 fr.
Tailleur d'habits. . . .	45	3	»	»	3 »	»	135	2 à 2 1/2 kil. par jour.	selon les moyens.	selon les moyens.	fait par les enfants.	»	
Garçon boulanger. . . Femme de ménage. . .	42 41	5	30 f. p. s. 10 f. p. m.	» »	» »	quelquefois sans place.	200	4 kil. p. jour.	1/2 k. p. j.	»	fait par la femme.	»	Sa mère à sa charge.
Journalier. . . . . . Blanchisseuse.	37 »	4	» 8 f. p. s.	3 » »	» »	3 mois. »	150	24 k. p. sem.	»	»	»	»	

PROFESSIONS.	AGE.	ENFANTS à leur charge.	SALAIRES au mois ou à l'année	SALAIRES à la journée.	SALAIRES aux pièces.	CHOMAGE.	DÉPENSES Loyer.	DÉPENSES Pain.	DÉPENSES Viande.	DÉPENSES Vêtements.	DÉPENSES Blanchissage	DÉPENSES Diverses.	OBSERVATIONS.
Charretier.	58	3	75 f. p. m.	»	»	souvent malade.	»	3 kil. p. jour.	rarement.	fait par la femme.	fait par la femme.	»	
Concierge.	»		25 f. p. tri.	»	»	»							
Couturière.	33	2	»	»	2 »	4 mois.	180	2 k. 1/2 p. j.	50 f. p. an.	150 f. p. a.	50 f. p. an.	»	Sa mère à sa charge.
La mère.	42	5	»	»	»	»	200	»	50 f. p. m. pour le ménage.	»	»	»	
Le fils aîné mécanicien	»		»	3 10	»	»							
Deux fils ouvriers.	»		»	3 »	»	»							
Menuisier.	40	2	»	3 50	»	4 et 5 mois.	200	1 f. par jour.	1 f. 50 p. j.	75 c. p. j.	50 c. p. j.	donne 5 f. p. mois à ses par[ts].	2 enfants en bas âge.
Repasseuse.	»		»	2 50	»	quelquefois l'hiver.							
Charbonnier.	40	1	»	»	met 2 f. de côté p. j.	»	600	»	»	»	»	»	
Femme.	32		»	»		»							
Maçon.	40	6	»	4 »	»	souvent l'hiver.	600	4 kil. p. jour.	1/2 k. p. j.	»	5 f. par s.	»	
Femme.	»		»	»	»	»							
Menuisier en bâtiments.	49	1	900 p. an.	»	»	100 jours.	300	700 f. par an.	400 f. p. a.	150 f. p. a.	»	»	A une tante à sa charge.
Concierge.	»		120 p. an.	»	»	»							
Menuisier.	45	3	»	4 »	»	1 mois.	200	3 kil. par jour.	pas souv., elle est trop chère	pas souv.	2 f. par s.	»	
Femme.	»		»	»	»	»							
Tailleur.	26	4	»	3 50	4 f. à 4 f. 50	4 mois.	150	9 à 10 f. p. s.	2 à 2 f. 50 c. p. sem.	300 à 350 f. par an.	2 à 2 f. 50 par sem.	lumin. et chauff. 35 c. par jour en hiver.	
Femme.	»		»	»	»	»							
Colleur de papiers peints.	»	»	»	»	9 à 10 f.	6 mois.	»	»	»	»	»	»	
Colleur de papiers en décors.	»	»	»	»	6 »	»	»	»	»	»	2 f. par s.	»	

Journalier. . . . . . Tricoteuse.	43 »	2	» »	3 f. l'été. 2 50 l'hiver.	» » 25	» »	130	»	»	»	»	»	
Peintre en bâtiments. .	»	»	»	4 »	»	3 fr. 20 dans les 4 mois d'hiver.	»	»	»	»	»	»	
Bijoutier.	»	»	»	5 à 5 f. 50 et 6 f.	7 »	4 à 5 mois.	»	»	»	400 f. p. a.	»	»	
Jardinier.. . . . . . . Femme.	» 49	6	» »	2 50	» »	» »	140	48 fr. p. mois.	trop chère 2 kil. de graisse p. semaine.	»	la femme blanchit.	»	
Menuisier. . . . . . Blanchisseuse.	38 »	4	» »	4 » »	» » 50	pas. »	190	14 f. p. semaine	2 f. p. sem.	chauss. 5 f. 50 p. m.	»	légumes, 3 fr. 50 par sem.	
Tapissier. . . . . . . Femme.	43 »	5	» »	» de 4 à 5	6 » »	de février à mai. »	220	21 kil. p. sem.	1 k. 1/2 par semaine.	300 f. p. a.	2 f. 50 à 3 f. par sem.	»	
Nacrier. . . . . . . Couturière.	» »	3	» »	2 75 1 25	» »	15 jours. »	250	1 f. 80 p. jour.	75 c. p. j.	7 f. p. mois	2 f. par s.	2 fr. p. j. cuisine, 6 fr. p. s.	1 des 3 enfants gagne 7 fr. p. sem.
Brossier. . . . . . . Femme.	» »	6	» »	4 » »	» »	2 mois. »	250	2 f. 45 p. jour.	1 f. p. jour.	4 f. p. mois	4 f. par s.	6 fr. p. s.	3 enfants gagnent chacun 1 fr. 25 par jour.
Cordier. . . . . . . Bordeuse de pantoufles.	» »	3	» »	3 50 »	» » 80	2 fr. 50 l'hiver. »	110	»	»	»	la femme blanchit.	»	2 enfants gagnent l'un 60 c. et l'autre 75 c. p. jour.
Homme de peine. . . Raccommodeuse. . . .	» »	3	» »	3 » »	» 0 75	1 mois.	200	40 f. p. mois.	3 f. p. sem.	8 f. p. mois	5 f. p. m.	10 fr. p. s.	L'aîné gagne 7 fr. par semaine.
Estampeur en médailles. Femme.	» »	2	» »	3 » »	» »	» 1 mois.	200	1 f. 35 p. jour.	30 c. p. s.	5 f p. mois.	1 f. 50 p. s.	1 fr. p. j. cuisine, 4 fr. p. s.	»
Ouvrière en bâches. . . Ouvrière en bâches, sa sœur.	» »	»	» »	2 50 2 »	» »	» fêtes et dimanc.	60	2 kil. p. jour.	1/2 k. p. j.	»	blanchissent elles-mêmes.	1 franc de charb. p. semaine.	Leur mère à leur charge, envoient de l'argent à leur frère.

Il n'est pas sans intérêt de prendre la moyenne de ces renseignements, afin de préciser les idées. Il est bien entendu que cette moyenne ne donne pas la situation la plus probable de la classe ouvrière dans toute la France, ni même à Paris. Les observations recueillies ici ne sont ni assez nombreuses ni prises dans des lieux assez éloignés les uns des autres pour prêter à la moyenne une telle importance. Néanmoins, cette moyenne, telle qu'elle est, est encore une preuve de la situation pénible d'une grande partie de la classe ouvrière, appauvrie, malgré l'augmentation de son salaire, par la baisse des métaux précieux.

SALAIRES.

	DES HOMMES.	DES FEMMES.
Au mois.	61 fr. » c.	12 fr. 50 c.
A l'année	895 »	239 60
A la journée	3 43	1 81
A la tâche, par jour.	4 88	0 90
Chômage	76 jours par an.	

DÉPENSES.

	MÉNAGES.	CÉLIBATAIRES OU VEUFS.
Nombre sur lequel portent les observations. .	64	18
Nombre moyen d'enfants.	2.88	»
Nombre de ménages où la femme n'a pas d'état.	30	»
Loyer.	195 fr.	127 fr.
Pain (par semaine)	19 kil. 944	11 kil. 270
Pain (par jour et par tête).	0 583	1 610
Viande (par semaine)	3 880	1 556
Viande (par jour et par tête)	0 113	0 222
Déclarant ne pas manger de viande	8	1
Ne répondant pas à cette question	29	14
Vêtements (par an).	231 fr. 54	112 fr. 09 c.
Blanchissage (par semaine)	2 48	1 08
Ménages où la femme blanchit elle-même. . .	16 c.	»

§ IV. — LES EMPLOYÉS.

La journée des ouvriers n'augmente pas aussi rapidement que le prix des marchandises ; mais les gages des employés augmentent moins vite encore. Leur salaire est moins variable et subit moins promptement les influences du marché, parce que leur travail n'est pas chaque jour offert et acheté ; il semble que ce soit moins la concurrence que des considérations toutes personnelles qui en règlent le taux. On le compte par année ; on le paye par mois, et c'est encore une raison pour qu'on se décide moins aisément à des augmentations d'appointements, motivées sur la seule cherté des vivres.

Prenons les employés dont les appointements sont de 1,200 à 1,800 francs, et le nombre en est grand. Leur salaire est le même que celui des ouvriers qui gagnent de 4 à 6 francs, et tout ce que nous avons dit de la gêne des uns s'applique également aux autres. Ils sont même dans une plus fâcheuse situation, parce qu'ils sont obligés de garder certains dehors dont les ouvriers peuvent se dispenser. Leur loyer, leurs vêtements leur coûtent en général plus cher. Ce sont les premières dépenses que réduisent les ouvriers : ce sont souvent les dernières qu'osent diminuer les employés, et c'est sur la nourriture qu'ils commencent par se priver. La femme d'un ouvrier exerce d'ordinaire un métier, et apporte sa part dans les recettes du ménage : la femme d'un employé n'a souvent aucune profession et ne s'occupe que des soins de son intérieur. Un surveillant des travaux d'art gagne 1,200 francs, et c'est avec cette somme qu'il doit payer un loyer de 200 francs et pourvoir à son entretien, à celui de sa femme et de ses deux enfants ; les vêtements lui coûtent 309 francs, beaucoup plus qu'à la plupart des ouvriers, le blanchissage 96 fr. Il dépense pour le pain seul 1 fr. 50 par jour, c'est-à-dire un peu plus de 3 kilogrammes, et ce seul article fait à la fin de l'année

547 fr. 50 ; il faut ensuite acheter la viande ; il est vrai qu'on n'en mange que pour 45 fr. 25 par an dans cette famille, et on n'aurait guère les moyens d'en manger davantage ; car il ne reste plus des appointements du père que 2 fr. 50 pour le chauffage, l'éclairage, le charbon, les menus plaisirs et les dépenses imprévues d'une année ! Cette situation est celle d'un grand nombre de petits employés. Ils livrent plus difficilement encore que les ouvriers le secret de leur intérieur, mais il est facile de le deviner par le chiffre de leurs émoluments. Un surveillant du télégraphe, âgé de quarante ans, et père de trois jeunes enfants, a 1,000 francs d'appointements ; sa femme ne gagne rien : il a 200 francs de loyer, 8 fr. 20 d'impositions, et dans son ménage on ne dépense que 1 fr. 20 par jour pour le pain : c'est bien peu pour nourrir cinq personnes. Et pourtant, quand ces premiers frais sont prélevés, il n'a plus que 363 fr. 80 : le reste se devine. Un contrôleur des omnibus a 1,500 fr. d'appointements : c'est un chiffre un peu plus élevé. Mais son loyer est de 300 francs, et il est père de six enfants dont l'aîné n'a que 11 ans et demi.

Dans les petits employés, il faut distinguer ceux qui sont au service des particuliers et ceux qui sont au service des grandes administrations ou de l'État. Les premiers n'obtiennent que bien lentement, il est vrai, l'augmentation de salaire dont ils ont besoin ; mais il finissent souvent par l'obtenir, soit parce qu'ils changent de maître, soit parce que le maître sait qu'ils peuvent changer, et qu'il prévient leur départ en faisant droit à leurs réclamations, ou en allant de lui-même au-devant de leurs demandes. Il est constant que beaucoup de maisons de commerce ont accordé de légères augmentations de traitement à leurs employés.

Dans les grandes administrations, et surtout dans les administrations de l'État, il y a une certaine hiérarchie qu'on ne peut pas changer, et un certain traitement attaché d'une manière fixe à chaque grade sans acception de la personne qui en

est revêtue. Il est difficile de modifier quelques salaires sans les modifier presque tous ; et, comme les moindres augmentations devant porter sur un nombre considérable de fonctionnaires, entraînent une énorme dépense, on doit bien réfléchir avant d'ajouter au salaire des personnes de petites sommes qui, réunies dans le budget général d'une administration, forment des millions. Le fonctionnaire ne persiste pas moins à rester à son poste, parce qu'il est soutenu par l'espérance d'un avancement ou d'une retraite, par la sécurité d'avenir qu'offrent d'ordinaire les fonctions publiques ou par la considération qui y est attachée. Il reste, parce qu'une fois entré dans cette carrière, il ne peut plus en choisir une autre. Dans la plupart des professions, l'ouvrier et jusqu'à un certain point l'employé quittent leur patron, quand les conditions qu'il leur fait ne leur conviennent plus. Il y a une concurrence dans la demande du travail qui, lorsque le prix de toutes choses augmente, contraint les maîtres à augmenter assez promptement le salaire de leurs ouvriers, un peu plus tardivement celui de leurs employés. Mais dans les fonctions publiques, il n'y a pas, ou presque pas, de concurrence dans la demande. Il n'y en a que dans l'offre. Quand les fonctions sont moins rétribuées, on trouve moins de gens qui se présentent pour les remplir, et c'est par la difficulté du recrutement, plus que par la désertion de ceux qui sont enrôlés qu'on s'aperçoit que la rémunération est insuffisante. L'État doit chercher et cherche en effet à remédier, autant qu'il est en lui, aux maux causés par cette révolution monétaire. Dans un grand nombre d'administrations, les petits traitements ont été augmentés, et des sommes importantes ont été portées depuis deux ans au budget dans ce but : nous aurons occasion d'en parler plus loin. Néanmoins le soulagement est encore loin de compenser les pertes subies par les petits ménages, qui payaient en 1857 les produits naturels formant leur principale dépense, 67.19 pour 0/0 plus cher qu'autrefois.

Les fonctionnaires dont le traitement varie de 3,000 à 10,000 fr., sont aussi dans une situation critique, mais il y sont par des raisons un peu différentes. Ils occupent presque tous un certain rang dans le monde; ce sont des gens de robe, magistrats, professeurs, des officiers d'un grade élevé, des administrateurs qui sont tenus de recevoir ou du moins de fréquenter la société. Il faut qu'ils se mettent au niveau des habitudes et des exigences de cette société dans laquelle le luxe a fait depuis quelque temps de si rapides progrès. Si les marchandises ont renchéri de 41.61, pour 0/0, et qu'il faille les acheter en qualité beaucoup plus belle et en beaucoup plus grande quantité, il est évident que ce n'est pas seulement de 41.61 pour 0/0, mais bien de 100 et peut-être de 150 pour 0/0 qu'ont augmenté les dépenses. Il n'y a aucune exagération à dire que les conditions de la vie ont changé de telle sorte que les dépenses de la classe moyenne ont doublé, et que la famille qui occupait, il y a quinze ans, une certaine position sociale en dépensant 5,000 fr. par an, ne peut plus la conserver sans dépenser 10,000 fr. Le fonctionnaire dont le traitement n'a pas varié, est obligé de s'effacer en quelque sorte; il a moitié moins de bien-être qu'autrefois. L'or n'a pas seul produit ce changement; mais il y a contribué, comme nous l'avons dit en parlant des industriels. En supposant que le temps modère un peu ce luxe excessif, la valeur des métaux continuera sans doute en même temps à s'abaisser, et le fonctionnaire aura toujours un traitement insuffisant, tant que l'État ne se sera pas décidé à l'élever au niveau, je ne dis pas des besoins de la mode, mais de l'élévation du prix des marchandises.

§ V. — LES RENTIERS.

Il y a différentes espèces de personnes qui vivent du revenu de leur capital et qu'on désigne communément sous le nom de rentiers.

Les uns sont propriétaires fonciers et jouissent d'un revenu variable selon le prix du loyer de leur fonds. Ils rentrent dans la même catégorie que les cultivateurs dont nous avons déjà parlé. Ils possèdent une propriété, terres ou maisons, dont la valeur ne peut être amoindrie par la baisse des métaux précieux. En supposant que cette valeur restât la même et que les métaux eussent éprouvé une baisse de moitié, 2 francs ne vaudraient pas plus que ne valait auparavant 1 franc, et le propriétaire exigerait un loyer de 20,000 fr. au lieu de 10,000 qu'on lui payait. Mais nous avons déjà fait observer que les propriétés immobilières, par suite de la richesse croissante du pays, acquerraient une plus-value, et qu'au lieu de 20,000, ce seraient 25 et 30,000 fr. que le propriétaire retirerait de son fonds. La révolution monétaire sera donc profitable à cette espèce de rentiers. Il est vrai que beaucoup d'entre eux achèteront ce profit par quelque perte momentanée. Celui qui a passé un bail avant la baisse des métaux, ne recevra, pendant toute la durée de ce bail, que le prix fixé d'après l'ancienne valeur des choses : il arrive que, toutes les marchandises se trouvant en hausse, le propriétaire ne peut plus avec l'argent qu'il touche se procurer la même somme de jouissances ; c'est le fermier qui profite du double avantage de la baisse de métaux et de la plus-value du fonds. Mais au renouvellement du bail, le propriétaire reprendra ses droits, et c'est à lui que reviendra en définitive le bénéfice de la plus-value produite par la demande plus forte des consommateurs.

Il y a des rentiers qui jouissent d'un revenu variable sans être propriétaires fonciers. Ce sont les possesseurs d'actions de banque, d'actions d'usines, d'actions de chemins de fer, et les gens intéressés à un titre quelconque, comme bailleurs de fonds, dans des entreprises industrielles. Quand chaque action représente une partie proportionnelle de l'exploitation, et que la liquidation ne peut se faire que par un partage du fonds industriel, les actionnaires sont en réalité de véritables proprié-

taires fonciers ou de véritables industriels. Mais lorsque l'action représente une certaine somme d'argent remboursable d'une manière fixe, comme les actions de la Banque ou celles des chemins de fer, l'actionnaire profite au même titre que l'industriel du mouvement général des affaires; ses dividendes annuels augmentent, et son revenu s'accroît. Mais il diffère de l'industriel en ce que son capital est représenté non par des marchandises, mais par de la monnaie, et qu'au moment où on le lui rendra, il éprouvera une perte égale à toute la dépréciation qu'auront subie les métaux dans l'intervalle du placement au recouvrement. Il avait donné une somme qui achetait 10 hectolitres de blé; on lui en rend une qui se compose, il est vrai, du même nombre de francs, mais qui ne peut acheter que 7 hectolitres : il perd 30 p. 0/0.

Il y a enfin des rentiers qui ont placé une certaine somme d'argent à tant pour cent. Ils ont un revenu fixe en apparence, mais en réalité très-variable à une époque de révolution monétaire comme la nôtre. Un rentier qui a placé, il y a vingt ans, 60,000 francs à 5 p. 0/0, et qui touche annuellement 3,000 francs jouissait d'une honnête aisance au moment où il a fait ce placement, et se croyait bien assuré d'en jouir jusqu'à la fin de ses jours. Aujourd'hui, son bien-être a considérablement diminué, et il est dans une position très-médiocre. Chaque année lui enlève une portion de son revenu égale à la baisse des métaux précieux. Si la somme placée est remboursable à une époque déterminée, il perdra sur ce remboursement, comme l'actionnaire; le bénéfice sera tout entier pour son débiteur qui, en échange de la valeur reçue, lui rendra une valeur bien moindre, après avoir payé en réalité un intérêt toujours décroissant. Si la somme n'est pas remboursable, le rentier continuera à percevoir une valeur de plus en plus réduite, et s'appauvrira d'année en année, tant que durera la baisse des métaux. De toute façon il subira une double perte : perte sur le capital, et perte sur le revenu.

C'est à cette espèce de rentiers que la baisse des métaux précieux sera sans contredit le plus préjudiciable. L'ouvrier souffre; mais, si son salaire n'atteint pas le niveau de l'élévation des prix des marchandises, il augmente du moins dans une assez forte proportion; et, quand le mouvement de baisse aura cessé, il atteindra ce niveau. L'employé souffre ; mais son traitement augmente, quoique dans une proportion beaucoup moins rapide que le salaire de l'ouvrier, et il finira, longtemps après que la baisse aura cessé, par monter à la hauteur du prix nouveau des choses. Le petit rentier qui n'a qu'un revenu fixe souffre; et, loin de concevoir l'espérance d'un sort meilleur, même dans un avenir lointain, il n'a que la perspective d'un appauvrissement continu tant que la baisse durera. C'est sans doute là une des plus fâcheuses conséquences de la baisse. Pour tous les petits rentiers qui ont passé l'âge où on se remet au travail afin de tenter de nouveau la fortune, et qui avaient mérité de jouir sur leurs vieux jours d'une aisance péniblement acquise, le mal est irréparable; mais j'avoue que je plains moins ceux qui, jeunes encore, espéraient prendre de bonne heure congé des affaires, et ceux qui, préférant une médiocrité facile et sûre à une richesse laborieuse et incertaine, comptaient sur les épargnes de leur père pour passer leur vie dans l'oisiveté. La baisse des métaux forcera les uns à quitter plus tard le travail, les autres à devenir des hommes actifs et utiles. On a dit que cette baisse était une révolution démocratique qui nivelait les fortunes : il y a quelque chose de vrai dans ce mot. On pourrait ajouter jusqu'à un certain point qu'elle est une révolution morale par laquelle l'homme se trouve obligé de devenir plus prévoyant, d'amasser davantage et par conséquent de travailler plus longtemps et avec plus d'énergie : l'activité industrielle et la production ne peuvent qu'y gagner.

CHAPITRE VII.

INFLUENCE DE L'OR SUR LE GOUVERNEMENT.

§ I. — LES BANQUES.

Les billets de banque et les effets de commerce n'ont par eux-mêmes aucune valeur déterminée. Un billet de cent francs est simplement un billet qu'une banque s'engage à échanger à vue contre un poids d'or ou d'argent qui, d'après la loi du pays, fait cent francs : il ne vaut donc que ce que vaut le métal lui-même, et il obéit à toutes ses variations. Je suppose un pays dans lequel la circulation de la monnaie de papier soit ordinairement de 300 millions. Si les métaux viennent à perdre un tiers de leur valeur, qu'en adviendra-t-il? Que les 300 millions, ne représentant plus qu'une valeur moindre d'un tiers, ne suffiront plus à la circulation, et qu'il faudra nécessairement, en supposant que les besoins du commerce soient restés les mêmes, porter à 400 millions l'émission des billets. C'est à peu près ce qui arrive, pour la France en particulier, depuis quelques années. Mais nous avons dit que les besoins du commerce ne restaient pas les mêmes et que l'activité communiquée à l'industrie par l'affluence de l'or, rendait nécessaire une somme de monnaie représentant une valeur bien plus grande qu'auparavant. Il faudra plus de billets, non-seule-

ment pour combler le vide fait par la baisse de l'argent, mais encore pour satisfaire à une demande plus considérable. Le pays qui avait 300 millions de billets, peut, après une baisse d'un tiers dans la valeur des métaux, avoir besoin d'en posséder dans la circulation 5 et 600 millions. C'est encore ce qui est arrivé depuis quelques années.

En Angleterre, la circulation des billets de banque de toute nature qui était évaluée, pour les trois royaumes, à 875 et à 840 millions en 1848 et en 1849, était portée à 1 milliard et à 975 millions en 1853 et en 1854.

En France, il y a eu un accroissement non moins grand dans les opérations de la banque, comme le montre le tableau suivant :

ANNÉES.	MOYENNE du PORTEFEUILLE.	CIRCULATION des BILLETS.	TOTAL DES ESCOMPTES de l'année.	MONTANT des OPÉRATIONS.	Mouvements généraux des espèces, des billets et des virements dans la Banque centrale.
1847	176 millions.	241 millions.	2,665 millions.	2,714 millions.	14 milliards.
1848	165 —	409 —	1,644 —	2,714 —	11 —
1849	132 —	431 —	1,349 —	1,328 —	11 —
1850	112 —	481 —	1,176 —	1,470 —	11 1/2 —
1851	120 —	583 —	1,240 —	1,592 —	14 —
1852	250 —	689 —	1,824 —	2,540 —	22 —
1853	275 —	644 —	2,842 —	3,964 —	26 —
1854	300 —	636 —	2,944 —	3,888 —	25 —
1855	388 —	612 —	3,746 —	4,863 —	30 —
1856	475 —	612 —	4,419 —	5,809 —	35 1/2 —
1857	610 —	600 —	5,582 —	6,065 —	32 1/2 —

L'augmentation est considérable. Le chiffre de 1847 en donnerait sans doute une idée exagérée, puisqu'à cette époque il y avait les billets des banques départementales qui circulaient dans neuf départements en concurrence avec ceux de la Banque de France. Mais on peut prendre le chiffre de 1848 et de 1849 et dire que l'augmentation est de plus de 42 pour 0/0 ; depuis cette époque, la Banque, il est vrai, a étendu par ses succursales son influence dans plusieurs départements ; mais elle ne l'a fait que parce que les besoins nouveaux du commerce lui permettaient de donner avec avantage cette extension à son crédit.

On voit qu'elle a dépassé de beaucoup la baisse des métaux, et que ce surcroît de monnaie de papier et d'opérations de crédit n'a pas servi seulement à combler le vide, mais à fournir un nouvel aliment à l'activité croissante de l'industrie et du commerce. Dans le cours des dix années précédentes, l'augmentation n'avait été que de 20 p. 0/0 sur la circulation des billets. Les escomptes de la Banque de France ne représentent qu'une partie du mouvement du crédit en France. Bien des effets de commerce circulent et arrivent à leur échéance sans avoir passé par son portefeuille. Le Comptoir d'escompte, qui n'existait pas avant 1848, a escompté à lui seul pendant l'exercice 1855-56, 736,380 effets représentant 649,822,782 francs. On peut dire, sans avoir les éléments nécessaires pour fixer un chiffre, non-seulement que la masse du papier de crédit en circulation est beaucoup plus grande que ne l'indiquent les comptes de la Banque, mais même que l'accroissement a été beaucoup plus rapide qu'ils ne le font supposer. L'affluence de l'or est donc plutôt favorable que défavorable aux banques et aux institutions de crédit. En amoindrissant la valeur de la monnaie et en stimulant l'industrie, elle augmente d'une part la somme des billets en circulation, et d'autre part l'escompte des effets de commerce et toutes les opérations lucratives. Nous en avons sous les yeux des preuves incontestables : le dividende de la Banque de France, qui ne dépassait pas 150 francs avant 1848, était de 272 fr. en 1856 ; celui du Comptoir d'escompte s'était élevé durant les trois derniers exercices de 36 à 42, puis à 47 francs.

L'affluence de l'or a pourtant créé quelques difficultés à la Banque de France.

La première est due à l'excès de la spéculation. L'industrie lancée dans la voie du progrès a voulu marcher sans attendre la formation du capital qui devait la soutenir. On a abusé du crédit, et la Banque, pour ne pas être débordée, a été obligée d'élever le taux de l'escompte et de rapprocher les échéances.

La seconde est due en grande partie à la nature de l'industrie agricole en France. Le crédit, malgré l'extension qu'il a prise, n'a jusqu'ici pénétré que d'une manière très-imparfaite dans les campagnes. Les ventes et les achats ne s'y font d'ordinaire qu'en espèces sonnantes; et, comme le prix des denrées naturelles avait augmenté de 67.19 p. 0/0, il a fallu, pour les échanger, une quantité beaucoup plus grande d'or et d'argent. C'est un fait qu'a signalé avec raison dans son rapport de 1856 M. Darblay, un des hommes les plus capables de juger ces questions : « Tout commerçant, dit-il, sait, par expérience, que chaque fois que les denrées qui font l'objet de son commerce augmentent de prix, il est forcément obligé d'augmenter dans la même proportion son fonds de roulement; c'est là une conséquence inévitable de la cherté qui s'applique au pays tout entier aussi bien qu'à chaque particulier. Or, depuis quatre ans, les choses les plus nécessaires à la vie, les céréales surtout, qui se soldent presque toujours en numéraire dans nos départements éloignés, se sont maintenues constamment à des prix presque doubles de l'ordinaire. Il a donc fallu que dans la circulation le capital, déjà énorme, appliqué habituellement à ce commerce, fût presque doublé : c'est de là évidemment qu'est résulté, bien plus que de toute autre cause, la pénurie d'espèces métalliques qui se fait sentir depuis quelque temps dans nos caisses. » C'est une conséquence de l'affluence de l'or que nous avons déjà indiquée au chapitre v du livre II, et nous avons vu que la Banque, le grand réservoir des espèces métalliques, a dû payer, pour fournir des métaux aux campagnes, 10,170,400 francs de prime en dix-huit mois.

Les mauvaises récoltes ont toujours eu pour effet de faire sortir une grande quantité de numéraire des coffres d'une banque. Celle de 1846, entre autres, épuisa la réserve et causa les mêmes embarras que celle de 1853, 1854, 1855 et 1856 : l'encaisse baissa de 252 à 80 millions. A cette époque on n'était pas d'accord sur les causes de cette rareté subite du nu-

méraire. Les uns l'attribuaient, très-faussement, à une diminution dans la production des mines, les autres, avec plus de raison, à l'influence de la récolte. « Quoi qu'il en soit de ces deux conjectures, disait M. d'Argout, l'accroissement des besoins d'argent et leur multiplicité est un fait certain qui n'est contesté par personne. »

Ce besoin d'argent est devenu moins grand depuis la récolte abondante de 1857, et surtout depuis la stagnation produite par la crise. Mais je ne crois pas que la difficulté ait entièrement disparu, parce que la cherté ne provient pas seulement de la cause accidentelle des mauvaises récoltes, mais de la cause permanente de l'amoindrissement de la valeur de l'or : après le retour des années fécondes, il faudra encore un supplément d'argent proportionné à la hausse des prix causée par l'affluence de l'or, et par le progrès de la consommation. Le remède à ce mal n'est pas seulement dans les bonnes récoltes; il est aussi dans le développement du crédit. Que les campagnes apprennent à se servir des billets, et elles ne soutireront plus l'or de la Banque. Déjà depuis quelques années, principalement depuis la création des billets de cent francs et l'établissement des succursales, elles ont fait de grands progrès sous ce rapport. Elles en feront encore; mais il faut du temps pour former l'éducation commerciale des paysans.

Les besoins de la circulation sur les marchés des campagnes forment assurément la demande la plus considérable d'argent à la Banque. Cependant l'écoulement des métaux a encore une autre cause qu'on ne doit pas passer sous silence et dont nous nous occuperons bientôt : je veux parler de la spéculation qui s'exerce en France sur l'argent et qui l'exporte en Angleterre ou en Hollande pour profiter de la prime dont il jouit.

§ II. — LE MONNAYAGE.

Nous savons que depuis neuf ans le monnayage en France est

trois fois plus considérable qu'il n'était sous le gouvernement de Juillet, et qu'il a augmenté aussi dans une proportion très-forte aux États-Unis, en Angleterre et dans la plupart des pays commerçants de l'Europe. La cause de cette augmentation, nous la connaissons : c'est la production plus abondante des mines. Or, les 9/10 des quantités extraites sont employées au monnayage, et, comme il ne peut pas y avoir de trop-plein dans la monnaie, il en résulte que plus les mines produiront, plus les hôtels de monnaie frapperont de pièces. Il est inutile d'insister sur une conséquence si évidente et qui est déjà démontrée par tout ce que nous avons dit jusqu'ici.

Nous n'avons qu'une seule observation à faire. Lorsqu'on dit qu'il n'y a jamais de trop-plein dans la monnaie, on ne parle pas de tel ou tel pays ; car la proposition ainsi énoncée serait fausse : on parle de l'ensemble des pays commerçants qui ont entre eux des relations suivies. Entre ces divers pays, se répartissent les métaux dans la proportion des besoins de chacun, et le trop-plein des uns s'écoule promptement chez les autres : c'est ainsi que s'établit un certain niveau de valeur qui n'est sans doute pas le même partout, mais qui varie d'autant moins que les communications sont plus faciles et plus fréquentes. Les pays qui reçoivent les premiers l'or et l'argent sont en quelque sorte les entrepôts des métaux précieux, comme les États-Unis, l'Angleterre et la France, qui, à eux trois, ont monnayé environ 6 milliards en neuf ans, c'est-à-dire plus des 3/4 de la quantité extraite des mines. Ces pays, chargés de distribuer les métaux dans les différentes contrées du monde par le moyen du commerce, les expédient le plus souvent sous forme de pièces de monnaie. L'affluence de l'or aura pour effet de communiquer une grande activité à leur monnayage : c'est une industrie peu importante, à la vérité, qui prospérera, et une marchandise qu'ils pourront donner avec bénéfice dans leur commerce avec les nations étrangères, tant que durera la baisse.

Nous nous réservons de parler au chapitre XII de l'influence

qu'exerce l'abondance de l'or sur le monnayage dans un pays qui a deux étalons monétaires.

§ III. — LE BUDGET.

L'amoindrissement de la valeur des métaux soulève de graves questions au sujet de l'administration des fonds publics. Il dérange l'équilibre des budgets et introduit dans les finances une certaine perturbation qu'on ne peut corriger qu'avec du temps et beaucoup de prudence.

La recette augmentera : c'est un fait incontestable. Les contributions directes ont produit 382,326,126 fr. en 1850, 421,048,676 francs en 1853; elles étaient évaluées pour 1857 à 438,369,947 francs, et elles ont dépassé ce chiffre. Les douanes et sels ont produit 154,020,923 francs en 1850; 177,938,026 fr. en 1853, et étaient évalués à 231,916,000 fr. en 1857. Les contributions indirectes ont produit 302,390,170 fr. en 1850, 341,263,232 francs en 1853, et étaient évaluées à 404,482,000 francs en 1857. Le total des recettes a été de 1,308.461,994 francs en 1850, de 1,516,769,831 francs en 1853; il était évalué à 1,709,874,512 francs en 1857 : presque toutes ces évaluations ont été dépassées. De 1850 à 1857, l'augmentation est de 14 pour 0/0 sur les contributions directes, de 80 pour 0/0 sur les douanes et sels, de 33 pour 0/0 sur les contributions indirectes et de 29 pour 0/0 sur la recette totale. Sans que les impôts aient augmenté d'une manière sensible, sans que le pays ait eu à subir de surcharge onéreuse, les revenus se sont accrus de 20 pour 0/0. La crise ralentira et arrêtera quelque temps cette marche progressive; elle pourra même réduire sensiblement le chiffre de certains produits. Mais la crise n'est que passagère. Les revenus s'accroîtront encore, parce que la baisse seule des métaux précieux suffirait à les accroître, si le développement de l'industrie ne venait y contribuer dans une forte proportion. En effet, le produit des

droits qui se perçoivent d'après la valeur à tant du cent augmentera proportionnellement à l'élévation des prix causée par la baisse des métaux, et le produit de ceux qui se perçoivent au poids ou d'après un tarif indépendant de la valeur, augmentera aussi, parce que la baisse des métaux agira sur les objets soumis à ces droits comme une véritable diminution d'impôt. Mais l'augmentation sera bien plus forte encore, grâce au développement de l'industrie ; de nouvelles constructions s'élèveront, de nouvelles terres seront mises en culture, de nouveaux établissements industriels se formeront, le prix des loyers haussera et le produit des contributions directes augmentera, comme nous l'avons vu augmenter de 14 pour 0/0 dans les sept dernières années. Le commerce extérieur deviendra beaucoup plus actif, et, grâce à la double influence de la baisse des métaux et de l'accroissement du commerce, nous avons vu que le produit des douanes et des sels avait augmenté de 50 pour 0/0. La consommation intérieure subira la même influence, et les contributions indirectes augmenteront : elles ont augmenté de 33 pour 0/0. Même changement se fera sentir sur les droits de timbre et d'enregistrement, et sur le produit des postes. L'augmentation sera pourtant loin d'être la même sur tous les chapitres : les chiffres que nous venons de comparer prouvent clairement, comme le raisonnement le démontre, que les contributions directes et tous les droits qui tiennent de leur nature suivront d'un pas très-inégal le progrès des revenus indirects.

Les dépenses resteront-elles fixées au même chiffre pendant que s'accroîtront les revenus? Évidemment non ; mais il faut chercher sur quels chapitres et dans quelle proportion se fera l'augmentation. Ce n'est pas assurément sur la dette publique. Le chiffre de la dette restera invariable. L'État s'est reconnu débiteur d'une certaine quantité de francs : quelle que soit la valeur des métaux, il doit payer seulement cette quantité de francs stipulée au contrat en monnaie ayant cours légal dans le

pays. Il en résulte que plus la baisse sera forte, et moins il sentira le poids de sa dette dont la rente annuelle n'est pas moindre aujourd'hui de 511,225,062 francs.

Les frais de régie des impôts augmenteront : ils ont déjà augmenté durant les sept dernières années de 148 à 170 millions, c'est-à-dire d'environ 14 p. 0/0. C'est qu'une partie des impôts est perçue par des fonctionnaires dont le traitement se compose d'une retenue de tant pour cent et augmente avec le chiffre de leur perception. L'augmentation du salaire de ces employés n'est pas une surcharge pour l'Etat, elle n'est que la preuve d'un accroissement de revenu. Mais tous les employés, même dans l'administration des finances, ne jouissent pas de ces avantages, et ceux même qui en jouissent ne trouvent pas dans cette augmentation une compensation suffisante à la hausse du prix de toutes les marchandises. Pour être logique et pour mettre le service du matériel et la condition des personnes au même niveau que par le passé, il faut nécessairement admettre que les dépenses pour frais de régie doivent augmenter dans la même proportion que le prix des marchandises en général. Or, la hausse, abstraction faite des causes passagères, peut être évaluée aujourd'hui à 25 p. 0/0, et il faudrait augmenter encore ce chapitre de 11 p. 0/0 sur le chiffre de 1850, soit environ de 15 millions.

Le service des ministères a peu varié de 1850 à 1857. La justice avait 26 millions, elle en a 27 ; les affaires étrangères sont restées à 10 millions ; l'instruction publique et les cultes avaient 63 millions, ils en ont 64 ; l'intérieur, l'agriculture, le commerce et les travaux publics avaient 239 millions, ils en ont 221 ; la guerre avait 393 millions, elle en a 340 ; la marine en avait 100, elle en a 121 ; les finances en avaient 17, elles en ont 19. Le total était alors de 943 millions ; il est évalué aujourd'hui à 813. Cette diminution s'explique parce que les grandes dépenses de bâtiment qui élevaient à 168 millions le budget des travaux publics ont diminué de plus de 100 millions.

Mais le fait qui ressort de cette comparaison, c'est qu'il n'y a pas eu d'augmentation, et qu'on n'a pu donner des traitements un peu plus élevés à certains fonctionnaires obligés à des frais de représentation ou ne recevant qu'un salaire tout à fait insuffisant qu'en réduisant la dépense sur d'autres articles. Or, pour maintenir les services publics à la hauteur où ils étaient autrefois, pour continuer à faire face à l'entretien chaque jour plus coûteux du matériel, pour rendre aux personnes, je ne dis pas le rang qu'elles ont occupé dans une société qui depuis s'est enrichie et lancée dans le luxe, mais l'équivalent de la valeur dont on payait autrefois leur travail, il faudrait porter à 25 p. 0/0 au-dessus du chiffre actuel la dépense des ministères, c'est-à-dire à 1 milliard.

Le budget total supporterait dans ce cas une augmentation d'environ 215 millions, et dépasserait, d'après les comptes du budget provisoire de 1857, la somme de 1,900 millions. Les recettes, malgré les augmentations que nous avons signalées, ne montent qu'à 1,710 millions.

Sans doute il n'est pas absolument nécessaire de porter à ce chiffre l'augmentation de la dépense. Il y a des traitements élevés qu'il ne serait pas opportun d'élever encore au moment où l'argent fait défaut. Il y a telle dépense que l'on peut réduire, telle économie que l'on peut apporter dans l'administration sans nuire en rien aux services publics, et peut-être moins de 100 millions suffiraient-ils à rétablir l'équilibre déplacé.

Néanmoins la situation n'est pas sans gravité : la dépense en droit a dépassé la recette par suite de l'affluence de l'or. Si, en fait, ce déplacement n'a pas eu lieu dans la balance de nos finances, c'est parce qu'un gouvernement hésite, et qu'il est de son devoir de peser mûrement toutes les raisons avant de se résigner à une augmentation de dépense, entraînant nécessairement à sa suite une augmentation d'impôts. Mais pendant ce temps la classe nombreuse des fonctionnaires souffre de la condition qui lui est faite ; et, plus on attendra, plus grandira

la différence entre la recette et les besoins de la dépense normale, si la valeur des métaux continue à baisser.

Aussi le gouvernement s'est-il vivement préoccupé de cette question. Dans plusieurs administrations publiques, on a donné des indemnités ou des augmentations de traitement aux fonctionnaires les moins rétribués. Au Corps législatif, lors de la discussion du budget de 1858, plusieurs orateurs ont demandé qu'on améliorât la situation d'un grand nombre de fonctionnaires. « L'État est menacé de manquer d'employés, disait l'un d'eux,... cette situation fâcheuse ne saurait être niée, et, depuis plusieurs années, elle tend incessamment à s'aggraver avec l'augmentation du prix des loyers, avec la cherté progressive des denrées alimentaires. » Le gouvernement avait lui-même mis depuis quelque temps la question à l'étude; il préparait une révision générale de tous les petits traitements. « Par suite de ces études, des crédits devront être demandés, disait M. de Parieu, mais des mesures telles que réclame l'honorable préopinant ne sont pas de nature à être scindées; elles doivent nécessairement faire partie d'un travail d'ensemble. » « Le gouvernement, ajoutait M. Baroche, est animé de l'intention bien ferme de marcher aussi vite qu'il le pourra dans une voie d'améliorations pour des situations si dignes d'intérêt; mais il faut qu'il renferme sa bonne volonté dans les limites du possible. » Les effets de cette révision se feront sentir dans le budget de 1859. « L'accroissement de la valeur de toutes choses, disait l'Empereur à l'ouverture de la session, nous a obligés, dès l'année dernière, à augmenter les appointements attachés aux fonctions les moins rétribuées. L'ordinaire des soldats a été amélioré, et la solde des officiers de grade inférieur augmentée. Le budget de 1859 élève le traitement des desservants, celui des professeurs et des instituteurs, enfin celui des juges de paix. » En effet, 5 millions avaient été votés pour 1858; 5,136,000 francs sont proposés au budget de 1859 et seront répartis entre les divers ministères.

CHAPITRE VIII.

DE LA CRISE COMMERCIALE.

Les causes des crises commerciales sont connues [1]. L'homme a le désir de s'enrichir et le besoin d'exercer son activité ; il cherche toujours à produire, et la production n'a d'autres limites que celles que lui imposent les capitaux et la consommation. Sans capitaux, la source même du travail est tarie, et le travailleur est impuissant à produire ; sans consommation, le travail est arrêté en quelque sorte à son embouchure et les canaux trop pleins ne tardent pas à déborder. Mais l'homme actif, au moment où il forme une entreprise, ne sait pas encore au juste quelle sera la consommation ; il s'en inquiète peu, et on doit se féliciter de cette audace ; car, sans cette initiative de la production, il n'y aurait ni activité, ni progrès industriel, ni bon marché : c'est l'abondance de la production qui souvent détermine l'abondance de la consommation. Il ne sait pas même s'il aura les capitaux nécessaires pour poursuivre son œuvre ; il engage aujourd'hui tous ceux qu'il peut se procurer ; sait-il si demain il pourra les dégager par une vente avantageuse ou en trouver d'autres à emprunter? D'ailleurs c'est

[1] La marche générale des crises commerciales a été très-bien exposée par M. Clément Juglar dans le *Journal des Économistes* (avril et mai 1857).

d'ordinaire avec le crédit qu'il s'établit et qu'il se soutient. Or, le crédit est une avance de services hypothéquée sur l'avenir; l'emprunteur reçoit sous une forme quelconque un certain capital qu'il engage et qu'il promet de dégager et de rendre à une époque convenue. Cette époque arrivée, le capital sera-t-il réellement dégagé et disponible? c'est ce qu'on espère toujours, mais aussi ce qu'on ignore au moment où l'on forme l'entreprise. Production, capital, consommation, trois choses qui dans toute société sont étroitement unies et s'accroissent ou diminuent ensemble, mais qui pourtant ne marchent pas tellement de front que l'une d'elles ne devance parfois les autres et ne s'écarte imprudemment de ses compagnes.

Par un effet naturel de l'activité humaine, c'est la production qui tend d'ordinaire à devancer le capital et la consommation. Dans les temps de calme commercial, lorsque les capitaux sont à bon marché, et que la production suffit à peine aux besoins du consommateur, on trouve de grands bénéfices à produire, et tout le monde se met à produire ou à acheter pour revendre. Les prix des marchandises s'élèvent; c'est un nouveau stimulant pour l'industrie qui en recueille les bénéfices, et le mouvement s'accélère. Tous les capitaux sont sollicités à se jeter dans l'industrie ou dans les grandes sociétés : c'est le moment où s'élèvent les usines, où se construisent les chemins de fer, où se créent les compagnies de toute espèce. Le nombre des spéculateurs à la hausse augmente : on spécule sur les actions, on spécule sur les marchandises. Tel en achète, parce qu'il prévoit qu'un mois plus tard il les vendra plus cher : il n'a pas l'argent pour payer, mais il espère l'avoir quand il aura vendu; il l'a en effet un mois après, et il a de plus le bénéfice à l'aide duquel il s'enrichit promptement en renouvelant sans cesse la même opération. Mille spéculateurs, et bientôt dix mille, cent mille font comme lui. Mais il arrive un moment où les ressorts trop tendus se brisent. Lorsque tous les capitaux sont engagés, il faut du temps pour les dégager ou pour en

former d'autres. La spéculation ne peut attendre ; une fois lancée dans la voie de la hausse sur la pente du crédit, elle ne peut plus s'arrêter ; car la continuation seule du crédit et de la hausse lui permet de faire face à ses engagements antérieurs. Il n'en est pas de même de la consommation. Elle subit quelque temps la hausse sans murmurer ; mais, quand cette dernière devient trop tyrannique, elle proteste, à la manière des faibles, par sa résistance passive. Quand toutes les marchandises sont très-chères, ceux qui n'ont pas l'intention de spéculer achètent moins ; on se procure au jour le jour ce qui est indispensable ; mais on ne fait pas de provisions, et l'on remet à un autre temps tous les achats qu'il est possible de remettre. Alors le divorce se fait entre la production et la consommation, et le moindre accident le fait éclater. Il faut nécessairement que la baisse se produise, mais elle ne se produit pas sans des déchirements et des souffrances : c'est là justement la crise.

Les spéculateurs à la hausse résistent quelque temps en continuant à acheter et en refusant de vendre, pour maintenir les cours ; ils emploient toutes les forces que peut leur prêter le crédit. On voit alors le portefeuille des banques se gonfler et la circulation des billets et des effets de toute espèce devenir plus active. Mais enfin il faut céder devant l'inertie de la consommation, et la résistance ne sert qu'à aggraver les pertes. La déroute devient bientôt générale ; les spéculateurs, succombant à la baisse, s'empressent de vendre afin de ne pas tout perdre, et par là même ils augmentent la baisse. Pour faire face à leurs engagements, ils demandent de l'argent à tout prix ; mais les capitaux sont engagés et il faut se les disputer ; les banques sont assiégées, les billets de banque demandés partout ; le numéraire, qui ne représente toujours qu'une très-petite partie du capital circulant, et dont aurait besoin partout à la fois dans de pareils moments, devient toujours insuffisant, quelque abondant qu'il soit : c'est pourquoi on donne à ces crises le nom de *crises monétaires* aussi bien que celui de *crises com-*

merciales. De nombreuses faillites se déclarent ; quiconque est trop engagé dans la spéculation périt. Le travail se ralentit ou s'arrête ; on ne produit plus, on ne spécule plus ; le consommateur seul achète. Quand la liquidation est faite, quand le niveau est rétabli entre la production et la consommation, la crise est terminée ; mais le champ de bataille est couvert de ruines, et la spéculation, rendue timide, ne se lance pas aussitôt dans de nouveaux hasards ; il y a un intervalle de lassitude et de repos, qui est d'ordinaire d'autant plus long que la crise a été plus forte, une sorte de trêve pendant laquelle chacun panse ses blessures, ou attend que le travail, en créant des capitaux, lui ait forgé de nouvelles armes.

Les crises ont un caractère périodique. Leur retour n'est pourtant pas fatalement marqué et n'a pas d'époque précise. Les événements politiques, les disettes ou les récoltes abondantes, les institutions économiques d'un pays, les habitudes commerciales peuvent les précipiter ou les ralentir. Nous ne sommes pas sur cette matière à notre première expérience. Depuis le commencement du siècle, nous avons eu déjà une première crise en 1803 après la rupture de la paix d'Amiens, en 1805 une seconde crise que la victoire d'Austerlitz dissipa, à la fin de 1810 une troisième crise plus sérieuse dont le commerce sentit longtemps les effets et dont les revers de 1813 l'empêchèrent de se relever sous l'empire ; sous le gouvernement constitutionnel nous avons eu une crise en 1818, une autre en 1826 ; cette fois encore, le commerce, rudement frappé, commençait à peine à reprendre ses forces quand éclata la révolution de 1830 ; une crise en 1836 et en 1837 qui fut terrible en Amérique et qui ne fit qu'effleurer la France ; enfin en 1847 après la mauvaise récolte de 1846, une septième crise qui fut suivie de la révolution de février et de trois années de langueur commerciale.

A toutes les époques, les crises offrent les mêmes symptômes et produisent les mêmes effets. Voici comment s'exprimait

M. d'Argout, gouverneur de la Banque, au sujet de la crise de 1837 : on n'écrirait pas autrement l'histoire de celle de 1857.

« La marche de nos manufactures, disait-il, avait été si rapide qu'elle devait nécessairement subir un temps d'arrêt. Quelques exportations de numéraire dont on a exagéré l'importance et qui maintenant se sont sensiblement réduites, excitaient un certain ombrage, lorsqu'une crise assez grave est survenue aux Etats-Unis. La pénurie du numéraire y avait fait monter l'intérêt de l'argent à un taux exorbitant. C'est à Londres que se fit d'abord ressentir le contre-coup de cette crise. La Banque d'Angleterre, malgré la puissance de ses moyens d'action et son habileté si connue, se vit obligée d'élever le taux de ses escomptes de 4 à 4 1/2 p. 0/0 et plus tard à 5. La Banque d'Amsterdam imita cet exemple ; la France ne pouvait se soustraire entièrement à l'influence de ces événements, car le commerce du monde entier est plus ou moins solidaire... L'argent devint rare, des demandes d'espèces furent adressées à Paris de divers points de la France et de quelques pays voisins. La réserve de la Banque pouvait seule en fournir... »

C'est ce qui est arrivé en 1857. Après les trois années de langueur qui suivirent la révolution, le commerce, sollicité par l'abondance de l'or et rassuré contre les agitations politiques, s'est laissé emporter par l'ardeur de la spéculation. Rarement on avait vu sur le marché français une aussi grande activité ; dès l'année 1852, une foule d'entreprises nouvelles se cotent à la Bourse ; les capitaux, à peine formés, sont absorbés ; la guerre, les travaux publics, les emprunts, la disette elle-même, tout y contribue. On spécule à la hausse, et les cours s'élèvent. Ce mouvement a été général ; les pays, tels que l'Allemagne et les Etats-Unis, qui n'ont pas eu comme la France à payer la guerre et à subir la disette, ont été entraînés comme elle. L'abondance de l'or, nous l'avons démontré, n'est pas étrangère à ce grand mouvement, qui s'est communiqué partout où les métaux se sont répandus.

Cependant le marché, surchargé de titres de crédit, avait paru plusieurs fois sur le point de s'affaisser. Le gouvernement avait voulu contenir la spéculation sans y parvenir. Dans le cours de l'année 1856 les transactions étaient difficiles à la Bourse ; les cours languissaient, cependant les marchandises en général restaient fermes et se maintenaient en hausse. Le même embarras s'était fait sentir en 1857.

Au mois d'août, la récolte est bonne, et une baisse inévitable, excellente sous tous les rapports, se produit sur les céréales. Mais, déjà la déroute commence dans les rangs des spéculateurs à la hausse. Sur ces entrefaites, la crise éclate avec violence aux États-Unis ; tout crédit disparaît ; les faillites se multiplient, les banques ne remboursent plus leurs billets. Des États-Unis, la crise se communique en Angleterre, à Hambourg, en France. Le mal gagne tous les marchés importants, et la défiance est générale. Une baisse se produit sur toutes les marchandises, 20 p. 0/0 sur les cuivres, 10 p. 0/0 sur les laines, 20 p. 0/0 sur les cotons. Pendant les mois de novembre et de décembre, les meilleures maisons d'exportation de Paris estiment à 50, et plusieurs même à 75 p. 0/0 la diminution de leurs affaires. Ce n'est pas que les commissionnaires aient manqué de débouchés ; des ordres d'acheter leur étaient adressés de tous côtés, mais ils n'osaient les exécuter. Les affaires se faisaient argent comptant, et l'argent était rare parce que tout le monde avait besoin du sien. Durant le dernier trimestre de 1857, les droits de douane à l'importation sur les marchandises diverses produisent 4,600,000 francs de moins que dans le trimestre correspondant de 1856. Au mois de novembre, l'encaisse est tombée à Paris de 120 millions à 73, dans les succursales de 128 à 115. Cependant la liquidation se fait sans secousse violente et sans faillite ; pendant que les États-Unis sont bouleversés, que l'Angleterre et Hambourg sont si violemment agités, la France résiste, elle reste ferme.

Pourquoi cette différence ? C'est d'abord parce que la France

se trouve par son commerce moins engagée avec les États-Unis et le Brésil que l'Angleterre et que Hambourg; c'est parce qu'en général les Français sont en matière de crédit beaucoup plus réservés et plus prudents que les Anglais et les Américains, c'est enfin parce qu'une raison particulière venait s'ajouter à ces raisons générales. L'or, en excitant la spéculation, avait en partie causé la crise; l'or, en fournissant les moyens de liquider plus promptement les affaires engagées, a rendu la crise moins longue et moins forte. A la fin de 1857, nous possédions en France 4,886 millions de métaux précieux, c'est-à-dire 1,386 millions de plus qu'en 1847 ; grâce à cette augmentation, on avait beaucoup plus de chances de trouver des capitaux disponibles. De plus, la France consomme environ par mois 10 millions d'hectolitres de blé; à 30 francs l'hectolitre, c'était un capital de 900 millions qui se serait trouvé absorbé par les marchés de grains pendant le dernier trimestre de 1857. L'abondance de la récolte, en la faisant descendre entre 18 et 16 francs, a libéré pendant ce trimestre une somme de 375 millions qui ont servi à liquider la position plus facilement. La baisse des céréales a été ainsi à la fois une des causes occasionnelles qui ont déterminé la crise et une de celles qui en ont amorti les coups. Mais elle ne l'a fait que par le moyen du numéraire qu'elle a rendu aux transactions commerciales. En définitive, c'est le numéraire, c'est l'or qui se retrouve à l'origine de la crise, comme stimulant de la spéculation, et à la fin comme instrument de liquidation. Jamais on n'avait vu une crise, s'annonçant d'une manière aussi terrible, disparaître aussi promptement. Au mois d'octobre, elle éclatait, paralysait le commerce, élevait l'escompte à 10 p. 0/0 sur les meilleures places et le rendait impossible sur d'autres ; au mois de janvier 1858, le calme renaissait déjà, l'encaisse des banques augmentait et l'escompte retombait à 4 pour 0/0 à Londres et à Paris, à 3 pour 0/0 à Hambourg.

La spéculation élève les prix au-dessus de leur taux normal,

la crise les précipite au-dessous. Dans les prix de la fin de 1857 et du commencement de 1858, il ne faut voir que des accidents passagers. Déjà la hausse recommence, le niveau des valeurs se rétablira peu à peu. Il ne faut pas prendre les oscillations extrêmes du marché pour ce niveau, il faut le calculer sur la moyenne des variations. Certaines marchandises ont pu baisser de 20 pour 0/0, mais elles se sont relevées, et l'on ne peut pas, toute comparaison faite, attribuer à l'influence passagère de la spéculation plus de 5 pour 0/0 sur l'augmentation des prix. Le reste est une augmentation qui a favorisé, il est vrai, la spéculation en provoquant la hausse, mais qui tient à d'autres causes, et qui survivra à la déroute des spéculateurs.

CHAPITRE IX.

LE BIEN ET LE MAL.

Rassemblons les divers résultats auxquels nous sommes parvenus et voyons le lien de tous ces effets produits par une même cause.

En France, le monnayage actuel est depuis 1848 trois fois plus considérable qu'il n'était sous le gouvernement de Juillet. On avait frappé, de 1795 à 1848, 5,176 millions ; on a frappé depuis 1848 jusqu'en 1857, 2,890 millions, c'est-à-dire qu'on a augmenté la somme des pièces frappées à l'effigie de la France dans la proportion de 100 à 155.

Le pays possédait sous diverses formes 3,500 millions de métaux précieux ; il en avait reçu, de 1848 à 1857, 4,111, c'est-à-dire qu'il avait passé dans la circulation le double de ce que possédait auparavant le pays. Mais il n'en était resté que 1,300 millions, et en réalité le capital métallique de la France avait augmenté seulement dans la proportion de 100 à 137. L'année 1857 a ajouté à l'importation 665 millions et au capital métallique 86 millions. Le mouvement n'est pas arrêté; la crise semblerait même l'avoir fortement accéléré. Le premier trimestre de 1858, dont les résultats viennent d'être publiés au moment où ces pages étaient sous presse, nous apprend que l'Angleterre, le grand entrepôt des métaux précieux, a im-

porté, du premier janvier au 31 mars, 195,288,325 francs d'or, et 60,994,000 fr. d'argent, total 256,282,325 fr., et qu'elle a exporté 63,776,525 fr. d'or et 68,851,525 fr. d'argent, total 132,628,050 fr.; ses importations dépassent ses exportations de 123,654,275 francs. La douane française accuse, durant la même période, à l'importation 47,578,036 fr. d'argent et 178,710,840 fr. d'or, total 226,288,876 fr., et à l'exportation 24,148,696 fr. d'argent et 5,241,390 fr. d'or, total 29,390,086 fr. Ces derniers chiffres ne sont pas tout à fait d'accord avec ceux de la douane anglaise, qui pense avoir reçu de France 23 millions d'argent et 8 millions d'or. Il resterait à chercher la cause de cette différence. Mais il ne ressort pas moins de ces chiffres que les métaux continuent plus que jamais à affluer en Europe, et le capital métallique de la France, en particulier, à s'accroître, puisque l'excédant des importation durant le trimestre est environ de 197 millions, d'après la douane française, et que la masse des métaux existant dans notre pays se trouverait ainsi portée à 5,083 millions au commencement d'avril 1858; d'après ce calcul l'augmentation serait de 45 pour 0/0.

Par suite de cette affluence de métaux et par suite de diverses autres causes telles que la guerre, la disette, le progrès de l'industrie, l'extension du crédit, l'accroissement du nombre des consommateurs, l'argent avait perdu, en 1856, 29 pour 0/0 de sa valeur.

Le prix du blé (comparé au prix de 1848) avait doublé.

Le prix des produits naturels (comparé au prix de 1847) avait augmenté de 67.19 pour 0/0.

Le prix des produits manufacturés (comparé au prix de 1847) avait augmenté de 14.94 pour 0/0.

Le prix moyen de toutes les marchandises réunies avait augmenté de 41.61 pour 0/0.

Mais nous étions, en 1856, à la veille d'une crise commerciale. La spéculation avait exagéré la valeur de toutes choses,

et les mauvaises récoltes consécutives avaient conspiré avec la spéculation pour maintenir les prix hors de leurs bornes naturelles. L'année 1856 est en quelque sorte l'apogée de la hausse. On ne doit pas la prendre aujourd'hui comme une mesure définitive. Ce n'est pas toutefois qu'elle marque une limite infranchissable à la valeur. Dans quelques années, peut-être, ces prix, exagérés naguère, seront-ils devenus, par suite de l'affluence des métaux, des prix ordinaires et réguliers; mais nous n'en sommes pas encore là, et, en 1858, il faut éviter également dans l'appréciation de la valeur, et l'excès de la hausse produit par la spéculation ou par la disette, et l'excès de la baisse produit par la crise. On peut dire d'une manière approximative que la guerre et la disette avaient augmenté d'environ 20 p. 0/0 les produits naturels et de 2 pour 0/0 les produits manufacturés; que la spéculation avait élevé les uns et les autres d'une manière factice de 5 pour 0/0. Abstraction faite de ces causes passagères, les produits naturels auraient donc définitivement augmenté, en 1858, de 42.19 pour 0/0, les produits manufacturés de 7.94, toutes les marchandises réunies de 25 pour 0/0 en moyenne.

La monnaie a donc perdu définitivement 20 pour 0/0 de sa valeur depuis dix ans, dont 16.67 à cause de la production extraordinaire des mines.

Cette affluence de métaux et la baisse qui en a été la conséquence naturelle ont communiqué un mouvement insolite à l'industrie agricole et manufacturière, au commerce, aux affaires et aux entreprises de toute nature : en dix ans, les exportations et importations de la France ont augmenté de 75 pour 0/0.

Le taux de l'intérêt à fléchi un instant; mais il s'est bientôt relevé, parce que dans l'amoindrissement de la valeur des métaux, il n'y a aucune raison pour que l'intérêt éprouve une baisse permanente; et il s'est même élevé plus haut qu'il n'était avant la découverte des mines, parce que la spéculation excitée

par les bénéfices de la baisse de l'or a produit une demande considérable de capitaux.

De ces divers phénomènes sont résultées de graves conséquences pour les personnes. Toutes les conditions se sont ressenties déjà de cette révolution. Les cultivateurs et les fermiers, vendant leurs produits beaucoup plus cher, ont fait de très-gros profits. Les industriels et les commerçants, grâce à un commerce plus actif et à une consommation plus grande, ont produit davantage et ont fait aussi de beaux bénéfices; quelques-uns, il est vrai, ont été ruinés par la spéculation, et le luxe a rendu pour tous la vie plus coûteuse ; mais du moins, s'ils n'ont pas épargné autant qu'ils l'auraient pu, ils se sont donné plus de jouissances. Les ouvriers sont dans une situation moins favorable. Dans un pays qui ne se procure les métaux précieux que par l'importation, ils ne profitent que tardivement de la hausse, lorsque déjà s'est élevé le prix de la plupart des marchandises : l'élévation des salaires n'était que de 14.19 pour 0/0 pour les hommes et de 7.97 pour les femmes, pendant que l'élévation du prix des marchandises était de 41.61 p. 0/0. Les ouvriers ont donc tous éprouvé une perte; mais celle des célibataires est bien moindre que celle des ouvriers mariés, parce que les premiers vivent à la gargote ou au restaurant sans avoir beaucoup plus de dépense à faire, tandis que les seconds, dans leur ménage, ont eu à supporter à la fois sur le pain, sur le loyer et sur toutes les denrées alimentaires une très-forte augmentation. Les employés ne sont pas mieux traités par la révolution ; les augmentations de salaires suivent de moins près encore la hausse des prix pour eux que pour les ouvriers. Les petits employés sont dans un état de gêne regrettable : la plus pénible des misères est celle qui se cache; les employés supérieurs sont écrasés à la fois par l'augmentation des prix et par les progrès du luxe : les uns et les autres souffrent de l'insuffisance de leur traitement. Parmi les rentiers, les propriétaires fonciers voient

augmenter leur fonds et leur revenu, les actionnaires jouissent d'un revenu plus grand, tout en subissant quelquefois une perte sur le fonds ; propriétaires et actionnaires n'ont guère plus le droit de se plaindre que les cultivateurs et les industriels ; mais les rentiers de l'État et tous ceux qui ont prêté une somme fixe sous condition d'un intérêt fixe, voient s'amoindrir à la fois leur revenu et leur fonds, et n'ont pas même, comme les ouvriers et les employés, l'espérance d'une meilleure situation dans l'avenir.

Le gouvernement a aussi profité dans une certaine mesure des avantages de l'affluence de l'or. Tout accroissement du travail et du capital est un bien pour lui, parce que c'est un bien pour la nation qu'il dirige, et que le développement de la richesse est une cause de contentement pour les personnes et de sécurité pour l'Etat. Les banques font un chiffre d'affaires beaucoup plus élevé qu'autrefois ; le monnayage s'est considérablement accru, et dans les pays où la monnaie est un moyen d'échange, cet accroissement a procuré certains bénéfices ; enfin le chiffre général des recettes a augmenté, et certaines branches de revenu, telles que les douanes et les contributions indirectes, se sont, grâce au mouvement industriel et commercial, développées dans une proportion beaucoup plus forte que la baisse des métaux : la circulation des billets de la Banque s'est élevée de 100 à 248 ; le monnayage a triplé ; la recette totale du trésor s'est élevée de 29 pour 0/0, celle des contributions indirectes de 33 pour 0/0, celle des douanes et sels de 50 pour 0/0. Mais le gouvernement a aussi sa part du mal. La recette ne s'est pas élevée en proportion des besoins de la dépense. L'équilibre n'est maintenu qu'avec peine. Il faut augmenter les traitements des fonctionnaires. Depuis un an, le gouvernement a commencé cette œuvre nécessaire, mais délicate, dans laquelle il doit ménager à la fois les intérêts de l'officier public et ceux du contribuable.

Ce mouvement industriel et commercial, entraîné par son

propre élan, dépasse, comme toujours, les limites du capital formé par le travail ; et la spéculation, que la baisse de l'or avait sollicitée, aboutit à une crise commerciale qui complique un instant la situation, mais que l'abondance de l'or rend plus courte et moins douloureuse.

Voilà les effets produits depuis dix ans par l'influence de l'or en France. On peut en dire autant des autres pays de l'Europe, de l'Angleterre, des grandes villes maritimes de l'Allemagne, et même des pays du centre dans lesquels la monnaie est aujourd'hui beaucoup plus abondante, et l'activité industrielle est beaucoup plus grande. Les mêmes effets se sont produits partout où les mêmes causes ont pu agir : des économistes éminents l'ont dit et l'ont prouvé pour l'Amérique, pour l'Angleterre, pour l'Allemagne, et particulièrement pour Hambourg.

Le passé permet de prévoir l'avenir. Les mêmes effets continueront à se produire, tant que la somme des métaux précieux continuera à s'accroître dans une proportion plus rapide que la somme des produits de la terre et des fabriques. L'argent perdra de sa valeur; le commerce et l'industrie seront surexcités par l'appât de bénéfices plus grands, la production augmentera, la spéculation enhardie créera des chemins de fer, des établissements de crédit, des entreprises de toute nature. Le prix des marchandises s'élèvera, mais celui des produits manufacturés s'élèvera beaucoup moins vite que celui des produits naturels. Les fermiers, les cultivateurs, les industriels feront des bénéfices ; les ouvriers, les employés, malgré les augmentations successives de leur salaire, resteront presque toujours dans une position inférieure à celle qu'ils occupaient auparavant ; les prêteurs subiront une perte sur le remboursement de leurs créances, et ceux qui vivent d'une rente fixe verront encore leur revenu s'amoindrir. Le gouvernement sera soulagé d'une partie du fardeau de la dette, mais il traversera une époque critique durant laquelle il sera forcé d'augmenter les impôts : cependant la

prospérité publique aplanira les difficultés. En résumé, la société s'avancera avec plus de rapidité dans la voie des progrès matériels, et, au prix de certaines souffrances individuelles, peut-être même de quelques crises commerciales, elle achètera de grandes et durables améliorations.

Quand la baisse des métaux aura cessé par suite du rétablissement de l'équilibre entre la production de ces métaux et la production générale des marchandises, toutes choses reprendront peu à peu leur niveau, et les valeurs se trouveront occuper à peu près les mêmes positions relatives qu'avant la révolution. L'argent seul aura définitivement baissé, et le prix de toutes choses s'exprimera et se soldera par un plus grand nombre de francs. Il y aura encore une certaine différence qui ne s'effacera plus entre les produits de la terre et les produits des fabriques, et cette différence sera au profit de la terre, dont les produits auront acquis de la valeur. D'ailleurs il ne restera que ce qui reste de tout grand développement industriel et qui semble presque une contradiction des phénomènes actuels : plus de bien-être et la vie à meilleur marché.

Le bien et le mal se mêlent dans une pareille révolution qui touche à tous les intérêts sociaux ; il est difficile, il est inutile de les mettre dans la balance et de dire lequel des deux l'emporte. Une nation qui aurait le droit de choisir sa destinée serait coupable d'accepter volontairement un changement qui compromet tant d'existences modestes, et d'acheter même de grands avantages au prix de tant de ruines et de tant de souffrances particulières. Mais les nations sont rarement libres de prévenir ces révolutions, et le mal est fait. Il faut être impartial, reconnaître que certains effets de la baisse des métaux se sont produits à propos, qu'ils ont été d'une grande utilité pour la France durant ces dernières années, que l'or n'est pas étranger à cette prospérité industrielle dont jouit maintenant notre pays, et qu'il conservera encore, lorsque la baisse aura cessé et que le mal aura disparu.

CHAPITRE X.

LIMITE DE LA BAISSE DES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Quand s'arrêtera la baisse des métaux précieux? C'est une question à laquelle il est impossible de répondre par une date. Le rétablissement de l'équilibre dans le rapport de la production des métaux avec la production des marchandises dépend d'un trop grand nombre de causes pour qu'on puisse rien fixer à cet égard. On doit seulement indiquer quelle pourra être la marche générale des phénomènes.

Nous savons que la quantité de métaux extraite des mines dépend en grande partie du coût de production. C'est parce que le coût de production avait considérablement diminué, qu'une foule d'immigrants, attirés par l'appât d'un grand profit facile à acquérir, se sont rendus en Californie et en Australie. Aujourd'hui que l'industrie de l'extraction est organisée d'une manière plus régulière, on peut se contenter, et on se contente d'un profit moindre. Le travail d'ailleurs, en se perfectionnant, est devenu moins coûteux. On exploite déjà avec bénéfice en Russie des terres qui ne contiennent que 1 gramme d'or sur 1,536,000 grammes de minerai, et il n'est pas douteux qu'on puisse exploiter un jour des minerais plus pauvres. La Californie et l'Australie renferment encore dans leurs roches de quartz d'immenses richesses qui promettent de beaux bénéfices à ceux

qui auront assez de capitaux pour les extraire de la montagne. Le coût de production peut donc s'abaisser sans arrêter les mineurs, et par conséquent durant de longues années encore on continuera à exploiter avec bénéfice les gîtes aurifères. Le travail ne cesserait que le jour où, les frais d'extraction augmentant, d'une part, par suite de la pauvreté du minerai, et malgré tous les perfectionnements apportés à l'exploitation, d'autre part, la valeur de l'or diminuant sur le marché, par suite de l'affluence continue du métal, ces deux termes viendraient à se rencontrer dans leur marche inverse, et se trouveraient égaux. Il est évident qu'alors les mineurs, n'ayant plus aucun avantage à produire une marchandise qui leur coûterait tout autant qu'ils la vendraient, abandonneraient les mines. Nous sommes loin de cette égalité.

Dans cette hypothèse, l'équilibre du rapport entre les métaux et les marchandises se rétablirait par la diminution ou du moins par un arrêt dans l'augmentation du premier terme. Il peut se rétablir d'une autre manière, par l'accroissement du second terme, c'est-à-dire par l'augmentation des marchandises et de la demande. Nous avons vu que l'affluence des métaux provoquait d'elle-même cette augmentation ; mais, comme elle ne la provoque que grâce à la baisse, il s'ensuit qu'elle ne peut avoir la vertu de porter cette augmentation assez haut pour faire cesser la baisse et rétablir l'équilibre. L'or ne peut donc pas par lui-même mettre fin à la révolution qu'il a occasionnée. Mais l'or est bien loin d'être la seule ou même la première cause du développement de l'industrie et de l'extension du marché commercial. Depuis un demi-siècle, la production générale des peuples civilisés a considérablement augmenté, et le mouvement des affaires, déjà si rapide dans la première moitié du XIXe siècle, paraît devoir être animé dans la seconde moitié d'une activité plus grande encore. Des pays nouveaux naissent à la civilisation. La Californie et l'Australie sont déjà de riches contrées ; le centre de

l'Amérique commence à se peupler; l'Algérie, l'Egypte, la Turquie, la Russie méridionale ont augmenté leur consommation de métaux précieux et l'augmenteront encore. Le commerce de l'Occident avec l'Orient s'accroît, et ce commerce se solde en partie avec de l'argent. La monnaie a dans ces pays nouveaux de grands débouchés, dont on ne saurait mesurer avec exactitude l'étendue.

Le vieux monde lui-même est loin d'en être saturé. Que de campagnes, même en France, où, il y a quinze ans, l'or était entièrement inconnu et l'argent circulait à peine! Le paysan enfermait comme un précieux trésor les quelques pièces de monnaie blanche qu'il rapportait du marché, et il se serait bien gardé de les donner à son voisin, même pour se procurer un objet nécessaire. Il les gardait et les amassait pour acheter un jour quelque coin de terre. Cependant les échanges se faisaient en nature; le commerce était gêné, et il n'y avait dans ces campagnes ni activité, ni industrie. Aujourd'hui la monnaie commence à y pénétrer, suivant le progrès de la richesse, et stimulant elle-même la production. La monnaie est l'instrument le plus parfait des échanges, instrument plus complet que les titres de crédit, qui sont dans beaucoup de cas plus commodes et moins coûteux, mais qui ne font que la représenter, sans pouvoir toujours la remplacer; à ce titre la monnaie est un élément très-puissant de civilisation commerciale. Elle a déjà modifié sensiblement les habitudes de nos paysans dans plusieurs provinces. Plus l'or se répandra, plus ceux-ci sentiront les avantages de la monnaie et éprouveront le besoin d'en avoir. Ce besoin se communiquera de proche en proche, et nous sommes encore loin du temps où la circulation monétaire sera complétement établie dans toutes les parties de la France, et aura substitué l'activité du commerce à la lenteur des échanges en nature. Nous pourrions dire d'une grande partie de l'Europe ce que nous disons de quelques campagnes de la France. Dans certaines parties de l'Espagne et de l'Italie, et

surtout dans le centre de l'Allemagne, on remarque les mêmes phénomènes : ces contrées commencent à absorber une plus grande quantité de monnaie, et leur consommation augmentera encore à mesure qu'augmentera leur richesse et que se développera chez eux la civilisation commerciale.

On peut affirmer que le marché du monde s'étendra et deviendra plus actif avec les années, sans pouvoir dire au juste dans quelle proportion s'accroîtra la circulation générale des marchandises. Mais il y a un point de la question qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que le crédit supplée à la monnaie, et que, dans l'état actuel de la société, le crédit se développera de plus en plus chez les peuples civilisés, et pénétrera, en même temps que le commerce, chez les peuples nouveaux. Le besoin de métaux ne sera donc pas partout en rapport avec l'extension du commerce ; quelle que doive être cette extension dans un avenir prochain, elle modérera, mais elle n'arrêtera pas immédiatement l'or sur la pente de la baisse. Quelque jour pourtant l'équilibre se rétablira, pour être encore, par suite de quelque révolution nouvelle, déplacé au profit des métaux ou des marchandises : car rien n'est moins stable que l'équilibre de ces deux choses. On ne saurait fixer ce jour ; tout ce qu'il est permis de dire, c'est qu'il n'est pas encore arrivé ; il est plus probable cependant que nous retrouverons le niveau par l'augmentation des marchandises et de la demande que par l'arrêt de la production.

CHAPITRE XI.

SOLIDARITÉ DES DEUX MÉTAUX.

Dans les conséquences que nous avons exposées jusqu'ici, nous n'avons parlé que de l'accroissement des métaux précieux en général, que de l'augmentation de la quantité de monnaie ; nous nous sommes peu inquiété de savoir quel était celui des deux métaux qui était devenu le plus abondant, parce qu'il importait peu que ce fût l'or ou l'argent, ou même l'or et l'argent à la fois qui se multipliassent, et que dans tous les pays qui acceptaient l'un et l'autre comme étalon monétaire, les conséquences étaient les mêmes que dans les pays qui ne reconnaissaient comme monnaie légale que le métal avili.

En effet, dans un pays où l'or et l'argent circulent au même titre, on ne se procure pas une plus grande quantité de marchandises avec l'argent dont la production n'a pas beaucoup augmenté qu'avec l'or qui est devenu très-abondant. En France, par exemple, un marchand qui nous vend un objet de 20 francs, ne sait pas avec quel métal nous le payerons ; et il est probable que, s'il le savait, il n'élèverait ni n'abaisserait pour cela le prix de l'objet. Tant que les deux métaux sont dans le pays, ils sont sur le pied d'égalité, et ils ne peuvent pas avoir dans le commerce intérieur une autre valeur relative que celle que

la loi leur assigne. Tout au plus le métal le moins abondant peut-il jouir d'une prime légère à l'exportation ou être quelquefois un peu plus recherché que l'autre pour certains payements. S'il existait dans ce pays 2 milliards de monnaie d'argent et 1 milliard de monnaie d'or, et qu'il survînt un autre milliard d'or, il ne serait pas vrai de dire que l'or perdrait la moitié de sa valeur, parce que la quantité en serait doublée ; car l'or ne serait qu'une partie inséparable de la totalité de la monnaie dont la quantité aurait augmenté d'un quart, et qui, par conséquent, toutes autres choses d'ailleurs restant égales, aurait perdu un quart de sa valeur; cette perte porterait également sur les pièces d'argent comme sur les pièces d'or, et il y aurait sur les prix une hausse générale de 33 p. 0/0.

On peut dire que dans la grande république des nations occidentales les conséquences économiques ont été aussi les mêmes pour les peuples qui ne donnent pas le titre de monnaie au métal avili. En Angleterre, l'or est l'unique étalon monétaire; tout a renchéri par suite de l'avilissement de l'or, il n'y a là rien d'étonnant. En France, l'or et l'argent circulent au même titre, et tout a renchéri ; c'est encore un phénomène facile à comprendre : nous venons de l'expliquer. En Belgique et en Hollande, l'or est démonétisé, l'argent a seul cours légal, et pourtant tout a renchéri comme en Angleterre et en France. C'est là un fait qui au premier abord paraît étrange et qui a fait même croire à quelques personnes que l'or ne s'était pas avili. Comment supposer en effet que le renchérissement est dû à l'abondance des métaux, puisque ce renchérissement se produit dans les pays où le métal abondant n'est pas admis, comme dans ceux où il est admis?

On s'explique aisément cette apparente bizarrerie, quand on prend la peine de suivre attentivement le mouvement des métaux précieux. Je suis en France, et j'ai une pièce de 5 francs en argent. Par suite de la baisse de l'or qui a entraîné la baisse générale de la monnaie, je n'achèterais avec cette pièce que la

même quantité de marchandises que je me procurais autrefois avec 4 francs. C'est une perte à laquelle je ne me résigne pas volontiers. Peut-être la Belgique, qui a repoussé l'or, n'a-t-elle pas éprouvé le même renchérissement. J'y porte ma pièce de 5 francs, dans l'espérance qu'elle y aura plus de valeur. Mon voisin en fait autant, et mille autres agissent comme lui. La Belgique se trouve inondée de pièces de 5 francs, ou, pour mieux dire, de lingots d'argent qui se convertissent en monnaie belge.

La distribution des métaux précieux se règle d'après une loi toute semblable à celle que les physiciens nomment le principe des vases communicants. Supposez deux cuves communiquant entre elles à la partie supérieure, dont l'une contienne de l'huile et l'autre de l'eau et de l'huile. Versez de l'eau dans cette dernière; l'eau restera et tombera au fond, mais l'huile ne tardera pas à déborder et à passer dans la cuve voisine; à mesure que vous continuerez à verser, le niveau du liquide s'élèvera également dans les deux cuves. L'eau, c'est l'or; l'huile, c'est l'argent. A mesure que l'or arrive en France et dans les pays à double étalon, l'argent déborde sur la Belgique et sur les pays qui ne reconnaissent que cette monnaie.

C'est ainsi que l'argent se trouve frappé par contre-coup de l'amoindrissement de valeur que subit l'or. Le commerce rend tous les peuples solidaires en pareille matière. Il n'est même pas nécessaire pour qu'il se produise un renchérissement général dans les pays à étalon d'argent, qu'il y ait eu une importation considérable de ce métal; il suffit que cette importation soit possible. Un Belge n'irait pas échanger sa marchandise contre 4 kilogrammes d'argent, si, en passant la frontière, il pouvait en obtenir 5 kilogrammes. Si l'or tombait sur le marché à un prix bien inférieur à celui de l'argent, le même Belge en achèterait, et avec cet or acheté à peu de frais, il viendrait acheter des marchandises ou tout au moins de l'argent en France. Aussi le niveau tend-il promptement à s'éta-

blir entre des nations qui ont des rapports fréquents. Il ne s'établit pourtant pas complétement; il reste pendant quelque temps de légères différences; et quand la baisse continue, ces différences persistent; ce sont elles, comme nous avons eu occasion de le dire, qui ont contribué à l'activité du commerce. Mais elles ne dépassent pas certaines limites très-restreintes. C'est ce qui explique pourquoi en Belgique on ne fait subir à nos pièces d'or de 20 fr. qu'une retenue de 25 centimes, et pourquoi l'or qui, à Paris, jouissait avant 1848 d'une prime de 36 pour 1,000, n'est tombé que rarement au-dessous du pair, et conserve même d'ordinaire une prime de 4 à 6 pour 1,000, c'est-à-dire n'a baissé que de 30 à 36 pour 1000 par rapport à l'argent. Ces chiffres sont bien loin, comme on le voit, de mesurer la baisse de l'or. Ils mesurent simplement la différence qui existe entre la baisse de l'or et celle de l'argent.

Quand un métal baisse de valeur, les deux métaux baissent; et ils baisseront tant qu'il existera des pays à double étalon pour faciliter l'écoulement et établir le niveau; mais ils ne baissent pas tout à fait dans la même proportion, et le métal qui entraîne l'autre dans sa chute est presque toujours coté à un prix comparativement un peu moindre. L'emploi de tel ou tel métal comme monnaie n'a donc pas une influence bien sensible sur le renchérissement des marchandises et sur les effets généraux produits par l'amoindrissement de valeur des métaux. C'est un point qu'il était important d'établir pour dissiper certaines illusions et expliquer comment les phénomènes économiques que nous avons observés et dont l'or seul est la cause première se font sentir à peu près également chez toutes les nations du monde occidental.

CHAPITRE XII.

INCONVÉNIENTS D'UN DOUBLE ÉTALON MONÉTAIRE.

L'emploi de tel ou tel métal produit cependant des effets particuliers qui méritent par leur gravité toute l'attention des économistes.

Avoir deux étalons monétaires, c'est déclarer que la valeur légale de deux métaux restera toujours dans le rapport immuable auquel la loi l'a fixé. Or, la valeur réelle, dépendant des besoins de la consommation et du coût de production, n'est rien moins qu'immuable. Le bon sens seul l'indique et l'expérience le prouve. Nous avons dit dans l'introduction que le rapport de l'or à l'argent avait été longtemps à Athènes et en Orient celui de 1 à 10, et à Rome celui de 1 à 11 1/2 ; c'est que l'or est plus facile à exploiter que l'argent, et que la société antique tirait une grande partie de ses métaux précieux de l'Afrique et de l'Espagne qui ne produisaient guère que de l'or. Sous l'Empire Romain, la production de l'argent augmente ; le luxe consomme une grande quantité d'or, et le rapport change. Il est de 1 à 11.58 ; puis, en 325, de 15.61, en 397 de 14.44, en 422 de 18, en 527 de 15.10. Il reste très-élevé sous les Mérovingiens, parce que l'or est recherché ou enfoui : il est encore de 1 à 15.37. A l'époque de saint Louis, il n'était plus que de 1 à 12.5. Au XIVe et au XVe siècle, la valeur de l'or paraît être

restée à peu près à 12, et c'est le chiffre auquel l'évaluait encore Bodin au XVIe siècle. Elle augmente avec la consommation, et surtout avec la découverte de l'Amérique, qui jette sur le marché une quantité considérable d'argent. Dans la première moitié du XVIIe siècle, elle était de 12 dans le Milanais, de 13.3 en Espagne, de 13.22 en Flandre, de 12 dans les Pays-Bas, de 12.16 en Allemagne, de 13.2 en Angleterre et de 13.75 en France. L'ordonnance de 1726 la fixe à 14.5. Elle s'accrut encore ; et, en 1785, la législation monétaire de la France adopta, entre l'argent et l'or, le rapport de 1 à 15.5 qui a été conservé depuis. Ce rapport est loin d'être le même dans tous les pays. En Orient, il est généralement de 1 à 10 ; et il diffère même chez les nations civilisées qui ont entre elles de continuelles relations de commerce : il était, il y a quelques années, de 1 à 15.60 en Hollande, à 15.79 en Belgique, à 15.75 en Espagne, à 15.48 en Portugal, à 15 en Russie, à 15.98 aux États-Unis. Il est impossible, sans faire violence à la nature des choses, et sans s'exposer par conséquent à être démenti par les faits, de fixer au nom de la loi un rapport qui change avec le temps dans le même pays, et avec les pays dans le même temps.

Lorsqu'en 1785 la législation monétaire consacrait en France le rapport de 1 à 15.5, la valeur commerciale de l'or n'était pas alors aussi élevée, et cette différence avait causé des embarras sérieux à l'administration des monnaies. Cependant, dans les dernières années du XVIIIe siècle, l'or était en hausse, sans avoir atteint encore le rapport légal. « Nous pensons, disait en 1802 un rapporteur du conseil d'Etat, que la proportion de 1 à 15 1/2 qui existe entre les anciennes monnaies excède la véritable proportion... Quoique la proportion paraisse s'être un peu élevée depuis cette époque, nous la croyons encore trop haute, et par conséquent contraire à nos transactions avec l'étranger. Mais d'un autre côté nous voyons aussi, en revenant à une proportion inférieure, une perte certaine pour une classe nombreuse de négociants. » La loi du 7 germinal an XI,

(28 mars 1803), qui a fixé notre système actuel, maintint le rapport de 1 à 15.5.

L'or continua à hausser; et la proportion, qui était d'abord un peu trop forte, se trouva bientôt trop faible. Durant la première moitié du XIXe siècle, l'or varia sur le marché de Hambourg dans la proportion de 15.11 à 16.2, et sur celui de Londres dans la proportion de 14. 97 à 15.89; à Paris il se maintint presque constamment dans le commerce au-dessus de 15.5.

Qu'arriva-t-il? C'est que l'or disparut. La seule différence entre la valeur légale et la valeur réelle aurait suffi pour arrêter à la frontière l'or étranger et pour faire sortir l'or français.

En effet, les étrangers n'avaient aucun intérêt à nous donner de l'or en payement de nos marchandises. Pourquoi un négociant hambourgeois qui avait une dette à acquitter en France aurait-il envoyé à la Monnaie de Paris de l'or, quand il avait le choix entre les deux métaux? Un kilogramme d'or n'y avait pas plus de valeur d'après la loi que 15 kilog. 500 grammes d'argent. Il trouvait bien plus d'avantage à échanger sur la place de Hambourg son kilogramme d'or contre 16 kil. 200 grammes d'argent, et à expédier directement 15 kil. 500 grammes d'argent à la Monnaie de Paris. Après cette opération bien simple et presque toujours facile à pratiquer parce que le lingot d'or était presque toujours en hausse, il lui restait un bénéfice net de 700 grammes d'argent; le rapport n'eût-il été que de 15.7, qu'il y aurait encore eu profit pour lui à agir ainsi.

Un négociant français était dans une situation analogue vis-à-vis des étrangers. Avait-il un payement à leur faire? Il était naturel qu'il envoyât d'abord tout l'or qu'il possédait; car s'il avait envoyé de l'argent, il aurait fallu peut-être plus de 16 kilogrammes pour payer une dette qu'il acquittait avec un kilogramme d'or; en gardant son argent, il gardait une valeur légale supérieure, et le moyen de se procurer en France une plus grande quantité de marchandises. S'il n'avait pas assez

d'or, il en achetait. Il est vrai que dans ce cas il fallait l'acheter à un prix plus élevé que le taux légal : c'est justement ce qui constituait la prime de l'or sur le marché français. Mais, comme le marché était alimenté par les hôtels de monnaie, la prime faisait rarement monter l'or au niveau du prix des marchés étrangers, et le plus souvent il y avait profit à en acheter pour l'exportation.

D'autres causes d'ailleurs contribuaient à détruire cette fixité de rapport qu'avait établie le législateur. Le directeur des monnaies fait, sur les lingots qu'il reçoit, une retenue pour frais de fabrication. Cette retenue était d'abord de 3 pour 0/0 environ, soit pour l'or, soit pour l'argent. La loi du 17 prairial an XI la fixa à 3 francs pour l'argent et à 9 francs pour l'or par kilogramme; l'ordonnance du 25 février 1835 à 2 francs pour l'argent et à 6 francs pour l'or ; l'arrêté du 22 mai 1849 à 1 fr. 50 pour l'argent; le décret du 22 mars 1854 à 6 fr. 70 pour l'or. La retenue a diminué avec les progrès de l'industrie monétaire, et n'a été élevée dernièrement pour l'or que par suite du monnayage plus dispendieux des petites pièces de 5 et de 10 francs. Autrefois cette retenue portait également sur la valeur des pièces d'or et d'argent; mais ce système avait l'inconvénient de constituer une retenue excessive sur l'or et un véritable droit de seigneuriage. La retenue porte aujourd'hui très-inégalement sur les deux métaux, et ce second système n'a pas été non plus sans inconvénients.

Par exemple, avec le tarif de 1835, la loi avait déclaré que 1,550 kilogrammes d'argent à 900/1000e de fin sur lesquels elle retenait pour frais de fabrication 3,100 francs vaudraient 310,000 francs, c'est-à-dire autant que 100 kilogrammes d'or sur lesquels elle ne retenait que 600 francs. Ce n'était pas parfaitement logique, et les banquiers ne devaient pas manquer de profiter de ce vice de raisonnement. De plus, la monnaie d'or s'use moins vite; les frais de transport en sont moins élevés; et, quand même il n'y eût pas eu de différence entre la valeur

réelle et la valeur légale, on aurait encore eu avantage à réduire en lingot des pièces d'or plutôt que des pièces d'argent. On a calculé que sur une somme de 310,000 francs la perte n'était que de 1,935 francs en monnaie d'or, tandis qu'elle s'élevait à 5,223 fr. 50 en monnaie d'argent. Savoir :

	ARGENT.	OR.
Frais de fabrication (1,550 kil. d'argent ou 100 kil. d'or.)	3,100 fr. »	600 fr.
Frais de fonte (à 25 fr. les 100 kil. pour l'argent à 30 fr. les 100 kil. pour l'or.) . .	387 50 c.	30
Usure du frai (en supposant que les pièces aient circulé 10 ans en moyenne.) . .	496 »	465
Tolérance du poids (la tolérance est de 6 millièmes sur l'argent, de 4 sur l'or.) . . .	930 »	640
Transports des lingots à la frontière. . . .	310 »	200
Perte.	5,223 fr. 50 c.	1,935 fr.
	1,935 »	
Différence à l'avantage de la monnaie d'or.	3,288 fr. 50 c.	

Aussi un négociant français qui avait des payements à faire à l'étranger, exportait-il de l'or ; il perdait 3,288 fr. 50 de moins, et il avait en plus le bénéfice de la prime. La spéculation enlevait à la France tout son or. Déduction faite de tous les frais, on trouvait encore, en prenant l'or français pour le faire monnayer à l'étranger, un bénéfice de 12,570 francs en Espagne, de 13,679 fr. aux États-Unis, de 23,170 francs en Russie par 100 kilogrammes.

Pendant que notre or disparaissait, l'argent affluait sur notre marché, et bien des gens ne voyaient pas sans inquiétude grossir sans cesse la masse déjà énorme de notre monnaie d'argent. Voici comment s'exprimait à ce sujet M. Dumas dans un rapport fait au ministre le 14 juillet 1838 : « Comment ne pas être frappé du danger sourd, mais réel, qui peut menacer la prospérité de l'État dans sa source quand on voit pénétrer tous les ans en France 500,000 kilogrammes d'argent, qui viennent s'y convertir en monnaie pour la somme de 100 millions et qui s'y

arrêtent? Comment jeter un voile sur un fait pareil, quand on sait que toutes les mines connues ne produisent pas un million de kilogrammes par an, et que, par conséquent, la France en absorbe la moitié à elle seule? Comment enfin n'être pas inquiet des conséquences de cette situation quand on sait que le capital en argent de la France s'élève à 3 milliards, et qu'il peut être doublé en vingt ans, si on laisse ce mouvement extraordinaire se continuer? »

On exagérait peut-être le danger; mais ces plaintes n'accusaient pas moins un vice très-réel de notre système monétaire. Les comptes des hôtels de monnaie en fournissent un témoignage irrécusable. Sous le Consulat et l'Empire, l'argent entrait dans le monnayage pour 62.8 et l'or pour 37.2 pour 0/0; sous Louis XVIII, l'argent figurait pour 61.2, et l'or pour 38.8; sous Charles X, l'argent pour 92.4, et l'or pour 7.6 : jamais l'or ne fut plus rare; sous Louis-Philippe, on a frappé 215,912,800 fr. de monnaie d'or et 1,750,273,238 fr. de monnaie d'argent. Pendant son règne, l'argent était représenté en moyenne par 89.1, et l'or, grâce à l'influence des mines de l'Oural, par 10.9. C'était bien peu; de 1824 à 1848, l'or n'est pas entré en moyenne pour plus de 8 1/12 pour 0/0 dans notre monnayage; encore en exportait-on une grande partie. « Aussi, comme le faisait observer une revue anglaise, tous les payements se firent en argent, qui devint conséquemment, pour ainsi dire, la seule monnaie en circulation dans le pays. La monnaie d'or, si elle était nécessaire pour voyager ou pour toute autre attribution spéciale, ne s'obtenait qu'en payant un agio ou prime. » Cette prime, avant 1848, n'était pas moindre de 15 à 20 centimes par pièce de 20 francs.

Les choses ont bien changé depuis ce temps, mais l'équilibre n'est pas mieux établi qu'autrefois entre les deux métaux qui composent notre monnaie. La révolution, occasionnée par la découverte des mines de Californie et d'Australie, a sensiblement abaissé la valeur commerciale de l'or; et cependant la

loi continue à consacrer, en dépit des révolutions, l'ancienne et immuable proportion de 1 à 15.5.

Il y a dix ans, on nous enlevait notre or; aujourd'hui on nous enlève notre argent; et chaque fois que les prix du marché présenteront une différence avec les prix officiels, le plus cher des deux métaux s'écoulera hors de France.

Nous ne sommes pas les seuls qui soyons exposés à de pareilles fluctuations. Tous les pays qui ont deux étalons monétaires les éprouvent comme nous.

L'Angleterre a vu plus d'une fois dans les temps passés sa monnaie d'or ou d'argent disparaître par suite des différences qui se produisaient fréquemment entre la valeur légale et la valeur commerciale. Au commencement du XVIIIe siècle, elle éprouvait ce qu'éprouve aujourd'hui la France; sa monnaie d'or avait une valeur officielle trop grande, et on exportait toute sa monnaie d'argent. Newton, qui était alors directeur de la monnaie de Londres, vit la cause du mal et proposa dans plusieurs mémoires de modifier au profit de l'argent le rapport des deux métaux. Mais de pareilles modifications ne peuvent apporter qu'un soulagement passager, et l'Angleterre n'a été à l'abri de ces vicissitudes que du jour où elle s'est décidée à n'avoir plus qu'un seul étalon.

En 1816, la Hollande avait adopté entre l'or et l'argent le rapport de 1 à 15.873. Ce rapport était trop élevé, aussi l'or affluait-il dans le pays, qui en avait pour 250 millions, tandis qu'il ne pouvait garder en argent que les vieux florins usés qui pesaient moins de 9 grammes au lieu de 9 grammes 613. En 1839, on se décida à substituer à l'ancien rapport le rapport plus exact de 1 à 15.604. La réforme fut bientôt considérée comme insuffisante; dès 1847, on songeait à supprimer les pièces d'or, et la découverte des nouvelles mines hâta l'accomplissement de cette mesure : la démonétisation de l'or fut votée en 1849, et eut lieu en 1850.

En France, où la loi n'a pas changé, il y a eu des change-

ments bien plus graves. Sous le règne de Louis-Philippe, l'or figurait à peine chaque année pour les 11/100 de la monnaie. A partir de 1848, il prend une place beaucoup plus importante. En 1850, il se trouve presque au niveau de l'argent : 85,192,390 francs d'or et 86,458,485 francs d'argent sont convertis en monnaie. En 1851, il l'emporte dans une énorme proportion ; ce sont 269 millions d'or, contre 59 millions d'argent qu'on frappe, c'est-à-dire les 82/100 de la totalité. Depuis il a toujours conservé la supériorité : on a même frappé, en 1854, 526,528,200 francs de monnaie d'or et 2,123,887 fr. de monnaie d'argent. En neuf ans, on a frappé 2,243,939,565 francs en or, et 646,129,893 fr. 65 en argent ; l'or est représenté par 77.6 et l'argent par 22.4 pour 100 ; le monnayage de l'argent est d'un quart moindre que sous le gouvernement de juillet ; celui de l'or est presque 22 fois plus considérable. Bien que la proportion soit depuis quelques mois un peu moins défavorable à l'argent, l'or cependant conserve toujours la première place.

Il est facile de voir d'où vient ce changement. C'est que maintenant, depuis que le rapport des deux métaux n'est plus guère sur les marchés étrangers que de 1 à 15 et à 14.5, les étrangers trouvent à nous envoyer de l'or exactement le même intérêt qu'ils trouvaient, il y a dix ans, à nous envoyer de l'argent,

De leur côté, les négociants français ont le même intérêt à exporter aujourd'hui l'argent. Les Belges, nos voisins, n'acceptent nos pièces d'or qu'en leur faisant subir une retenue de 20 à 25 centimes. Aussi l'agio a-t-il passé de l'or à l'argent. Depuis 1854, le sac de 1,000 francs en argent a joui presque constamment d'une prime de 4 à 5 francs pour les pièces nouvelles, et de 12 à 20 francs pour les pièces anciennes qui renferment de l'or. C'était plus qu'il n'en fallait pour stimuler la spéculation, toujours attentive au moindre mouvement des métaux, et pour faire sortir l'argent de France.

En 1847, la disette nous avait déjà enlevé une partie de notre argent en nous obligeant à envoyer à l'étranger du numéraire pour payer nos achats de grains : l'exportation de l'or et de l'argent réunis n'avait été que de 76 millions en 1846, elle fut de 118 millions en 1847.

En 1849, l'exportation de l'argent seul était de 46 millions. Le chiffre s'élève d'année en année : 82 millions en 1850, 100 en 1851, 181 en 1852; pour la première fois l'importation ne comble pas le vide fait par l'exportation. A partir de 1852, la perte d'argent augmente chaque année. L'exportation est de 229 millions en 1853, de 263 en 1854, de 318 en 1855, de 393 en 1856. L'excédant des exportations d'argent sur les importations pendant ces cinq dernières années est de 766 millions. En ajoutant les chiffres de l'année 1857, pendant laquelle on a importé 97 millions et exporté 459 millions d'argent, on arrive au chiffre total d'un excédant de 1,128 millions pour la période décennaire : l'exportation a régulièrement augmenté d'année en année [1].

Le gouvernement a voulu se rendre compte par lui-même de l'état de la circulation, et il a interrogé ceux de ses administrateurs qui pouvaient le mieux l'éclairer sur ce sujet.

Sept questions avaient été posées aux receveurs généraux par une lettre du ministre, en date du 24 mars 1857.

1° Le numéraire en argent tend-il à sortir du département et à être remplacé par le numéraire en or? 2° Si ce mouvement existe, quelle en est l'importance? Dix départements seulement (Allier, Aveyron, Gers, Isère, Landes, Loire, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine, Var) ont répondu non ; cinq autres (Aube, Garonne, Orne, Haute-Saône), se sont à peine ressentis de changements survenus dans la circulation monétaire; mais, dans

[1] Nous avons dit que le premier trimestre de 1858 marquait un temps d'arrêt, passager peut-être, dans ce mouvement : on a exporté 24 millions et importé 47 millions d'argent.

soixante-dix départements, la substitution de l'argent à l'or et l'exportation de l'argent sont des faits avérés, et, dans un grand nombre de provinces, il n'y a plus guère en pièces d'argent qu'un tiers de la monnaie.

3° A quelle cause peut être attribué ce mouvement? Aux besoins réels du commerce ou à une spéculation sur les monnaies? A la spéculation seule, ou tout au moins à la spéculation jointe à des besoins réels du commerce, disent quarante-quatre receveurs: tous les autres s'accordent à reconnaître qu'aucune spéculation de ce genre n'a existé dans leur département, ou que du moins le transport de la presque totalité des espèces enlevées avait été rendu nécessaire par les opérations du commerce.

4° Existe-t-il dans la circulation une somme suffisante en espèces divisionnaires de 2 fr., 1 fr., et 50 cent.? Elle est insuffisante dans quatorze départements (Ardennes, Aude, Bouches-du-Rhône, Charente, Doubs, Loire, Lozère, Marne, Meurthe, Nord, Orne, Haut-Rhin, Var, Haute-Vienne); il y a même des départements, tels que celui du Nord, où le manque de petites pièces cause des embarras sérieux. Dans seize autres départements (Aube, Cher, Corse, Gironde, Ile-et-Vilaine, Indre, Isère, Jura, Loir-et-Cher, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Vienne, Vosges), on ne manque pas précisément de petites pièces, mais cependant on désirerait en avoir davantage afin de rendre la circulation plus facile. Dans le reste de la France (55 départements), elles sont suffisantes, et sur certains points, on déclare même qu'elles sont surabondantes.

5° Est-il résulté quelque gêne dans les transactions de la disparition du numéraire en argent auquel le numéraire en or n'aurait pas été substitué en pareille quantité? Aucune, répondent presque unanimement tous les receveurs généraux; il en est même résulté quelques avantages. « L'or, dit le receveur du Gers, est devenu une facilité de plus dans les transac-

tions. » On se plaint seulement dans le Haut-Rhin et dans la Seine-Inférieure, probablement parce qu'on éprouve quelque difficulté pour la paye des ouvriers dans ces départements manufacturiers.

6° Les billets de la Banque sont-ils admis sans difficulté? sont-ils recherchés du public? Deux départements les repoussent encore (Ardèche et Ardennes). Ils sont rares, ou ne circulent guère que parmi les négociants des villes dans dix-neuf départements, où on ne peut souvent les échanger contre du numéraire qu'en payant une commission de 1/8 et de 1/4 pour 0/0 (Hautes et Basses-Alpes, Aveyron, Charente, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Drôme, Finistère, Ile-et-Vilaine, Jura, Lot, Meuse, Morbihan, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Var, Vosges). Dans le reste de la France (64 départements), ils sont admis sans difficulté, et souvent même recherchés à l'égal de l'or et de l'argent.

7° Les nouvelles monnaies de bronze répandues dans les départements suffisent-elles pour les petites transactions? Oui, répondent sans exception tous les receveurs, et quelques-uns même pensent qu'elles sont surabondantes, bien qu'on leur ait rendu moins de ces monnaies de bronze qu'ils n'avaient de vieux sous avant la refonte.

Dans douze départements, les pièces de cinq francs en or sont acceptées avec difficulté; il en est de même dans trois ou quatre départements pour les pièces de vingt centimes en argent.

La Banque, de son côté, avait adressé à ses succursales diverses questions du même genre.

Qu'est devenue la masse de numéraire qui, depuis quelques années, est entrée en France? Une partie a été exportée. Et par qui? Par la spéculation, disent Bordeaux et Nantes. « Tous les navires qui partent aujourd'hui pour les mers de l'Inde, et même pour les îles Maurice et de la Réunion, emportent de 80 à 100 mille francs au moins en espèces d'ar-

gent. Les expéditions en lingots sont toujours aussi considérables... Le commerce des pièces de cinq francs se fait autant et plus que jamais ; on ne fait plus de distinction du millésime, et on va de porte en porte recueillir ces pièces sac à sac, pour les expédier sur Paris. » Par le commerce, répondent plusieurs succursales; pour payer nos achats de grains, ou les autres marchandises que nous fournit l'étranger. « Notre pièce de cinq francs, dit Rouen, a remplacé l'ancienne piastre d'Espagne dans tous les pays où celle-ci avait seule cours autrefois et d'où elle a aujourd'hui complétement disparu. Il y a à Rouen une maison qui tire chaque année pour une forte somme des laines de Tunis et du Maroc, et qui, pour les payer, achète sur la place des pièces de cinq francs, et sans doute elle n'est pas la seule. » Plusieurs succursales attribuent encore l'exportation à la création des grandes compagnies anonymes, chemins de fer, crédits mobiliers, etc., ces emprunts sous toutes les formes que nous font les pays étrangers, tels que l'Autriche, la Suisse, l'Espagne, l'Italie, et jusqu'à la Russie, dont les voies ferrées vont être construites à nos frais. »

Une grande partie de ce surcroît de numéraire est resté en France; tous les comptoirs sont d'accord pour affirmer ce fait. Plusieurs pensent que le développement général de l'industrie a rendu nécessaire cet accroissement de la circulation. Quelques-uns croient que la substitution de l'or à l'argent, en permettant de transporter en numéraire des sommes qu'on n'aurait pu transporter auparavant qu'en billets, a contribué à cet accroissement. Mais il n'y a qu'une voix pour dire que les campagnes, vendant plus cher leurs denrées, ont absorbé la plus grande somme de ce numéraire et la gardent. « Le haut prix des céréales et de tous les produits du sol a jeté dans les campagnes une quantité d'espèces plus considérable qu'à l'ordinaire et qui y reste enfouie quelque temps. Nos paysans ne font de placement qu'en terre ; au fur et à mesure qu'une

parcelle à leur convenance est mise en vente, ils l'achètent; mais jusque-là ils gardent leurs écus. » « La maladie de la vigne, dit le comptoir de Nîmes, a enrichi les propriétaires à ce point qu'ils ont dû exercer une influence sensible sur l'appauvrissement de la circulation monétaire. C'est que le Gard, producteur de vins communs, n'ayant fait depuis deux ans que le tiers, le quart, peut-être même le cinquième d'une récolte ordinaire, en a vendu les produits à un prix sept ou huit fois plus élevé que le prix accoutumé. » Aussi le prix de la terre s'y est-il élevé dans une proportion fabuleuse ; l'hectare, qui valait autrefois 1,000 francs, s'est vendu jusqu'à 14, 15 et même 18,000 francs.

Ces résultats concordent parfaitement avec ceux auxquels nous avons été conduit nous-même par l'étude des faits. Il y a augmentation des prix et abondance de numéraire en France, notre monnaie suffit largement à toutes les transactions ; c'est à peine si dans quelques départements on désirerait avoir un peu plus de pièces divisionnaires. Mais la monnaie s'est complétement transformée ; d'argent elle est devenue or ; soixante-dix receveurs généraux et toutes les succursales en rendent témoignage. Le commerce ne se plaint pas de ce changement; quelques réclamations s'élèvent seulement de deux grands centres manufacturiers, et il serait facile de satisfaire à leurs besoins à l'aide d'un plus grand nombre de pièces divisionnaires. Il y en a qui s'applaudissent du changement opéré comme « d'une facilité de plus dans les transactions. » D'autres voient dans le fait même du changement un stimulant pour le commerce. « Les monnaies d'argent, dit la succursale de Nancy, étant constamment recherchées en Allemagne, et le bénéfice qu'on obtient en allant les y vendre n'étant pas moindre d'un pour cent, cette exportation, dont la proximité de la frontière et les chemins de fer permettent de réaliser très-promptement les profits, attire de nombreux agents et de larges capitaux. » On ne voit donc pas un péril dans cette ré-

volution, mais on voit clairement la révolution. Toute la France s'apercevait qu'à la fin de 1856 on lui avait enlevé 766 millions d'argent; depuis cette époque, durant l'année 1857, 362 millions ont encore émigré et porté le total de la perte à 1,128 millions.

Qu'est devenu cet argent? Il a été porté en Orient, en Hollande, en Belgique, en Allemagne, dans tous les pays qui ont adopté la monnaie d'argent et qui en avaient besoin pour suffire aux exigences de leur circulation. Il a été s'enfouir en Orient.

Nous avons dit quelle quantité de métaux précieux l'Occident portait chaque année en Orient. Or, cette importation a lieu presque uniquement en argent. Dans l'Inde, la monnaie d'or et la monnaie d'argent étaient autrefois sur le même pied. Mais en 1835, la Compagnie déclara que la monnaie d'argent serait désormais la seule monnaie légale; et, depuis 1852, les receveurs ont cessé d'accepter l'or en payement des impôts. On a dû frapper beaucoup plus de monnaie d'argent que par le passé, et c'est l'Europe qui a fourni la matière. La Chine est à peu près dans la même situation. Canton n'a pas de monnaie particulière, ou du moins n'a qu'une petite monnaie de cuivre tout à fait insuffisante; ce sont les dollars espagnols et les lingots d'argent marqués du sceau des négociants qui circulent comme la véritable monnaie du pays, tandis que les lingots d'or n'y sont reçus qu'à titre de marchandise, et subissent une dépréciation. C'est ce qui explique comment l'argent entre dans une proportion si forte dans la quantité des métaux exportés en Asie. Des ports de l'Angleterre et de la Méditerranée, il sortait, en destination pour l'Orient 2,550,000 francs d'or et 42,900,000 francs d'argent pendant l'année 1851, et 11,950,000 francs d'or et 352,700,000 francs d'argent pendant l'année 1856. Énorme augmentation qui pèse presque tout entière sur la France! Au mois d'août 1856, le *Times* annonçait que le bâtiment *la Pera* partait pour l'Inde

avec un chargement de 12,500,000 francs d'argent composé presque uniquement de pièces de cinq francs françaises. Bien d'autres sont partis avec des chargements de même nature: car, dans le cours des six dernières années, les ports de l'Angleterre et de la Méditerranée ont expédié en Asie 122,200,000 francs d'or et 913,200,000 francs d'argent, dont la France a continué de fournir la majeure partie.

Si nous faisons la balance des importations et des exportations, nous trouvons que depuis dix ans, grâce à son double étalon monétaire, la France a perdu 1,128 millions d'argent et gagné 2,514 millions d'or. Nous avons dit, et nous répétons encore que toute une révolution s'est accomplie dans sa circulation monétaire; elle avait très-peu d'or et beaucoup d'argent, elle a maintenant plus d'or que d'argent; les pièces de 10 et de 20 francs sont dans toutes les mains et sont devenues la monnaie la plus ordinaire.

Cette situation est grave. Elle cause d'abord une perte évidente à la France, à qui on apporte une marchandise qui a moins de valeur en échange d'une marchandise qui a plus de valeur et qu'on lui enlève. Les banquiers qui font le commerce de lingots, les étrangers qui fournissent l'or ou emportent l'argent, prélèvent sur notre capital monétaire un bénéfice qui retombe à la charge de la nation et qui se traduit en partie dans l'augmentation du prix. Je m'explique. Un banquier achète à Londres 100 kilogrammes d'or avec une marchandise qui vaut 300,000 fr.; il les fait convertir à Paris en 310,000 fr. de monnaie; il gagne 10,000 fr., et, par la masse des métaux qu'il introduit, il tend à élever les prix. Si la France n'avait eu que de la monnaie d'argent, il n'aurait pas pu introduire son or, et, si elle n'avait eu que de la monnaie d'or, il n'aurait pas trouvé un bénéfice de 10,000 fr. dans cette opération, parce que la loi n'aurait pas soutenu l'or au-dessus de sa valeur réelle. Le même banquier achète à Paris 310,000 fr. de monnaie d'argent, il les donne à l'étranger contre une valeur

égale à 320,000 fr.; il fait encore un bénéfice que paye la nation française, parce que cet argent, qui, par sa valeur supérieure, soutenait l'or et lui servait, comme on l'a dit, « de parachute, » précipite la baisse en se retirant. Si la France n'avait eu qu'un étalon monétaire, cette spéculation n'aurait pas été possible. Depuis cinq ans, l'excédant de l'exportation de l'argent a été de 1,128 millions : en comptant la prime à 10 pour 1,000 en moyenne, c'est un bénéfice de 11,280,000 francs; l'excédant de l'importation de l'or a été de 2,514 millions; en comptant à 5 pour 1000 seulement la différence du prix des deux métaux à Londres, on reste bien au-dessous de la moyenne véritable, et pourtant on trouve encore un bénéfice d'environ 12,500,000 francs : total 23,780,000 fr. de perte pour notre capital monétaire. Ce ne sont pas les banquiers qu'il faut accuser de cette perte; c'est la loi qui rend possible un pareil trafic; là est la véritable source du mal, et il est plus facile de changer l'une que d'arrêter le commerce des autres.

Il y a, en second lieu, un danger permanent dans une pareille situation. La France est toujours sous le coup d'une révolution monétaire. Naguère l'argent était en baisse et il affluait; aujourd'hui l'or est en baisse et il afflue à son tour. Que dans quelques années l'or retrouve son équilibre et que l'argent, extrait par des procédés plus économiques des innombrables filons de la chaîne des Andes, devienne beaucoup plus abondant, l'argent rentrera en France et en chassera l'or. Des deux métaux, la France ne conservera jamais que celui que la spéculation voudra bien lui laisser, elle aura toujours le plus déprécié qu'elle soutiendra quelque temps à ses dépens, et elle finira par arriver toujours, tantôt avec l'un et tantôt avec l'autre, aux dernières limites de la baisse. Chaque changement, qu'il porte sur l'or ou sur l'argent, lui sera défavorable. Il dépréciera son capital monétaire, et produira des crises qui peuvent à certaines époques, comme au XVI[e] siècle et au XIX[e], avoir d'heureux résultats mêlés à de fâcheuses

conséquences, mais dont le retour trop fréquent troublerait sans cesse et sans profit la société. La France serait coupable de ces perturbations; car elle aurait dû les éviter, puisqu'elle le pouvait en adoptant, comme l'Angleterre et comme la Hollande, un seul étalon.

LIVRE QUATRIÈME.

REMÈDES.

CHAPITRE PREMIER.

CARACTÈRE DE LA RÉVOLUTION MONÉTAIRE.

Nous avons présenté le tableau complet de la société française soumise à l'influence de l'or qui l'envahit, et une image des changements heureux ou regrettables que la soudaine abondance des métaux précieux peut introduire dans le monde; nous avons étudié la révolution dans ses conséquences diverses; et, sous la contradiction apparente des phénomènes, nous avons saisi dans le mélange du bien et du mal l'enchaînement rigoureux des effets et l'action constante de la cause unique qui les a produits.

On aimerait à pouvoir embrasser d'une manière aussi complète et dans un enchaînement aussi rigoureux, l'ensemble des mesures propres à augmenter le bien et à prévenir le mal produit par l'inondation de l'or. On aimerait à suivre en quelque sorte le métal à travers les canaux si divers par lesquels il se distribue, à élargir le lit de ceux qui fécondent, à arrêter le cours de ceux qui détruisent, et à diriger ce fleuve de richesses à l'aide

de quelques institutions et de quelques mesures législatives, comme on dirige à l'aide de tranchées et de digues les eaux qui, livrées à elles-mêmes, dévasteraient la vallée, et qui, dispensées par la main de l'homme, l'arrosent et la fertilisent. C'est une espérance dont on ne saurait se flatter. La révolution qui s'opère aujourd'hui est un événement fatal dont la volonté de l'homme n'est pas la cause première, et que la volonté de l'homme ne fera pas cesser. Tant qu'il y aura bénéfice à fouiller les gîtes ou les roches aurifères, il se trouvera des gens qui les fouilleront, et l'or qu'ils en tireront se répandra dans le monde. On peut trouver des remèdes aux maux causés par des institutions humaines dont la révolution a mis les vices à nu; mais il n'est pas aussi facile d'imaginer un remède à la révolution elle-même, ni d'en supprimer les conséquences naturelles. Cette révolution nous apporte un mélange de bien et de mal qu'il faut accepter. Profitons du bien et subissons le mal, en cherchant toutefois à l'atténuer et en nous consolant par la pensée que l'un est durable et que l'autre n'est que passager.

La science étudie les phénomènes; elle les analyse, les groupe, les classe, et du sein de leur variété, elle tire la loi immuable qui les régit. L'objet qu'elle se propose est la connaissance des lois de la nature et des lois morales, et le but qu'elle doit atteindre est d'élever l'esprit de l'homme au-dessus des accidents divers et confus au milieu desquels il vit jusqu'à la contemplation de l'ordre et de l'harmonie universels. Elle a en soi la raison d'être, et n'a pas besoin, pour se faire accepter, de se présenter sous le patronage des applications pratiques qu'on en peut tirer. Tel est en particulier le rôle de la science économique. Elle cherche à découvrir les lois qui règlent le travail et la production, comme l'astronomie calcule les lois qui règlent la marche des planètes, et c'est par là même qu'elle est une science. Qu'elle ne se borne pas à ce rôle, et qu'elle s'applique à perfectionner l'art du bien-être par l'activité du travail et par un bon emploi de la richesse, c'est une conséquence naturelle

de ses principes : la science qui seule peut donner une direction intelligente à la conduite des intérêts matériels de la société, ne doit pas négliger l'accomplissement d'un devoir qui importe au bonheur de l'humanité. Mais on ne doit pas non plus l'accuser d'inconséquence, quand l'étude impartiale des faits lui montre le bien et le mal découlant à la fois d'une même source, ni d'impuissance, quand elle déclare qu'il n'y a pas de digue assez forte pour arrêter le débordement des eaux dont elle fait connaître le cours.

La révolution que nous avons étudiée est de la nature de celles dont il est plus aisé de décrire que d'empêcher les effets. On a proposé bien des remèdes ; nous passerons en revue les principaux et nous verrons qu'il n'en existe pas d'aussi souverainement efficaces qu'on se l'était imaginé. Ce n'est pas une raison pour croire que le changement survenu dans notre circulation monétaire depuis dix ans soit tout à fait mauvais. Le bien est grand ; et quant au mal, s'il n'existe aucun moyen de le faire disparaître tout d'un coup, il est du moins possible d'y trouver des palliatifs.

CHAPITRE II.

INDICATION DE QUELQUES PALLIATIFS.

L'or a communiqué à l'industrie un mouvement salutaire, et a retardé par là sa propre dépréciation. Il faut profiter de ce mouvement et hâter le développement le plus rapide de la richesse publique. Dans tous les temps, c'est le devoir d'un gouvernement de favoriser le travail, de frayer la route à l'industrie et au commerce, à l'aide des moyens dont il peut légitimement disposer, et d'ouvrir, aussi large et aussi libre que possible, le champ de la production, sur lequel se déploie sous mille formes l'activité nationale. C'est aujourd'hui un devoir plus sacré et plus pressant que jamais, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'augmenter le bien-être général, mais de sauver le bien-être de ceux qui souffrent sans avoir démérité.

Les produits agricoles sont ceux qui ont le plus renchéri et ceux dont le renchérissement est le plus sensible aux classes pauvres. Pour qu'ils deviennent plus abondants et moins coûteux, il faut qu'aux instruments grossiers de nos campagnes ignorantes se substituent les instruments perfectionnés de l'industrie moderne. Quand les plaines de la France seront cultivées comme celles de l'Écosse, quand les machines auront triomphé des obstacles qui les arrêtent encore, la vie sera,

sinon à meilleur marché que jamais, du moins à meilleur marché qu'elle n'est aujourd'hui dans notre pays, où nous avons une industrie très-avancée et une agriculture encore arriérée. Le temps et l'élévation même du prix des denrées peuvent beaucoup, nous l'avons dit, pour opérer peu à peu une pareille réforme. Déjà même de nombreux essais ont été faits depuis quelques années, et d'importantes améliorations introduites dans les grandes fermes. Mais la routine est encore toute-puissante, et la fabrication des machines elle-même est un art dans l'enfance. Le gouvernement peut hâter le progrès en combattant la routine par l'enseignement des instituteurs communaux, par les fermes-écoles, par des récompenses honorifiques qui encouragent les grands propriétaires à donner l'exemple des réformes, et qui, tout en coûtant moins à l'État, stimulent beaucoup plus l'émulation que les simples primes, par des concours de toute espèce, et principalement par les concours régionaux d'instruments perfectionnés, qui mettent les cultivateurs et les mécaniciens en rapport direct, et qui instruisent les premiers par la vue des machines, les seconds par les observations des premiers.

Les produits industriels renchérissent d'autant moins vite, malgré la baisse des métaux, que les moyens de production se perfectionnent davantage. La liberté est peut-être le plus grand perfectionnement que le gouvernement puisse aujourd'hui apporter à l'industrie française. Lui permettre d'user de toutes ses forces et de les appliquer sans contrainte, suivant les besoins de la consommation, la fortifier par la lutte avec l'industrie étrangère, en facilitant l'accès de nos marchés aux produits de nos rivaux par une réduction successive et sagement proportionnée des tarifs, abaisser les prix par la concurrence, ce serait rendre à la France un grand service sans l'exposer à des dangers sérieux. En vain objecte-t-on qu'on ne pourrait abaisser les prix qu'en abaissant les salaires, et qu'on aggraverait ainsi le mal qu'on aurait tenté de guérir. L'expérience

prouve le contraire. Depuis que la liberté du commerce existe en Angleterre, la statistique a prouvé que le prix des marchandises en général avait diminué, et que la moyenne des salaires avait augmenté. En France, avant la révolution monétaire, le prix des objets manufacturés avait baissé en vingt ans de 13 pour 0/0 et le taux des salaires, durant la même période, s'était élevé de 10 pour 0/0. Il n'y a donc pas, entre le prix de la marchandise et le taux des salaires, un lien aussi étroit qu'on le prétend, non plus qu'entre le prix de l'objet manufacturé et celui de la matière première : les chiffres que nous avons relevés dans le livre précédent en sont encore la preuve. Les progrès de l'industrie, stimulée par la concurrence, peuvent non-seulement contrebalancer le renchérissement de la main-d'œuvre et de la matière première, mais rendre même le produit moins coûteux. C'est un fait constant que le gouvernement ne doit pas perdre de vue, lorsqu'il pèse dans la balance l'intérêt général des consommateurs et l'intérêt particulier d'une classe de producteurs.

Après la liberté, les routes, les canaux, les chemins de fer, le télégraphe électrique, les expositions, une bonne police et de fortes institutions de crédit sont les moyens les plus efficaces de communiquer une grande activité au commerce et à l'industrie d'une nation. Nous possédons déjà les uns; nous commençons à acquérir les autres.

Pour améliorer directement le sort de la classe ouvrière, il faudrait dans beaucoup de cas remplacer le travail à la journée par le travail aux pièces. C'est un vœu que l'on peut former; ce n'est pas un changement qui puisse se faire en vertu d'une loi. Le législateur ne doit pas s'immiscer dans ces questions. Mais c'est un vœu d'autant plus ardent en général qu'ouvriers et patrons y trouveraient leur bénéfice, parce que l'ouvrier aurait un salaire journalier plus fort, et que le patron obtiendrait une plus grande quantité de produits pour le même prix. Le travail aux pièces élève pour ainsi dire l'ouvrier au rang d'en-

trepreneur; il contribue à le moraliser en lui faisant sentir immédiatement les effets de la nonchalance ou de l'activité, et en faisant peser sur lui-même la responsabilité de son propre sort. Cependant beaucoup de professions se prêtent mal à ce genre de travail, ou même ne sauraient s'en accommoder en aucune façon; s'il est possible et désirable de le voir se substituer dans beaucoup de cas au travail à la journée, il n'est pas permis d'espérer qu'il devienne jamais la condition générale de tous les travailleurs salariés.

L'association procure aux ouvriers des avantages incontestables, mais il est difficile de trouver une forme d'association qui n'ait pas de grands inconvénients. Je ne parle pas de l'association telle que l'ont rêvée des utopistes. Je parle de l'association telle qu'elle existe dans la France du XIXe siècle. Il y a des ouvriers qui sont encore organisés en corporation, à peu près comme ils l'étaient avant la révolution de 1789. Il est certain que, pouvant mieux que d'autres résister au patron, ils ont d'ordinaire des salaires plus élevés. Mais souvent les mauvais ouvriers en profitent comme les bons. Dans plusieurs corporations, par exemple, telles que celles des peintres en bâtiment, on règle un certain prix de la journée auquel tous doivent se conformer : ce prétendu système d'égalité est une injustice qui fait tort à la fois au patron et à l'ouvrier habile. Dans certaines corporations unies par des liens plus intimes encore, telles que la corporation des chapeliers, les ouvriers prennent de tristes habitudes de dissipation et de paresse, effet trop ordinaire de l'influence prépondérante des mauvais instincts dans les sociétés de ce genre. Enfin ces corporations sont égoïstes comme tous les corps constitués. Favorables aux ouvriers qui se sont fait initier, elles traitent en ennemis ceux qui lui sont restés étrangers, et suscitent dans les ateliers de fréquentes querelles. La corporation, il faut bien le reconnaître, ne produit pas moins de mal que de bien; et ce n'est pas, du moins avec l'état actuel de l'instruction dans la classe ouvrière, marcher

vers le progrès que de multiplier les corporations. Ce n'est pas qu'il faille proscrire toute espèce d'association. Loin de là : les associations de secours mutuels, entre autres, sont d'excellentes institutions, surtout quand elles n'ont pas de caractère exclusif; depuis quelques années, le nombre en a augmenté considérablement par suite de la protection que le gouvernement leur a accordée; mais, comme elles n'ont pas pour effet d'élever les salaires, nous n'avons pas à nous en occuper ici. Le seul mode d'association que l'on puisse recommander est celui qu'ont adopté, dans certaines professions, des ouvriers qui se sont réunis pour fonder des établissements particuliers. Ceux qui en font partie, ne dépendant plus que d'eux-mêmes, recueillent, comme des patrons, les bénéfices de leur industrie, et assurent en même temps aux autres ouvriers un salaire raisonnable, parce que les patrons ne pourraient maintenir le prix de la journée trop bas sans s'exposer à voir leurs ouvriers les quitter pour former de nouvelles associations ou pour entrer dans l'association déjà formée. Ce système a inspiré à quelques patrons l'heureuse idée d'associer, dans une certaine mesure, leurs ouvriers aux bénéfices de leur maison : c'est encore un système qui, dans certains cas, remplace avec avantage le travail aux pièces, qui en a les bons effets, et qui mérite d'être suivi dans l'intérêt de tous.

Ce n'est pas toujours en essayant de résister à une révolution qu'on en prévient les conséquences fâcheuses, mais en pliant en quelque sorte la société aux habitudes nouvelles que doit créer cette révolution. Depuis de longues années, l'industrie se transforme, et la France s'enrichit : la découverte des mines d'or a accéléré ce mouvement de progrès; il faut l'accélérer davantage pour rendre la transition moins longue et moins pénible. Le développement rapide de l'industrie et de la richesse augmentera naturellement le revenu public et rendra plus facile l'augmentation ou la création de quelques impôts; la richesse mobilière vient déjà d'être atteinte et porte

une part légitime du fardeau ; l'État, en s'appliquant à diminuer le personnel de ses bureaux, rejettera un grand nombre de bras et d'intelligences vers la production industrielle, et pourra à moins de frais augmenter les appointements des employés qu'il conservera : il y aura profit pour tous. Déjà des enquêtes se font sur ces questions, et des travaux se préparent dans plusieurs ministères.

Ce sont là des conseils généraux qui pourraient s'adresser à toutes les nations et à tous les temps, mais qui s'appliquent cependant d'une manière plus particulière à une époque où il est nécessaire de rétablir, par le développement de toutes les branches de la production, l'équilibre de la richesse violemment déplacé. Ils ne fournissent pas, il est vrai, un remède souverain contre le mal. Ce sont des palliatifs : nous avons déclaré que nous ne pouvions guère proposer autre chose en présence d'une révolution, qui, comme tant d'autres, apporte à l'humanité un mélange de bien et de mal qu'elle n'est pas libre de refuser. N'oublions pas seulement que le mal passera, et qu'il nous restera une industrie plus forte, une agriculture améliorée, un pays en quelque sorte fertilisé par ce courant d'or qui le traverse et qui communique à toutes les parties de la production l'activité et le mouvement.

CHAPITRE III.

REMBOURSEMENT DES RENTES.

Le remboursement des rentes est un des premiers projets qu'ait fait naître la baisse de l'argent. On a pensé qu'un État devait saisir avec empressement l'occasion de se débarrasser à peu de frais du fardeau de sa dette, et on a discuté la question de savoir s'il pouvait légitimement rembourser ses créanciers avec une monnaie qui se dépréciait. La légitimité de l'opération n'est pas douteuse; l'opportunité en est très-contestable.

On a dit que l'État se débarrasserait du fardeau de la dette: il eût été plus vrai de dire qu'il allégerait le fardeau. C'est ce qui a eu lieu en France. En 1852, l'importation subite d'une énorme quantité d'or avait fait descendre le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre à 2 p. 0/0, et celui de la Banque de France à 3 p. 0/0 : jamais en France il n'était tombé aussi bas. Le gouvernement en profita pour convertir le 5 p. 0/0 en 4 1/2 et offrir le remboursement à ceux qui n'accepteraient pas cette diminution d'intérêt.

Les cours de la place à cette époque ne permettaient guère de trouver un placement plus avantageux. Sur les 3,646 millions qui, au commencement de 1852, composaient le capital

du 5 p. 0/0, il n'y eut que 178 millions qui exigèrent le remboursement et la conversion en 3 p. 0/0. Le service de la rente 5 p. 0/0 coûtait 182,318,194 fr. 60 cent. au commencement de 1852; celui de la rente 4 1/2 ne coûtait plus, au commencement de 1853, que 155,138,808 fr. 54 cent. En tenant compte des transferts en 3 p. 0/0, l'économie sur le payement annuel de la dette consolidée était de près de 20 millions. C'est assurément une excellente opération financière et un allégement du fardeau public; mais ce n'était pas un remboursement, et l'État, qui devait à ses rentiers un capital de 5,516 millions en 1852, leur devait, en 1853, 5,577 millions.

La mesure avait été prise avec à-propos; il ne serait pas possible d'en prendre aujourd'hui une semblable. L'intérêt est remonté à son ancien niveau, et nous savons qu'il n'y a dans la baisse même de la valeur de l'argent aucune raison pour qu'il tombe de nouveau au-dessous de 5 ou de 4 p. 0/0, et surtout pour qu'il s'y maintienne. Comment donc l'État aurait-il pu trouver des prêteurs au-dessous de 4 1/2, quand les banques prenaient 6 et 7 p. 0/0, et quand chacun pouvait facilement placer son argent à 5 et à 6. Le taux moyen de l'intérêt a été abaissé depuis 1857 par l'influence de la crise. Cependant le 4 1/2 se tient toujours à la Bourse au-dessous de 100 francs. Ce n'est pas assurément un symptôme qui doive alarmer la société; mais c'est une preuve que l'État ne pourrait offrir aujourd'hui à ses rentiers de leur servir un intérêt de 4 francs ou de leur rembourser un capital de 100 francs, sans que la plupart choisissent les 100 francs dont ils sauraient aisément faire un emploi plus avantageux.

La conversion ne pourrait pas avoir lieu, et l'État serait réduit, s'il hasardait une pareille proposition, à rembourser effectivement le capital de sa dette. Or, comment le trésor trouverait-il dans les ressources de l'impôt les 7,558 millions de sa dette consolidée, à une époque où, par suite de l'affluence de l'or, ces ressources suffisent à peine aux dépenses ordinaires?

Quand même il le pourrait, il n'aurait aucun intérêt à le faire. Pourquoi rembourser au prix de 100 francs un titre de rente qu'on peut racheter à la Bourse au prix de 95 francs ou même de 70 francs? La caisse d'amortissement suffirait à cette tâche. Depuis 1848, elle avait été privée de ses ressources et n'avait pu agir. Le budget de 1859 lui rend 40 millions. Elle pourra reparaître sur le marché. Mais, si la caisse d'amortissement est d'une grande utilité pour faciliter les opérations du trésor, pour maintenir le cours des rentes et fournir au besoin un fonds de réserve toujours disponible, son utilité, comme caisse destinée à amortir la dette, est beaucoup moins évidente. Je suppose qu'elle possède encore ses 115 millions de revenu. Avec cette somme, elle ne pourrait amortir que 4,600,000 francs de rente par an. Ce serait une bien faible économie sur un budget de plus de 1,700 millions, dont la dépense augmente en moyenne de 30 millions par an depuis quelques années. Les 115 millions qui figurent aujourd'hui à la recette et qu'on lui rendrait, devraient être distraits d'autres services plus importants, ou s'ajouter aux augmentations d'impôts rendues nécessaires par la baisse de l'argent. Où serait donc le bénéfice? Dans les 10 ou 15 millions que gagnerait l'État, en achetant avec 115 millions un capital nominal de 125 ou 130 millions. Mais, tant que continue la baisse de l'argent, ce capital se déprécie chaque année, et, dans trente ans, il ne vaudra peut-être pas plus que ne valent aujourd'hui 80 millions. Ce n'est pas à dire pour cela qu'on échangera des coupons de 4,600,000 fr. de rente contre 80 millions de francs; mais on se procurera 130 millions de francs aussi aisément qu'on s'en procure aujourd'hui 80; et l'État, sans faire une dépense plus grande, pourra appliquer à l'amortissement un nombre de francs plus considérable. Il n'est pas nécessaire de se hâter.

La conversion et le remboursement sont donc des mesures impossibles aujourd'hui; si l'amortissement peut être jamais

profitable, il le sera davantage dans quelques années. Il faut attendre ; bien que les projets de remboursement auxquels donne naissance la baisse des métaux ne puissent pas être exécutés, les espérances qu'elle a fait concevoir au sujet de l'allégement de la dette publique ne sont pas toutes des illusions. Tant que la baisse continue, chaque année, avons-nous dit, diminue le poids du fardeau, et la révolution monétaire apporte d'elle-même au trésor, sur ce chapitre de la dépense, plus de soulagement que ne pourraient le faire les opérations de la caisse d'amortissement. Je suppose que dans cinquante ans l'argent ait perdu la moitié de sa valeur, que l'État n'ait contracté aucun emprunt nouveau, et que ses recettes se soient élevées dans la proportion de la baisse des métaux, le budget serait de 3,400 millions, et la dette publique n'y figurerait toujours que pour la somme de 511 millions; elle ne formerait plus que les 15/100, au lieu des 30/100, de la dépense totale.

L'État se trouverait soulagé sans avoir à prendre lui-même de mesure de remboursement, sans aggraver par un acte législatif la situation des rentiers déjà compromise par une révolution naturelle, sans précipiter une crise d'autant plus douloureuse que le changement serait en quelque sorte instantané. Puisque les rentiers, de toute manière, doivent perdre, mieux vaut que la perte soit lente et graduée, parce qu'on s'aperçoit moins du dommage, et qu'on a d'ailleurs plus de temps pour se préparer d'autres ressources. Les petits rentiers, qui avaient placé leur argent avant le commencement de la révolution, auront pour la plupart cessé d'exister quand la baisse aura touché à son terme; les nouveaux rentiers, qui auront acheté dans le cours de cette révolution, subiront peu à peu une diminution de revenu qu'ils auront dû prévoir, et contre les effets de laquelle ils auront dû garantir leur vieillesse. On ne croira plus qu'il soit possible de quitter le travail, quand on n'aura que 1,000 ou 2,000 francs de rente, et on cherchera, avant de se reposer, à s'assurer des ressources plus sérieuses. Si jamais on doit

rembourser la dette publique, ce n'est pas aujourd'hui au milieu même de la baisse qu'il convient de le faire; c'est seulement lorsque la baisse, après avoir atteint sa limite extrême, aura cessé, parce que l'État, dégagé des embarras financiers, aura les moyens de rembourser, et qu'on sera au temps où ce remboursement d'une part coûtera le moins de sacrifices à l'emprunteur, et d'autre part causera le moins de dommage au prêteur préparé depuis longtemps à cette diminution.

CHAPITRE IV.

LIMITATION DU MONNAYAGE.

On a dit : « La monnaie perd chaque jour de sa valeur, parce que les banquiers spéculant sur la baisse des lingots envoient à l'envi des quantités considérables d'or aux hôtels des monnaies et font d'énormes profits au détriment du public. Il y aurait un moyen bien simple d'empêcher la baisse des métaux ; ce serait d'arrêter le mal dans sa source, de ne pas livrer le monnayage à l'anarchie de la spéculation, mais de le réserver à la sagesse du gouvernement. Si une loi établissait qu'à l'avenir nul particulier n'aurait le droit de faire battre monnaie pour son compte, mais que l'État seul posséderait le privilége de faire frapper ses propres lingots et d'émettre de la monnaie, il n'y aurait plus aucun danger à craindre ; car l'État aurait la prudence de n'en émettre que la quantité nécessaire pour éviter tout changement dans le rapport de la monnaie avec les marchandises ; on ne verrait pas, comme aujourd'hui, le monnayage devenir tout à coup trois fois plus considérable, et la monnaie se déprécier. »

Un pareil moyen peut paraître au premier abord simple et facile à appliquer : mais il faut en général se défier des moyens

par lesquels on prétend guérir radicalement et tout d'un coup les maux dont peut souffrir une société.

Si l'Etat se réserve le droit de frapper seul la monnaie, il en sera l'unique dispensateur. Sera-t-il aussi le seul juge de la quantité nécessaire au pays? Et comment pourrait-il calculer exactement les besoins de la circulation? Comment pourra-t-il savoir s'il émet trop ou trop peu de monnaie? En émettra-t-il chaque année pour la même somme? Mais la demande change sans cesse et varie avec la quantité des produits à vendre. Se réglera-t-il sur les chiffres du commerce extérieur? Mais c'est encore une mesure bien imparfaite de l'activité du commerce intérieur et surtout de la quantité variable de monnaie qu'exige ce commerce suivant la nature des marchandises. L'Etat ne peut pas savoir ce que nul ne sait, et ce qui ne se règle que sur la libre demande de tous les consommateurs du pays.

Consultera-t-il lui-même la demande et vendra-t-il sa monnaie à quiconque voudra l'acheter? En échange de quelles marchandises la vendra-t-il? Aujourd'hui la monnaie entre dans la circulation par divers canaux et principalement par l'intermédiaire de la Banque; peut en avoir qui veut, et les petits consommateurs s'en procurent d'ordinaire en changeant un billet de banque. Si l'Etat adopte ce système et porte toute sa monnaie à la Banque, nous nous trouverons en France à peu près dans la même situation que l'Angleterre; la demande ne diminuera pas; il y aura tout autant de pièces d'or et d'argent dans la circulation, et la baisse sera la même. Si l'Etat donne sa monnaie en échange de bons de monnaie qu'il aurait émis antérieurement, la situation serait un peu plus compliquée, mais le résultat serait toujours le même. De toute façon, l'Etat ne peut pas échanger directement sa monnaie contre des marchandises; car il se ferait le principal négociant du royaume: ce qui serait absurde.

Il faudra donc, pour prévenir la baisse, que l'Etat se fasse

tant bien que mal le juge des besoins du pays. S'il continuait à faire frapper autant de monnaie qu'on en frappe aujourd'hui, ce ne serait pas la peine de se charger d'un monopole aussi embarrassant.

Il en frappera moins. S'il veut en frapper seulement un peu moins qu'on n'en aurait probablement frappé sous le régime de la liberté, il sera forcé de côtoyer en quelque sorte la baisse des marchés voisins, mais il ne pourra pas l'arrêter, et tout ce qu'il pourrait obtenir, c'est que la France fût en retard de six mois ou d'un an sur les pays voisins : ce serait un bien faible résultat. S'il veut en frapper beaucoup moins, la différence entre la valeur du lingot et celle de la monnaie sera grande, et grandira chaque jour avec la baisse ; on fabriquera à l'étranger des pièces françaises, le billonnage y trouvera son compte, et rendra impuissante la mesure du monnayage limité.

Ce moyen est d'une application très-difficile. Pourrait-il être appliqué, qu'il ne serait d'aucune utilité dans les circonstances présentes et ne produirait nullement l'effet qu'on en attendrait et en vue duquel on l'aurait adopté, celui d'arrêter l'avilissement de la monnaie et la hausse des marchandises qui en est la conséquence.

CHAPITRE V.

DROITS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION SUR LES MÉTAUX PRÉCIEUX.

On a dit encore : « L'or nous envahit et menace notre monnaie d'une dépréciation prochaine. Le moyen de l'éviter est bien simple. Frappons l'or d'un droit d'entrée à la frontière. Nous obtiendrons un double avantage. Les importateurs, ne trouvant plus les mêmes bénéfices, nous enverront moins d'or; et l'or qui entrera après avoir acquitté le droit, aura dans notre pays plus de valeur que sur les marchés voisins. Nous le conserverons ainsi à son ancien niveau et nous éviterons la baisse et ses fâcheuses conséquences. »

Ce remède ne serait pas beaucoup plus efficace que la limitation du monnayage.

Le droit d'importation sur l'or devrait être assez élevé pour rétablir l'équilibre déplacé entre la valeur des deux métaux qui nous servent d'étalons monétaires, et il faudrait le changer chaque fois que les cours changeraient à l'étranger. Si le kilogramme d'or à 1000/1000ᵉ valait à Londres 3,344 francs en argent, il faudrait lui faire payer à la douane 100 francs pour l'élever en France à sa valeur légale; s'il valait 3,300 il faudrait lui faire payer 144 francs. Il y aurait donc une différence variable, mais toujours une grande différence entre le prix de notre marché et

celui des marchés étrangers. Il y aurait par conséquent une prime très-considérable offerte à la fraude. L'histoire est là pour nous apprendre si les lignes de douanes ont la puissance d'arrêter l'or et l'argent au passage et d'empêcher l'exportation ou l'importation des métaux. Les rois de tous les pays ont rendu sur cette matière bien des édits depuis le XVIe siècle, et toutes leurs précautions ont échoué devant une marchandise qui échappe si aisément aux regards. Quelle surveillance peut être assez active pour empêcher un contrebandier d'introduire en France un morceau d'or qui n'occupe guère que le volume d'un demi-décilitre, quand il y trouve un bénéfice de cent francs?

L'or renchérirait-il en France par l'application d'un pareil système? Oui, il renchérirait, non pas dans la proportion du droit de douane, comme on se le propose, mais dans la proportion du droit d'assurance de la contrebande. La monnaie française payerait une prime à la fraude. Autant vaudrait ordonner aux négociants français de vendre leurs produits sur les marchés étrangers à 5 p. 0/0 au-dessous du cours, quand le payement devrait en être fait en or. Les étrangers ont déjà intérêt à nous envoyer leur or, parce qu'ils le vendent chez nous un peu plus cher qu'ailleurs. Si une nouvelle loi élevait artificiellement la valeur de ce métal, ils auraient encore plus d'intérêt à nous en apporter; et, malgré les barrières de la douane, nous en serions inondés, jusqu'à ce que la baisse leur eût enlevé toute espérance de gain.

On a proposé encore un autre moyen qui n'est pas donné, il est vrai, comme un remède souverain contre tous les maux causés par l'avilissement de la monnaie, et qui a seulement pour objet d'adoucir quelques-unes des difficultés occasionnées par la présence d'un double étalon monétaire. Ce moyen consiste en un droit d'exportation sur l'argent. Du premier abord, on comprend quelle différence sépare cette dernière mesure de la précédente. Mettre un droit à l'importation sur l'or, c'est déclarer que l'or baisse de valeur, que la France

est inondée par un métal avili, qu'on cherche à élever des barrières contre cette inondation et à établir d'une manière artificielle une égalité et une fixité de valeur qui n'existent plus dans la nature. Mettre un droit à l'exportation sur l'argent, c'est se préoccuper seulement d'un fait particulier, sans rien préjuger de la question générale, c'est chercher à arrêter l'exportation de notre monnaie d'argent que provoquent en ce moment les demandes de l'Orient et que facilite la différence de valeur des deux métaux, c'est retenir une partie du numéraire que nous possédons, sans empêcher le numéraire et les lingots étrangers d'affluer sur notre territoire et par suite sans essayer de prévenir la baisse de la monnaie. Le premier moyen est une tentative faite pour empêcher une révolution économmique, le second n'est qu'un palliatif aux inconvénients d'un double étalon monétaire. En effet, pourquoi toutes choses renchérissent-elles? Parce que la quantité des métaux qui circulent sous forme de monnaie en France, a augmenté considérablement Or, pour quelle raison met-on un droit d'exportation sur l'argent, et quel effet attend-on de cette mesure? On sait que les banquiers et les négociants qui font le commerce des métaux profitent de l'égalité nominale qui existe en France entre la monnaie d'argent et la monnaie d'or, qu'ils achètent avec de l'or des pièces de cinq francs au prix légal de 1 kilogramme contre 15 kil. 1/2, et qu'ils les revendent à l'étranger, faisant un bénéfice qui, depuis quelque temps, peut varier de 1 1/2 à 2 p. 0/0 ; nous avons montré que c'était de cette façon que s'était écoulée une grande partie de l'argent que la France avait perdu depuis huit ans. On espère qu'en mettant un droit égal au bénéfice probable que peut faire l'exportateur, soit par exemple un droit de 1 1/2 ou de 2 p. 0/0, on rendra impossible ce genre de commerce. La spéculation n'enlèvera plus à la France sa monnaie d'argent pour y substituer de la monnaie d'or.

Soit; mais, en admettant que l'exportation de l'argent cesse, l'importation de l'or cessera-t-elle en même temps? Il est évi-

dent que non. Si une barrière infranchissable eût existé depuis huit ans à la sortie, ou qu'il eût été possible aux lignes de douanes de ne laisser sortir qu'une quantité d'argent exactement égale à celle qui entrait, il est certain que la France n'aurait pas perdu 1,128 millions d'argent depuis dix ans, et que par conséquent nous n'aurions pas reçu les 1,128 millions d'or qui sont venus combler le vide laissé par l'autre métal. Mais ce ne sont pas seulement 1,128 millions d'or qu'a reçus la France ; ce sont 2 milliards 514 millions. Il y a donc 1 milliard 386 millions qui sont entrés sans rien remplacer, qui ont élevé notre capital monétaire de 3,500 millions à près de 4 milliards 900 millions, qui ont facilité nos transactions commerciales, animé notre industrie et notre commerce d'une activité plus grande, mais qui ont en même temps contribué à amoindrir la valeur de chaque pièce de monnaie et qui ont en un mot produit tous les effets économiques, bons et mauvais, que nous avons signalés. Le droit d'exportation sur l'argent n'aurait eu aucune influence sur ces divers effets ; il n'a pour but que de remédier aux inconvénients d'un double étalon monétaire qu'un pays peut toujours supprimer d'une manière plus simple en adoptant un seul étalon.

Néanmoins cette mesure a été proposée dans la commission nommée en 1857 par le gouvernement pour étudier la question monétaire ; et, tout en comprenant qu'elle n'était pas un remède souverain, la majorité l'a accueillie avec faveur à titre de disposition transitoire, comme le meilleur expédient qu'on puisse imaginer contre les dangers de la situation présente. Nous devons donc chercher quelle influence elle pourrait avoir.

On peut faire à ce projet à peu près les mêmes objections qu'au droit d'importation sur l'or. Sans doute l'argent est moins facile à dissimuler que l'or, puisqu'il a environ quinze fois moins de valeur à poids égal, et que de plus une même poids occupe plus de volume en argent qu'en or. Cependant un litre d'argent vaudrait encore 2,286 francs, et on comprend que la

fraude puisse s'exercer avec avantage sur un métal qui a une si grande valeur sous un si petit volume.

L'Allemagne vient d'adopter l'étalon d'argent. Il ne serait pas difficile aux contrebandiers du Jura de lui faire passer par la Suisse notre argent et d'approvisionner à nos dépens ses hôtels de monnaie sans payer le droit. La Belgique et la Hollande ont adopté aussi l'étalon d'argent. Chaque jour, dans nos départements du nord, des marchands et des paysans traversent la frontière pour se rendre au marché de la ville voisine. Ils emporteront avec eux de l'argent; et, comme la douane sera forcée de fixer un minimum au-dessous duquel la sortie sera franche, ils n'en emporteront que jusqu'à cette limite et ils éviteront les droits. Si cette limite est, comme on l'a dit, de 500 francs, on peut seulement calculer ce qu'emporterait ainsi en une année un homme qui irait deux et trois fois par semaine au marché, et quelle somme pourrait passer ainsi à l'étranger, dans la poche de milliers de paysans que leurs affaires appellent continuellement hors des frontières. En supposant le droit à 2 p. 0/0 et le maximum de l'argent sortant en franchise à 500 fr., un homme qui passerait trois fois par semaine la frontière, pourrait, tout en restant dans les limites de la légalité, gagner dans son année 1560 francs : ce mode d'exportation deviendrait assurément un métier très-lucratif. C'est déjà un premier et un grand obstacle.

Le renchérissement de la monnaie servant à payer nos achats à l'étranger en est un autre qui mérite une sérieuse attention. Des négociants et des banquiers ont été consultés sur cette question, et ils ont unanimement déclaré qu'un droit d'exportation sur l'argent, quelque faible qu'il fût, serait une grande gêne pour le commerce. Il y a certaines marchandises qui s'achètent d'ordinaire avec de l'argent; il y a des pays où l'argent est le principal, quelquefois même l'unique moyen d'échange que nous possédions; sur ces marchandises, les consommateurs français payeraient en réalité un droit égal au droit perçu sur la

monnaie d'argent; dans ces pays, nous nous présenterions sur le marché avec désavantage. Car sous peine d'être impuissant, le droit de douane, qui ne peut pas varier d'un jour à l'autre, devrait être assez élevé au-dessus de la prime pour ne pas être dépassé par les moindres fluctuations de la hausse; nous payerions à titre d'impôt un prix presque toujours supérieur à celui que payerait l'étranger à titre de prime, et nous nous mettrions nous-mêmes dans une condition d'infériorité évidente devant la concurrence. On a dit que le droit d'exportation sauvegardait au contraire le commerce français en empêchant que la disette d'argent ne rendît un jour la prime beaucoup plus forte que ce même droit. C'est une erreur. Le jour où la prime s'élèverait en France au-dessus du niveau des autres marchés, l'exportation cesserait, et les étrangers auraient intérêt à nous envoyer leur argent; la liberté des communications maintient, et peut seule maintenir l'équilibre.

On se plaint souvent du régime des douanes, des embarras et des vexations qu'occasionnent les déclarations et les visites. Les lignes de douanes n'arrêtent pourtant que les marchandises, et laissent passer le plus souvent les simples voyageurs, quand on ne les soupçonne pas de quelque fraude. Que sera-ce quand on aura mis un droit sur une marchandise dont tout le monde en voyage est détenteur? — On adoptera une limite au-dessous de laquelle on permettra à l'argent de circuler librement. — Soit; mais, quelle que puisse être cette limite (et il ne faut pas qu'elle soit trop élevée, sous peine de rendre la loi illusoire), bien des gens la dépasseront. Comment s'en assurera-t-on? Quelles minutieuses visites ne faudra-t-il pas pour trouver une somme d'argent cachée au fond d'une malle? Je sais bien qu'il n'est pas impossible d'établir un pareil droit, mais il est au moins difficile de le percevoir. On en a mis sans doute sur des objets qui ont une aussi grande valeur sous un aussi petit volume; mais ce ne sont pas des objets que tous les voyageurs sans exception transportent et auraient même

droit de transporter en certaine quantité sans déclaration. Les employés négligeraient probablement beaucoup une surveillance si pénible; mais leur indulgence n'empêcherait pas le public de se plaindre d'une loi fâcheuse, non plus que les saisies qu'ils feraient de temps à autre, n'empêcheraient la fraude de s'exercer avec profit.

Une dernière objection. En supposant même que le droit puisse être perçu dans toute sa rigueur, et que l'argent ne sorte plus de nos frontières, atteindra-t-on le but proposé? Est-il bien certain qu'on verra augmenter ou tout au moins qu'on ne verra pas diminuer la proportion de notre monnaie d'argent? J'en doute. Les métaux, comme toutes les marchandises, viennent naturellement sur les marchés où ils sont traités avec le plus de faveur; c'est pourquoi, grâce à notre rapport de 1 à 15 1/2, nous avons aujourd'hui tant d'or. Si l'argent est frappé d'un droit à la sortie, il devient une monnaie moins commode, et les importateurs français achèteront de préférence l'or, qui aura pour eux le triple avantage de se vendre meilleur marché à l'étranger et de pouvoir, après avoir été introduit en France, servir également au commerce intérieur et au commerce extérieur. On exportera moins d'argent, c'est vrai, mais on en importera beaucoup moins; car les banquiers et les spéculateurs n'auront aucun intérêt à importer un métal qui leur coûtera plus cher que l'autre, qui ne vaudra pas plus que l'autre en France, et qui perdra à la sortie 1 1/2 ou 2 p. 0/0. En admettant qu'il nous reste aujourd'hui un milliard d'argent, la perte annuelle peut être estimée à cinq millions. Il pourrait bien arriver que les importations du commerce ne comblassent même plus ce déficit annuel, et que l'État fût obligé de faire lui-même à grands frais des achats de métaux, sous peine de voir notre monnaie d'argent diminuer encore, non plus par suite d'un courant trop rapide de la circulation qui fertilise et anime notre industrie, mais par suite d'une sorte de stagnation et de sécheresse dont souffriraient nos transactions.

CHAPITRE VI.

SUBSTITUTION DE LA MONNAIE DE PAPIER A LA MONNAIE MÉTALLIQUE.

On a proposé aussi comme un remède infaillible la substitution de la monnaie de papier à la monnaie métallique. « L'expérience, a-t-on dit, prouve que les métaux sont une mesure de la valeur beaucoup trop variable. Si vous voulez éviter les pertes dont votre capital monétaire est menacé, changez de système. Imitez l'exemple des peuples qui, au moyen âge, imaginèrent la monnaie de compte, monnaie idéale et invariable, pour échapper aux variations perpétuelles des monnaies frappées à l'effigie des princes. Inventez une monnaie idéale; mais ne prenez ni l'or ni l'argent; prenez le papier de crédit qui s'est déjà fait dans le commerce une si large place. Remplacez entièrement les métaux par la monnaie de papier à laquelle vous donnerez une valeur de convention qui sera invariable; par là vous échapperez à jamais aux incessantes perturbations que la découverte d'une mine ou d'un procédé chimique peut jeter dans toutes les relations sociales. »

C'est encore une erreur. Le papier n'a par lui-même aucune valeur, et, quelle que soit la convention que l'on imagine, il faut de toute manière que cette convention repose sur une valeur réelle. Or prendrez-vous pour unité le blé dont la

valeur commerciale peut tripler dans l'espace de quelques mois, ou le travail qui se paye à des prix différents suivant le besoin des maîtres, le nombre et le talent des ouvriers, et dont nul ne pourrait fixer bien exactement le taux actuel pour toute la France? Cherchez dans le monde une base fixe de la valeur, et vous ne la trouverez nulle part. L'eussiez-vous trouvée, qu'il vous serait encore impossible d'y appuyer solidement votre système de monnaie de papier. Car ce papier aura nécessairement un cours forcé, et ne sera pas remboursable; on ne viendra pas à la caisse de la Banque chercher un hectolitre de blé ou une heure de travail; vous aurez émis un véritable papier-monnaie, n'ayant qu'une valeur tout imaginaire, aussi variable que l'opinion qui l'accueille ou le repousse, et descendant promptement sur une pente fatale jusqu'aux derniers degrés de la baisse. Il faut non-seulement que le papier soit le signe d'une valeur réelle, mais que ce signe puisse toujours être échangé sans peine et sans risque contre la chose signifiée.

Les métaux précieux ont seuls, grâce à leur nature, le privilége de circuler comme mesure universelle d'échange. Les billets ne pourront représenter qu'un certain poids de métal ou un certain nombre de pièces de monnaie. S'ils peuvent être échangés à présentation contre ce poids de métal ou contre ces pièces de monnaie, il est évident qu'ils subiront toutes les variations du métal, et que cent francs en billets n'auront jamais une plus grande valeur que cent francs en monnaie ou cinq cents grammes d'argent à 900/1000°. S'ils ne peuvent être échangés, ils n'auront aucune chance de hausse, mais la baisse sera certaine; ils tomberont d'autant plus rapidement que rien ne les soutiendra, et ils conduiront infailliblement l'Etat à tous les désordres de la banqueroute. Rappelez-vous les billets de la banque de Law, les billets de l'Union aux Etats-Unis, les assignats en France, et toutes les tentatives infructueuses qu'on a faites dans divers pays pour

séparer le papier du métal qu'il représente et pour lui donner une valeur propre et indépendante, et vous comprendrez quel serait le sort du papier que vous imaginez et du pays qui l'aurait adopté. La substitution du papier à la monnaie est un moyen impraticable.

Ce projet a pourtant un bon côté. Il n'est que l'exagération d'une idée juste. Sans doute il est impossible de substituer entièrement le papier aux métaux, et d'éviter par ce moyen la baisse de l'argent. Mais il est possible de rendre de plus en plus général l'usage du papier et d'employer, en France par exemple, une quantité de métaux beaucoup moins grande qu'aujourd'hui. Le papier-monnaie est une détestable invention et une cause de ruine; le papier de crédit est une excellente institution et un élément de prospérité. Il faut bien distinguer l'un de l'autre; autant on doit fuir le premier, autant on doit s'attacher à répandre l'usage du second. L'Angleterre fait chaque année un chiffre d'opérations commerciales beaucoup plus élevé que nous et n'emploie qu'une bien moindre somme de monnaie. Les Etats-Unis sont dans le même cas. C'est que dans ces deux pays on se sert beaucoup plus communément qu'en France des billets de banque, des lettres de change, des virements et des comptes en banque. En France, les achats ne se font guère sur les marchés qu'en espèces sonnantes; dans les villages de l'Amérique du Nord, les fermiers ont d'ordinaire un compte en banque, et traitent la plupart de leurs affaires sans bourse délier. Les négociations se font beaucoup plus rapidement, et la nation qui sait faire usage du crédit n'a pas besoin de conserver un capital monétaire de plusieurs milliards, coûteux à acheter, coûteux à entretenir, et ne produisant aucun intérêt : on économise à la fois du temps et de l'argent.

La France a aujourd'hui quatre milliards de monnaie. Nous ne demandons pas en ce moment s'il vaudrait mieux pour elle n'avoir qu'un milliard, question complexe qui se rattache à

celle de l'accroissement des métaux et à laquelle nous avons répondu dans le cours de cet ouvrage. Mais nous demandons s'il vaudrait mieux qu'elle eût seulement un milliard en espèces et qu'elle remplaçât les trois autres milliards par du papier de crédit ou par des comptes en banque. La monnaie aurait changé de forme; mais la somme n'aurait pas diminué, et la facilité des échanges serait même plus grande. La France aurait de plus fait une opération très-avantageuse. Elle aurait donné ses trois milliards à l'étranger en échange de machines, de matières premières, d'objets divers qui accroîtraient le capital national de 3 milliards, et qui produiraient, outre la somme nécessaire à l'amortissement, un intérêt de 5 p. 0/0 au moins, c'est-à-dire un bénéfice annuel de 150 millions. Elle avait besoin d'acheter chaque année environ 8 millions de métaux pour remplacer les pertes causées par le frai et les naufrages; elle n'aurait plus besoin que d'une somme de 2 millions, et ferait une économie de 6 millions; total, 156 millions nets que rapporterait par an à la France, dans des temps ordinaires, l'usage plus général du papier de crédit.

Dans un temps de révolution monétaire, le bénéfice serait encore beaucoup plus grand. En supposant que la baisse, qui a été de 20 p. 0/0 depuis dix ans, soit de 25 p. 0/0 dans les vingt années qui vont suivre, les 4 milliards que nous possédons ne vaudront plus, en 1878, que 3 milliards, c'est-à-dire qu'ils ne représenteront plus que la quantité de marchandises représentée aujourd'hui par 3 milliards; la perte sur le capital sera d'un milliard qu'il faudra racheter à l'étranger pour remplir les vides de la circulation, en admettant que les besoins du commerce soient restés les mêmes. Si nous n'avions qu'un seul milliard, il nous suffirait d'acheter 250 millions; nous économiserions 750 millions. Mais si on juge de l'avenir par le passé, les besoins du commerce seront beaucoup plus grands, il nous faudra beaucoup plus d'un milliard pour remplir le vide, et l'économie serait pour le moins d'un milliard. Or,

d'une part 1 milliard en vingt ans, d'autre part 156 millions par an, font au bout de vingt années un total de 4,120 millions que l'emploi plus général du papier et des banques permettrait à la France d'économiser sur sa monnaie. C'est un moyen d'éviter ou du moins de diminuer la perte qu'ont indiqué avec raison plusieurs écrivains, et entre autres M. Austin; c'est même l'idée à laquelle ce dernier s'est attaché en exagérant la portée qu'elle avait réellement et en considérant de ce seul point de vue l'affluence des métaux précieux.

Il y a trente ans environ, un économiste anglais, M. Jacob, craignait que les métaux ne devinssent trop rares et trop chers, et conseillait de suppléer à leur insuffisance à l'aide du papier. Aujourd'hui les métaux devenant très-abondants perdent de leur valeur, et la science conseille encore de recourir au papier, sinon comme à un remède souverain, du moins comme à un utile palliatif. C'est la tendance générale de la société moderne; il est bon de la pousser dans cette voie, et on ne saurait trop presser les nations qui sont encore attardées dans les ornières du passé, de suivre l'exemple de la race anglaise et de se mettre au niveau de la Grande-Bretagne et des États-Unis, tout en évitant certaines fautes et certains excès qui, surtout en Amérique, compromettent parfois le crédit lui-même.

CHAPITRE VII.

AVANTAGES D'UN UNIQUE ÉTALON MONÉTAIRE.

S'il est impossible à un État d'arrêter la baisse du métal qui lui sert de monnaie, il lui est toujours possible de ne pas s'exposer à la baisse successive de l'or et de l'argent, et d'éviter les pertes certaines qu'entraîne l'emploi simultané des deux métaux comme étalon monétaire. Il suffit, comme nous l'avons dit en signalant les inconvénients de notre législation, de supprimer un des deux métaux et de n'en conserver qu'un seul pour étalon. C'est une réforme dont plusieurs États ont déjà reconnu la nécessité; tôt ou tard, tous les peuples civilisés la reconnaîtront également, et l'intérêt public triomphant des vieilles habitudes mettra fin à ce système peu logique qui déclare toujours égales et parfaitement identiques deux mesures que la nature a faites différentes et variables.

C'est une question qu'il est à peine nécessaire de discuter, tant elle est simple. Que signifient deux mesures pour un même objet? On n'a qu'une unité de longueur, qu'une unité de poids, qu'une unité de capacité. Pourquoi n'avoir pas une seule unité de monnaie? Qu'aurait-on dit des législateurs français, si, en établissant le système métrique, ils avaient laissé subsister l'aune à côté du mètre, sous prétexte de ne pas troubler d'an-

ciennes habitudes, et si en même temps, afin de créer une apparente régularité, ils eussent déclaré qu'aune et mètre, bien que de longueur inégale, passeraient pour être des mesures identiques; que le marchand, quand on lui demanderait une aune d'étoffe, pourrait donner un mètre, et qu'on payerait exactement au même prix l'aune et le mètre d'une marchandise quelconque? C'est pourtant ce qu'on a fait à propos de la monnaie en mettant sur le pied d'égalité deux mesures différentes. On sait en effet que 15 kilog. 1/2 d'argent et 1 kilogramme d'or n'ont pas la même valeur; et cependant, quand un marchand me vend une certaine quantité de marchandises au prix de 15 kil. 1/2 d'argent, j'ai droit de lui donner 1 kilog. d'or. On pourrait même dire qu'on a fait pis que déclarer l'aune et le mètre égaux; car entre l'aune et le mètre la différence est toujours la même et est parfaitement connue; entre l'or et l'argent, elle varie sans cesse; elle livre en quelque sorte les contrats à des hasards perpétuels; il n'y a de probable qu'un amoindrissement continu de la valeur, parce qu'en pareil cas, des deux c'est toujours celui qui s'avilit qui prend la place de l'autre.

Qu'en résulte-t-il? Nous l'avons dit au chapitre des inconvénients d'un double étalon monétaire, et il est inutile de développer de nouveau ces considérations. Le pays qui admet deux étalons est toujours sous le coup d'une révolution monétaire; il est toujours assuré d'éprouver, quoi qu'il arrive, des pertes sur son capital métallique; il fournit des aliments à la spéculation et permet aux étrangers de faire à ses dépens de grands profits.

Il est facile d'éviter tous ces dangers : il faut s'attacher à un seul étalon : ce sont là même les avantages du système de l'unité. Pourquoi hésiter à prendre une mesure logique et juste quand elle peut empêcher le mal et ne doit produire que de bons effets?

Mais, dira-t-on, dans le système de l'unité, il y a un grand

mal, c'est qu'on proscrit un des deux métaux, et que tous deux sont commodes et nécessaires. Sans doute, si le système de l'unité se proposait de chasser et chassait réellement l'or ou l'argent, je verrais là un grand mal. Mais il n'en est rien. Ce qui chasse toujours l'un des deux métaux, et, qui pis est, ce qui chasse toujours le métal le plus précieux, c'est le système du double étalon ; l'expérience l'a prouvé : nous n'avions que de l'argent, nous n'avons plus que de l'or. Le système de l'unité ne déclare qu'une chose : c'est qu'il n'y aura plus qu'un seul métal qui serve d'étalon; mais en même temps il admet, il convie même le second métal à servir dans la circulation d'auxiliaire au premier. Il accepte deux monnaies, mais il ne reconnaît qu'une mesure. Si l'on prend l'étalon d'argent, il propose l'or comme monnaie variable servant aux gros payements; si l'on prend l'or, il propose l'argent comme billon destiné aux usages journaliers et aux petits payements. Parmi ces propositions, il peut y en avoir de meilleures les unes que les autres; c'est au législateur à choisir, et nous traiterons cette question dans les chapitres suivants. Mais, quoi qu'il en soit, on ne bannit pas le métal auquel on refuse le titre d'étalon. Seulement, on cesse de faire violence à l'un des deux métaux; on est certain de ne plus voir la spéculation exporter avec bénéfice une partie de la monnaie. Avec une des deux propositions au moins, celle de l'étalon d'or, on n'a pas à craindre de voir disparaître le billon d'argent, et on conserve les deux métaux dans la circulation du pays beaucoup plus sûrement qu'avec le système des deux étalons qui, en se donnant comme le protecteur et le conservateur de ces métaux, est en réalité toujours le complice de l'exportation du plus précieux des deux.

CHAPITRE VIII.

DÉMONÉTISATION DE L'OR.

L'unité d'étalon et la démonétisation de l'un des deux métaux ne sont pas des questions douteuses. Mais lequel convient-il d'adopter pour étalon en France? c'est un problème sur lequel les savants sont partagés d'opinion et qui demande un examen plus détaillé.

D'illustres économistes, entre autres M. Michel Chevalier, sans se prononcer sur la supériorité absolue de l'un ou de l'autre métal, prétendent qu'en France la loi a depuis longtemps tranché la difficulté, qu'on n'est pas libre de ne pas adopter l'argent pour étalon et que c'est l'or qu'il convient de démonétiser.

Voici comment s'exprime la loi du 7 germinal au XI (28 mars 1803), qui a fixé notre système monétaire actuel.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

Cinq grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin, constituent l'unité monétaire qui conserve le nom de *franc*.

TITRE PREMIER. — DE LA FABRICATION DES MONNAIES.

ART. Ier. Les pièces de monnaie d'argent seront d'un quart de franc, d'un demi-franc, de trois quarts de franc, d'un franc, de deux francs et de cinq francs.

II. Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

III. Le poids de la pièce de 1/4 de francs sera de 1 g. 25, celui de la pièce de 1/2 franc, de 2 g. 5, celui de la pièce de 3/4 de franc, de 3 g. 75, celui de la pièce de 1 franc, de 5 grammes.

. . . .

VI. Il sera fabriqué des pièces d'or de vingt et de quarante francs.

VII. Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

VIII. Les pièces de vingt francs seront à la taille de cent cinquante-cinq pièces au kilogramme, et les pièces de quarante francs à celle de soixante-dix-sept et demie.

. . . .

Le projet de décret présenté au conseil d'État contenait, au titre de disposition générale, un second article qui indiquait plus clairement encore le rôle qu'on assignait à l'argent. Cet article était ainsi conçu :

« ART 2. Le franc d'argent est la mesure invariable des monnaies fabriquées avec un métal différent. »

On le supprima parce qu'on crut y voir une simple répétition de l'article précédent. Mais les rapporteurs de la loi eurent le soin, pour éviter toute équivoque, d'expliquer leur pensée dans l'exposé des motifs :

« Citoyens législateurs, les assemblées nationales se sont fréquemment occupées des monnaies. Quoique leurs travaux sur cette matière n'aient produit que des résultats partiels, elles ont posé les bases d'un système monétaire plus régulier, plus simple et surtout plus invariable que celui qu'on avait suivi

jusqu'alors. Le projet que nous sommes chargés de présenter à votre approbation améliore ce qui est fait, règle ce qui ne l'est pas encore, et renferme dans un petit nombre de motifs toutes les dispositions permanentes que la Constitution a placées dans le domaine de la loi.

» Ce projet est en quelque sorte précédé par une disposition générale qui tend à prévenir la dépréciation de l'étalon et à ramener vers un point fixe toutes les variations de valeurs qui peuvent survenir entre les métaux employés à la fabrication des monnaies. Il en résulte une garantie pour l'exécution des transactions commerciales et la conservation de la propriété que nous n'apercevons dans la législation monétaire d'aucun peuple. »

Au moment où le projet de loi commençait à être étudié, M. Gaudin avait fait un rapport dans lequel il s'exprimait sur cette question d'une manière plus nette et plus explicite encore, s'il est possible.

« Le projet de système monétaire que j'ai l'honneur de vous présenter, citoyens consuls, disait-il, paraît devoir fixer à jamais le prix et la valeur de l'argent. Le prix sera à l'abri des progressions qu'il a successivement éprouvées depuis des temps reculés jusqu'à ce moment; son abondance ni sa rareté ne pourront faire changer ni le poids, ni le titre, ni la valeur du franc. On ne sera pas exposé à voir effectuer des remboursements avec des valeurs moindres que celles qui auront été prêtées. Leur dénomination équivaudra à celle de leur poids. Celui qui prêtera 200 francs ne pourra, dans aucun temps, être remboursé avec moins d'un kilogramme d'argent qui vaudra toujours 200 francs et qui ne vaudra jamais ni plus ni moins. L'abondance de l'argent ou sa rareté influera sur les objets de commerce et sur les propriétés; leur prix se réglera de lui-même dans la proportion du numéraire, mais l'argent restera au même prix. Ainsi on trouvera dans ce système la stabilité et la justice.

» Le mètre sera le régulateur du poids du franc d'argent, dont la valeur déterminera celle des autres pièces de monnaie. L'or sera avec l'argent dans une proportion comme 1 est à 15 1/2. S'il survient avec le temps des événements qui forcent à changer cette proportion, l'or seul devra être refondu. Les frais de fabrication ne s'élèvent qu'à une moitié d'unité pour 100. Ces frais seront à la charge des propriétaires des espèces. »

L'intention du législateur est évidente, et les commentaires par lesquels il a pris la peine d'expliquer sa pensée ne peuvent laisser à cet égard aucun doute dans les esprits. Le rapport de M. Bérenger et celui de M. Gaudin en font foi ; il est certain qu'on voulait que la France eût un unique étalon monétaire, et que l'argent fût cet étalon. Mais les dispositions de la loi ont mal répondu à l'intention du législateur. Si on voulait que la France eût une véritable unité monétaire, on n'aurait pas dû admettre à la fois les deux métaux, et les placer au même niveau dans la circulation comme deux équivalents parfaitement égaux. On aurait dû donner quelque signe particulier afin que les acheteurs et les vendeurs ne confondissent pas ce qu'on voulait distinguer. C'est ce qu'a fait l'Angleterre pour laquelle les pièces d'argent ne sont qu'une monnaie de confiance ; c'est ce que vient de faire l'Allemagne qui n'admet l'or que comme une monnaie perpétuellement variable suivant le cours du marché. De cette façon, le public est prévenu et sait sur quelle base reposent les contrats.

En France, l'or et l'argent ont circulé dans le fait au même titre. Nul n'avait le droit de refuser l'une des deux monnaies, en quelque quantité qu'on la lui offrît ; et nul d'ailleurs ne songeait à la refuser, parce que nul, à l'exception de quelques savants, ne connaissait les dispositions d'une loi qui n'avait aucune conséquence pratique. La jurisprudence elle-même se prononçait à cet égard.

Lorsqu'un créancier refuse de recevoir l'argent qui lui est régulièrement dû, le débiteur, pour se libérer, charge un offi-

cier ministériel de lui faire des *offres réelles*, c'est-à-dire de le sommer, parlant à sa personne, de recevoir en valeurs réelles, autrement dit en bonne monnaie ayant cours légal, le payement de la totalité de la somme due. Or, si les offres sont faites en billets de banque, le créancier n'est pas tenu d'accepter; car les billets de banque ne sont pas une monnaie légale, et les tribunaux déclarent que le débiteur n'est pas libéré. Si dans la somme offerte se trouvaient plus de cinq francs en sous, le créancier pourrait encore ne pas accepter, car la loi dit que les sous ne peuvent être donnés que comme appoint de la pièce de cinq francs. Ainsi les tribunaux ne reconnaissent pas aux billets de banque et aux sous le caractère d'obligation que la loi donne à la monnaie. On est libre de les recevoir ou de les refuser. Il n'en est pas de même de l'or et de l'argent; entre ces deux métaux, pas de différence; on n'est pas libre de les refuser, et les *offres réelles* faites avec l'une ou l'autre de ces deux monnaies sont également valables.

De là, l'impossibilité de savoir si un contrat a été passé en monnaie d'or ou en monnaie d'argent. Ce qui est très-probable, c'est que le prêteur a donné celui des deux métaux qui était au moment de la signature du contrat le moins coûteux, et que l'emprunteur rendra celui qui sera le moins coûteux à l'époque du payement. La France peut donc avoir eu, en principe, une unité monétaire ; en réalité, elle n'en a pas eu; elle s'est servie de deux étalons, et la preuve, c'est qu'elle en a subi tous les inconvénients.

A l'époque de la découverte des mines de la Californie, la question de la démonétisation avait été agitée. La situation était alors moins compliquée qu'aujourd'hui : et les opinions, moins gênées par les faits, pouvaient se laisser guider par des considérations purement théoriques. Des économistes éminents se prononcèrent pour l'argent. En effet, l'argent était l'unité inscrite en principe dans notre législation ; l'argent composait alors la presque totalité de notre monnaie; depuis l'établisse-

ment de notre système monétaire, il n'avait cessé de former le fonds principal de notre circulation, et il avait même pris d'année en année une place plus importante ; c'était en argent qu'avaient été passés presque tous les contrats, et ils avaient subi toutes les variations de ce métal. L'or apparaissait alors dans le lointain comme une menace de bouleversement ; il allait inonder notre pays, troubler un état de choses déjà ancien et modifier d'une manière fâcheuse la condition d'une foule de personnes. On pouvait regarder comme une mesure prudente d'adopter l'étalon d'argent, et on pouvait le faire sans causer aucune révolution violente dans la circulation. Il suffisait de déclarer que l'or n'était plus la monnaie légale de la France : l'or n'entrait pas, nous gardions notre argent, et rien n'était changé en France. Nous aurions eu seulement à subir le contre-coup de la révolution, lorsque l'argent chassé des pays à double étalon par l'affluence de l'or aurait reflué vers nos frontières. Plusieurs économistes demandèrent alors que l'argent devînt notre unique étalon monétaire.

Une pareille réforme ne nous eût pas mis pour jamais à l'abri des dépréciations de la monnaie. Mais nous nous serions attachés, comme chaque nation doit le faire, à un seul métal, et nous n'aurions pas subi tous les inconvénients du double étalon. Peut-être aurions-nous pu trouver quelque jour que nous n'avions pas fait le meilleur choix possible. L'argent est une monnaie moins commode que l'or ; plus une nation a une industrie développée et un commerce actif, plus elle a besoin d'un instrument d'échange perfectionné, et plus par conséquent elle emploie d'or et de billets de crédit : témoin l'Angleterre. De plus, l'argent n'a pas une valeur immuable : le passé le prouve, et l'avenir le prouvera sans doute aussi.

A l'époque où la science découvrira un procédé plus économique que l'amalgamation à froid, où la facilité de l'exploitation permettra de fouiller les innombrables filons des Andes et donnera à la production de l'argent une activité semblable

à celle qui se déploie en Californie et en Australie, nous aurions subi une révolution peut-être plus violente que celle que nous subissons aujourd'hui; mais du moins nous n'aurions pas été exposés à être les victimes de toutes les révolutions monétaires, quelles qu'elles fussent, en tendant toujours à la baisse et en changeant toujours notre métal le plus précieux contre le métal déprécié.

Dix ans se sont passés, et la situation est tout autre. Nous avons maintenant beaucoup plus de monnaie d'or que de monnaie d'argent, et cet or a produit une hausse générale de tous les prix. Le décret de démonétisation de l'or aurait pu avoir quelques bons effets en 1848; il n'en aurait que de mauvais en 1858.

Notre circulation emploie 4,000 milliards de métaux. La valeur de ces métaux a baissé en dix ans de 20 p. 0/0, et l'on peut avec vraisemblance attribuer les 3/5 de cette baisse à l'influence particulière de l'or. Je suppose que 3,400 millions en argent suffisent à nos besoins : ce qui n'est nullement prouvé, puisque nous avons démontré que la baisse de l'or entraînait par contre-coup celle de l'argent. Or, comptons combien nous avons aujourd'hui de monnaie d'argent. Depuis dix ans, nous avons perdu 1,128 millions d'argent, et cependant notre capital métallique s'est accru de 1,386 millions : donc il est entré dans la circulation 2,514 millions d'or qui, joints aux 500 millions que nous pouvions posséder en 1848, faisaient au 1er janvier 1858 un total d'environ 3 milliards. D'après ce calcul, nous aurions donc environ 1 milliard d'argent, et il en faudrait acheter 2,400 millions pour compléter notre nouveau capital monétaire. C'est une quantité énorme qui représente la production totale des mines d'argent du monde civilisé pendant dix ans. Si la demande de 350 millions qu'a faite la Hollande pour remplacer sa monnaie d'or, a produit sur le marché une hausse sensible, quel effet ne produirait pas une demande de 2,400 millions, surtout lorsqu'on ne pourrait plus puiser dans

le réservoir de la France, qui a été dans ces derniers temps la principale mine d'argent. Il est difficile de l'estimer en chiffres; mais, à en juger seulement par la différence du cours du lingot d'argent à Londres en 1848 et en 1856, la prime à payer ne serait pas moindre de 100 millions. Les frais de fabrication coûteraient environ 20 millions. Enfin les 2,514 millions d'or que la France jetterait sur le marché au moment même où elle priverait ce métal d'un de ses principaux débouchés, précipiteraient la baisse, et l'État aurait encore à supporter sur la vente de son or une perte non moins forte que sur l'achat de son argent. L'application du nouveau système coûterait plus de 200 millions, et une pareille dépense doit faire hésiter un gouvernement.

Quel est le principal argument qu'on met en avant pour demander la démonétisation de l'or? C'est, dit-on, afin de rétablir les choses dans leur ancien ordre et de réparer les pertes que la baisse des métaux a fait subir aux personnes, en obligeant à payer avec l'ancienne monnaie et en ramenant ainsi les anciens prix. Or, je suis convaincu que la substitution de la monnaie d'argent à la monnaie mixte ne ferait pas redescendre les prix à leur premier niveau. Nous en avons donné les raisons au chapitre de la solidarité des deux métaux : la Belgique et la Hollande nous fournissent à cet égard un exemple probant. L'or pèse sur l'argent pour le faire baisser et pèsera tant qu'il y aura des pays à double étalon pour établir la communication et la solidarité entre les deux métaux. Mais outre la baisse des métaux, il faut encore compter les progrès de l'industrie, le développement du crédit, l'accroissement du nombre des consommateurs, toutes causes qui ont profondément modifié chez nous l'état de la circulation, et que ne ferait pas disparaître la proscription de l'or. Sans doute, si la France se décidait à n'avoir plus que de la monnaie d'argent, il y aurait une baisse dans les prix, mais une baisse bien moindre qu'on ne le pense généralement.

J'admets cependant, par hypothèse, qu'il se produise tout à coup une baisse de 15 p. 0/0, et je me demande quels effets elle amènerait. En obtenant la baisse, on aurait atteint le but apparent qu'on se proposait en décrétant la réforme. Mais aurait-on atteint le but véritable? aurait-on assuré « une garantie pour l'exécution des transactions commerciales et la conservation de la propriété, » comme le voulaient les législateurs de l'an XI, et comme on l'eût fait réellement si la réforme avait été décrétée en 1848? Non; car depuis dix ans, les marchandises ont passé de main en main, vendues et achetées chaque fois au cours du jour, c'est-à-dire avec une quantité de monnaie un peu plus forte à chaque degré nouveau de la baisse. La plupart de celles qui sont aujourd'hui sur le marché n'existaient pas il y a dix ans, et l'on peut dire qu'aujourd'hui la presque totalité des produits naturels et manufacturés appartient entièrement à la période de la baisse. Les valeurs mobilières de toute espèce, les actions de compagnies ou de chemins de fer, sont à peu près dans le même cas. La dette publique elle-même a subi l'influence de la baisse des métaux. Depuis le commencement de cette période, l'État a emprunté 1,500 millions; il a opéré la conversion de 3,646 millions auxquels il a offert le remboursement; enfin, sur les anciennes créations conservées, c'est-à-dire sur le 4 1/2 de 1825, sur le 4 et le 3 p. 0/0, qui formaient un capital d'environ 1,870 millions, il n'y a peut-être pas la moitié des coupons de rente qui soient restés aux mains des mêmes personnes, et que le possesseur actuel ait achetés réellement à leur ancienne valeur. Beaucoup de baux ont été renouvelés depuis dix ans, et la propriété immobilière elle-même, dont les droits de l'enregistrement et des domaines absorbent la valeur entière en soixante-quinze ans, a dû en grande partie changer de propriétaires par suite de ventes ou d'héritages. La fortune privée s'est donc mise en grande partie au niveau de la situation présente. Chacun a supporté sa petite part de dommage dans la dépréciation; il a senti en quelque sorte sa monnaie s'amoindrir entre ses mains,

et il s'en est aperçu en payant plus cher les objets dont il avait besoin. Si aujourd'hui on convertit l'or en monnaie d'argent, si on parvient à donner une valeur plus grande à l'argent, on n'empêchera pas une révolution déjà faite : on fera une contre-révolution. Les créanciers gagneront, les débiteurs perdront. Les premiers recevront le nombre de francs stipulé au contrat, mais ces francs achèteront plus de marchandises au moment où on les leur rendra qu'au moment où ils les avaient prêtés ; les seconds, pour rendre ce nombre de francs, seront obligés de dépenser une plus grande somme de travail ou de vendre plus de marchandises. Par la même raison, tous les détenteurs de marchandises subiront une perte ; les propriétaires fonciers ne renouvelleront leurs baux qu'à un prix inférieur à celui sur lequel ils avaient compté en se rendant acquéreurs de l'immeuble ; ceux qui auront passé de longs baux, seront dans la situation des créanciers et feront sur leurs locataires un bénéfice imprévu. Tous les prix ne se mettront pas immédiatement en harmonie avec le nouvel ordre de choses ; les ouvriers, les employés et les rentiers recueilleront les premiers fruits du changement; mais la gêne sera ailleurs, parce qu'il n'y a pas de révolution économique qui ne cause quelques souffrances sur son passage. Il faudra, en un mot, remonter le courant que nous descendons depuis dix ans, et repasser en sens inverse par toutes les perturbations sociales que nous avons traversées. Mais il y aura cette différence entre les deux révolutions, que la première a donné une impulsion vigoureuse à l'industrie, et que la seconde paralyserait pour quelque temps l'élan du travail et produirait une nouvelle crise commerciale.

Je ne prends qu'un exemple : celui des fermiers. Ceux qui ont renouvelé leur bail depuis quatre ou cinq ans, l'ont renouvelé à un prix assez élevé ; mais, comme ils vendent leurs denrées à un prix encore plus élevé, ils y trouvent leur bénéfice et ne se plaignent pas. Ceux qui ont d'anciens baux, vendent aussi cher que les premiers et font double bénéfice : les campagnes sont

dans l'abondance. Si la réforme monétaire abaissait tout à coup d'une manière définitive et permanente les prix du marché, ceux qui ont des baux anciens pourraient encore vivre de leur travail, mais ceux dont les baux sont récents ne pourraient plus suffire à payer leur fermage; les campagnes seraient dans la misère, et on sait quelle influence la situation des campagnes exerce sur la prospérité générale du pays. Ainsi donc, en admettant que la baisse eût lieu, elle aurait aujourd'hui de tristes résultats.

L'argent ne pourrait pas être employé comme unique agent de la circulation; très-propre au petit commerce de détail, il est très-embarrassant dans les payements importants et dans le grand commerce. Une somme de 200 francs pèse 1 kilogramme, et il n'est pas très-commode, quand on a quelques achats à faire, d'emporter avec soi un poids de plusieurs kilogrammes. Tout en laissant à l'argent seul la qualité d'étalon, il faudrait de toute nécessité lui adjoindre dans la circulation un aide qui eût cours légal. Différents projets ont été présentés à ce sujet et ont eu pour but de faciliter la circulation et de rendre en même temps la réforme moins coûteuse.

On a parlé du billet de banque. Les petits billets pourraient en effet remplacer très-avantageusement les pièces d'or, et la Belgique l'a si bien compris, qu'en adoptant l'argent pour étalon, elle a fait des coupures de billets de banque de 20 francs. Mais l'éducation économique de la Belgique est plus avancée que celle de la France. Les paysans wallons, comme les paysans écossais, acceptent sans hésitation le papier de crédit, et les billets de la banque circulent jusque dans les moindres villages. Nous avons fait en France de grands progrès à cet égard, mais les demandes d'argent dont la Banque est assiégée depuis quelques années, prouvent à elles seules que nous sommes encore loin de cette perfection. Rien de plus désirable que de voir l'usage des petits billets pénétrer dans toutes les parties de la France, et il faut espérer que la Banque elle-même ne tardera pas à travailler à cette œuvre d'éducation populaire et d'éco-

nomie nationale, par la création des billets de cinquante francs. Mais substituer tout à coup le papier à l'or, et chercher à lui donner dès aujourd'hui la même autorité, serait une tentative prématurée, et dont la précipitation même compromettrait le succès. D'ailleurs, quoi qu'il arrive, les billets ne pourront jamais remplacer dans tous les cas le métal, et on sentira toujours le besoin d'une monnaie plus portative que l'argent.

On a parlé aussi de conserver l'or en ne lui laissant plus qu'un rôle secondaire. Il ne peut pas être question de changer une seule fois le rapport de 1 à 15.5, d'y substituer par exemple le rapport de 1 à 14.5 et de laisser ensuite les monnaies circuler après une simple refonte des pièces d'or : ce serait retomber dans le système du double étalon, et le nouveau rapport qui peut être vrai aujourd'hui cesserait de l'être demain. Il ne peut pas être question non plus de donner à la pièce d'or une valeur conventionnelle supérieure à la valeur réelle, comme on fait en Angleterre et aux Etats-Unis pour la monnaie d'argent, parce que l'or sous un petit volume représente des sommes trop considérables pour que le public se prête à cet arrangement.

L'or, s'il n'est pas étalon, ne peut pas avoir une valeur différente de celle du lingot sur le marché ; il faut par conséquent que la monnaie d'or suive toutes les variations du cours et soit assimilée sous ce rapport aux simples marchandises. C'est ce qu'ont compris ceux qui ont essayé de fonder un système monétaire sur cette base.

La loi du 28 thermidor an III (15 août 1795) avait adopté l'argent pour étalon et le franc pour unité monétaire. « L'unité monétaire portera désormais le nom de franc », disait l'article premier. Aussi, pour être conséquente, avait-elle laissé aux citoyens la liberté de prendre au prix qui leur conviendrait les pièces d'or, qui n'auraient été que de simples médailles, de poids et de titre garantis par l'Etat. « Art. I. Il sera fabriqué des pièces d'or... Art. IV. Chaque pièce sera à la taille de dix

grammes. » Mais rien ne fixait leur valeur. On avait même présenté un projet de loi dont l'article V était ainsi conçu :

« ART. V. La valeur légale de la pièce d'or ne sera pas fixe; elle variera comme le prix des matières d'or dans le commerce. En conséquence, les citoyens pourront se transmettre les pièces d'or au taux stipulé entre eux de gré à gré.

» Mais pour prevenir les abus et les entraves dans le service public, le cours légal de la pièce d'or sera toujours, pendant chaque semestre de l'année, égal à la moyenne du prix commercial de la pièce d'or à Paris dans les six mois précédents. »

Ce système ne fut jamais appliqué ; la République ne frappa que des pièces de cinq francs en argent. Quand, sous le Consulat, on commença à fabriquer des pièces d'or, le système était changé. La question avait été toutefois vivement débattue au Conseil d'Etat; mais le ministre des finances avait représenté avec sagesse les inconvenients qu'avaient ces perpétuelles variations pour les gens de la campagne, pour la plupart des petits commercants, et surtout pour l'Etat dans ses rapports avec ses officiers comptables ; la loi du 7 germinal an XI avait établi la proportion fixe de 1 à 15.5.

Dans une convention toute récente, l'Allemagne vient de reprendre le système abandonné par le Consulat. Le 24 janvier 1857, l'Autriche, la Prusse et les Etats du Zollverein ont adopté pour étalon monétaire l'argent, et fixé le poids du thaler, du florin d'Autriche, et du florin de Bavière, les seules monnaies légales de l'association. Ils ont décidé de plus qu'ils auraient deux espèces de monnaies d'or : la couronne à la taille de 50 par livre d'or fin et la demi-couronne à la taille de 100. Mais nul ne sera obligé de les recevoir en payement, et chacun ne les acceptera qu'au prix qui lui conviendra ; la loi ne fixe rien à cet egard et laisse aux particuliers une entière liberté. Seuls les Etats qui voudront bien les accepter dans leurs caisses, feront savoir à l'avance à quel prix ils les prendront par des déclarations auxquelles ils donneront une grande

publicité, qu'ils renouvelleront au moins tous les six mois, et même plus fréquemment s'il leur convient dans l'intervalle de ne plus accepter l'or au même taux.

L'expérience n'a pas encore prononcé son arrêt ; mais il est à craindre que l'Allemagne n'éprouve les inconvénients que signalait en 1803 le ministre français ; il est à craindre que dans l'intervalle des six mois, les officiers comptables ne profitent de la moindre baisse de l'or pour vendre tout l'argent de leur caisse et pour faire un profit illicite au détriment de leur gouvernement, que les contribuables au moins ne profitent de la différence des cours pour payer avec la monnaie la moins coûteuse, que les États n'éprouvent quelquefois des pertes graves par suite d'une baisse qui ne leur permettrait de donner qu'à un prix beaucoup moindre l'or que, dans les six mois précédents, ils auraient reçu pour une valeur supérieure ; il est à craindre qu'au moment de la déclaration de la valeur officielle, l'or ne donne lieu à un agiotage fâcheux dont le gouvernement serait la dupe et dont le commerce souffrirait, que les particuliers n'éprouvent des embarras et n'hésitent à accepter cette monnaie, si commode dans les circonstances ordinaires, que les campagnes effrayées par la complication du calcul des cours ne la repoussent entièrement, et que l'Allemagne ne soit à peu près réduite à sa monnaie d'argent.

La monnaie est l'instrument perfectionné des échanges ; nous l'avons plus d'une fois dit et démontré dans le cours de ce travail. Mais à quelle condition est-elle un instrument perfectionné ? A condition qu'elle représente une valeur fixe, bien déterminée, bien connue de tous. C'est à ce titre qu'elle est, dès qu'elle se présente, acceptée de tous avec confiance et sans contestation, et qu'elle peut circuler avec tant de rapidité. La monnaie suisse et les pièces de cinq francs belges sont reçues en France sans aucune difficulté et s'y trouvent même en assez grande quantité. Les souverains anglais y sont rares ; ils ne circulent pas ; dès qu'ils se trouvent dans le commerce,

ils se rendent immédiatement chez les changeurs. Pourquoi cette différence ? C'est parce que les pièces suisses et belges, frappées d'après notre système monétaire, ont pour nous une valeur fixe, c'est-à-dire un rapport invariable avec les autres pièces en circulation. Peu importe que les marchandises haussent ou baissent, la pièce de cinq francs vaut toujours cinq francs ; elle s'échange contre cinq pièces de un franc, et il en faut quatre pour se procurer une pièce de vingt francs ; ce sont des nombres ronds, invariables ; le change n'exige aucun calcul, et tout porteur d'une pareille monnaie sait exactement ce qu'il a dans sa poche : c'est là le point important. Il n'en est pas de même des pièces anglaises ; le souverain vaut tantôt un peu plus, tantôt un peu moins de 25 fr. 20, selon le cours du change. Combien vaut-il aujourd'hui ? C'est ce que j'ignore. Mon voisin à qui je veux donner en payement une pièce de cette espèce, l'ignore comme moi ; et pour savoir la valeur de la monnaie que nous employons, nous serions obligés de consulter un homme du métier ou tout au moins la cote des changes. Il faut avouer que c'est là une grande gêne. Aussi d'ordinaire les particuliers reçoivent-ils le souverain comme une monnaie fixe au prix de vingt-cinq francs, parce qu'ils sont dans l'impossibilité d'en suivre les variations. Mais dans ce cas, il y a nécessairement une partie lésée. Le vendeur, qui est libre de refuser, déclare souvent qu'il ne donne pas sa marchandise pour une monnaie dont il ne connaît pas la valeur ; et le possesseur de la pièce anglaise est forcé de recourir au changeur, soit parce que les autres marchands ne veulent pas lui tenir compte de la prime, soit parce qu'ils ne veulent pas s'exposer à une perte. La mobilité de la valeur est contraire à l'essence de la monnaie. Elle est un obstacle, au lieu d'être une facilité pour la circulation ; elle réduit les pièces monnayées au simple rôle de lingots marqués par l'essayeur. Les Chinois n'ont pas d'autre monnaie, assure-t-on ; mais devons-nous prendre la Chine comme modèle de nos institutions éco-

nomiques? Entre une monnaie variable et une monnaie invariable, le public n'hésitera jamais plus qu'il n'hésite entre la pièce anglaise et la pièce belge.

Deux moyens ont été proposés pour réduire l'or au rang d'auxiliaire de l'argent. Ils consistent à frapper des pièces sur lesquelles on inscrira non plus la valeur, mais le poids d'or fin, puis à déclarer ou que ces pièces n'auront pas d'autre valeur que celle qu'il plaira aux particuliers de leur attribuer dans leurs transactions, ou que l'Etat déterminera lui-même tous les six mois cette valeur d'après le cours des lingots sur le marché. Quelle que soit celle des deux mesures que l'on adopte, les conséquences seront les mêmes. On ne voudra pas plus d'une monnaie exposée à changer tous les six mois que d'une monnaie exposée à changer tous les jours. L'or disparaîtra du commerce; il n'aura plus guère cours que parmi les banquiers et quelques grands négociants, et, quand par hasard il paraîtra dans les caisses de l'Etat, il deviendra de la part des comptables l'objet d'un agiotage fâcheux, comme le prévoyait en 1803 le ministre des finances.

La France se trouverait dans une situation singulière. En admettant une certaine monnaie d'or, elle déclarerait, ce qui est vrai, qu'elle ne peut se passer de ce métal, et il arriverait que, par la combinaison adoptée, ce même métal émigrerait peu à peu et lui ferait presque entièrement défaut; elle aurait pris cette mesure dans le but de relever et de rendre plus fixe la valeur de la monnaie, et il arriverait que par suite de la solidarité des deux métaux, l'argent ne remonterait pas, comme elle l'aurait pensé, à son ancien niveau, et que tôt ou tard une découverte de la chimie amènerait tout à coup dans la production de l'argent une perturbation semblable à celle qui se produit aujourd'hui pour l'or. Il ne serait certes pas prudent, dans la perspective de telles conséquences, d'imposer à l'Etat une énorme dépense ou de faire subir aux particuliers une perte non moins grande afin de donner à la France l'étalon d'argent.

CHAPITRE IX.

DÉMONÉTISATION DE L'ARGENT.

Démonétiser l'argent, c'est accepter le fait accompli, c'est se soumettre entièrement à la révolution, profiter de toutes ses conséquences favorables, et se résigner à n'opposer à ses conséquences fâcheuses que les conseils et les palliatifs que suggère la science. Sommes-nous les maîtres d'agir autrement? Non. Il faut sortir de la situation fausse dans laquelle nous a placés notre législation : et, en admettant même par une hypothèse toute gratuite que l'adoption de l'argent produise une grande baisse dans les prix, d'un côté comme de l'autre, nous aurions une révolution à traverser ; du côté de l'argent, révolution par la hausse de la monnaie ; du côté de l'or, révolution par la baisse. Or, à tout bien considérer, mieux vaut ratifier ce qu'a fait la force même des choses ; et, puisque maintenant notre monnaie se compose principalement de pièces d'or, il est plus sage de prendre l'or pour étalon que de faire une réforme coûteuse qui pourrait nous entraîner encore dans de nouvelles perturbations.

Si la France n'avait jamais eu ni monnaie d'or, ni monnaie d'argent, et que, reconnaissant enfin en 1857 la nécessité d'adopter un, mais un seul, de ces deux métaux comme mesure

des échanges, elle consultât sur cette question les hommes d'État et les savants, je ne doute pas que le plus grand nombre se prononçassent en faveur de l'or.

Premièrement, la valeur de l'or est moins variable que celle de l'argent. Une pareille opinion semble être aujourd'hui contredite par les apparences. Mais elle est néanmoins partagée par la plupart des économistes ; et, pour peu qu'on y réfléchisse, on s'aperçoit qu'elle est fondée sur de solides raisons. Que l'or baisse de valeur en ce moment par suite de la découverte des mines de Californie et d'Australie, c'est un accident, ce n'est pas un fait nécessaire et permanent. Après la découverte de l'Amérique, lorsque dans chaque mine qu'on ouvrait on trouvait une petite quantité d'or et une très-grande quantité d'argent mêlées ensemble dans le même minerai, l'argent était en baisse, et cette baisse semblait alors beaucoup plus liée à la nature des mines que celle de l'or aujourd'hui. Cependant eût-il été juste de dire que l'argent serait toujours proportionnellement plus abondant que l'or? Le nombre des mines et la richesse des minerais sont des faits purement accidentels qui peuvent faire pencher la baisse tantôt du côté de l'or, tantôt du côté de l'argent ; et nous savons combien de filons encore inexplorés recèlent le minerai d'argent!

La différence dans le travail d'exploitation des deux métaux a un caractère plus significatif. En effet, l'or n'est combiné avec aucun autre corps ; on le trouve à l'état natif, et il n'y a besoin ni de matériel coûteux, ni de grande opération chimique pour se le procurer. Une pioche pour creuser la terre, une auge et de l'eau pour la laver, ou du mercure dans quelques contrées, voilà les instruments du travail, et l'homme le plus ignorant est capable, avec ses deux bras, de s'y livrer aussi bien que tout autre. C'est un travail purement mécanique, qui est très-simple, peu susceptible de perfectionnement. L'art n'intervient guère que lorsqu'au lieu d'exploiter les terrains friables que les révolutions du globe ont détachés de la monta-

gne, l'homme veut attaquer la montagne même et pulvériser la roche; il emploie alors la vapeur; mais les difficultés croissent avec ses prétentions et les frais d'extraction augmentent. Dans tous les cas, qu'on se serve des muscles de l'homme ou du piston d'une machine, c'est toujours par une pure dépense de force qu'on obtient l'or; et le prix du travail, un des éléments les moins variables de la valeur, déterminera toujours le prix du métal. On n'en saurait dire autant de l'argent. Rien de plus variable que les frais d'extraction de ce métal. Sans parler de l'impôt dont on le surcharge au Mexique, du mauvais état des routes, du prix exorbitant auquel d'ordinaire on loue des capitaux aux entrepreneurs de mines, l'argent est presque toujours combiné avec d'autres corps et se trouve le plus souvent à l'état de sulfure en Amérique : on ne l'extrait que par une opération chimique très-compliquée dont nous avons parlé, par l'amalgamation à froid. Que de réformes économiques et de découvertes scientifiques peuvent successivement simplifier le travail et faire varier le coût de production du métal!

Secondement, l'or a, comme monnaie, des qualités bien supérieures à l'argent. Il est beaucoup moins altérable; il n'est pas attaqué par les acides simples; il s'use cinq fois moins vite que l'argent dans la circulation, et il procure par là une économie à l'État qui l'emploie. Il a une densité deux fois plus grande que l'argent, et, comme il n'y a que le platine qui puisse lui être comparé pour la pesanteur, il est presque impossible de faire de fausse monnaie d'or. Les frais de fabrication de la monnaie d'or sont bien moindres que ceux de la monnaie d'argent; on frappe 3,100 francs en pièces d'or pour 6 fr. 70, tandis qu'en pièces d'argent on prend 23 fr. 75, c'est plus de trois fois autant; avec l'or, la valeur de la monnaie se rapprocherait beaucoup plus de celle du lingot.

Troisièmement, l'or est la monnaie des peuples riches, comme on l'a remarqué avec raison. Dès que les sommes que l'on manie le plus souvent sont supérieures à 20 et même à 10

francs, l'or est un instrument d'échange bien meilleur que l'argent, parce qu'il permet de compter et de payer plus rapidement, parce qu'il est beaucoup plus facile à transporter. Les lettres de change et même les billets de banque ne sont pas d'un usage commode en tout lieu et en tout temps ; l'or est accepté partout. Interrogez les marchands qui font des tournées lointaines et les voyageurs qui quittent la France ou visitent des provinces éloignées, demandez-leur si l'or n'est pas la monnaie qu'ils préfèrent, s'ils auraient pu emporter des sommes aussi fortes en argent, ou si les lettres de change et les lettres de crédit ne leur auraient pas causé plus d'embarras et de dépense. Dans les grandes affaires commerciales, et surtout dans les opérations des banques, les frais de transport de la monnaie ne sont pas sans avoir une certaine importance. Dans le compte rendu de 1856, la Banque de France accusait une dépense de 1,044,600 francs pour le transport d'espèces de Paris sur succursales et de succursales sur succursales dans l'espace de dix-huit mois. Or, nous avons eu occasion de dire que le transport d'une somme de 310,000 francs jusqu'à la frontière coûtait en or 200 francs, et en argent 310 fr. La supériorité de l'or à cet égard est incontestable.

Quatrièmement, l'or a déjà été adopté comme étalon monétaire par les deux peuples qui sont en quelque sorte avec la France les maîtres du grand commerce du monde, par l'Angleterre et par les Etats-Unis. C'est avec eux que la France a les relations les plus suivies. En 1853, l'Angleterre figurait dans notre commerce extérieur pour 722 millions, les Etats-Unis pour 566 ; la Belgique, qui occupait le troisième rang, n'avait que 412 millions; puis venaient la Suisse, le Zollverein, l'Espagne, les Etats sardes. La Belgique, la Suisse, la Sardaigne comptent comme nous par francs et par centimes, et nos relations seront toujours faciles avec des pays qui ont accepté notre système monétaire. Il n'en est pas de même des Etats-Unis et de l'Angleterre; nous avons un intérêt immédiat à fabriquer notre

monnaie avec le même métal qu'eux afin de donner de nouvelles facilités au commerce par la simplification du change. Nous devons même considérer les choses d'un point de vue plus élevé, et songer à l'avenir d'une union monétaire que la science réclame depuis longtemps et que les progrès de la civilisation amèneront tôt ou tard. Si nous choisissons l'argent, nous nous éloignons pour de longues années des deux nations avec lesquelles il nous importe le plus de nous unir. Si nous choisissons l'or, nous faisons un premier pas vers l'union et nous hâtons un rapprochement si désirable. La France, l'Angleterre et les Etats-Unis, confondant leurs monnaies dans un système uniforme, habitueraient bientôt par l'étendue de leurs relations et par l'importance de leur commerce le monde entier aux commodités d'une monnaie unique, et obligeraient peu à peu par la seule force de l'exemple les nations récalcitrantes d'adhérer à la réforme. La fusion présentera sans doute des difficultés; mais elles ne seront peut-être pas aussi grandes qu'on se l'imagine. Les avantages du système décimal sont trop évidents pour qu'on puisse raisonnablement chercher une autre base. Nos voisins reprochent, il est vrai, à la France d'avoir une unité monétaire trop faible. Mais le système décimal porte en lui-même son correctif. Ne peut-on pas avoir plusieurs unités de monnaie, comme on a plusieurs unités de poids, le gramme, le kilogramme, le quintal et la tonne, sans que l'unité réelle du système en soit altérée? N'existe-t-il même pas en France une ancienne monnaie de compte qui est encore en usage dans plusieurs provinces, la *pistole* qui vaut dix francs et qui est l'unité immédiatement supérieure au franc? Les Américains et les Anglais pourraient la prendre pour unité, sans faire une grande violence à leurs habitudes; car elle correspond à peu près au double dollar et au demi-souverain; en abaissant la valeur du demi-souverain, les Anglais amèneraient en même temps leur petite monnaie, le *penny*, à la valeur de notre *décime*, mot qu'on a peut-être

eu tort d'effacer de nos monnaies pour ne conserver que celui de *centime*. L'introduction de la pistole dans le système monétaire ne gênerait en rien les peuples qui comptent par francs, et faciliterait le rapprochement, non-seulement de ceux qui comptent par dollars ou par livres sterling, mais aussi de ceux qui se servent de la piastre, du thaler et du florin qui correspondent à peu près à la moitié, au tiers et au quart de la pistole. Ce n'est pas là un plan de fusion monétaire ; ce sont seulement quelques aperçus qui pourraient servir à en former un.

L'or a une valeur plus fixe ; l'or est une monnaie plus économique parce qu'il coûte moins à fabriquer et qu'il s'use moins vite : l'or est une monnaie beaucoup plus commode pour un peuple riche ; l'or a déjà été adopté par les deux nations les plus commerçantes qui ont avec nous le plus de relations et avec lesquelles nous devons nous unir pour préparer l'unité monétaire des peuples civilisés : quatre raisons qui devraient nous faire préférer l'or, si nous étions entièrement libres de notre choix. Nous ne le sommes pas ; l'or nous a envahis, et la seule raison qui aurait pu nous attacher à l'argent, celle de « la conservation de la propriété » n'existe plus depuis les changements que dix années de révolution ont produits dans le prix des choses et dans les relations sociales.

Il est donc non-seulement utile de prendre l'or pour étalon monétaire, mais il serait difficile de faire autrement, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent. Il y a plus : la démonétisation de l'or occasionnerait à l'Etat d'énormes dépenses ; la démonétisation de l'argent peut être pour lui une source de bénéfices. Mais il faut qu'il se hâte, s'il ne veut pas abandonner aux particuliers un bénéfice qu'il a le droit de recueillir au profit de tous, puisqu'il est prélevé sur le capital monétaire de tous. Nous avons encore environ 1 milliard d'argent ; qu'il vende une partie de cet argent en échange de l'or dont il a besoin : et, en admettant qu'il opère seulement sur 7 ou 800 millions, il gagnerait au moins de 10 à 12 millions : c'est à peu près la

prime que la Banque a dû payer pour se procurer 814 millions sur lesquels il y avait beaucoup plus d'or que d'argent.

On fait à la monnaie d'argent le reproche d'être insuffisante pour les gros payements; on peut faire à la monnaie d'or celui de ne pouvoir servir aux petits payements. Il est facile de remédier à cet inconvénient : l'Angleterre et les Etats-Unis nous en apprennent le moyen. En donnant à l'or seul la qualité d'étalon, on ne proscrit pas entièrement l'argent, pas plus qu'on ne proscrit la monnaie de cuivre qui ne sert d'étalon dans aucun pays. Mais il faut alors que l'argent, comme le cuivre, ne soit pas une monnaie véritable, ayant une valeur intrinsèque égale à la valeur nominale, mais qu'il joue le rôle d'une simple monnaie de confiance, d'une espèce de billon auquel la loi donne cours dans l'intérieur d'un Etat, et qu'on n'est obligé d'accepter que comme appoint et jusqu'à une somme déterminée. En Angleterre, la valeur réelle de la monnaie d'argent est inférieure de 8 pour 0/0 à la valeur nominale, mais on n'a le droit d'en donner dans un payement que jusqu'à concurrence de 20 schellings.

Dans la fabrication de cette monnaie de confiance, il y a deux écueils à éviter. Il faut premièrement qu'il y ait entre la valeur nominale et la valeur réelle une différence assez grande pour qu'une baisse survenue dans le cours du lingot d'or ne puisse pas tout à coup niveler cette différence. Que se propose-t-on en effet? D'empêcher la plus-value d'une monnaie sur l'autre provenant des variations du marché, et par suite l'exportation de la monnaie la plus précieuse. Or, si on ne donne à l'argent qu'une valeur nominale de 1/100 au-dessus de la valeur réelle, de telle manière, par exemple, qu'un franc contienne 99 centimes d'argent à 9/10, y compris les frais de fabrication, et qu'il survienne une baisse de 2/100 sur l'or, la monnaie d'argent aura une plus-value de 1/100, et on trouvera profit à l'exporter. Il faut, en second lieu, que la différence entre la valeur nominale et la valeur réelle ne soit

pas trop grande. Car, si le billonnage permettait non-seulement de payer la prime d'importation en contrebande, et de couvrir les risques de la saisie, mais de faire en outre un bénéfice sur l'opération, il ne manquerait pas de gens qui fabriqueraient à l'étranger de la monnaie et l'introduiraient frauduleusement en France. Il y a un milieu à garder entre ces deux extrêmes : la proportion adoptée par l'Angleterre peut être regardée comme bonne, puisque, jusqu'à présent, elle n'a donné naissance à aucune spéculation nuisible au pays. En France, nous ferions mieux d'adopter celle de 10 p. 0/0, puisque nos monnaies reposent sur le système décimal. Il peut cependant arriver par suite de la baisse de l'or que cette proportion se trouve quelque jour insuffisante pour sauvegarder la monnaie d'argent. Mais il suffirait de s'apercevoir à temps du danger et de modifier la proportion : l'argent n'étant pas l'étalon de la monnaie, ce changement ne jetterait pas plus de trouble dans la circulation que n'en a jeté chez nous la substitution des sous de bronze aux sous de cuivre.

La création de cette monnaie de confiance soulève encore une question. L'Etat doit-il régler par lui-même la somme livrée à la circulation, comme la France le fait pour la monnaie de bronze, ou doit-il abandonner ce soin aux particuliers sans fixer aucune limite, comme l'Angleterre le fait pour la monnaie d'argent? La limitation n'aurait assurément pas les inconvénients que nous signalions lorsqu'il s'agissait de l'étalon, puisque les besoins du public régleraient seuls la quantité de la monnaie principale et qu'on pourrait toujours faire frapper plus ou moins d'or, selon que l'argent serait rare ou abondant. Néanmoins, il y aurait encore quelques inconvénients. Nous n'avons que 46 millions de sous, portion minime d'un capital monétaire de 4 milliards. On a frappé 172 millions de menue monnaie d'argent, qu'il faudrait peut-être doubler, si on comprenait les pièces de cinq francs en argent parmi la menue monnaie en les réduisant au rôle de billon. Or, 300 millions

sont une somme importante dont l'Etat n'est plus capable de régler les mouvements avec sûreté. Il ne peut savoir au juste s'il en faut dans le commerce 250 ou 350, si les besoins n'ont pas augmenté plus vite que sa fabrication, et chaque erreur donnerait lieu sur la vente des pièces d'argent à un agiotage qu'il faut éviter. Il vaut mieux laisser aux particuliers le droit de faire frapper eux-mêmes la petite monnaie dont ils peuvent avoir besoin; mais l'Etat se réserverait naturellement le bénéfice de la différence entre la valeur nominale et la valeur réelle. Le kilogramme d'argent à 9/10 vaut 200 fr.; on retient aujourd'hui 1 fr. 50 pour la fabrication; on retiendrait avec ce système 1 fr. 50, plus 1/10 de la valeur du métal, soit en tout 21 fr. 50. On rendrait au porteur 200 francs en petite monnaie, qui, fondus en lingot, ne vaudraient plus sur le marché que 78 fr. 50 c. Sans cette précaution, chacun trouverait un bénéfice à faire fabriquer des pièces d'argent, en portant un kilogramme d'argent acheté 200 francs qui en vaudrait 220 au sortir de l'hôtel des Monnaies, et la France serait inondée de petites pièces d'argent. Avec cette précaution, qui d'ailleurs ne procure à l'Etat que le bénéfice qu'il aurait s'il fabriquait par lui-même, on évite tout inconvénient, et la somme de menue monnaie d'argent se met d'elle-même en équilibre avec la somme de la monnaie d'or.

Dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui, l'or est donc le seul métal que nous puissions accepter pour étalon; mais il faut, à l'exemple de l'Angleterre, conserver la menue monnaie d'argent en la convertissant en une simple monnaie de confiance et en laissant aux particuliers le soin d'en régler la quantité.

Dans la commission instituée le 1er février 1857 par le gouvernement pour étudier cette question, plusieurs membres ont pensé avec raison qu'il ne fallait à la France qu'un seul étalon. L'un d'eux, M. de Parieu, jugeant que l'or devait être cet étalon, a présenté un projet de loi par lequel les pièces d'ar-

gent seraient retirées de la circulation et refondues. On fabriquerait de nouvelles pièces depuis 50 centimes jusqu'à 5 francs, pesant un dixième de moins que les pièces anciennes : ainsi le franc, par exemple, aurait un poids de 4 g. 50 au lieu de 5 gr. Les pièces d'argent perdraient ainsi 10 p. 0/0 de leur poids et de leur valeur ; car l'alliage resterait toujours fixé au dixième, et le franc, au lieu de contenir 4 g. 50 d'argent fin, n'en contiendrait plus que 4. L'argent ne serait plus qu'une monnaie de confiance ; aussi le projet déclare-t-il qu'on ne pourrait payer en argent qu'au-dessous de 40 francs. Nous avons dit que nous considérions la proportion de 10 p. 0/0 comme la meilleure qu'on puisse adopter aujourd'hui en France. Mais peut-être pourrait-on abaisser au-dessous de 40 francs le cours légal d'une monnaie qui ne représente pas sa valeur nominale. On ne peut être embarrassé en France que pour trouver l'appoint d'une pièce de 20 francs. Quoi qu'il en soit, le projet résout les principales difficultés de la situation.

L'adoption de l'étalon d'or nous donnerait la monnaie qui aujourd'hui convient le mieux à notre pays et nous mettrait à l'abri des inconvénients dont nous serons toujours menacés tant que nous conserverons nos deux étalons. L'étalon d'or n'arrêterait pas la baisse, sans doute ; mais l'étalon d'argent n'aurait pas à cet égard beaucoup plus de pouvoir ; et d'ailleurs nous avons montré, au livre troisième de ce travail, que s'il était possible de produire un retour subit et permanent aux bas prix, cette réaction aurait de fâcheuses conséquences. Aujourd'hui, c'est avec l'or que se font les payements ; et tout le monde, particuliers et gouvernement, a le droit de les faire ainsi : c'est encore ce que nous avons démontré. Aucune considération ne nous empêche donc de porter en France une loi déclarant que c'est en or que se feront, ou du moins sur l'étalon d'or que se régleront désormais les payements : l'intérêt du présent et celui de l'avenir nous y convient.

CONCLUSION.

Nous avons étudié les causes et les effets de la révolution économique à laquelle nous assistons depuis dix ans; nous l'avons suivie dans tous ses détails, examinant successivement la production actuelle des mines et leur avenir, la distribution des métaux et leurs divers usages, recherchant l'influence qu'a exercée et que peut exercer encore l'abondance de l'or sur le commerce et l'industrie, sur le taux de l'intérêt, sur le prix des denrées naturelles et des produits manufacturés, sur la condition des cultivateurs, des industriels, des ouvriers, des employés et des rentiers, sur les banques et sur le budget, sur la monnaie d'un pays qui admet un double étalon, exposant les divers moyens qui ont été proposés pour éviter les inconvénients de la baisse des métaux, et insistant particulièrement sur la question de la démonétisation de l'or ou de l'argent. Cet examen attentif nous a conduit à diverses conclusions qui peuvent être utiles à la fois à l'économiste et à l'administrateur, et dont nous n'avons plus qu'à rappeler sommairement au lecteur les plus importantes.

Voici le résumé des principaux faits que nous avons constatés :

1° En neuf ans, de 1848 à 1857, 8,226,769,120 francs se sont ajoutés au capital monétaire des peuples civilisés et l'ont accru d'environ 25 p. 0/0. L'augmentation est de 9 p. 0/0 sur l'argent et de 63 p. 0/0 sur l'or. La production annuelle des deux métaux, qui était en moyenne de 220 millions, est aujourd'hui de 913,085,000 francs.

La France avait un capital métallique de 3,500 millions, dont près des 5/6 étaient en argent. En dix ans, de 1848 à 1858, elle a reçu 4,077 millions de métaux précieux, et elle conservait au 1er janvier 1858 un total de 4,886 millions dont plus des 2/3 étaient en or.

Il s'est donc opéré dans le monde civilisé et particulièrement en France un grand changement dans la quantité et dans le rapport des deux métaux précieux, par suite de la découverte des mines de Californie et d'Australie.

2° Les 9/10 environ, c'est-à-dire la plus grande partie de ces métaux a été convertie en monnaie ; la consommation industrielle, quoiqu'elle soit devenue beaucoup plus grande, est restée et restera toujours, par la nature même des choses, bien au-dessous de l'augmentation du monnayage. La France, l'Angleterre et les États-Unis ont à eux seuls frappé pour 6,060,769,458 francs de pièces, dont plus de 6 milliards en or.

En France, de 1848 à 1857, on a frappé en moyenne 1/4 moins de monnaie d'argent et 22 fois plus de monnaie d'or qu'on n'en frappait autrefois. Le capital monétaire s'est élevé de 3 à 4 milliards, c'est-à-dire de 33 pour 0/0, et, comme on a frappé 2,890 millions de pièces de monnaie, dont 1 milliard seulement est resté dans le pays, mais qui toutes ont séjourné plus ou moins longtemps dans le commerce, on peut dire que la circulation monétaire a augmenté durant ce temps de près de 50 p. 0/0.

3° Le prix des denrées naturelles s'est élevé en France, dans l'espace de dix ans, de 1847 à 1857, de 67.19 p. 0/0. Celui des produits manufacturés de 14.94 : augmentation moyenne de toutes les marchandises, 41.61 p. 0/0. L'argent avait donc perdu en France, en 1856, 29 p. 0/0 de sa valeur en neuf ans. Mais cette hausse des marchandises était quelque peu exagérée par la disette et la spéculation.

Pendant que ce changement se produisait, le commerce extérieur augmentait de 75 p. 0/0, l'industrie devenait plus active, les cultivateurs s'enrichissaient, les industriels faisaient des bénéfices; au contraire les ouvriers, les employés et les rentiers subissaient des pertes et avaient à se plaindre de l'insuffisance de leur salaire ou de leur revenu.

Cette hausse des prix doit être attribuée en partie à l'influence passée de la disette et de la guerre, en partie à l'influence durable des progrès de la consommation, en grande partie enfin à l'accroissement de la circulation monétaire. En faisant abstraction des causes passagères de hausse et de baisse anormales, on peut évaluer l'augmentation moyenne des prix à 25 p. 0/0, et la baisse de valeur des métaux précieux à 20 p. 0/0, baisse dont les trois quarts environ sont dus à la production des mines, un quart au développement du crédit et à l'augmentation du nombre des consommateurs.

De ces faits découlent plusieurs conséquences, les unes théoriques qui intéressent la science et confirment ou complètent par l'expérience certaines lois économiques, les autres pratiques qui intéressent les hommes d'État.

Les conséquences théoriques sont :

1° La détermination de la loi qui régit la valeur des métaux précieux. Cette valeur, variable, ne se proportionne pas exactement, comme on l'a dit quelquefois, à la production des

mines, ni à l'accroissement ou à la diminution absolues de la quantité de métaux existant dans le monde ; mais elle a pour régulateurs, comme toutes les marchandises, l'offre et la demande, c'est-à-dire le rapport qui existe entre

la quantité de métaux actuellement disponible, multipliée par la rapidité de la circulation, d'une part,

et d'autre part, la somme totale des marchandises et du travail actuellement en vente, multipliée par la rapidité de la circulation et diminuée de toute la quantité achetée par le moyen du crédit.

2° La connaissance des effets produits sur la société par un accroissement subit de la quantité des métaux précieux. Cet accroissement fait hausser le prix de toutes les marchandises, et principalement celui des denrées naturelles dont la quantité ne peut être multipliée assez rapidement pour répondre à l'offre croissant des métaux : de là une grande activité du commerce et de l'industrie, et surtout de l'industrie agricole ; de grands profits pour les cultivateurs, les commerçants et les industriels; mais une gêne temporaire ou permanente pour ceux qui n'ont pas une part immédiate dans les profits, et qui payent toutes choses plus cher, pour la classe ouvrière, pour les employés et pour les rentiers. Cette influence mêlée de bien et de mal détermine parfois ou du moins hâte le retour des crises commerciales. Toutefois, elle ne s'exerce que tant que la valeur des métaux s'abaisse et que le ralentissement de la production des mines ou l'accroissement de la production générale de l'industrie n'ont pas rétabli l'équilibre des prix. Mais, après qu'elle a cessé, il en reste un bien durable, l'activité communiquée au commerce et à l'industrie ; les effets s'en sont déjà fait sentir en France.

Les conséquences pratiques doivent être :

1° Une augmentation graduelle dans la circulation des billets de banque, et le développement général des institutions de

crédit qui donneront à l'industrie et au commerce plus d'activité, répandront plus promptement le bien-être parmi les classes dont le travail n'est pas assez rémunéré, et qui, en nécessitant une moindre quantité de monnaie métallique, procureront une notable économie sur le capital monétaire.

2° Une augmentation graduelle dans le traitement des employés et des fonctionnaires publics que la révolution monétaire a le plus fortement atteints.

3° L'adoption d'un seul métal pour étalon monétaire, et la démonétisation de l'argent. S'il y a, au milieu des révolutions souvent inévitables que nous venons de subir, un point sur lequel l'influence d'une bonne législation puisse être souveraine, c'est celui-là, parce que le mal provient non pas d'une cause naturelle, mais d'une mauvaise législation ; nous savons quels sont les inconvénients de la fausse situation de la France, qui est toujours réduite à n'avoir que celui des deux métaux que la spéculation veut bien lui laisser. Il y a dix ans on pouvait discuter sur le remède à adopter et hésiter entre l'or et l'argent ; aujourd'hui, les faits accomplis nous ont trop engagés pour que nous puissions reculer : l'intérêt du présent et celui de l'avenir nous commandent de prendre l'or pour étalon monétaire. Puissions-nous le faire assez tôt pour éviter de nouvelles révolutions monétaires et pour ne pas laisser la spéculation particulière profiter des bénéfices de la réforme qui appartiennent légitimement à l'Etat !

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION.

HISTOIRE DES MÉTAUX PRÉCIEUX AVANT 1848.

LIVRE PREMIER.

PRODUCTION.

LIVRE DEUXIÈME.

DISTRIBUTION.

LIVRE TROISIÈME.

CONSÉQUENCES.

LIVRE QUATRIÈME.

REMÈDES.

CONCLUSION.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE DROUARD.







